



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 11 février 1967

Quebec, Saturday, February 11, 1967

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion; otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le mercredi, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Letters Patent**

Alsad Itée
Alsad Ltd.

Alsad Itée
Alsad Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marc-André Dandurand, 7495, rue Chambord, Montréal, André Ménard, St-Étienne-de-Beauharnois, tous deux comptables, et Aristide-Léon Sauviat, agent de relations extérieures, 720, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Agir comme agent consultant ou agent publicitaire en matière de relations extérieures, sous le nom de « Alsad Itée — Alsad Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0

5201-66

Anise construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Lebel, entrepreneur, 7480, Rondeau, Anjou, Olivier Prat, avocat, 215, Brookfield, Mont-Royal, et Thérèse Verville, secrétaire, fille majeure et usant de ses

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc-André Dandurand, 7495 Chambord St., Montreal, André Ménard, St-Étienne-de-Beauharnois, both accountants, and Aristide-Léon Sauviat, public relations agent, 720 Davaar Ave., Outremont, for the following purposes:

To act as consulting agents or advertising agents in matters of public relations, under the name of "Alsad Itée — Alsad Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5201-66

Anise construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Lebel, contractor, 7480 Rondeau, Anjou, Olivier Prat, advocate, 215 Brookfield, Mount Royal, and Thérèse Verville, secretary, fille majeure et usant de ses droits,

droits, 6073, Waverly, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Anise construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5202-66

Arthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Armand Fleury, pharmacien, Thérèse Dumouchel, ménagère, épouse dudit Armand Fleury, et Ghyslain Lapointe, notaire, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Arthe inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 19,800 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5259-66

Association des Cités des Jeunes du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Blier, greffier, 3223, rue Lafèche, Tracy, M. l'abbé Ronald Landry, prêtre, 83, rue Ste-Anne, Rivière-du-Loup, Gérard Viau, secrétaire-exécutif, 87, rue Jolicoeur, et Oswald Parent, administrateur professionnel, 114, rue Maurice, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Mettre en commun les expériences et les ressources de chacune des cités des jeunes, sous le nom de « Association des Cités des Jeunes du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5293-66

Association des Villégiateurs de la Rivière-la-Blanche

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ovila Soucy, 577, Lahaie, William Scotty Hermeton, 569, Gillies, tous deux contremaitres, Edgar Lafleur, restaurateur, 216, St-Joseph, Douglas Dunning, électricien, rue Principale,

6073 Waverly, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Anise construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5202-66

Arthe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Fleury, pharmacist, Thérèse Dumouchel, housewife, wife of the said Armand Fleury, and Ghyslain Lapointe, notary, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Arthe inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 19,800 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 33 St-Vincent St., Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5259-66

Association des Cités des Jeunes du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Blier, clerk, 3223 Lafèche Street, Tracy, Mr. Ronald Landry, priest, 83 Ste-Anne Street, Rivière-du-Loup, Gérard Viau, executive-secretary, 87 Jolicoeur Street, and Oswald Parent, professional administrator, 114 Maurice Street, the latter two of Hull, for the following purposes:

To group together the experiences and resources of each of the youth cities, under the name of "Association des Cités des Jeunes du Québec".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5293-66

Association des Villégiateurs de la Rivière-la-Blanche

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ovila Soucy, 577 Lahaie, William Scotty Hermeton, 569 Gillies, both foremen, Edgar Lafleur, restaurateur, 216 St-Joseph, Douglas Dunning, electrician, Main Street, Martial Lalonde, work-

Martial Lalonde, journalier, 305, Pine, Albert Didier, chef de police, rue Dollard, tous six de Buckingham, Gaëtan Lalonde, technicien de laboratoire, 187, Brian, Roger Paquette, chimiste, tous deux de Gatineau, Rodolphe St-Pierre, dessinateur industriel, Masson, et Howard Jones, contremaître, 144, Chartrand, Thurso, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires de résidences à Rivière-la-Blanche et les environs, sous le nom de « Association des Villégiateurs de la Rivière-la-Blanche ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$4,000.

Le siège social de la corporation est à Mayo, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

3891-66

Association sportive de Lourdes-du-Blanc-Sablon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: René Jones, administrateur de l'Hôpital de Blanc-Sablon, Révérend Père Bernard Deslauriers, curé, et Dr Camille Marcoux, médecin, tous trois de Blanc-Sablon, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association sportive de Lourdes-du-Blanc-Sablon inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est à Lourdes-du-Blanc-Sablon, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4451-66

B & M Self-Service Kosher Meat Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, chemin Dufferin, tous deux avocats, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, tous trois de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de viande, bétail, moutons, poissons et tous produits alimentaires, sous le nom de « B & M Self-Service Kosher Meat Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5045-66

Beauce Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966,

man, 305 Pine, Albert Didier, police chief, Dollard Street, all six of Buckingham, Gaëtan Lalonde, laboratory technician, 187 Brian, Roger Paquette, chemist, both of Gatineau, Rodolphe St-Pierre, industrial draftsman, Masson, and Howard Jones, foreman, 144 Chartrand, Thurso, for the following purposes:

To group the owners of residences in Rivière-la-Blanche and vicinity, under the name of "Association des Villégiateurs de la Rivière-la-Blanche".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is \$4,000.

The head office of the corporation is at Mayo, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

3891-66

Association sportive de Lourdes-du-Blanc-Sablon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Jones, administrator of Blanc-Sablon Hospital, Reverend Father Bernard Deslauriers, parish priest, and Dr. Camille Marcoux, physician, all three of Blanc-Sablon, for the following purposes:

To organize a recreational centre, under the name of "Association sportive de Lourdes-du-Blanc-Sablon inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation is at Lourdes-du-Blanc-Sablon, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

4451-66

B & M Self-Service Kosher Meat Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin Road, both advocates, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, all three of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in meat, cattle, sheep, fish and all foods, under the name of "B & M Self-Service Kosher Meat Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5045-66

Beauce Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: Armand Rancourt, industriel, Helena Vachon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Armand Rancourt, et Yvon Rancourt, machiniste, tous trois de St-Georges, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de mécanique ajustage, de maître de forge, fondeur et ouvrier en métaux, sous le nom de « Beauce Machine Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5315, boulevard Lacroix, St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5308-66

Jean Belhumeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcelle Belhumeur, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Belhumeur, 8, avenue des Bouleaux, Repentigny, Germaine Dufort, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Hervé Dufort, 16, rue Ste-Marie, Charlemagne, et Denise Vallée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Vallée, 11, rue Crevier, Ste-Anne-de-Bellevue, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles et produits qui se vendent communément dans les magasins à rayons, sous le nom de « Jean Belhumeur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5223-66

Jean Bernard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Bernard, commerçant, 1108, Val Martin, Jean-Maurice Charbonneau, avocat, 304, Léger, et Nicole Geoffrion, secrétaire, fille majeure, 5174, De Lafabrique, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois et gaz naturel, sous le nom de « Jean Bernard Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5173-66

Paul A. Bisson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul-A. Bisson, entrepreneur, 1241, 13e Avenue, Grand'Mère,

rating: Armand Rancourt, industrialist, Helena Vachon, housewife, wife separate as to property of the said Armand Rancourt, and Yvon Rancourt, machinist, all three of St-Georges, county of Beauce, for the following purposes:

To practise the trade and carry on the business of fitting mechanics, ironmasters, founders and metal-workers, under the name of "Beauce Machine Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5315 Lacroix Blvd., St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5308-66

Jean Belhumeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcelle Bellhumeur, trader, wife contractually separate as to property of Jean Belhumeur, 8 des Bouleaux Avenue, Repentigny, Germaine Dufort, housewife, wife contractually separate as to property of Hervé Dufort, 16 Ste-Marie Street, Charlemagne, and Denise Vallée, housewife, wife contractually separate as to property of Gérard Vallée, 11 Crevier Street, Ste-Anne-de-Bellevue, for the following purposes:

To deal in all articles and products which are generally sold in all department stores, under the name of "Jean Belhumeur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5223-66

Jean Bernard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Bernard, trader, 1108 Val Martin, Jean-Maurice Charbonneau, lawyer, 304 Léger, and Nicole Geoffrion, secretary, fille majeure, 5174 De Lafabrique, all three of Laval, for the following purposes:

To deal in coal, coke, peat, oil, wood and natural gas, under the name of "Jean Bernard Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5173-66

Paul A. Bisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-A. Bisson, contractor, 1241, 13th Avenue, Grand'Mère, Lionel Janna, acc-

Lionel Janna, comptable, 365, 122^e rue, Shawinigan-Sud, et Marie-Andrée Landry, secrétaire, fille majeure, St-Étienne-des-Grès, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul A. Bisson inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand-Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5167-66

Sol Bloomberg Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Sol Bloomberg, courtier en immeuble, Sylvia Davine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sol Bloomberg, tous deux de 5601, Randall, Côte St-Luc, et Lawrence Bloomberg, administrateur, 4530, chemin Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Sol Bloomberg Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5601, avenue Randall, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5095-66

Julius Bockler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: W. Desmond Thomas, 140 chemin Stonehenge, Beaconsfield, Peter C. Casey, 200 avenue Kensington, et John J. O'Connor, 462, avenue Lansdowne, ces deux derniers de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de répartiteurs en réclamations d'assurance, sous le nom de « Julius Bockler Inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5117-66

Bolduc & Rodrigue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Marie Bolduc, garagiste, Jean-Marie Rodrigue, mécanicien, tous deux de St-Méthode-de-Frontenac, et Armand Bolduc, étudiant en notariat, 370, Châtelaine, Sherbrooke, pour les objets suivants:

ountant, 365, 122nd Street, Shawinigan-South, and Marie-Andrée Landry, secretary, fille majeure, St-Étienne-des-Grès, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Paul A. Bisson inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Grand-Mère, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5167-66

Sol Bloomberg Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sol Bloomberg, real estate broker, Sylvia Davine, housewife, wife separate as to property of the said Sol Bloomberg, both of 5601 Randall, Côte St-Luc, and Lawrence Bloomberg, administrator, 4530 Côte des Neiges Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Sol Bloomberg Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5601 Randall Avenue, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5095-66

Julius Bockler Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: W. Desmond Thomas, 140 Stonehenge Road, Beaconsfield, Peter C. Casey, 200 Kensington Avenue, and John J. O'Connor, 462 Lansdowne Avenue, the latter two of Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as claims adjusters, under the name of "Julius Bockler Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5117-66

Bolduc & Rodrigue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Bolduc, garage keeper, Jean-Marie Rodrigue, mechanic, both of St-Méthode-de-Frontenac, and Armand Bolduc, notary student, 370 Châtelaine, Sherbrooke, for the following purposes:

Faire affaires comme quincailliers et garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Bolduc & Rodrigue inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Méthode-de-Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4747-66

Jean Bonnor charpente d'acier inc.
Jean Bonnor Structural Steel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, Jacques Guérin, 193, Beaconsfield, Beaconsfield, et Bernard Taillefer, 5595, Marcel-Monette, Montréal-Nord, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce des charpentes d'acier, sous le nom de « Jean Bonnor charpente d'acier inc. — Jean Bonnor Structural Steel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2190, rue Auvergne, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4965-66

Roland Boucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Mayer, notaire, André Gauthier, avocat, et Gaston Mercier, comptable, tous trois de 3500, Parc Lafontaine, suite 404, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de tous appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Roland Boucher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3144, 5e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4994-66

Boulangerie Robin (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, 847, avenue Dunlop, Outremont, Antoine Paré, 358, avenue Olivier, Westmount, et John Archambault, 5724, avenue Deom, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants d'aliments cuits de toutes sortes, sous le nom de « Boulangerie Robin (1966) inc. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$500 chacune.

To carry on business as hardware merchants and to deal in motor vehicles, their parts and accessories, under the name of "Bolduc & Rodrigue inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Méthode-de-Frontenac, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 4747-66

Jean Bonnor charpente d'acier inc.
Jean Bonnor Structural Steel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Brunet, 3565 Lagarde St., Laval, Jacques Guérin, 193 Beaconsfield, Beaconsfield, and Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette, Montreal-North, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in steel structural work, under the name of "Jean Bonnor charpente d'acier inc.—Jean Bonnor Structural Steel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2190 Auvergne St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 4965-66

Roland Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, André Gauthier, advocate, and Gaston Mercier, accountant, all three of 3500 Parc Lafontaine, suite 404, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all electrical appliances and accessories, under the name of "Roland Boucher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 3144, 5th St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 4994-66

Boulangerie Robin (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Barbeau, 847 Dunlop Avenue, Outremont, Antoine Paré, 358 Olivier Avenue, Westmount, and John Archambault, 5724 Deom Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as bakers, makers of preserves and sweetmeats and makers of cooked foods of all kinds, under the name of "Boulangerie Robin (1966) inc.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$500 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5226-66

Boulevard Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Rywen Kon, manufacturier, Dora Kon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rywen Kon, et Julian Kon, manufacturier, tous trois de 4133, Badgley, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs généraux et exercer le commerce de boîtes de carton, papeterie, attaches et étiquettes, sous le nom de « Boulevard Printing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, avenue Atlantic, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5107-66

Brossard Wall Covering Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: J.-Charlemagne Brossard, homme d'affaires, 4145, Papineau, Marcelle Des Châtelets, sténographe, fille majeure, 4147, Papineau, et Jacques Brossard, gérant, 5953, Pierre-Bédard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous matériaux de revêtement, sous le nom de « Brossard Wall Covering Specialties Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4145, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4960-66

Buanderie de Jonquière limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Clermont Fortin, technicien, 755, boulevard du Centenaire, Jonquière, Maurice Tremblay, journalier, 452, rue Dolbeau, Arvida, et René Flamand, débosseleur, 194, rue Nelson, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et compagnie de placement, sous le nom de « Buanderie de Jonquière limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4956-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5226-66

Boulevard Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rywen Kon, manufacturer, Dora Kon, housewife, wife separate as to property of the said Rywen Kon, and Julian Kon, manufacturer, all three of 4133 Badgley, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general printers and to deal in paper boxes, stationery, tags and labels, under the name of "Boulevard Printing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 400 Atlantic Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5107-66

Brossard Wall Covering Specialties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Charlemagne Brossard, businessman, 4145 Papineau, Marcelle Des Châtelets, stenographer, fille majeure, 4147 Papineau, and Jacques Brossard, manager, 5953 Pierre-Bédard, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all covering materials, under the name of "Brossard Wall Covering Specialties Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 80 common shares of \$500 each.

The head office of the company is at 4145 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4960-66

Buanderie de Jonquière limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clermont Fortin, technician, 755 du Centenaire Boulevard, Jonquière, Maurice Tremblay, labourer, 452 Dolbeau Street, Arvida, and René Flamand, body repair man, 194 Nelson Street, Kenogami, for the following purposes:

To carry on business as launderers and as an investment company, under the name of "Buanderie de Jonquière limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4956-66

**Les Canotiers du Nord-Ouest
Québécois inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Beaulé, 444, avenue Murdoch, Claude Bilodeau, 350, chemin Arntfield, tous deux professeurs, de Noranda, et Laurier Gaudet, gérant, 8, Gamble ouest, Rouyn, pour les objets suivants: Grouper les amateurs de canots, sous le nom de « Les Canotiers du Nord-Ouest Québécois inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5130-66

Cap auto Lav-O-Mat Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Armand Perron, 2603, rue Coutu, Paul Perron, 2164, boulevard Royal, et Laurent Perron, 2253, 43e rue, tous trois plâtriers, de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de machines automatiques pour le lavage et le cirage des automobiles, sous le nom de « Cap auto Lav-O-Mat Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4898-66

Capsunical inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bruno Cyr, avocat, 3250, Foresthill, Françoise Dufour, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens d'Alain Dufour, 3485, Des Érables, et Annette Proulx, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Laurent Pelletier, 3161, rue Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de toutes sortes, sous le nom de « Capsunical inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3435, Des Érables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4329-66

Carpet City Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966,

**Les Canotiers du Nord-Ouest
Québécois inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvan Beaulé, 444 Murdoch Ave., Claude Bilodeau, 350 Arntfield Road, both professors, of Noranda, and Laurier Gaudet, manager, 8 Gamble west, Rouyn, for the following purposes:

To group together canoe lovers, under the name of "Les Canotiers du Nord-Ouest Québécois inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5130-66

Cap auto Lav-O-Mat Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Perron, 2603 Coutu Street, Paul Perron, 2164 Royal Boulevard, and Laurent Perron, 2253, 43rd Street, all three plasterers of Shawinigan, for the following purposes:

To operate an automatic machine business for the washing and waxing of automobiles, under the name of "Cap auto Lav-O-Mat Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4898-66

Capsunical inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Cyr, lawyer, 3250 Foresthill, Françoise Dufour, secretary, wife contractually separate as to property of Alain Dufour, 3485 Des Érables, and Annette Proulx, secretary, wife judicially separate as to body and property of Laurent Pelletier, 3161 Sherbrooke Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products of all kinds, under the name of "Capsunical inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3435 Des Érables, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4329-66

Carpet City Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Charles Zimand, retraité, 300, Lansdowne, Ronald Golden, gérant, 235, Metcalfe, tous deux de Westmount, et Sam Gulnick, teneur de livres, 7110, Cannes, St-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, et nouveauté en ameublement, tapis, linoléums, et toutes sortes de couvre-planchers, sous le nom de « Carpet City Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5884b, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5082-66

**Le Centre progressif de l'Est
de Montréal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Lutfy, 11220, rue Drapeau, Montréal-Nord, Pierre Van Houtte, 264, McDougall, Outremont, et Jos. Melkonian, 11810, rue Frigon, Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de commerce et affaires, sous le nom de « Le Centre progressif de l'Est de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 409, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5245-66

Jules Chabot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jules Chabot, plombier, Suzanne Montmigny, ménagère, épouse commune en biens dudit Jules Chabot, tous deux de St-Jacques-de-Leeds, et Philippe Chabot, plombier, St-Patrice-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Jules Chabot inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jacques-de-Leeds, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5086-66

Châteauguay Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, 5120, Earncliffe, Montréal, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback,

porating: Charles Zimand, retired gentleman, 300 Lansdowne, Ronald Golden, manager, 235 Metcalfe, both of Westmount, and Sam Gulnick, bookkeeper, 7110 Cannes, St-Léonard, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, carpets, linoleum and all types of floor coverings, under the name of "Carpet City Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 5884b Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5082-66

**Le Centre progressif de l'Est
de Montréal inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Lutfy, 11220 Drapeau Street, Montreal North, Pierre Van Houtte, 264 McDougall, Outremont, and Jos. Melkonian, 11810 Frigon Street, Montreal, all three traders, for the following purposes:

To group those dealing in business and affairs, under the name of "Le Centre progressif de l'Est de Montréal inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 409 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5245-66

Jules Chabot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Chabot, plumber, Suzanne Montmigny, housewife, wife common as to property of the said Jules Chabot, both of St-Jacques-de-Leeds, and Philippe Chabot, plumber, St-Patrice-de-Beaurivage, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Jules Chabot inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Jacques-de-Leeds, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5086-66

Châteauguay Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 5120 Earncliffe, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621

5621, avenue Palmer, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Châteauguay Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, ouest, boulevard Dorchester, suite 2120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5094-66

Chez Marc & Toussaint cie ltée
Marc's & Toussaint's Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Haig Markarian, commerçant, Anahid Dergarabedian, ménagère, épouse séparée de biens dudit Haig Markarian, tous deux de 8001, Bloomfield, et Hampar Keuk Oghlanian, commerçant, 7976, Birnam, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de boulangerie, boucherie, laiterie, charcuterie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « Chez Marc & Toussaint cie ltée — Marc's & Toussaint's Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7202, Marconi, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4283-66

Clinique Notre-Dame
d'oto-laryngologie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dr Paul-L. Guertin, 165, Normandy Drive, Dr Germain Jolicoeur, 466, rue Vivian, tous deux de Mont-Royal, et Dr Lucien Huot, 867, rue Boissy, St-Lambert, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Administrer et gérer une ou plusieurs cliniques médicales et centres d'oto-laryngologie, sous le nom de « Clinique Notre-Dame d'oto-laryngologie inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 4,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5175-66

Clinique urologique C. G. C. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Laforest, stagiaire, 1485, Parc Lafontaine, Jean Goulet, 5759, avenue Déom, tous deux de Montréal, et Ber-

Palmer Avenue, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Châteauguay Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Room 2120, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5094-66

Chez Marc & Toussaint cie ltée
Marc's & Toussaint's Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Haig Markarian, trader, Anahid Dergarabedian, housewife, wife separate as to property of the said Haig Markarian, both of 8001 Bloomfield, and Hampar Keuk Oghlanian, trader, 7976 Birnam, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all merchandise pertaining to the bakery, butchery, dairy, pork-butcher and food specialties trades, under the name of "Chez Marc & Toussaint cie ltée — Marc's & Toussaint's Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7202 Marconi, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4283-66

Clinique Notre-Dame
d'oto-laryngologie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Paul-L. Guertin, 165 Normandy Drive, Dr. Germain Jolicoeur, 466 Vivian Street, both of Mont Royal, and Dr. Lucien Huot, 867 Boissy Street, St-Lambert, all three physicians, for the following purposes:

To administer and manage one or several medical clinics and centers of oto-laryngology, under the name of "Clinique Notre-Dame d'oto-laryngologie inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each, and 4,950 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5175-66

Clinique urologique C. G. C. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Laforest, probationer, 1485 Lafontaine Park, Jean Goulet, 5759 Déom Avenue, both of Montreal, and Bernard Tellier, 146

nard Tellier, 146, avenue Wicksteed, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Administrer des cliniques, centres ou bureaux de médecine générale et spécialisée et des salles de consultation, autres que des hôpitaux, sous le nom de « Clinique urologique C. G. C. Itée », avec capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 990 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5006-66

Club auto-neige Acton-Vale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Dupont, garagiste, Gaston Côté, plombier, Dr Lionel Laliberté, médecin, et Hervé Lavigne, gérant de banque, tous quatre d'Acton-Vale, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club auto-neige Acton-Vale inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Acton-Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4980-66

Club auto-sport Asbestos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions Yvan-R. Fortin, arpenteur, 105, rue Jeffrey, Alain Côté, comptable agréé, 215, rue Chassé, et Fernand Parenteau, technicien en électricité, 316, rue Breault, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui désirent parfaire leurs connaissances sur différentes techniques se rapportant aux véhicules automobiles, sous le nom de « Club auto-sport Asbestos inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4814-66

Club nautique de Laprairie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Circé, agent d'immeubles, 90, Place Bussy, Paul Godin, imprimeur, 754, Gouin, Jean-M. Lamoureux, 60, Place Henri-Dunant, Guy Moquin, 400, Place Henri-Dunant, tous deux marchands, Gonzague Favreau, contrôleur, 70, Place Bussy, Maurice Farveau, vendeur, 400, Charles-Péguy, et Bernard Lefebvre, avocat et

Wicksteed Avenue, Mount Royal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To direct clinics, centers or general and specialized medical offices and consultation halls, other than in hospitals, under the name of "Clinique urologique C. G. C. Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 990 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5006-66

Club auto-neige Acton-Vale inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Dupont, garage keeper, Gaston Côté, plumber, Dr. Lionel Laliberté, doctor, and Hervé Lavigne, bank manager, all four of Acton-Vale, for the following purposes:

To promote snow mobiling, under the name of "Club auto-neige Acton-Vale inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$5,000.

The head office of the corporation is at Acton-Vale, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

4980-66

Club auto-sport Asbestos inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvan-R. Fortin, land-surveyor, 105 Jeffrey Street, Alain Côté, chartered accountant, 215 Chassé Street, and Fernand Parenteau, electrical technician, 316 Breault Street, all three of Asbestos, for the following purposes:

To group those wishing to perfect their knowledge on different techniques in connection with motor vehicles, under the name of "Club auto-sport Asbestos inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Asbestos, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

4814-66

Club nautique de Laprairie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Circé, real estate agent, 90 Place Bussy, Paul Godin, printer, 754 Gouin, Jean-M. Lamoureux, 60 Place Henri-Dunant, Guy Moquin, 400 Place Henri-Dunant, both traders, Gonzague Favreau, controller, 70 Place Bussy, Maurice Favreau, salesman, 400 Charles-Péguy, and Bernard Lefebvre, lawyer and Queen's Council.

conseil en Loi de la reine, 1224, Sault St-Louis, tous sept de La Prairie, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir le sport nautique, sous le nom de « Club nautique de Laprairie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5106-66

La Collection des habits superbes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henriette Cloutier, marchande publique, épouse séparée de biens de Jean-Charles L'Écuyer, 639, rue Labelle, Alex Bertrand, mécanicien, 12, rue Raymond, tous deux de St-Jérôme, et Robert L'Écuyer, cuisinier, 6336A, rue Papineau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, tissus et matériels, sous le nom de « La Collection des habits superbes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 639, rue Labelle, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5051-66

**La Compagnie de Construction C-P Itée
C-P Construction Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Maurice-C. Laniel, 3465, avenue Belmore, Montréal, Robert Lanteigne, 7973, Place Spalding, Anjou, tous deux avocats, et Hervé Cardinal, homme d'affaires, 266, Graham, Dorval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Compagnie de Construction C-P Itée — C-P Construction Company Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4962-66

**Coordinated Advertising & Printing Ltd.
La Publicité & l'Imprimerie
coordonnées Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Charles J. Losey, vendeur, Eleanor Losey, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles J. Losey, tous deux de 130, Royal Park, Deux-Montagnes, et Abra-

1224 Sault St-Louis, all seven of La Prairie, for the following purposes:

To form and direct a sports club and to promote aquatic sports, under the name of "Club nautique de Laprairie inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at La Prairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5106-66

La Collection des habits superbes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henriette Cloutier, public merchant, wife separate as to property of Jean-Charles L'Écuyer, 639 Labelle Street, Alex Bertrand, mechanic, 12 Raymond Street, both of St-Jérôme, and Robert L'Écuyer, cook, 6336A Papineau Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparels, fabrics and materials, under the name of "La Collection des habits superbes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 639 Labelle Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5051-66

**La Compagnie de Construction C-P Itée
C-P Construction Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice-C. Laniel, 3465 Belmore Avenue, Montreal, Robert Lanteigne, 7973 Place Spalding, Anjou, both lawyers, and Hervé Cardinal, businessman, 266 Graham, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "La Compagnie de Construction C-P Itée — C-P Construction Company Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4962-66

**Coordinated Advertising & Printing Ltd.
La Publicité & l'Imprimerie
coordonnées Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles J. Losey, salesman, Eleanor Losey, housewife, wife separate as to property of the said Charles J. Losey, both of 130 Royal Park, Deux-Montagnes, and Abra-

ham H. Crestohl, gérant, 4444, ouest, rue Sherbrooke, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à imprimer, faire de la publicité et à fournir la papeterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Coordinated Advertising & Printing Ltd.—La Publicité & l'Imprimerie coordonnées ltée », avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

4952-66

Corporation de Finance Continental Continental Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité, Laval, L.-Yves Fortier, 40, Arlington, Thomas S. Gillespie, 5, Hudson, Paul-M. Amos, 79, Bruce, tous trois de Westmount, Raymond Crevier, 497, chemin Côte Sainte-Catherine, Outremont, Michel-A. Gagnon, 939, Côte Vertu, Jacques Laurent, 195, Marcotte, tous deux de St-Laurent, Robert-J. Fournier, 94, Clairette, Dollard-des-Ormeaux, Paul Fortin, 3489, Stanley, Montréal, et Claude Fontaine, 616, Victoria, St-Lambert, tous dix avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Corporation de Finance Continental — Continental Finance Corporation », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5241-66

Corporation de maçonnerie industrielle inc. Industrial Bricklaying Corporation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Gérard De Tonnancourt, maçon, Rita Archambault, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard De Tonnancourt, tous deux de 10755, Place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord, et Gloria Giroux, ménagère, épouse séparée de biens de Yvon De Tonnancourt, 2233, Henri-Bourassa est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général en maçonnerie, sous le nom de « Corporation de maçonnerie industrielle inc.—Industrial Bricklaying Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4242-66

ham H. Crestohl, manager, 4444 Sherbrooke Street West, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of printing and advertising and supplying of stationery in all of its aspects, under the name of "Coordinated Advertising & Printing Ltd.—La Publicité & l'Imprimerie coordonnées ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o

4952-66

Corporation de Finance Continental Continental Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Legrand, 1435 Cap Éternité, Laval, L.-Yves Fortier, 40 Arlington, Thomas S. Gillespie, 5 Hudson, Paul-M. Amos, 79 Bruce, all three of Westmount, Raymond Crevier, 497 Côte Sainte-Catherine Road, Outremont, Michel-A. Gagnon, 939 Côte Vertu, Jacques Laurent, 195 Marcotte, both of St-Laurent, Robert-J. Fournier, 94 Clairette, Dollard-des-Ormeaux, Paul Fortin, 3489 Stanley, Montreal, and Claude Fontaine, 616 Victoria, St-Lambert, all ten lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Corporation de Finance Continental—Continental Finance Corporation", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 100,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5241-66

Corporation de maçonnerie industrielle inc. Industrial Bricklaying Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard De Tonnancourt, mason, Rita Archambault, housewife, wife common as to property of the said Gérard De Tonnancourt, both of 10755 Place de l'Hôtel-de-Ville, Montreal-North, and Gloria Giroux, housewife, wife separate as to property of Yvon De Tonnancourt, 2233 Henri-Bourassa East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general bricklaying contractors, under the name of "Corporation de maçonnerie industrielle inc.—Industrial Bricklaying Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4242-66

Julien Côté & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Julien Côté, agent de manufacturier, Denise Marceau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Julien Côté, tous deux de 5535, Des Groseilliers, et Henri-M. Côté, manufacturier, 2281, Hingston, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et autres effets mobiliers, sous le nom de « Julien Côté & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5535, rue Des Groseilliers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5262-66

Claude Couture inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Claude Couture, marchand, Rolande Brindamour, ménagère, épouse dudit Claude Couture, tous deux de 2602, Port Royal, Ste-Foy, et Maxime Langlois, avocat, 1439, chemin Ste-Foy, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de « Claude Couture inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 174, rue Renaud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 3915-66

Cuirex Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pascal Boucher, industriel, Gilles Frève, contremaitre, tous deux de St-Pascal, et Jules Rousseau, gérant, 405, 41e rue est, app. 6, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs à main en cuir et autres articles de même nature, sous le nom de « Cuirex Industries Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 4954-66

Cyltest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Julien Côté & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien Côté, manufacturing agent, Denise Marceau, housewife, wife contractually separate as to property of said Julien Côté, both of 5535 Des Groseilliers, and Henri-M. Côté, manufacturer, 2281 Hingston, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and other moveable effects, under the name of "Julien Côté & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5535 Des Groseilliers Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5262-66

Claude Couture inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Couture, trader, Rolande Brindamour, housewife, wife of said Claude Couture, both of 2602 Port Royal, Ste-Foy, and Maxime Langlois, lawyer, 1439 Ste-Foy Road, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a construction, real estate and investment company, under the name of "Claude Couture inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 174 Renaud Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 3915-66

Cuirex Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pascal Boucher, industrialist, Gilles Frève, foreman, both of St-Pascal, and Jules Rousseau, manager, 405, 41st Street East, Apt. 6, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in handbags and other articles of same kind, under the name of "Cuirex Industries Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Pascal, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4954-66

Cyltest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1966, have been issued

patentes, en date du 31^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Paul-Camille Dubé, industriel et manufacturier, Germaine Poussard, secrétaire, épouse dudit Paul-Camille Dubé, tous deux de 2644, des Forges, Ste-Foy, et Marie-Jeanne Poussard, institutrice, fille majeure, 9451, avenue Ampleman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents manufacturiers de produits de toutes espèces, sous le nom de « Cyltest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2644, rue des Forges, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4452-66

D. & L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvan Dessureault, industriel, Solange Lesage, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Yvan Dessureault, Gérald Lesage, marchand, et Hélène Gagné, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Gérald Lesage, tous quatre de La Sarre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « D. & L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5200-66

Dafax Refrigeration & Air Conditioning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dave Feldstein, marchand, Faye Schwartz, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dave Feldstein et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6882, Chester, Felix Faxton, réparateur, 3370, Goyer, app. 1, et Cosmo Sale, réparateur, 9825, Chartrand, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, manufacturiers et installateurs de construction électrique; et faire affaires dans les appareils de radio, dispositifs électriques, instruments de musique et leurs parties composantes, sous le nom de « Dafax Refrigeration & Air Conditioning Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 244 ouest, avenue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5000-66

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Camille Dubé, industrialist and manufacturer, Germaine Poussard, secretary, wife of said Paul-Camille Dubé, both of 2644 des Forges Ste-Foy, and Marie-Jeanne Poussard, professor, fille majeure, 9451 Ampleman Avenue, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as manufacturing agents of products of all kinds, under the name of "Cyltest inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2644 des Forges Street, Ste-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4452-66

D. & L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Dessureault, industrialist, Solange Lesage, gentlewoman, wife separate as to property of said Yvan Dessureault, Gérald Lesage, trader, and Hélène Gagné, gentlewoman, wife separate as to property of said Gérald Lesage, all four of La Sarre, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in motor vehicles of all kinds, under the name of "D. & L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5200-66

Dafax Refrigeration & Air Conditioning Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dave Feldstein, merchant, Faye Schwartz, housewife, wife contractually separate as to property of the said Dave Feldstein and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6882 Chester, Felix Faxton, repairman, 3370 Goyer, Apt. 1, and Cosmo Sale, repairman, 9825 Chartrand, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, manufacturers and installers of electrical construction; and to deal in radios, electrical appliances, musical instruments and their component parts, under the name of "Dafax Refrigeration & Air Conditioning Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 244 Laurier Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5000-66

Davemic Food Inc.

Les Produits alimentaires Davemic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Milton Brock, administrateur, 251, 19e rue ouest, cité de New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique Richard Gareau, avocat, 11771, de Poutrincourt, et Liette M. Parent, secrétaire, épouse séparée de biens de J. J. Parent, 2449, avenue Benny, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs et faire affaires dans les produits alimentaires et provisions de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Davemic Food Inc. — Les Produits alimentaires Davemic inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à suite 604, 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5040-66

Davis International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, avocat, Bella Sivak, ménagère, épouse commune en biens dudit Lawrence Capelovitch, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4460, Souvenir, Laval, Harold Toulch, 2555, avenue Benny, Montréal, et Bernard Sivak, 7910, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Davis International Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 37,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5055-66

Direct Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Boucher, Albert Boucher, tous deux machinistes, de 1400, rue Barré, St-Laurent, et Maurice Boucher, pompier, 10656, rue Rancourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Direct Metal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5078-66

Davemic Food Inc.

Les Produits alimentaires Davemic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Milton Brock, executive, 251, 19th Street West, New-York City, State of New-York, United States of America, Richard Gareau, advocate, 11771 de Poutrincourt, and Liette M. Parent, secretary, wife separate as to property of J. J. Parent, 2449 Benny Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and to deal in food and provisions of every kind and description, under the name of "Davemic Food Inc. — Les Produits alimentaires Davemic inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no par value.

The head office of the company is at suite 604, 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5040-66

Davis International Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Capelovitch, advocate, Bella Sivak, housewife, wife common as to property of the said Lawrence Capelovitch, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4460 Souvenir, Laval, Harold Toulch, 2555 Benny Avenue, Montreal, and Bernard Sivak, 7910 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Davis International Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 37,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5055-66

Direct Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Boucher, Albert Boucher, both machinists, 1400 Barré Street, St-Laurent, and Maurice Boucher, fireman, 10656 Rancourt Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Direct Metal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5078-66

Eastern Terminal Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Denis Moreau, courtier dans le commerce du transport, 440, Croissant de Paris, Pierre Godbout, avocat et conseil en Loi de la reine, 50, Les Érables, tous deux de Laval, et Josette-J. Olivier, secrétaire, célibataire, 2050, St-Luc, app. 803, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de camionnage et transport de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Eastern Terminal Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 380 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 4727-66

École Yvan Coutu

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Jacques Lemaitre-Auger, 8462, Drolet, Mark M. Rosenstein, 5003, avenue Lacombe, et Alexander S. Konigsberg, 7920, Côte St-Luc, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Former des professeurs en éducation physique par le moyen de cours théoriques et pratiques et l'exploitation d'un centre de loisirs, sous le nom de « École Yvan Coutu », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3791, chemin de la Reine-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 4149-66

Les Entreprises C. L. N. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Benoit Nadeau, industriel, 287, Notre-Dame, Jean-Maurice LeMaire, arpenteur-géomètre, 673a, boulevard Mercure, et Jean-Marie Croteau, gérant, 500, St-Alfred, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits, marchandises et services habituellement rencontrés à un relié routier, sous le nom de « Les Entreprises C. L. N. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 450 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Eastern Terminal Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Moreau, transportation broker, 440 Croissant de Paris, Pierre Godbout, advocate and Queen's Counsel, 50 Les Érables, both of Laval, and Josette-J. Olivier, secretary, spinster, 2050 St-Luc, Apt. 803, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Eastern Terminal Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 380 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and 1,000 preferred shares class "B" of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 4727-66

École Yvan Coutu

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lemaitre-Auger, 8462 Drolet, Mark M. Rosenstein, 5003 Lacombe Avenue, and Alexander S. Konigsberg, 7920 Côte St-Luc, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To form professors in physical education by means of theoretical and practical courses and to operate a recreational center, under the name of "École Yvan Coutu", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3791 Reine-Marie Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4149-66

Les Entreprises C. L. N. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Nadeau, industrialist, 287 Notre-Dame, Jean-Maurice LeMaire landsurveyor, 673a Mercure Blvd., and Jean-Marie Croteau, manager, 500 St-Alfred, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in products, merchandise and services usually obtained at road relay station, under the name of "Les Entreprises C. L. N. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each, 450 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 450 preferred class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.
Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5149-66

Les Entreprises La-Ri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Caron, 11462, Tardivel, André Deslongchamps, 12210, Joseph-Casavant et Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises La-Ri inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1810, boulevard du Lac, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4667-66

Entreprises Laure Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Laurie LeBlanc, courtier d'assurances, 19, rue Pampalon, Louis Paradis, 598, rue Humphry, et Jean Dionne, 26, rue Maisonneuve, ces deux derniers avocats, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'arpentage par aéro-photographie, extermination et prospection aériennes, sous le nom de « Entreprises Laure Itée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 770, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 3530-66

Les Entreprises L. P. B. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Louis Paquin, moniteur, 23c, rue Richardson, Jean-Claude Énard, optométriste, 73, rue St-Louis, et Gérard-J. Mercier, ingénieur, 565, Jeanne d'Arc, tous trois de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises L. P. B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions classe « A » de \$10 chacune, 1,500 actions classe « B » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5149-66

Les Entreprises La-Ri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Caron, 11462 Tardivel, André Deslongchamps, 12210 Joseph-Casavant, and Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises La-Ri inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1810 du Lac Blvd., Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4667-66

Entreprises Laure Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurie LeBlanc, insurance broker, 19 Pampalon Street, Louis Paradis, 598 Humphry Street, and Jean Dionne, 26 Maisonneuve Street, the latter two advocates, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business of aerophotography, surveying and aerial extermination and prospecting, under the name of "Entreprises Laure Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 770 Laure Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 3530-66

Les Entreprises L. P. B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Paquin, gymnastic instructor, 23c Richardson Street, Jean-Claude Énard, optometrist, 73 St-Louis Street, and Gérard-J. Mercier, engineer, 565 Jeanne-d'Arc, all three of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises L. P. B. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 class "A" shares of \$10 each, 1,500 class "B" shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5314-66

Les Entreprises Micoua ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Garceau, avocat, 2365, rue Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, rue Beauchemin, et Jean-Paul Denommé, homme d'affaires, 51, rue St-André, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Micoua ltée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5157-66

Les Entreprises Normandin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alphonse Normandin, homme d'affaires, Colette Laliberté, ménagère, épouse contractuellement séparé de biens dudit Alphonse Normandin, tous deux de 125-A, Legardeur, Baie-Comeau, et J.-Achille Laliberté, maître de poste, 460, 1re rue, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Normandin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de compagnie est 125, rue Legardeur, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4953-66

Les Entreprises Tucci Martin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, et Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Tucci Martin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5116-66

The head office of the company is at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5314-66

Les Entreprises Micoua ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Garceau, 2365 Nicolas-Perrot Street, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau, secretary, fille majeure, 110 Beauchemin Street, and Jean-Paul Denommé, business man, 51 St-André Street, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Micoua ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 1,300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5157-66

Les Entreprises Normandin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Normandin, businessman, Colette Laliberté, housewife, wife contractually separate as to property of said Alphonse Normandin, both of 125-A Legardeur, Baie-Comeau, and J.-Achille Laliberté, postmaster, 460, 1st Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name "Les Entreprises Normandin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 125 Legardeur Street, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4953-66

Les Entreprises Tucci Martin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mont-Royal, and Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Tucci Martin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5116-66

Établissements Gingras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Eusèbe Gingras, cultivateur, St-Nicolas, Raymond Tanguay, industriel, 1597, Stanley, Ste-Foy, et Denys Dionne, avocat, 1071, Ploërmel, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises et des établissements agricoles, y compris la culture des terres, l'élevage des animaux de ferme, la coupe du bois, sous le nom de « Établissements Gingras inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5125-66

F. L. C. Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, 4725, Fulton, Harry Blank, 4625, Miller, Irving L. Adessky, 56, place Heath, tous trois avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, MacDonald, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « F. L. C. Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5256-66

Fabrex Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, Max Mendelsohn, 10, Renfrew, Westmount, et Jack Shayne, 5871, Melling, Côte St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de négoce en général, sous le nom de « Fabrex Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5071-66

**The Federation of Wolynian
Jews of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions:

Établissements Gingras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eusèbe Gingras, farmer, St-Nicolas, Raymond Tanguay, industrialist, 1597 Stanley, Ste-Foy, and Denys Dionne, advocate, 1071 Ploërmel, Sillery, for the following purposes:

To operate farming enterprises and establishments, including the cultivation of farms, the breeding of farm animals and wood cutting, under the name of "Établissements Gingras inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Nicolas, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5125-66

F. L. C. Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, 4725 Fulton, Harry Blank, 4625 Miller, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, all three attorneys, and Rhoda Cohen, secretary, fille majeure, 6427 MacDonald, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "F. L. C. Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5256-66

Fabrex Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, Max Mendelsohn, 10 Renfrew, Westmount, and Jack Shayne, 5871 Melling, Côte St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general trading company, under the name of "Fabrex Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5071-66

**The Federation of Wolynian
Jews of Montreal**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share

Salomon Gamer, retiré, 2655, avenue Kent, Michel Wiseman, magasinier, 6607, Mountain Sights, Max Sternfeld, homme d'affaires, 403 ouest, boulevard St-Joseph, Paul Boses, 4649, Mackenzie, Saul Alperin, 5615, Beaucourt, tous deux contremaitres, tous cinq de Montréal, et Jack Kolodny, homme d'affaires, 3, Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Réunir les anciens résidents juifs de Wolyn, Pologne, résidant maintenant à Montréal, Canada, en un groupe culturel et charitable, sous le nom de « The Federation of Wolynian Jews of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5251-66

Conrad Fortier incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gérard Lafrance, avocat, 450, rue Meilleur, Jean Sylvestre, notaire, 360, rue Châtelaine, et Rachel Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 203, 5^e avenue, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et viande de toutes sortes, sous le nom de « Conrad Fortier incorporée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5164-66

Foster-Kelly Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, tous deux de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Foster-Kelly Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5254-66

Frag Publications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dave Boxerman, radiodiffuseur, 4633, avenue Lacombe, Montréal, Peter Lazuric, administrateur, 460, 66^e Avenue, Laval, et George C. Morrison, comptable agréé,

capital: Salomon Gamer, retired, 2655 Kent Avenue, Michel Wiseman, storekeeper, 6607 Mountain Sights, Max Sternfeld, businessman, 403 St. Joseph Boulevard West, Paul Boses, 4649 Mackenzie, Saul Alperin, 5615 Beaucourt, both foremen, all five of Montreal, and Jack Kolodny, businessman, 3 Finchley, Hampstead, for the following purposes:

To unite former Jewish residents of Wolyn, Poland, now residing in Montreal, Canada, into a cultural and charitable group, under the name of "The Federation of Wolynian Jews of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5251-66

Conrad Fortier incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Lafrance, advocate, 450 Meilleur Street, Jean Sylvestre, notary, 360 Châtelaine Street, and Rachel Lafontaine, secretary, fille majeure, 203, 5th Avenue, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of fruit, vegetables and meat of all kinds, under the name of "Conrad Fortier incorporée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5164-66

Foster-Kelly Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, both of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Foster-Kelly Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5254-66

Frag Publications Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dave Boxerman, radio broadcaster, 4633 Lacombe Avenue, Montreal, Peter Lazuric, executive, 460, 66th Avenue, Laval, and George C. Morrison, chartered accountant,

62, avenue Lagacé, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et d'éditeurs de journaux, publications, revues, livres et autres ouvrages littéraires, sous le nom de « Frag Publications Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5147-66

Gestad Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Bergeron, 6975, 43e Avenue, Montréal, André Gaudette, 5475, rue Menneville, St-Léonard, tous deux comptables agréés, et Suzanne Hamel, secrétaire épouse séparée de biens de Gaston Giroux, 46, Champigny est, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Gestad Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5100-66

Marcel Girard construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Roger Lajeunesse, 11585, avenue de Poutrincourt, Montréal, Marcel Lafontaine, 47, rue Courcellette, Outremont, tous deux avocats, et Rachel Bouchard, secrétaire, fille majeure, 4, Montée Bord de l'Eau, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux et faire le commerce du bois, sous le nom de « Marcel Girard construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 4607-66

Daniel Guy, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Daniel Guy, commerçant, Lucienne Paradis, ménagère, épouse dudit Daniel Guy, et Yolande Lapointe, secrétaire, fille majeure, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Daniel Guy, inc. », avec un capital total de

62 Lagacé Avenue, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works, under the name of "Frag Publications Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5147-66

Gestad Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bergeron, 6975, 43rd Avenue, Montreal, André Gaudette, 5475 Menneville St., St-Léonard, both chartered accountants, and Suzanne Hamel, secretary, wife separate as to property of Gaston Giroux, 46 Champigny east, L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as a management, investment and holding company, under the name of "Gestad Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5100-66

Marcel Girard construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Lajeunesse, 11585 de Poutrincourt Avenue, Montréal, Marcel Lafontaine, 47 Courcellette Street, Outremont, both advocates, and Rachel Bouchard, secretary, fille majeure, 4 Montée Bord de l'Eau, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, and to deal in wood, under the name of "Marcel Girard construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4607-66

Daniel Guy, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Guy, trader, Lucienne Paradis, housewife, wife of the said Daniel Guy, and Yolande Lapointe, secretary, fille majeure, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business dealing in grains, cereals and farm products of all kinds, under the name of "Daniel Guy, inc.", with a total capital stock

\$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4706-66

H. R. V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Hervé Bachand, instituteur, rue St-Cyprien, Napierville, Réal Bachand, aviculteur, St-Patrice-de-Sherrington, et Venant Bachand, comptable, 7495, Malo, Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce des animaux de ferme et exploiter des clubs de chasse et de pêche, restaurants et terrains de camping, sous le nom de « H. R. V. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4614-66

P. Herman (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Marc LeBlanc, 107, Ashton, St-Laurent, et Jean Biron, 3500, Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs et exercer le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « P. Herman (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 4570-66

Hôtel-Motel Orléans inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henri Fortin, 5120, 3^e avenue est, André Cossette, 215, 75^e rue est, tous deux de Charlesbourg, et Claude Royer, 2785, rue Poitiers, Ste-Foy, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, auberges, maisons de touriste et restaurants, sous le nom de « Hôtel-Motel Orléans inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4706-66

H. R. V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hervé Bachand, professor, St-Cyprien Street, Napierville, Réal Bachand, breeder of fowls, St-Patrice-de-Sherrington, and Venant Bachand, accountant, 7495 Malo, Brossard, for the following purposes:

To deal in farm animals and to operate hunting and fishing clubs, restaurants and camping grounds, under the name of "H. R. V. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 100 preferred class "A" shares of \$100 each and into 100 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4614-66

P. Herman (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Marc LeBlanc, 107 Ashton, St-Laurent, and Jean Biron, 3500 Ridgewood, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "P. Herman (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 4570-66

Hôtel-Motel Orléans inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Fortin, 5120, 3rd Avenue East, André Cossette, 215, 75th Street East, both of Charlesbourg, and Claude Royer, 2785 Poitiers Street, Ste-Foy, all three notaries, for the following purposes:

To operate hotels, motels, inns, tourist homes and restaurants, under the name of "Hôtel-Motel Orléans inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5197-66

Hôtel Sabrevoyn inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Georges Buisson, industriel, Georgette Richard, ménagère, épouse dudit Georges Buisson, et Roland Richard, gérant, tous trois de 110, rue du Zouave, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, auberges, restaurants, discothèques et boîtes à chansons, sous le nom de « Hôtel Sabrevoyn inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-Sabrevois, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5250-66

Iico Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Nahum Gelber, 4115, Jean Brillant, Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, tous deux avocats, de Montréal, et Samuel Chait, avocat et conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des garages, entrepôts, lots, emplacements vacants et autres endroits semblables; exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Iico Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2232, rue St-Louis, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5066-66

**Immeubles Beaumont inc.
Beaumont Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Clifford George Meek, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, et Colin Richard Chisholm, commis, 736, 41e avenue LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles, de construction et de mise en valeur générale, sous le nom de « Immeubles Beaumont inc. — Beaumont Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5197-66

Hôtel Sabrevoyn inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Buisson, industrialist, Georgette Richard, housewife, wife of the said Georges Buisson, and Roland Richard, manager, all three of 110 du Zouave St., Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate hotels, inns, restaurants, discothèques and folk-song cabarets, under the name of "Hôtel Sabrevoyn inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-Sabrevois, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5250-66

Iico Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 4115, Jean Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, both advocates, of Montreal, and Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens Westmount, for the following purposes:

To operate and manage garages, storehouses, lots, vacant emplacements and other like places; to carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Iico Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$1 each and 38,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2232 St. Louis Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5066-66

**Immeubles Beaumont inc.
Beaumont Realities Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, and Colin Richard Chisholm, clerk, 736, 41st Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate construction and general development company, under the name of "Immeubles Beaumont inc. — Beaumont Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 4972-66

Les Importations Castel inc.
Castel Imports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fernand Bellemare, comptable, 72, Parissi, Laval, Bertrand Langlois, industriel, 797, St-Louis, Terrebonne, et Michel Giguère, commis, 7281, Peterborough Circle, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs et faire le commerce de vins, spiritueux et autres liqueurs, sous le nom de « Les Importations Castel inc.—Castel Imports Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5153-66

Importations Simone George inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Simone Jouve, fille majeure, 3644, rue Ontario, app. 12, Mickleley Kedrue, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Boisvert, 4976, Glencairn, toutes deux commerçantes, de Montréal, et Gisèle Payant, réceptionniste, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Payant, 1444, Côte Vertu, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et accessoires de tous genres, sous le nom de « Importations Simone George inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5243-66

Fred Inhaber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fred Inhaber, 2242, rue Noël, Michael Inhaber, 2435, McNulty tous deux administrateurs, de St-Laurent, et Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 4878, La Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de « Fred Inhaber Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5192-66

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 4972-66

Les Importations Castel inc.
Castel Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Bellemare, accountant, 72 Parissi, Laval, Bertrand Langlois, industrialist, 797 St-Louis, Terrebonne, and Michel Giguère, clerk, 7281 Peterborough Circle, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters, and to deal in wines, spirituous liquors and other liquors, under the name of "Les Importations Castel inc.—Castel Imports Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5153-66

Importations Simone George inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simone Jouve, fille majeure, 3644 Ontario Street, Apt 12, Mickleley Kedrue, wife contractually separate as to property of Guy Boisvert, 4976 Glencairn, both traders of Montreal, and Gisèle Payant, receptionist, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Payant, 1444 Côte Vertu, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Importations Simone George inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5243-66

Fred Inhaber Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred Inhaber, 2242 Noël Street, Michael Inhaber, 2435 McNulty, both executives, of St-Laurent, and Anne Belfer, secretary, fille majeure, 4878 La Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Fred Inhaber Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5192-66

Investissement Jardin Fleuri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Reine Plamondon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Blais, 2019, Galt ouest, Thérèse Bouchard, secrétaire, fille majeure, 85, Cate, et Gérard Guay, comptable, 803, Malouin, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Investissement Jardin Fleuri inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5152-66

Jeune Chambre du Témiscamingue

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Dubois, commerçant, Claude Lafortune, fonctionnaire, et Pierre Rivest, homme de ligne, tous trois de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Former des jeunes gens de tous les milieux travaillant au progrès économique, social, civique et culturel du Témiscamingue, sous le nom de « Jeune Chambre du Témiscamingue ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5135-66

Joli Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Joseph Lipari, industriel, Sylvio Lipari, technicien, tous deux de 7109, rue St-Denis, et Mario Lipari, gérant, 1676, est, rue Prieur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Joli Holding Corporation », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 4903-66

K. W. Plumbing & Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Donald Kujan, 16, avenue Morrison, Mont Royal, Raymond Cartwright, 71, chemin Devon, Baie d'Urfé, Ian G. W. Lundie, 45, rue Claude, Beaconsfield,

Investissement Jardin Fleuri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reine Plamondon, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Blais, 2019 Galt St. West, Thérèse Bouchard, secretary, fille majeure, 85 Cate, and Gérard Guay, accountant, 803 Malouin, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Investissement Jardin Fleuri inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5152-66

Jeune Chambre du Témiscamingue

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Dubois, merchant, Claude Lafortune, civil servant, and Pierre Rivest, line man, all three of Ville-Marie, for the following purposes:

To form young men of all classes working on the economic, social, civic and cultural progress of Témiscamingue, under the name of "Jeune Chambre du Témiscamingue".

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Ville-Marie, judicial district of Témiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5135-66

Joli Holding Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Lipari, industrialist, Sylvio Lipari, technician, both of 7109 St. Denis Street, and Mario Lipari, manager, 1676 Prieur Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Joli Holding Corporation", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 4903-66

K. W. Plumbing & Heating Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Donald Kujan, 16 Morrison Avenue, Mount Royal, Raymond Cartwright, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Ian G.W. Lundie, 45 Claude Street, Beaconsfield, all three advo-

tous trois avocats, et Lana Rosenwald, secrétaire, fille majeure, 2200 avenue Gold, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « K. W. Plumbing & Heating Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3849, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

4783-66

Kiwanis Métropolitain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roland-R. Beaudry, comptable agréé, 4305 rue Baron, Léo Pérusse, fonctionnaire, 4295, rue Baron, Léon Saulnier, comptable, 7071, rue Deslieries, Vincent Pilon, collecteur, 7175, rue Pontoise, et Robert Boivin, courtier d'assurance, 7070, rue Pontoise, tous cinq de St-Léonard, pour les objets suivants:

S'occuper d'oeuvres nationales, patriotiques, philanthropiques, charitables et sociales, sous le nom de « Kiwanis Métropolitain inc. ».

Le montant auquel est limité la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5026-66

L. O. L. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Omer Roy, 393, Curé Edouard-Lafortune, Lucien Roy, 102, rue Poirier, tous deux menuisiers, et Léo Vendetti, agent, 110, 36^e Avenue, tous trois de Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « L. O. L. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5229-66

Réal Lamothe sports inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Guy LeBrun, 13, rue Pépin, Bertrand Lamothe, 805, Cardinal Roy, tous deux avocats, et Mariette Vallerand, secrétaire, fille majeure, 162, rue Dorval, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

cates, and Lana Rosenwald, secretary, fille majeure, 2200 Gold Avenue, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "K.W. Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3849 St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o

4783-66

Kiwanis Métropolitain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rolland-R. Beaudry, chartered accountant, 4305 Baron Street, Léo Pérusse, civil servant, 4295 Baron Street, Léon Saulnier, accountant, 7071 Deslieries Street, Vincent Pilon, collector, 7175 Pontoise Street, and Robert Boivin, insurance broker, 7070 Pontoise Street, all five of St-Léonard, for the following purposes:

To deal with national, patriotic, philanthropic, charitable and social works, under the name of "Kiwanis Métropolitain inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5026-66

L. O. L. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Omer Roy, 393 Curé Edouard-Lafortune, Lucien Roy, 102 Poirier St., both joiners, and Léo Vendetti, agent, 110, 36th Avenue, all three of Bois-des-Filion, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "L. O. L. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5229-66

Réal Lamothe sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy LeBrun, 13 Pépin Street, Bertrand Lamothe, 805 Cardinal Roy, both advocates, and Mariette Vallerand, secretary, fille majeure, 162 Dorval Street, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles de sport, sous le nom de « Réal Lamothe sports inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 58, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5163-66

Lapinière Camping Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Durivage, courtier d'assurance, 191, Denonville, Laval, Maurice Hamelin, entrepreneur, 4673, Orléans, et Arthur Tremblay, constructeur, 5675, Des Cèdres, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de camping, sous le nom de « Lapinière Camping Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 40 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2201, boulevard Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5010-66

Latour & Côté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Latour, entrepreneur, Gertrude Chevrier, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Latour, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 9293, 2e avenue, Lucien Côté, entrepreneur, et Monique Dubé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Côté, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 8681, 12e avenue, tous quatre de St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Latour & Côté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9293, 2e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 3075-65

Wilfrid Lecours inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Pierre Lecours, industriel, 6720, rue Trudelle, Charlesbourg, Jean-Claude Lecours, contremaitre, 28, Duberger,

To carry on the business of all kinds of sport articles, under the name of "Réal Lamothe sports inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 58 Fusey Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5163-66

Lapinière Camping Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Durivage, insurance broker, 191 Denonville, Laval, Maurice Hamelin, contractor, 4673 Orléans, and Arthur Tremblay, builder, 5675 Des Cèdres, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To operate a camping ground, under the name of "Lapinière Camping Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,600 common shares of a nominal value of \$10 each and 40 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 2201 Lapinière Blvd., Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5010-66

Latour & Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Latour, contractor, Gertrude Chevrier, housewife, wife common as to property of the said Jean-Paul Latour, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 9293, 2nd Avenue, Lucien Côté, contractor, and Monique Dubé, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lucien Côté, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 8681, 12th Avenue, all four of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Latour & Côté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9293, 2nd Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 3075-65

Wilfrid Lecours inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Lecours, industrialist, 6720 Trudelle St., Charlesbourg, Jean-Claude Lecours, foreman, 28 Duberger, Duberger, and

Duburger, et Jean-Paul Blouin, comptable agréé, 771, Émile-Côté, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation des articles en toile, auvents, tentes, toiles et garages, sous le nom de « Wilfrid Lecours inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 414, rue Christophe-Colomb ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5183-66

Lewis Hardware Inc.
Quincaillerie Lewis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Romuald Lafleur, quincaillier, Yvette Bergevin, ménagère, épouse commune en biens dudit Romuald Lafleur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 629, 17^e Avenue, et Olier Lambert, commis, 844, 56^e Avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie et de ferronnerie, sous le nom de « Lewis Hardware Inc. — Quincaillerie Lewis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5187-66

Les Loisirs de la Trinité-des-Monts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Viateur Ouellet, maire, Lucien Marquis, marchand, et Donald Michaud, inspecteur, tous trois de Trinité-des-Monts, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Les Loisirs de la Trinité-des-Monts ».

Le montant auquel sont limités les revus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Trinité-des-Monts, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4775-66

Loisirs St-Samuel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Royer, industriel, Henri Lessard, secrétaire-trésorier, Samuel Lacroix, Samuel Royer, tous deux cordonniers, Marie-Louis Poulin, journalier Clément Therrien, tanneur, Roger Therrien, hôtelier, Gilles Poulin, scieur, et et Dr Venant

Jean-Paul Blouin, chartered accountant, 771 Émile-Côté, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in and repair articles made of canvas, awnings, tents, sails and garages, under the name of "Wilfrid Lecours inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 414 Christophe-Colomb St. West, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5183-66

Lewis Hardware Inc.
Quincaillerie Lewis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Romuald Lafleur, hardware dealer, Yvette Bergevin, housewife, wife common as to property of the said Romuald Lafleur, and duly authorized by him for these presents, both of 629, 17th Avenue, and Olier Lambert, clerk, 844, 56th Avenue, all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business, in all its specialties, dealing in hardware and iron-mongery, under the name of "Lewis Hardware Inc. — Quincaillerie Lewis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5187-66

Les Loisirs de la Trinité-des-Monts

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporate a corporation without share capital: Viateur Ouellet, mayor, Lucien Marquis, trader, and Donald Michaud, inspector, all three of Trinité-des-Monts, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Les Loisirs de la Trinité-des-Monts".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Trinité-des-Monts judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4775-66

Loisirs St-Samuel inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henri Royer, industrialist, Henri Lessard, secretary-treasurer, Samuel Lacroix, Samuel Royer, both shoemakers, Marie-Louis Poulin, labourer, Clément Therrien, tanner, Roger Therrien, hotel keeper, Gilles Poulin, sawyer, and Dr. Venant

Rodrigue, médecin, tous neuf de Gayhurst, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs St-Samuel inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Gayhurst, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4792-66

Longueuil Auto Spring Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Clément Jutras, industriel, 463, rue Briggs est, Jacques-Cartier, Guy Tourangeau, 12791, avenue Charny, Pierrefonds, et Gilles Peloquin, 3860, avenue Linton, Montréal, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce des ressorts pour véhicules automobiles, sous le nom de « Longueuil Auto Spring Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1607, boulevard Manseau, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4218-66

Majorico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Majoric Néron, industriel, Odette Saintonge, ménagère, épouse dudit Majoric Néron, tous deux de 1115, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, rue Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Majorico inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 280 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4787-66

Malec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Madeleine Sanscartier, institutrice, fille majeure, 194, rue Notre-Dame, Templeton, Colette Guilbault, commerçante, épouse séparée de biens d'Yvon Guilbault, 701, rue Georges, Buckingham, Aldège Charron, hôtelier, 17, St-Antoine, Masson, et Edgar Demers, journaliste, 240, Gilmour, Ottawa, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Rodrigue, physician, all nine of Gayhurst, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of « Loisirs St-Samuel inc. ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Gayhurst, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4792-66

Longueuil Auto Spring Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Jutras, industrialist, 463 Briggs Street East, Jacques-Cartier, Guy Tourangeau, 12791 Charny Avenue, Pierrefonds, and Gilles Peloquin, 3860 Linton Avenue, Montreal, the latter two professors, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in springs for motor vehicles, under the name of "Longueuil Auto Spring Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1607 Manseau Boulevard, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4218-66

Majorico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Majoric Néron, industrialist, Odette Saintonge, housewife, wife of the said Majoric Néron, both of 1115 Jacques-Cartier Street, Chicoutimi, and Jean-Paul Rouleau, accountant, 240 Pigeon Street, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Majorico inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 280 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4787-66

Malec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Madeleine Sanscartier, professor, fille majeure, 194 Notre-Dame Street, Templeton, Colette Guilbault, trader, wife separate as to property of Yvon Guilbault, 701 Georges Street, Buckingham, Aldège Charron, innkeeper, 17 St-Antoine, Masson, and Edgar Demers, journalist, 240 Gilmour, Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Malec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Simon, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4977-66

Justin Maltais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Justin Maltais, pharmacien, 379, avenue Labrecque, Gérard Maltais, comptable, rue Pierre-Bédard, tous deux de Chicoutimi, et Angelo Hudon, acheteur, rue St-Roch, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits et d'articles de toutes sortes, sous le nom de « Justin Maltais inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 48,900 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5174-66

Marché de l'Abattoir de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Herman Halpern, marchand, Pauline Cohen, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Herman Halpern, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1360, Elizabeth, Laval, Philip Pinsky, marchand, et Mildred Gold, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Philip Pinsky, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 5576, Northluc, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Marché de l'Abattoir de l'Est inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500 est, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5099-66

Marcotte & Auger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: J.-Robert Marcotte, cultivateur, Jeannette L. Marcotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Robert Marcotte, Lauréat Auger, industriel, tous trois de St-Ubal,

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Malec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each,

The head office of the company is at Simon Lake, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4977-66

Justin Maltais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Justin Maltais, pharmacist, 379 Labrecque Ave., Gérard Maltais, accountant, Pierre-Bédard St., both of Chicoutimi, and Angelo Hudon, buyer, St-Roch St., Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products and articles, under the name of "Justin Maltais inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 48,900 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 28 Racine St. East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the province.

18350

5174-66

Marché de l'Abattoir de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herman Halpern, merchant, Pauline Dohen, housewife, wife contractually separate as to property of the said Herman Halpern and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1360 Elizabeth, Laval, Philip Pinsky, merchant, and Mildred Gold, housewife, wife contractually separate as to property of the said Philip Pinsky and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 5576 Northluc, Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Marché de l'Abattoir de l'Est inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 500 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o

5099-66

Marcotte & Auger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Robert Marcotte, farmer, Jeannette L. Marcotte, housewife, wife separate as to property of the said J.-Robert Marcotte, Lauréat Auger, industrialist, all three of St-Ubal, and

et Marc Légaré, syndic, 1221, Joseph-Vézina, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, céréales et produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Marcotte & Auger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ubald, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5206-66

Metro Art Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Peter Szilagyi, administrateur, Lucy Pasternak, administratrice, épouse séparée de biens de Simeon Pasternak, tous deux de 3210, Forest Hill, Maximilien Pollak, administrateur, et Liliane Pollak, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maximilien Pollak, ces deux derniers de 2800, Place Darlington, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une galerie d'art, sous le nom de « Metro Art Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5046-66

Metropolitan Kraft Paper Box Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Maurice Lamarche, 11774, Laurier, Montréal Nord, Maurice Beaulieu, 7954, 12e avenue, René Roy, 4110, 53e avenue, tous deux de St-Michel, tous trois marchands, et Stanley R. Shuster, avocat, 5526, Ashdale, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de contenants, cartons, caisses à claire-voie, boîtes et sacs, et articles semblables de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Metropolitan Kraft Paper Box Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8475, Le Creusot, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5277-66

Meubles Raymond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Raymond Audette, commerçant, Fernande Vermette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Audette, et Serge Fortin, commis, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Marc Légaré, trustee, 1221 Joseph-Vézina, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruit, vegetables, cereals and food products of all kinds, under the name of « Marcotte & Auger inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Ubald, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5206-66

Metro Art Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Szilagyi, executive, Lucy Pasternak, executive, wife separate as to property of Simeon Pasternak, both of 3120 Forest Hill, Maximilien Pollak, executive, and Liliane Pollak, housewife, wife separate as to property of the said Maximilien Pollak, the latter two of 2800 Darlington Place, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate an art gallery, under the name of « Metro Art Centre Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5046-66

Metropolitan Kraft Paper Box Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Lamarche, 11774 Laurier, Montreal North, Maurice Beaulieu, 7954, 12th Avenue, René Roy, 4110, 53rd Avenue, both of St-Michel, all three merchants, and Stanley R. Shuster, advocate, 5526 Ashdale, Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in containers, cartons, crates, boxes and bags, and similar articles of every kind and description, under the name of « Metropolitan Kraft Paper Box Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 8475 Le Creusot, St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5277-66

Meubles Raymond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Audette, trader, Fernande Vermette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Raymond Audette, and Serge Fortin, clerk, all three of Amos, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Raymond inc. », avec un capital total de \$65,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-0

5236-66

Mini-Craft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Benjamin Greenberg, 4211, Grand Boulevard, Montréal, Stephen Goldschleger, 5758, Glenarden, Côte St-Luc, tous deux avocats, et Edward G. Tannage, avocat et conseil en Loi de la reine, 426, avenue Vivian, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bateaux, yachts, véhicules de grève, véhicules de sport, chaloupes à moteur et toutes marchandises, équipement et accessoires, sous le nom de « Mini-Craft Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5310-66

Miss Hong Kong Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William Hum, 326, est, rue Ontario, Sheh Ngaung Woo, 123, de Montigny, app. 6, tous deux restaurateurs, et Thomas Hum, marchand, 5979, avenue du Parc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Hong Kong Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

5137-66

La Mode Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William James McQuillan, 2875, avenue Douglas, George Norman Broderick, 5765, chemin Côte St-Antoine, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et James T. Kennedy, avocat, 131, avenue Cornwall, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrure, peaux, peaux vertes et articles en fourrure, sous le nom de « La Mode Furs Ltd. », avec un capital-actions

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Raymond inc.", with a total capital stock of \$65,000, divided into 450 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5236-66

Mini-Craft Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benjamin Greenberg, 4211 Grand Boulevard, Montreal, Stephen Goldschleger, 5758 Glenarden, Côte St-Luc, both advocates, and Edward G. Tannage, advocate and Queen's Counsel, 426 Vivian Avenue, Mount Royal, for for the following purposes:

To deal in boats, yachts, beach craft, sports craft, motor launches and all goods, equipment and supplies, under the name of "Mini-Craft Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-0

5310-66

Miss Hong Kong Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Hum, 326 Ontario Street East, Sheh Ngaung Woo, 123 De Montigny, Apt. 6, both restaurateurs, and Thomas Hum, merchant, 5979 Park Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Miss Hong Kong Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of the par value of \$20 each and 500 preferred shares of the par value of \$20 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-0

5137-66

La Mode Furs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William James McQuillan, 2875 Douglas Avenue, George Norman Broderick, 5765 Côte St. Antoine Road, both advocates and Queen's Counsels, and James T. Kennedy, advocate, 131 Cornwall Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, skins, pelts and articles of fur, under the name of "La Mode Furs Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common

divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5320-66

Moibec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Bourgeois, 11940, Zotique-Racicot, Pierre-Paul Guy, 8150, rue des Belges, tous deux comptables agréés, de Montréal, Marcel-A. Chartier, 4875, Lucerne, Fernand-A. Moisan, 4865, Lucerne, tous deux Pierrefonds, et Roland-F. Chartier, 38, rue Ste-Catherine, Longueuil, ces trois derniers courtiers d'assurances, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Moibec inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5307-66

Émile Morissette Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Leokim Trottier, Paul-Émile Morissette, tous deux commis, et Émile Morissette, marchand, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Émile Morissette Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5219-66

Motors Unlimited Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, avenue Wilderton, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de moteurs de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Motors Unlimited Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5203-66

shares without par value and 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5320-66

Moibec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bourgeois, 11940 Zotique-Racicot, Pierre-Paul Guy, 8150 des Belges Street, both chartered accountants of Montreal, Marcel-A. Chartier, 4875 Lucerne, Fernand-A. Moisan, 4865 Lucerne, both of Pierrefonds, and Roland-F. Chartier, 38 Ste-Catherine Street, Longueuil, the latter three insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Moibec inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5307-66

Émile Morissette Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leokim Trottier, Paul-Émile Morissette, both clerks, and Émile Morissette, merchant, all three of La Tuque, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Émile Morissette Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5219-66

Motors Unlimited Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton Avenue, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To deal in motors of all kinds and descriptions, under the name of "Motors Unlimited Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 5203-66

Paquette Rent A Car Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Camille Paquette, garagiste, Henriette Papin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Camille Paquette, tous deux de 38, l'Achigan, et Hector Papin, rentier, 32, l'Achigan, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire le louage de véhicules automobiles, sous le nom de « Paquette Rent A Car Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 684, boulevard l'Ange-Gardien, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0

5221-66

Paris Boulevard Entertainment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Imre Antal, marchand, Lucille Landry, ménagère, épouse séparée de biens dudit Imre Antal, et Aron Antal, gérant, tous trois de 7490, avenue Outremont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Paris Boulevard Entertainment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5139-66

Pegasus Electrical & Mechanical Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Vassilios Papalaskaratos, mécanicien, Dimitrios Boumis, Spiros Papalaskaratos, tous deux machinistes, tous trois de 7784, Bloomfield, app. 5, et Nicholas Zisimatos, électricien, 6925, Wiseman, app. 6, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électricien et exercer le commerce d'engins, dynamos, générateurs, batteries, dispositifs et accessoires électriques et électroniques de toute description, sous le nom de « Pegasus Electrical & Mechanical Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5194-66

Les Placements Carpo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Paquette Rent A Car Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Paquette, garageman, Henriette Papin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Camille Paquette, both of 38 l'Achigan, and Hector Papin, annuitant, 32 l'Achigan, all three of L'Assomption, for the following purposes:

To rent out motor vehicles, under the name of "Paquette Rent A Car Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 684 l'Ange-Gardien Blvd., L'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5221-66

Paris Boulevard Entertainment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Imre Antal, merchant, Lucille Landry, housewife, wife separate as to property of the said Imre Antal, and Aron Antal, manager, all three of 7490 Outremont Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Paris Boulevard Entertainment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0

5139-66

Pegasus Electrical & Mechanical Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vassilios Papalaskaratos, mechanic, Dimitrios Boumis, Spiros Papalaskaratos, both machinists, all three of 7784 Bloomfield, Apt. 5, and Nicholas Zisimatos, electrician, 6925 Wiseman, Apt. 6, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in engines, dynamos, generators, batteries, electric and electronic appliances and accessories of every description, under the name of "Pegasus Electrical & Mechanical Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0

5194-66

Les Placements Carpo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Hervé Cardinal, homme d'affaires, 266, Graham, Dorval, Maurice-C. Laniel, 3465, Belmore, Montréal, et Robert Lanteigne, 7973, Place Spalding, Anjou, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Carpo inc. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 20,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$5 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5110-66

Les Placements J. C. L. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Yolande Polisen, réceptionniste, fille majeure, 7425, Querbes, Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, tous trois de Montréal, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements J. C. L. M. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 477, St-François-Xavier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 4988-66

Les Placements Maltais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Luc Maltais, étudiant, 379, avenue Labrecque, Camille Drolet, électricien, 213, avenue Tessier, et Jean-J. Blanchette, rentier, 616, boulevard Talbot, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « Les Placements Maltais inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 49,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 379, avenue Labrecque, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5224-66

André Primeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Primeau,

9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hervé Cardinal, businessman, 266 Graham, Dorval, Maurice-C. Laniel, 3465 Belmore, Montreal, and Robert Lanteigne, 7973 Place Spalding, Anjou, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Carpo inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 20,000 class "A" shares of a nominal value of \$5 each and 10,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5110-66

Les Placements J. C. L. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, advocate, 4976 Glencairn, Yolande Polisen, receptionist, fille majeure, 7425 Querbes, Denyse Marcoux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, all three of Montreal, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements J. C. L. M. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 477 St-François-Xavier, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4988-66

Les Placements Maltais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Maltais, student, 379 Labrecque, Avenue, Camille Drolet electrician, 213 Tessier Avenue, and Jean-J. Blanchette, annuitant, 616 Talbot Boulevard, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Maltais inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$10 and 49,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 379 Labrecque Avenue, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5224-66

André Primeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Primeau, trader, Huguette

commerçant, Huguette Primeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Primeau, tous deux de 78, rue Elm, Greenfield Park, et Fernand Primeau, commerçant, 3439, rue Hochelaga, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de motocyclettes, bicyclettes, tricycles, autos-neige et leurs accessoires, sous le nom de « André Primeau inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 650 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 169, rue Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4704-66

Les Promoteurs industriels de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Benoit Dugal, agent immobilier, 1584, Beauregard, Paul Gilbert, contre-maitre, 373, Champ Élysée, et Normand Patry, commerçant, 1004, Cartier, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme industriels, commerçants et marchands de bois, sous le nom de « Les Promoteurs industriels de Chicoutimi inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 4821-66

Pronuptia (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, articles de toilette et cosmétiques pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Pronuptia (Montréal) inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 200,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o 5165-66

Ripe General Real Estate Inc. Les Immeubles généraux Ripe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Mendelson,

Primeau, housewife, wife separate as to property of the said André Primeau, both of 78 Elm St., Greenfield Park, and Fernand Primeau, trader, 3439 Hochelaga St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motorcycles, bicycles, tricycles, snowmobiles and their accessories, under the name of "André Primeau inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 650 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 250 preferred class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 169 Churchill St., Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4704-66

Les Promoteurs industriels de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Dugal, real estate agent, 1584 Beauregard, Paul Gilbert, foreman, 373 Champ Élysée, and Normand Patry, merchant, 1004 Cartier, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as industrialists, merchants and lumber merchants, under the name of "Les Promoteurs industriels de Chicoutimi inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 60,000 common shares of \$1 each and 40,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 4821-66

Pronuptia (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, both secretaries, filles majeures, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, and Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in wearing apparels, toilet articles and cosmetics for men, women and children, under the name of "Pronuptia (Montréal) inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 200,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Bonaventure Place, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5165-66

Ripe General Real Estate Inc. Les Immeubles généraux Ripe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte

5022, Jelicoe, Côte St-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 414, ave Wood, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Ripe General Real Estate Inc.—Les Immeubles généraux Ripe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5309-66

Roch Roy transport limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fernand Guérette, Bernard St-Pierre, tous deux avocats, Roch Roy, industriel, tous trois de Cap-Chat, et Betty Portelance, secrétaire, épouse séparée de biens d'Emmanuel Lepage, Ste-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Roch Roy transport limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5011-66

The Sandwich Shack Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, et Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « The Sandwich Shack Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5311-66

Sergad inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagneur, Outremont, Ls-Gilles Gagnon, 371, de Lorraine, Longueuil, et Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Sergad inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

St-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 414 Wood Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Ripe General Real Estate Inc.—Les Immeubles généraux Ripe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5309-66

Roch Roy transport limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Guérette, Bernard St-Pierre, both advocates, Roch Roy, industrialist, all three of Cap-Chat, and Betty Portelance, secretary, wife separate as to property of Emmanuel Lepage, Ste-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Roch Roy transport limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5011-66

The Sandwich Shack Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, and Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Sandwich Shack Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5311-66

Sergad inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur St., Outremont, Ls-Gilles Gagnon, 371 de Lorraine, Longueuil, and Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Sergad inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4579-66

Service sanitaire Orléans inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph-A. Asselin, industriel, 1111, rue Fournier, Jean-Guy Asselin, gérant, 2936, Summerside, et Gaston Asselin, ingénieur civil, 1086, rue Dijon, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits sanitaires et de nettoyeurs industriels, sous le nom de « Service sanitaire Orléans inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, rue Notre-Dame, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5284-66

Les Services d'hôtellerie Maritimes Itée Maritime Hotel Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Raymond Boily, avocat, 842, Duchesneau, Benoit St-Hilaire, courtier d'assurances, 3241, Hamelin, tous deux de Ste-Foy, et Jean-Luc Lessard, industriel, 1280, Ernest-Lavigne, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter des services de transport maritime, terrestre et aérien; exploiter le commerce d'hôtellerie, sous le nom de « Les Services d'hôtellerie Maritimes Itée — Maritime Hotel Services Ltd. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5182-66

Sined inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Denis Drouin, 5066, Drolet, Olivier Guimond, 5080, boulevard Pie IX, app. 401, tous deux de Montréal, et Paul Bédard Berval, 2305, Richelieu, Carignan, tous trois comédiens, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Sined inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5122-66

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4579-66

Service sanitaire Orléans inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-A. Asselin, industrialist, 1111 Fournier St., Jean-Guy Asselin, manager, 2936 Summerside, and Gaston Asselin, civil engineer, 1086 Dijon St., all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in sanitary products and in industrial cleaners, under the name of "Service sanitaire Orléans inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 31 Notre-Dame St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5284-66

Les Services d'hôtellerie Maritimes Itée Maritime Hotel Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Boily, advocate, 842 Duchesneau, Benoit St-Hilaire, insurance broker, 3241 Hamelin, both of Ste-Foy, and Jean-Luc Lessard, industrialist, 1280 Ernest-Lavigne, Sillery, for the following purposes:

To operate services in maritime, land and air transportation, and to operate an inn business, under the name of "Les Services d'hôtellerie Maritimes Itée — Maritime Hotel Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5182-66

Sined inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Drouin, 5066 Drolet, Olivier Guimond, 5080 Pie IX Boulevard, Apt. 401, both of Montreal, and Paul Bédard Berval, 2305 Richelieu, Carignan, all three comedians, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Sined inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5122-66

Société Lac des Sables inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Guy Charron, courtier d'assurances, 210, Appin, Mont-Royal, Dr Alcide Chapdelaine, 395, William-Birks, et Dr Serge Carrière, 1450, Des Alouettes, ces deux derniers médecins, de St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Société Lac des Sables inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 4482-66

Soram inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-A. Desjardins, 721, avenue Hartland, Outremont, Michel Roy, 50, Place Côte Vertu, St-Laurent, tous deux avocats, Hélène Michaud, 807, rue Duluth est, et Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Soram inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 4200, boulevard Dorchester ouest, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5190-66

Taverne Montcalm inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvon Séguin, comptable, Rollande Séguin, ménagère, épouse dudit Yvon Séguin, tous deux de 225, Montcalm, et Thérèse St-Louis, secrétaire, épouse séparée de biens de Roland St-Louis, 126, Caron, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Montcalm inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5162-66

Les Terrains de Jeux de Saint-Fabien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Roy, secrétaire-trésorier, Lucien Boulanger, cultivateur, et M. l'abbé Jean-

Société Lac des Sables inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Charron, insurance broker, 210 Appin, Mount-Royal, Dr. Alcide Chapdelaine, 395 William-Birks, and Dr. Serge Carrière, 1450 Des Alouettes, the two latter physicians, of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Société Lac des Sables inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 4482-66

Soram inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-A. Desjardins, 721 Hartland Ave., Outremont, Michel Roy, 50 Place Côte Vertu, St-Laurent, both advocates, Hélène Michaud, 807 Duluth St. East, and Ginette Murray, 2351 Bellechasse St., the two latter secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Soram inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 4200 Dorchester Blvd. West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 5190-66

Taverne Montcalm inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Séguin, accountant, Rollande Séguin, housewife, wife of the said Yvon Séguin, both of 225 Montcalm, and Thérèse St-Louis, secretary, wife separate as to property of Roland St-Louis, 126 Caron, all three of Hull, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Montcalm inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350 5162-66

Les Terrains de Jeux de Saint-Fabien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Roy, secretary-treasurer, Lucien Boulanger, farmer, and Rev. Jean-

François Drapeau, vicaire, tous trois de Saint-Fabien, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Terrains de Jeux de Saint-Fabien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Fabien, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

3590-66

Le Théâtre des Marionnettes Parparain

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: André Doucier, électricien, Yvette Fougeras, institutrice, épouse dudit André Doucier, tous deux de 6511, 20^e avenue, et François Ciler, machiniste, 537, Duluth est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Donner des spectacles et représentations de marionnettes pour les enfants et les adultes, sous le nom de « Le Théâtre des Marionnettes Parparain ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5022-66

Pierre Thibodeau transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Pierre Thibodeau, Industriel, Portneuf, André Roy, agent de relations, 1660, rue Laurin, Les Saules, et Claude Frenette, gérant d'entrepôt, 250, des Lilas ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Pierre Thibodeau transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1275, rue Borne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4905-66

Tokay Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Maximilien Polak, tous deux avocats, et Jovitte B. Dmuchalsky, secrétaire, célibataire, tous trois de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 620, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Tokay Restaurant Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

François Drapeau, assistant priest, all three of Sr-Fabien, for the following purposes:

Organization of amusements, under the name of "Les Terrains de Jeux de Saint-Fabien inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Fabien, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

3590-66

Le Théâtre des Marionnettes Parparain

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Doucier, electrician, Yvette Fougeras, professor, wife of said André Doucier, both of 6511, 20th Avenue, and François Ciler, machinist, 537 Duluth East, all three of Montreal, for the following purposes:

To give puppet shows and performances for children and adults, under the name of "Le Théâtre des Marionnettes Parparain".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

5022-66

Pierre Thibodeau transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Thibodeau, industrialist, Portneuf, André Roy, relations agent, 1660 Laurin St., Les Saules, and Claude Frenette, warehouse manager, 250 des Lilas West, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Pierre Thibodeau transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1275 Borne St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4905-66

Tokay Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, Maximilien Polak, both advocates, and Jovitte B. Dmuchalsky, secretary, spinster, all three of 1010 St. Catherine Street West, Suite 620, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Tokay Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 5193-66

Triumph 5¢ 10¢ 15¢ Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Giuseppe Manno, commis, 7223, boulevard Roy-René, Anjou, Stefana Scalia, ménagère, épouse séparée de biens en vertu des lois d'Italie de Andrea Vaccaro, 5802, Chardin, St-Léonard, et Maria Miceli, ménagère, épouse séparée de biens en vertu des lois d'Italie de Giuseppe Gracioppo, 6865, 27^e avenue, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de variétés, sous le nom de « Triumph 5¢ 10¢ 15¢ Stores Ltd. », avec un capital total de \$6,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4842, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0 5252-66

Ville Marie Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1966, constituant en corporation: David Fleming, avocat, 65, chemin Belvédère, Westmount, Roland Boucher, commis, 6935, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, 7723, 22^e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises et exercer celui d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ville Marie Trading Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8594, 10^e Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 4865-66

Vogue Lingerie Shoppe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Nick G. Mallick, marchand, Denise Laing, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nick G. Mallick, tous deux de 2375, Nicolas-Perrot, et Jean Perron, avocat, 1350, rue Royale, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Vogue Lingerie Shoppe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 5193-66

Triumph 5¢ 10¢ 15¢ Stores Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Manno, clerk, 7223 Roy-René Blvd., Anjou, Stefana Scalia, housewife, wife separate as to property under the laws of Italy of Andrea Vaccaro, 5802 Chardin, St-Léonard, and Maria Miceli, housewife, wife separate as to property under the laws of Italy of Giuseppe Gracioppo, 6865, 27th Ave., Apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in varieties, under the name of "Triumph 5¢ 10¢ 15¢ Stores Ltd.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4842 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350 5252-66

Ville Marie Trading Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Fleming, advocate, 65 Belvedere Road, Westmount, Roland Boucher, clerk, 6935 Sherbrooke Street West, Montreal, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, 7723, 22nd Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise and to carry on the business of an investment company, under the name of "Ville Marie Trading Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8594, 10th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0 4865-66

Vogue Lingerie Shoppe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nick G. Mallick, trader, Denise Laing, housewife, wife separate as to property of said Nick G. Mallick, both of 2375 Nicolas-Perrot, and Jean Perron, lawyer, 1350 Royale Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Vogue Lingerie Shoppe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 351, rue des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

4974-66

Waterloo Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Rosaire Massé, administrateur, Céline Riendeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Rosaire Massé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 160, Hall, et Jacques Godbout, gérant, route rurale numéro 2, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de « Waterloo Bowling Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160, rue Hall, Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

5160-66

Westlake Minor Hockey Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Douglas M. Proudfoot, spécialiste en promotion commerciale, 20339, chemin Lakeshore, Thomas Earl Hawkins, administrateur, 73, chemin Stafford, Frederick A. Brown, ingénieur en électricité, 212, Lorraine Drive, tous trois de Baie-d'Urfé, Frederick W. Mosdell, vendeur, 261, Place Loiselle, Pincourt, Roger de Repentigny, courtier en assurance, 30B, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Bellevue, René Carrière, mécanicien, 84, 6^e Avenue, Ile-Perrot, et Cléo Maisonneuve, vendeur, 160, 1^{er} Boulevard, Terrasse-Vaudreuil, pour les objets suivants:

Former et exploiter une association sportive et promouvoir le sport du hockey, sous le nom de « Westlake Minor Hockey Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 20339, chemin Lakeshore, Baie-d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350

4813-66

The 99 Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Tanya Bell, réceptionniste, 1395, Overdale, app. 3, Juliette Boudrias, 3777, Drolet, et Margaret Lawrie, 3404, Prud'homme, app. 207, ces deux dernières secrétaires, toutes trois célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, restaurant, salles de café, tavernes, salle de rafraîchissements, et de logeurs, sous le nom de « The 99 Club Ltd. ».

The head office of the company is at 351 des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

4974-66

Waterloo Bowling Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Massé, director, Céline Riendeau, housewife, wife common as to property of said Rosaire Massé, and duly authorized by him for the presents, both of 160 Hall, and Jacques Godbout, manager, Rural Route Number 2, all three of Magog, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard rooms, and other amusement places, under the name of "Waterloo Bowling Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 160 Hall Street, Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350

5160-66

Westlake Minor Hockey Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Douglas M. Proudfoot, trade promotion specialist, 20339 Lakeshore Road, Thomas Earl Hawkins, executive, 73 Stafford Road, Frederick A. Brown, electrical engineer, 212 Lorraine Drive, all three of Baie-d'Urfé, Frederick W. Mosdell, salesman, 261 Loiselle Place, Pincourt, Roger de Repentigny, insurance broker, 30B, Ste. Anne Street, Ste-Anne-de-Bellevue, René Carrière, mechanic, 84, 6th Avenue, Ile-Perrot, and Cléo Maisonneuve, salesman, 160, 1st Boulevard, Terrasse-Vaudreuil, for the following purposes:

To form and operate a sporting association and to promote the sport of hockey, under the name of "Westlake Minor Hockey Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited is \$100,000.

The head office of the corporation is at 20339 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18350-o

4813-66

The 99 Club Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tanya Bell, receptionist, 1395 Overdale, Apt. 3, Juliette Boudrias, 3777 Drolet, and Margaret Lawrie, 3404 Prud'homme, Apt. 207, the latter two secretaries, all three spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafés, tavern, refreshment room and lodging housekeepers, under the name of "The 99 Club

avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350

5255-66

Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-0

5255-66

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 109

Québec, le 19 janvier 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.

ATTENDU QUE des représentations ont été faites afin que certains fonctionnaires de pays étrangers participant à l'Exposition Universelle et Internationale de 1967 bénéficient de concessions fiscales durant la période de leur séjour dans la province de Québec;

ATTENDU qu'il est opportun de donner suite à ces représentations;

ATTENDU qu'il est d'intérêt général d'amender l'arrêté en conseil numéro 1173 du 20 juillet 1966, afin que soit reconnu le permis de conduire du pays d'origine des fonctionnaires étrangers.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit modifié, dans ses versions française et anglaise, le règlement de l'arrêté en conseil numéro 1173 du 20 juillet 1966, et que soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967. »

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENT concernant certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.

1. Les commissaires généraux étrangers et leurs adjoints jouissent des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu qu'ils soient des citoyens de pays étrangers et qu'ils n'exercent pas au Canada une activité commerciale ou des fonctions autres que celles qu'ils remplissent pour ce pays étranger:

a) exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec les dispositions des articles 12 et 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

b) exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions, sur toute transmission de biens situés dans la Province acquis au cours ou à l'occasion de leur résidence dans Québec alors qu'ils remplissaient les fonctions ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 109

Québec, January 19, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain fiscal concessions to the Foreign General Commissioners, the members of their staff, the officers of the International Bureau of exhibitions and the 1967 Universal and International Montreal Exhibition.

WHEREAS representations have been made in order that certain officers of foreign countries taking part in the 1967 Universal and International Exhibition may be granted certain fiscal concessions during their stay in the Province of Quebec;

WHEREAS it is necessary to grant these fiscal concessions;

WHEREAS it is of public interest to amend Order-in-Council number 1173 of July 20th, 1966, in order to give recognition to the driver's permit of the foreign officer's country of origin.

WHEREFORE it is ordered upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT Order-in-Council number 1173 of July 20th, 1966, be amended in its French and English versions, and that the regulation attached hereto, under the following heading, be adopted: "Regulation concerning certain fiscal concessions to the Foreign General Commissioners, the members of their staff, the officers of the International Bureau of Exhibitions and the 1967 Montreal Universal and International Exhibition."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS concerning certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967.

1. The foreign Commissioners-General and their assistants are granted the following fiscal concessions, provided that they are citizens of foreign countries and that they do not operate a business in Canada nor exercise functions other than those which they perform for such foreign country;

(a) exemption from Income Tax in conformity with the provisions of sections 12 and 78 of the Provincial Income Tax Act;

(b) exemption from duties exigible in virtue of the Succession Duties Act, on all transmissions of assets situated in the Province acquired during or upon the occasion of their residence in Quebec while performing the above-mentioned functions. The Government of Quebec shall not

de Québec ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés si le décès de telle personne a lieu pendant qu'elle remplissait les fonctions mentionnées dans le paragraphe premier;

e) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la gazoline, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

d) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

e) exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la Route et suivant la procédure à être établie par le ministre des Transports et Communications quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût d'icelles et reconnaissance du permis de conduire du pays d'origine en autant que ce permis est valide dans ledit pays;

f) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la taxe sur les télécommunications par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu.

2. Les concessions fiscales mentionnées aux paragraphes a), b) et e) de l'article 1 du présent arrêté en conseil s'appliquent aussi aux membres du personnel des Commissaires généraux étrangers ainsi qu'aux fonctionnaires du Bureau International des expositions, pourvu qu'il s'agisse de personnes non ressortissantes du Canada et qui ne résidaient pas au Canada au moment de leur nomination à ces fonctions.

3. Les exemptions précitées sont accordées à partir de l'adoption du présent arrêté en conseil pour se terminer six mois après la fin de l'Exposition de 1967, sauf en ce qui concerne l'exemption mentionnée au paragraphe f) de l'article 1 qui aura effet rétroactivement au premier mai 1965;

4. Cet arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil numéro 1173 du 20 juillet 1966.

18351-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 110

Québec, le 19 janvier 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement de la production hebdomadaire de rapports par les mandataires situés sur le site de l'Expo 1967, conformément à la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie pour la période de l'Exposition universelle et internationale de 1967.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour mettre à exécution ladite loi;

ATTENDU qu'il est d'intérêt général que, pendant la durée de l'Exposition universelle et internationale de 1967, tout mandataire, au sens de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, qui tient un établissement sur le site de ladite exposition, prodnise un rapport hebdomadaire relatif à la taxe exigible en vertu de ladite loi et fasse remise de cette taxe.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du revenu:

impede the repatriation of the assets thus exempted should the death of such person occur during the exercise of the functions mentioned in paragraph number one;

(c) exemption from the tax payable in virtue of the Gasoline tax Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(d) exemption from the tax payable in virtue of the Retail Sales Tax Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(e) exemption from the payment of registration fees relative to a pleasure motor vehicle as exigible under the Highway Code and according to the procedure to be determined by the Department of Transportation and Communications concerning the issuance of registration plates and the payment of the cost of such plates and acknowledgment of the drivers permit of the original country inasmuch as such permit is valid in the said country;

(f) exemption from the tax payable under the Telecommunications Tax Act by way of reimbursement and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue.

2. The fiscal concessions mentioned in paragraphs a), b) and e) of section 1 of the present Order-in-Council shall also apply to the members of the staff of the foreign Commissioners-General and to the officials of the Bureau of International Exhibitions, provided that such persons are not nationals of Canada and were not resident in Canada at the time of their appointment to these functions.

3. The aforesaid exemptions are granted as of the date of adoption of this Order-in-Council and shall terminate six months after the end of the Canadian World Exhibition of 1967, with the exception that exoneration from the payment of the tax payable under the Telecommunications Tax Act will be retroactive to May 1st, 1965.

4. The present Order-in-Council replaces Order-in-Council number 1173 of July 20th, 1966.

18351-0

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 110

Québec, January 19, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation providing for the weekly filing of reports by agents operating on the site of Expo 1967, in accordance with the Meals and Hotels Tax Act for the duration of the 1967 Universal and International Exhibition.

WHEREAS under the provisions of section 10 of the Meals and Hotels Tax Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the carrying out of the said Act;

WHEREAS it is of public interest that, during the 1967 Universal and International Exhibition, any agent, under the terms of the Meals and Hotels Tax Act, operating on the site of the said Exhibition, file a weekly report relating to the tax payable under the said Act, and remit this tax.

WHEREFORE it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

QUE, tout mandataire, au sens de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie qui, pendant la période de l'Exposition universelle et internationale de 1967, tient un établissement sur le site de la dite exposition, produise un rapport hebdomadaire relatif à la taxe exigible en vertu de la dite loi et fasse remise de cette taxe, le tout au plus tard le vendredi de chaque semaine pour la semaine précédente.

THAT, any agent, under the terms of the Meals and Hotels Tax Act, who, during the 1967 Universal and International Exhibition, operates on the site of the said Exhibition, file a weekly report relating to the tax payable under the said Act, and remit the said tax, at the latest each Friday, for the preceding week.

Copie conforme.

True copy.

18351-0 *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

18351-0 *JACQUES PRÉMONT,*
Clerk of the Executive Council.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 111

Number 111

Québec, le 19 janvier 1967.

Québec, January 19, 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT un règlement de la production hebdomadaire de rapports par les mandataires situés dans la juridiction territoriale de l'Exposition universelle et internationale de 1967, conformément à la Loi de l'impôt sur la vente en détail, pour la période de la dite exposition.

CONCERNING a regulation providing for the weekly filing of reports by agents operating within the territorial jurisdiction of the 1967 Universal and International Exhibition, in conformity with the Retail Sales Tax Act, for the duration of the said Exhibition.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 31 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour mettre à exécution la dite loi;

WHEREAS under the provisions of section 31 of the Retail Sales Tax Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the carrying out of the said Act;

ATTENDU qu'il est d'intérêt général que, pendant la durée de l'Exposition universelle et internationale de 1967, tout mandataire, au sens de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, qui exerce une entreprise ou opère un commerce sur le site de la dite exposition, produise un rapport hebdomadaire relatif aux ventes faites et à la taxe exigible en vertu de la dite loi et fasse remise de cette taxe.

WHEREAS it is of public interest that, during the 1967 Universal and International Exhibition, any agent, under the terms of the Retail Sales Tax Act, carrying on business or operating a commercial concern on the site of the said Exhibition, file a weekly report on the sales made and the tax payable under the said Act and remit this tax.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du revenu:

WHEREFORE it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

QUE tout mandataire, au sens de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, qui, pendant la période de l'Exposition universelle et internationale de 1967, exerce une entreprise ou opère un commerce sur le site de la dite exposition, produise un rapport hebdomadaire relatif aux ventes faites et à la taxe exigible en vertu de la dite loi et fasse remise de cette taxe, le tout au plus tard le vendredi de chaque semaine pour la semaine précédente.

THAT any agent, under the terms of the Retail Sales Tax Act, who, during the 1967 Universal and International Exhibition, carries on business or operates a commercial concern on the site of the said Exhibition, file a weekly report on the sales made and the tax payable under the said Act and remit this tax, at the latest each Friday, for the preceding week.

Copie conforme.

True copy.

18351-0 *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

18351-0 *JACQUES PRÉMONT,*
Clerk of the Executive Council.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 2480

Number 2480

Québec, le 21 décembre 1966.

Québec, December 21, 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la modification de l'article 15 paragraphe 6 et de l'article 16 paragraphe 1 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation (1964, S.R.Q. ch. 163).

CONCERNING the amendment of section 15, paragraph 6 and section 16, paragraph 1 of the Regulations under the Hospital Insurance Act (1964, R.S.Q., chapter 163).

ATTENDU qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'assurance-hospitalisation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut statuer sur toute matière requise pour la mise en exécution de ladite loi;

WHEREAS in pursuance to section 7 of the Hospital Insurance Act, the Lieutenant-Governor in Council may adjudicate upon every matter required for the execution of the said Act;

ATTENDU qu'il est opportun d'abroger l'article 15 paragraphe 6 et l'article 16 paragraphe 1 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation.

WHEREAS it is expedient to abrogate section 15, paragraph 6, and section 16, paragraph 1 of the Regulations under the Hospital Insurance Act.

lisation annexée à cette loi en vertu de l'article 8 et de les remplacer par les suivants:

Article 15 paragraphe 6

« La partie du budget approuvé d'un hôpital qui représente les achats de mobilier et d'équipement compris dans le coût de la prestation de services assurés est payée par versements au moins tous les trois mois sur preuve d'achat. Ces paiements doivent être affectés par le bureau de direction de l'hôpital à l'achat de mobilier et d'équipement approuvé par le ministre et utilisés uniquement à cette fin; »

Article 16 paragraphe 1

« Chaque mois, pas plus tard que le jour fixé par le ministre, le directeur général de chaque hôpital présente au ministre un rapport statistique des activités de l'hôpital durant le mois précédent. À la fin de chaque trimestre, ce rapport devra être accompagné d'un état des revenus et des dépenses réels de l'hôpital durant le trimestre précédent. »

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la Santé:

Qu'à compter du 1^{er} janvier 1967, l'article 15 paragraphe 6 et l'article 16 paragraphe 1 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation (1964, S.R.Q. ch. 163) se lisent comme suit:

Article 15 paragraphe 6

« La partie du budget approuvé d'un hôpital qui représente les achats de mobilier et d'équipement compris dans le coût de la prestation de services assurés est payée par versements au moins tous les trois mois sur preuve d'achat. Ces paiements doivent être affectés par le bureau de direction de l'hôpital à l'achat de mobilier et d'équipement approuvé par le ministre et utilisés uniquement à cette fin. »

Article 16 paragraphe 1

« Chaque mois, pas plus tard que le jour fixé par le ministre, le directeur général de chaque hôpital présente au ministre un rapport statistique des activités de l'hôpital durant le mois précédent. À la fin de chaque trimestre, ce rapport devra être accompagné d'un état des revenus et des dépenses réels de l'hôpital durant le trimestre précédent. »

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

13379-0

JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 199

Québec, le 1^{er} février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Act, annexed to this Act in pursuance to section 8, and to replace them by the following:

Section 15 paragraph 6

"The portion of the approved budget of a hospital representing the buying of furniture and equipment that is included in the cost of providing insured services shall be paid by instalments not less frequently than every three months upon proof of purchase. These payments shall be funded by the hospital board and used only for the purchase of furniture and equipment approved by the Minister;"

Section 16 paragraph 1

"Each month, not later than a date to be fixed by the Minister, the director general of every hospital will submit to the Minister, a statistical report of the activities of the hospital during the preceding month. At the end of each trimester this report will be accompanied by a statement of the actual revenues and expenditures of the hospital during the preceding trimester."

IT IS ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Health:

THAT from and after January 1, 1967, section 15 paragraph 6 and section 16 paragraph 1 of the Regulations Under the Hospital Insurance Act (1964, R.S.Q., chapter 163) read as follows:

Section 15 paragraph 6

"The portion of the approved budget of a hospital representing the buying of furniture and equipment that is included in the cost of providing insured services shall be paid by instalments not less frequently than every three months upon proof of purchase. These payments shall be funded by the hospital board and used only for the purchase of furniture and equipment approved by the Minister;"

Section 16 paragraph 1

"Each month, not later than a date to be fixed by the Minister, the director general of every hospital will submit to the Minister, a statistical report of the activities of the hospital during the preceding month. At the end of each trimester this report will be accompanied by a statement of the actual revenues and expenditures of the hospital during the preceding trimester."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

13379-0

Clerk of the Executive Council.

Order in Council

Executive Council Chamber

Number 199

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the electoral district of Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the electoral district of Saguenay (made binding by decree number 1323 of August 16, 1962 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 12 novembre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1323, soit modifié comme suit:

1° La phrase suivante est ajoutée à la fin des paragraphes « e » et « f » de l'article I:

« Cette définition ne s'applique pas à la zone C. »

2° Le paragraphe « f » de l'article III est biffé.

3° L'item « Manoeuvre préposé aux coulis de béton: » apparaissant au paragraphe « a » de l'article IV doit se lire: « Manoeuvre préposé aux coulés de béton: ».

4° Les mots « de plus de vingt pieds de profondeur » apparaissant aux alinéas 1° et 2° du paragraphe « b » de l'article V sont biffés.

5° Le paragraphe « f » suivant est ajouté à l'article V:

« f) Tout manoeuvre préposé directement à la manutention du ciment en vrac, doit recevoir une prime de vingt cents (\$0.20) l'heure pour la durée de son travail. »

6° Les mots « Dans les zones « A » et « B » seulement » sont ajoutés au début de l'article X.

Clauses du décret qui s'appliquent particulièrement à la Zone « C »

7° L'échelle de salaires apparaissant à l'article IV-A est remplacée par la suivante:

« IV-A. Salaires minimaux: Zone « C »: Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés:

Métiers—Trades:

	Zone « C »			
	1/3	8/6	7/6	
	1967	1967	1968	
Affûteur de forets et fleurets — Drill and chisel sharpener	\$3.15	\$3.47	\$3.62	\$3.77
Aide — Helper	2.57	2.83	2.98	3.13
Affûteur de scies — Saw filer	3.02	3.32	3.47	3.62
Batelier (bateau C100 H.P. et plus) — Boat operator (C100 H.P. and over)	2.89	3.18	3.33	3.48
Boutefeux avec certificat — Blaster (with certificate)	3.02	3.32	3.47	3.62
Briqueteur et poseur de blocs — Bricklayer and blocklayer	3.40	3.74	3.89	4.04
Bûcheron — Lumberman	2.57	2.83	2.98	3.13
Bûcheron avec scie mécanique — Lumberman with powersaw	2.77	3.05	3.20	3.35
Calorifugeur — Insulator	2.96	3.26	3.41	3.56
Carreleur (tuile céramique) — Tile setter (ceramic)	2.96	3.26	3.41	3.56
Carreleur (tuile de plancher) — Tile setter (floor tile)	2.96	3.26	3.41	3.56
Carrossier — Bodyworker	3.40	3.74	3.89	4.04
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	3.02	3.32	3.47	3.62
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.96	3.26	3.41	3.56
Conducteur de bétonnière fixe — Operator, concrete mixer	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de bétonnière mobile — Operator, mobile concrete mixer	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de blondin — Operator, "Blondin"	3.86	4.25	4.40	4.55
Conducteur de bouteoir — Operator, bulldozer	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de camion de cour, 35 tonnes et plus ou rouleau compacteur ou grue mobile de 35 tonnes et plus — Driver, yard truck (35 tons or more) and/or steam roller and/or travelling crane (35 tons or more)	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de camion de cour, 20 tonnes et moins de 35 tonnes ou bétonnière ou grue mobile de 20 tonnes à 35 tonnes — Driver, yard truck (20 tons and less than 35 tons) and/or concrete mixer and/or travelling crane (20 to 35 tons)	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de camion de cour, moins de 20 tonnes ou grue mobile moins de 20 tonnes — Driver, yard truck (less than 20 tons) and/or travelling crane (less than 20 tons)	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de camion de route — Driver, road truck	2.77	3.05	3.20	3.35
Conducteur de camion de service — Driver, service truck	2.71	2.98	3.13	3.28

WHEREAS the petition was published in the Québec Official Gazette of November 12, 1966;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1323 be amended as follows:

1. The following sentence is added to the end of subsections "e" and "f" of section I:

"This definition does not apply to zone C."

2. Subsection "f", section III is deleted.

3. In subsection "a" of section IV, the item "Manoeuver préposé aux coulis de béton" should read. "Manoeuvre préposé aux coulés de béton".

4. The words "twenty or more feet deep" and "deeper than twenty feet" mentioned respectively in paragraphs 1 and 2, subsection "b", section V, are deleted.

5. The following subsection "f" is added to section V:

"(f) Any labourer directly employed in the handling of bulk cement shall receive a 20¢-an hour bonus for all time worked thereat."

6. The words "In zones "A" and "B" only" are added at the beginning of section X.

Clauses of the decree which specifically cover zone "C"

7. The wage scale given in section IV-A is superseded by the following:

"IV-A. Minimum wages: Zone "C": The following minimum wage rates shall be paid:

Zone « C »			
1/3	8/6	7/6	
1967	1967	1968	

Métiers — Trades:

	Zone « C »			
	1/3	8/6	7/6	
	1967	1967	1968	1968
Conducteur de canot à monogodille — Boatman (single scull)	\$2.71	\$2.98	\$3.13	\$3.28
Conducteur de chargeuse — Operator, loader	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de chariot élévateur — Operator, hoist-carrier	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de compresseur fixe — Operator, stationary compressor	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de compresseur mobile — Operator, portable compressor	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de concasseur ou crible vibrant — Operator, crusher and gravel screen	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de convoyeur — Operator, conveyor	2.71	2.98	3.13	3.28
Conducteur de décapense — Operator, scourer	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de derrick — Operator, derrick	3.28	3.61	3.76	3.91
Conducteur-distributeur, agrégats de bétonnière — Operator-distributor concrete aggregates	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur d'excavateur Gradall — Operator, Gradall	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de fardier 100 tonnes et plus — Driver, tractor truck (van) 100 tons or more	3.15	3.47	3.62	2.77
Conducteur de fardier moins de 100 tonnes — Driver, tractor truck (van), less than 100 tons	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de génératrice diesel — Operator, diesel generator				
600 KW et plus — 600 KW and over	3.17	3.49	3.64	3.79
moins de 600 KW — less than 600 KW	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de grue de chevalement — Operator, overhead travelling derrick	3.40	3.74	3.89	4.04
Conducteur (mécanicien) de machines fixes classe 2) chauffage ou réfrigération — Stationary engineman (2nd class), heating and/or refrigeration	3.62	3.98	4.13	4.28
Conducteur (mécanicien) de machines fixes (classe 3) chauffage ou réfrigération — Stationary engineman (3rd class), heating and/or refrigeration	3.14	3.45	3.60	3.75
Conducteur (mécanicien) de machines fixes (classe 4) chauffage ou réfrigération — Stationary engineman (4th class), heating and/or refrigeration	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de malaxeur, coulis de ciment — Operator, mixer, cement casting	2.38	3.11	3.26	3.41
Conducteur de niveleuse — Operator, scraper	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de pelle ou de grue sur chenille — Operator, crawling shovel or crane				
5 v.e. et plus — 5 cu. yd. or more	3.60	3.96	4.11	4.26
2½ v.e. à 5 v.e. — 2½ cu. yd. to 5 cu. yd.	3.40	3.74	3.89	4.04
Moins de 2½ v.e. — less than 2½ cu. yd.	3.35	3.69	3.84	3.99
Conducteur de pompe — Operator, pump	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pompe à béton — Operator, concrete pump	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pompe à ciment en vrac — Operator, bulk cement pump	2.95	3.25	3.40	3.55
Conducteur de pompe, coulis de ciment — Operator, pump, cement casting	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pont roulant électrique — Operator, electric mobile platform	2.91	3.20	3.35	3.50
Conducteur de rétro-excavateur (autre que pelle) — Operator, backhoe, (other than shovel)	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de train de béton (silobus) — Operator, "Silobus"	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de tracteur de ferme sur roues — Driver, farm tractor (on wheels)	2.71	2.98	3.13	3.28
Conducteur de treuil — Operator, winch	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur d'usine à béton, 150 V.C.H. — Operator, concrete plant (150 cu. yd./hr.)	3.26	3.59	3.74	3.89
Conducteur d'usine à béton, moins de 150 V.C.H. — Operator, concrete plant (less than 150 cu. yd./hr.)	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur d'usine à glace — Operator, ice plant	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de vibreur — Operator, vibrator	2.77	3.05	3.20	3.35
Couvreur de toiture (asphalte et gravier) — Roofer (asphalt and gravel)	2.89	3.18	3.33	3.48
Décapeur sur béton — Scourer, concrete	2.71	2.98	3.13	3.28
Décapeur au jet de sable — Scourer, sand jet	2.85	3.14	3.29	3.44
Décoffeur — Coffer (removing and dismantling)	2.71	2.98	3.13	3.28
Découpeur au chalumeau — Burner (torch-cutting)	2.77	3.05	3.20	3.35
Ébéniste — Cabinet-maker	3.14	3.45	3.60	3.75
Écailleur — Scaler	2.77	3.05	3.20	3.35
Électricien-auto — Electrician (automobile)	3.40	3.74	3.89	4.04
Électricien avec licence « A » — Electrician (with "A" licence)	3.57	3.92	4.07	4.22
Électricien avec licence « C » — Electrician (with "C" licence)	3.40	3.74	3.89	4.04
Électricien spécialisé en contrôles — Electrician, specialized in controls	3.47	3.82	3.97	4.12
Épisseur de câble de levage — Splicer, hoisting cable	2.83	3.11	3.26	3.41
Ferblantier — Tinsmith	3.21	3.53	3.68	3.83
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	3.02	3.32	3.47	3.62
Foreur chariot de forage (capable de forer jusqu'à 250 pieds de profondeur) — Operator, wagon drill (250 feet depth-feasibility)	3.09	3.40	3.55	3.70
Foreur — Jack-leg ou Jumbo — Operator, Jack-leg or Jumbo drill	2.93	3.22	3.37	3.52
Foreur marteau perforateur — Operator, jackhammer	2.83	3.11	3.26	3.41
Foreur perforatrice à diamant — Operator, diamond drill	3.09	3.40	3.55	3.70

Métiers—Trades:	Zone « C »			
	1/3	8/6	7/6	
	1967	1967	1968	
Foreur plateforme suspendu — Operator, drill (suspended platform) . . .	\$3.08	\$3.38	\$3.53	\$3.68
Foreur trous de 4 pouces et plus — Operator, drill (holes, 4 inches and over) . . .	3.02	3.32	3.47	3.62
Foreur trous de moins de 4 pouces — Operator, drill (holes, less than 4 inches) . . .	2.96	3.26	3.41	3.56
Forgeron — Blacksmith . . .	3.15	3.47	3.62	3.77
Gardienn — Watchman . . .	2.47	2.72	2.87	3.02
Graisneur de pelle et de grue — Oiler, shovel and crane . . .	2.63	2.89	3.04	3.19
Graisneur non spécialisé — Oiler, general . . .	2.63	2.89	3.00	3.19
Gruttier (grue électrique sur tour) — Operator, electric tower crane . . .	3.35	3.69	3.84	3.99
Gruttier (grue mobile): — Operator, travelling crane:				
90 tonnes et plus — 90 tons or over . . .	3.60	3.96	4.01	4.26
50 à 90 tonnes — 50 to 90 tons . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
35 à 50 tonnes — 35 to 50 tons . . .	3.35	3.69	3.84	3.99
15 à 35 tonnes — 15 to 35 tons . . .	2.96	3.26	3.41	3.56
Moins de 15 tonnes — Less than 15 tons . . .	2.83	3.11	3.26	3.41
Homme grenouille — Frogman . . .	4.39	4.83	4.98	5.13
Jointoyeur (maçonnerie et plâtre) — Joint-pointer (masonry and plaster) . . .	2.83	3.11	3.26	3.41
Machiniste — Machinist . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Manoeuvre — Labourer . . .	2.52	2.77	2.92	3.07
Manoeuvre spécialisé: coulis de béton — Labourer (specialized in cement casting) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Manoeuvre spécialisé en béton — Labourer (specialized in cement work) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Manoeuvre travaillant avec outils (mécanique), électrique, pneumatique) — Labourer, working with tools mechanical, electrical, pneumatic) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Manutentionnaire et pointeaux au quai — Freight handler and checker (on wharf) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Mécanicien — Mechanic . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de chantier — Millwright . . .	3.32	3.65	3.80	3.95
Mécanicien de chaudière — Boiler mechanic . . .	3.46	3.81	3.96	4.11
Mécanicien (circuit hydraulique et boîtes de vitesse) — Mechanic (hydraulic equipment and transmission) . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de foreuse — Mechanic, drill . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de machines frigorifiques — Mechanic, refrigeration equipment . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de matériel d'injection — Mechanic, injection material . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de moteur diesel — Mechanic, diesel engines . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien d'outillage — Mechanic, heavy-duty equipment . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Opérateur à la console de commande, usine de concassage — Operator, control table (crusher plant) . . .	3.21	3.53	3.68	3.83
Peintre — Painter . . .	2.99	3.29	3.44	3.59
au pistolet — spray-painter . . .	3.13	3.44	3.59	3.74
enseigne — sign painter . . .	3.16	3.48	3.63	3.78
plus de 45 pieds de hauteur — over 45-foot working height . . .	3.23	3.53	3.68	3.83
Plâtrier — Plasterer . . .	3.60	3.96	4.11	4.26
Plicier d'acier d'armature — Folder, reinforcing steel . . .	3.02	3.33	3.47	3.62
Pompier — Fireman . . .	2.47	2.72	2.87	3.02
Pompiste — Pump man . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Pontonier (portique roulant) — Operator, mobile platform crane . . .	3.60	3.96	4.11	4.26
Préposé à l'application du matériel d'imperméabilisation du barrage — Man in charge of dam waterproofing . . .	3.13	3.44	3.59	3.74
Préposé au chargement du béton — Loader (concrete) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé aux chauffe-frites à l'huile portative — Attendant, portable oil heaters . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé à la distribution des agrégats dans les trémis — Distributor of aggregates (in shop) . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé à la distribution des outils — Man in charge of tool distribution . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé aux dossiers, coulis de ciment — File clerk (cement-casting) . . .	3.28	3.61	3.76	3.91
Préposé au mélange des additifs pour béton — Attendant, concrete additives-mixing . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé de l'usine de classification des sables — Operator, sand-grading plant . . .	3.15	3.47	3.62	3.77
Préposé au nettoyage à la vapeur — Cleaner, steam . . .	3.15	3.47	3.62	3.77
Préposé au pistolet pour gunite — Operator, gunite sprayer . . .	3.02	3.32	3.47	3.62
Préposé aux pneus — Attendant, tires . . .	3.15	3.47	3.62	3.77
Préposé au ravitaillement et entretien de la machinerie — Maintenance and supply man, equipment . . .	2.89	3.18	3.33	3.48
Préposé au service du garage — Service man, garage . . .	2.71	2.98	3.13	3.28
Rebobineur de moteur — Rewinder, moteurs . . .	3.15	3.47	3.62	3.77
Riveteur — Rivetter . . .	3.40	3.74	3.89	4.04
Scaphandrier — Diver . . .	4.51	4.96	5.11	5.26

Métiers—Trades:

Zone « C »		
1/3	8/6	7/6
1967	1967	1968

Serrurier et menuisier de menuiserie métallique (travailleur en bronze et fer d'ornementation) — Non-structural steel worker (ornamental iron and bronze worker)	\$2.89	\$3.18	\$3.33	\$3.48
Signaleur d'appareil de levage — Signaller, hoisting apparatus	2.71	2.98	3.13	3.28
Signaleur de blondin — Signaller, "Blondin"	2.96	3.26	3.41	3.56
Signaleur de circulation — Traffic man	2.52	2.77	2.92	3.07
Soudeur — Welder	3.40	3.74	3.89	4.04
Soudeur à l'argon — Welder (argon)	3.51	3.86	4.01	4.16
Soudeur — haute pression — Welder (high pressure)	3.80	4.18	4.33	4.48
Tailleur et poseur de pierre — Stone cutter and layer	3.09	3.40	3.55	3.70
Tuyauteur — Pipe mechanic	3.40	3.74	3.89	4.04

8° Le paragraphe 2 de l'article VII-A est remplacé par le suivant:

« 2. Jours fériés chômés et payés:

Dans la zone « C » seulement, les jours suivants sont chômés et payés:

En 1966 le Jour de l'An, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et Noël.

En 1967 le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la fête du Travail, l'Action de Grâce et la Toussaint.

En 1968 le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la fête du Travail, l'Action de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée Conception.

Lorsqu'un des jours fériés ci-dessus mentionnés tombe durant une période d'absence autorisée par l'employeur, le salarié doit recevoir pour ce jour férié une indemnité égale au salaire auquel il aurait eu droit s'il n'avait pas été absent.

Pour avoir droit à l'indemnité des jours fériés chômés et payés mentionnés au présent paragraphe, le salarié doit être présent le jour précédant ou suivant le jour férié à moins qu'il ne s'agisse d'une absence autorisée par l'employeur ou imputable à un licenciement n'excédant pas douze (12) jours civils.

Le présent article s'applique à la journée ou la fête observée par proclamation des gouvernements fédéral ou provincial.

Toutefois, lorsqu'un des jours fériés chômés et payés prévus au présent paragraphe tombe une journée de la semaine qui n'est pas la dernière journée prévue de la semaine normale de travail, il sera reporté au lundi suivant.

Tout travail accompli à la demande de l'employeur un jour férié qui aurait été normalement chômé et payé en vertu des dispositions du présent article, entraîne une majoration de 50% du taux de salaire horaire normal. Le salarié doit aussi toucher l'indemnité fixée pour ledit jour férié.

9° Le paragraphe « d » de l'article VIII est remplacé par les suivants:

« d) Dans la zone « C », jusqu'au 30 avril 1967, la durée maximale de travail pour toute période de deux (2) semaines est de 110 heures réparties de la façon suivante: L'une des semaines de la période sera limitée à soixante (60) heures réparties du lundi au samedi inclusivement et l'autre semaine sera limitée à cinquante (50) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement.

e) À compter du 1er mai 1967, dans la zone « C », la durée maximale de travail sera de cinquante (50) heures par semaine réparties du lundi au vendredi inclusivement.

f) Durée du travail et horaires:

1° Équipe de jour: Dans la zone « C », les heures normales de travail sont étalées entre 7h du matin et midi et entre 1h de l'après-midi

8. Subsection 2 of section VII-A is replaced by the following:

"2. General holiday with pay:

In zone "C" only, the following are holidays with pay:

1966: New Year's Day, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day.

1967: Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day.

1968: Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day.

When one of the abovementioned general holidays falls during an authorized leave of absence, the employee shall be paid for such general holiday, just as if he had not been absent.

To be entitled to payment for the general holidays mentioned in the first paragraph, the employee must have been at work the day immediately preceding and following the general holiday, unless on authorized leave of absence or absent because of a lay-off not exceeding twelve (12) calendar days.

This section applies to days or general holidays proclaimed as such by the federal and provincial governments.

However, when one of the general holidays listed in the first paragraph falls on a weekday which is not the last regularly-scheduled working day, its observance shall be transferred to the following Monday.

Time and one half shall be paid for all work performed at the employer's request on a general holiday with pay which would have normally been observed according to the provisions of this section. The employee shall also receive holiday pay for such day."

9. Subsection "d" of section VIII is superseded by the following:

"(d) Up to April 30, 1967, in zone "C", the 110-hour maximum for two week's work is divided as follows: working hours in one of the weeks shall not exceed sixty (60), Monday through Friday; working hours in the other week shall not exceed fifty (50), Monday through Friday.

(e) In zone "C", from May 1st 1967, working hours in a week shall not exceed fifty (50), Monday through Friday.

(f) Hours of work and schedule:

1. Day shift: In zone "C", standard working hours are scheduled between 7:00 a.m. to 12 noon and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., Monday

et 6h du soir, du lundi au vendredi inclusivement durant la semaine de cinquante (50) heures, et du lundi au samedi inclusivement pour la semaine de soixante (60) heures.

Chaque salarié a droit à une période d'une (1) heure non rémunérée pour le repas du midi.

2° *Équipe de nuit*: Dans la zone « C », les heures de travail sont étalées entre 7h du soir et minuit et entre 1h du matin et 6h du matin du dimanche soir au samedi matin durant la semaine de cinquante (50) heures, et du dimanche soir au vendredi matin ou du lundi soir au samedi matin durant la semaine de cinquante (50) heures.

Chaque salarié a droit à une période d'une (1) heure non rémunérée pour le repas de minuit.

g) *Compensation pour la réduction de la durée du travail*: Dans la zone « C », seulement, toute diminution des heures normales de la semaine normale ordonnée par l'employeur doit être compensée par une majoration correspondante des taux horaires.

10° Les mots « ou la semaine normale de travail » sont ajoutés après les mots « Tout travail effectué en dehors des heures régulières de travail » apparaissant au début du paragraphe « b » de l'article IX.

11° Les paragraphes « e » et « f » suivants sont ajoutés à l'article IX:

« e) *Changement d'équipe*: Dans la zone « C », tout salarié qui, pendant le cours d'une semaine de travail, est avisé que son horaire normal de travail est changé, doit être rémunéré selon les dispositions prévues au paragraphe « b » du présent article pour le premier jour de changement s'il doit travailler plus que ses heures normales en dedans de vingt-quatre (24) heures. Par contre, si le salarié à la suite de ce changement, n'est pas obligé de faire plus que ses heures normales en dedans de vingt-quatre (24) heures, il doit être rémunéré pour le premier jour du changement au taux du salaire normal majoré de 100%.

La présente disposition ne s'applique pas aux changements d'heures qui sont prévus d'avance dans les horaires ordinaires de travail.

f) *Prime d'équipe*: Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit payer une prime de quinze cents (\$0.15) l'heure pour tout travail exécuté entre 7h du soir et 6h du matin. Cependant, il n'y a pas de majoration de la prime d'équipe pour les heures supplémentaires.

12° L'article X-A suivant est ajouté:

« X-A. *Congés payés*:— zone « C »:

a) Jusqu'au 30 avril 1967, tout salarié assujéti au présent décret a droit à titre de congés payés, à une indemnité égale à 5% du salaire gagné.

b) À compter du 1er mai 1967 et pour la durée du présent décret tout salarié a droit à une indemnité égale à 6% du salaire gagné.

c) L'employeur doit verser l'indemnité de congé au salarié à chaque période de paie. »

13° Les paragraphes « d » et « e » suivants sont ajoutés à l'article XII:

« d) *Rappel au travail*: Dans la zone « C » seulement, le salarié qui est rappelé à l'ouvrage après avoir quitté les lieux de son travail sera rémunéré au taux majoré de 50% et devra recevoir une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail au taux de salaire normal.

e) Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit aviser au moins douze (12) heures à l'avance tout salarié dont il n'aura pas besoin le jour normal de travail suivant. À défaut de ce faire, il doit verser à titre de compensation à un

through Friday for the 50-hour week and Monday through Saturday for the 60-hour week.

Every employee is entitled to one (1) hour off without pay for lunch.

2. *Night shift*: In zone "C", working hours are scheduled between 7:00 p.m. to 12:00 midnight and 1:00 a.m. to 6:00 a.m., from Sunday night to Saturday morning during the 60-hour week; from Sunday night to Friday morning or from Monday night to Saturday morning during the 50-hour week.

Every employee is entitled to one (1) hour off without pay for the night lunch.

(g) *Compensation*: In zone "C", when the employer reduces the number of standard weekly working hours, he shall compensate this by a proportionate increase in hourly rates.

10. At the beginning of subsection "b", section IX, the words "or of the standard work week" are added after the words "All time worked in excess of the regular hours of work".

11. The following subsections "e" and "f" are added to section IX:

"e) *Change of shift*: In zone "C", every employee who, during his work week, is advised that his regular work schedule has been changed, shall be paid according to the provisions of subsection "b" of this section for the first day of such change if the employee must work over his standard hours within a 24-hour period. However, if the employee, as a result of such change, does not have to work over his standard hours within a 24-hour period, he shall be paid double time for the first day of such change.

This provision does not cover changes in the work schedule which are planned beforehand.

f) *Shift differential*: In zone "C" only, every employer shall pay a 15¢-an-hour bonus for all work performed between 7:00 p.m. and 6:00 a.m. In calculating overtime pay, the 15¢-an-hour bonus shall undergo no increase because of overtime rates.

12. The following section X-A is added:

"X-A. *Vacation with pay*— Zone "C":

(a) Until April 30, 1967, employees subject to this decree will be entitled, as vacation pay, to remuneration equal to 5% of wages earned.

(b) From May 1, 1967, and for the duration of this decree, vacation wages earned.

(c) The employer shall remit said vacation pay to his employees at each pay period."

13. The following subsections "d" and "e" are added to section XII:

"(d) *Call-back*: In zone "C" only, if an employee who has left the job site is subsequently called back to work, he shall be paid at time and one half and shall be paid for at least three (3) hours' work at straight time.

(e) In zone "C" only, the employer shall give at least twelve (12) hours' notice to any employee whose services will not be required the following regular working day. Should the employer neglect to give the employee such notice

salarié qui se rend au lieu du travail, une indemnité égale à trois (3) heures de salaire.

Cette même indemnité doit être versée à tout salarié qui, après s'être présenté au travail, ne peut travailler à cause de la température inégalement ou d'une bris de machinerie.

14° Le deuxième alinéa du paragraphe « b » de l'article XIII est biffé.

15° Les paragraphes « d » et « e » suivants sont ajoutés à l'article XIII:

« d » Dans la zone « C » seulement, les salaires doivent être payés le jeudi à toutes les deux (2) semaines.

Les mentions suivantes doivent être inscrites sur l'enveloppe de paie de tout salarié ou sur un bulletin de paie distinct:

les nom et prénom du salarié,
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
le nombre d'heures normales,
les heures supplémentaires,
le taux de salaire horaire,
le rajustement de salaire pour la semaine où il n'y a pas de paie,

le montant du salaire brut,
la nature et le montant des retenues opérées,
le montant du salaire net.

e) Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit remettre une avance représentant 70% du salaire gagné à tout salarié qui quitte le chantier à la suite d'un congédiement, d'une mise à pied, d'un licenciement ou d'un abandon volontaire.

16° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « c » de l'article XIV:

« Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit défrayer tout salarié rappelé au travail pour une période n'excédant pas six (6) jours ouvrables des frais de transport par autobus ou l'équivalent, pour l'aller et le retour, à l'intérieur de la province de Québec ».

17° Les paragraphes « d » et « e » suivants sont ajoutés à l'article XIV:

« d » *Vivre, couvert, buanderie:* Dans la zone « C » seulement, dans le cas où l'employeur fournit le vivre, le couvert et le service de buanderie, le prix du vivre et couvert sera de un dollar et soixante-cinq cents (\$1.65) par jour et le prix du service de buanderie sera de soixante-cinq (\$0.65) cents par semaine ou partie de semaine. L'employeur doit précompter ces montants sur la paie du salarié.

L'employeur ne doit faire aucune déduction pour une absence continue d'un (1) jour civil complet ou plus.

e) *Déplacements:* Dans la zone « C » seulement, si des travaux sont exécutés en dehors du chantier principal, l'employeur doit assumer les frais de transport du salarié et le payer au taux normal de salaire pour la durée du trajet aller et retour.

Si, à cause de ce déplacement le salarié doit se loger et prendre ses repas en dehors de chez lui, l'employeur doit payer jusqu'à concurrence d'une somme raisonnable, justifiée par des reçus, la différence entre le coût réel du vivre et du couvert et le tarif établi au paragraphe « d » du présent article.

18° Le paragraphe « f » suivant est ajouté à l'article XVII:

« f » *Affectation temporaire:* 1° Dans la zone « C » seulement, tout salarié tenu d'accomplir pendant une période d'une heure ou de plus d'une heure, un travail d'un poste supérieur au sien doit recevoir pendant ce temps le taux de salaire

as mentioned above, and should the employee return to work the following day, the employer shall pay him three (3) hours' work.

The same compensation shall be paid to any employee who, after arriving to work, is prevented from working because of bad weather conditions or a breakdown of machinery.

14. The second paragraph of subsection "b" of section XIII is deleted.

15. The following subsection "d" and "e" are added to section XIII:

"(d) In Zone "C" only, wages shall be paid every second Thursday.

The following particulars shall be listed on each employee's pay envelope or separate earnings statement:

employee's family name and given name;
payment date and work period corresponding thereto;
number of regular hours;
overtime worked;
hourly wage rate;
wage adjustment for the non-pay week;

gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

"(e) In zone "C" only, the employer shall give a 70% advance of wages to the employee who leaves the job site because he is dismissed, suspended, laid off or voluntarily quits his employment."

16. The following paragraph is added to subsection "c" of section XIV:

"In zone "C" only, when the employee is called back to work for a period of less than six (6) working days, the employer shall defray the employee's travelling expenses, going to and from work by autobus or the equivalent, within the limits of the Province of Québec."

17. The following subsections "d" and "e" are added to section XIV:

"(d) *Lodging, board, laundry:* In zone "C" only, when the employer supplies lodging, board and laundry service, the price of board and lodging shall be one dollar and sixty-five cents (\$1.65) per day, and the price of laundry service shall be sixty-five cents (\$0.65) per week or fraction thereof. These amounts shall be deducted from the employee's pay.

No such deduction shall be made respecting any full calendar-day's continuous absence.

(e) *Travelling:* In zone "C" only, whenever work is performed outside the main job site, time required to travel thereto and therefrom shall be paid at the regular wage rate, and the employer shall defray travelling expenses.

If distance compels the employee to board and lodge elsewhere, the employer shall pay, to the extent of a reasonable amount justified by receipts, the difference between the cost of such board and lodging and the amount stipulated in subsection "d" of the present section."

18. The following subsection "f" is added to section XVII:

"(f) *Temporary assignment:* 1. In zone "C" only, any employee who must perform, for an hour or more, work belonging to a higher classification than his own, shall receive, for the time spent performing such work, the wage rate stipu-

applicable selon le présent décret pour le poste supérieur.

2° Tout employé tenu à la demande de l'employeur d'accomplir temporairement un travail d'une classification inférieure à la sienne, ne doit pas subir de diminution de salaire.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 198

Québec, le 1er février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la tôle (métal en feuilles) dans l'île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la tôle (métal en feuilles) dans l'île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 octobre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 827, soit modifié comme suit:

1° Le premier alinéa du paragraphe « c » de l'article I est remplacé par le suivant:

« c) *soudeur*: 1° Le terme « compagnon soudeur » (y compris le découpeur au chalumeau) désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure à l'acétylène ou à l'électricité ainsi que de la soudure aux gaz inertes de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance. »

2° Le paragraphe « i » de l'article I est remplacé par le suivant:

« i) 1° Les lots « conducteur de machines » désignent tout salarié capable de monter et de régler sa machine pour toutes les opérations normales à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente.

2° Les mots « conducteur de machines (spécialistes) » désignent le salarié qui conduit une cisaille mécanique, une plieuse mécanique, une grue à pont roulant ou ne machine à mouler à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg. »

3° Le paragraphe « m » de l'article I est remplacé par le suivant:

« m) *aide*: Le mot « aide » désigne le salarié qui aide l'ouvrier qualifié appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production, à l'exclusion des aides préposés à l'expédition et à la réception des marchandises. Le nombre total des aides ne doit pas excéder le

labeled in the present decree for such higher classification.

2. If an employee is requested by his employer to perform work belonging to a lower classification than his own, no reduction in wages may be effected."

JACQUES PRÉMONT,

18378-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 198

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Sheet Metal Products Fabricating Industry in the island of Montréal and a 25-mile radius of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Sheet Metal Products Fabricating Industry in the island of Montréal and a 25-mile radius of its limits (made binding by decree number 827 of August 14, 1958 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of October 15, 1966;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 827 be amended as follows:

1. The first paragraph, subsection "c", section I is superseded by the following:

"(c) *welder* 1. "journeyman-welder" (including burner) means an employee who has a thorough knowledge of gas and electric-arc welding, including inert-gas welding of all sheet metal and allied materials, and who is able to carry out all operations of his trade, without help or supervision."

2. Subsection "i" of section I is replaced by the following:

"(i) 1. "machine operator" means any employee who can set up all ordinary dies and adjust his machine for all usual operations to be performed, as well as to operate his machine in a skillful manner.

2. "machine operator (specialist)" means any employee who operates a power-shear, power-brake, roll-forming machine (except the Pittsburg lock former), do-all type saw or overhead cab-type travelling crane."

3. Subsection "m" of section I is superseded by the following:

"(m) "helper" means any employee who helps a qualified workman belonging to a classification above that of production worker, excluding helpers working in shipping or receiving departments. The total number of helpers shall not exceed that of workman belonging to a classifi-

nombre total des salariés ayant une classification supérieure à celle des ouvriers de la production dans l'usine.»

4^o Le paragraphe « s » suivant est ajouté à l'article I :

« s) Le mot « inspecteur » désigne un salarié à plein temps, payé à l'heure, qui fait l'inspection de la qualité du travail d'autres salariés régis par le présent décret. Il doit avoir la compétence voulue pour exécuter le travail qu'il inspecte et doit être classé dans cette catégorie. »

5^o Les mots « de véhicules automobiles ou remorques » sont ajoutés après les mots « d'avions » apparaissant au paragraphe « b » de l'article III.

6^o Le paragraphe « a » de l'article IV est remplacé par le suivant :

« IV. *Durée du travail*: a) La semaine normale de travail est de quarante (40) heures. La durée journalière de travail ne doit pas excéder huit (8) heures étalées entre 7 h. du matin et 5 h 30 de l'après-midi. Tout salarié a droit à une période d'au moins une demi-heure sans paie pour le dîner. »

7^o Le paragraphe « b » de l'article VI est remplacé par le suivant :

« b) Pour avoir droit aux jours fériés (congés), le salarié doit avoir été au service de l'employeur pendant les trente jours qui précèdent ces jours fériés. Cependant, si un salarié est licencié pour manque de travail et a rempli les conditions requises, il a droit à l'indemnité fixée pour tout jour férié qui survient avant les trente prochains jours. La présente disposition ne s'applique pas au salarié qui est renvoyé pour juste motif ou qui abandonne son emploi de son propre gré. »

8^o L'alinéa « i » du paragraphe « c » de l'article VI est amendé en y ajoutant les mots suivants :

« (la « famille même » signifie: le père, la mère, l'épouse, l'enfant, le frère ou la sœur du salarié). »

9^o L'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article VI est amendé en y ajoutant les mots suivants : « n'excédant pas trois (3) mois. »

10^o Le paragraphe « e » suivant est ajouté à l'article VI :

« e) Sous réserve des mêmes conditions que celles qui sont prévues aux paragraphes « b » et « c » de l'article VI, la demi-journée précédant immédiatement le jour de Noël et la demi-journée précédant immédiatement le jour de l'An, sont des demi-congés payés aux taux normaux si ces demi-congés tombent un jour de travail ordinaire. »

11^o Les paragraphes « a » à « g » de l'article VII sont remplacés par les suivants :

cation above that of production worker in the company."

4. The following subsection "s" is added to article I:

"(s) "inspector" means any full-time hourly-paid employee who inspects the quality of work produced by other employees covered by this decree. He should have the skill required to perform work he inspects and he shall be classified accordingly."

5. In subsection "b", section III, the words "motor vehicles, trailers" are added after the word "aircraft".

6. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Hours of work*: (a) Standard hours of work shall not exceed forty (40) a week nor eight (8) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 5:30 p.m. Every employee is entitled to at least one-half hour off without pay for lunch."

7. Subsection "b" of section VI is superseded by the following:

"(b) To be entitled to payment, employees shall have been in the employer's service at least 30 days immediately preceding the said holidays. However, should an employee be laid off and has fulfilled the requirements, he shall be entitled to payment for any holiday occurring within the next 30 days. This provision does not apply in the case of an employee who is dismissed or who voluntarily quits his employment."

8. Paragraph "i", subsection "c", section VI, is amended by the addition of the following words:

"("immediate family" means: the employee's father, mother, spouse, child, brother or sister)."

9. Paragraph "ii", subsection "c" of section VI is amended by adding the following thereto: "not exceeding three (3) months."

10. The following subsection "e" is added to section VI:

"(e) Contingent upon the same conditions as those outlined in subsections "b" and "c" of section VI, the half-days immediately preceding Christmas Day and New Year's Day shall be half-holidays paid at the regular rates, should they fall on a regular working day."

11. Subsections "a" to "g" of section VII are replaced by the following:

	1er août Aug. 1, 1967	1er fév. Feb. 1, 1968	1er août Aug. 1, 1968	1er fév. Feb. 1, 1969
--	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------

« a) *Compagnons — Journeymen*:

Chef d'équipe — Chargehand	\$ 2.83	\$ 2.98	\$ 3.13	\$ 3.28	\$ 3.43
Compagnon soudeur — Journeyman welder	2.77	2.92	3.07	3.22	3.37
Compagnon machiniste — Journeyman machinist	2.77	2.92	3.07	3.22	3.37
Machiniste spécialiste — Machinist (specialist)	2.40	2.55	2.70	2.85	3.00
Ouilleur — Toolmaker	2.83	2.98	3.13	3.28	3.43
Peintre — Painter	2.55	2.70	2.85	3.00	3.15
Peintre au pistolet — Spray-painter	2.23	2.38	2.53	2.68	2.83
Polisseur classe « A » — Buffer and polisher, class "A"	2.50	2.65	2.80	2.95	3.10
Polisseur classe « B » — Buffer and polisher, class "B"	2.20	2.35	2.50	2.65	2.80
Soudeur en série: — Production welder:					
1re année — 1st year	2.10	2.25	2.40	2.55	2.70
2e année — 2nd year	2.22	2.37	2.52	2.67	2.82
Soudeur spécialiste — Welder (specialist)	2.40	2.55	2.70	2.85	3.00
Tôlier formeur — Sheet-metal mechanic	2.77	2.92	3.07	3.22	3.37
b) <i>Foregeron — Blacksmith</i>	2.57	2.72	2.87	3.02	3.17

	1er août Aug. 1, 1967	1er fév. Feb. 1, 1968	1er août Aug. 1, 1968	1er fév. Feb. 1, 1969	
e) 1. Conducteur de machines — Machine operator . . .	\$2.29	\$2.44	\$2.59	\$2.74	\$2.89
2. Conducteur de machines (spécialiste) — Machine operator (specialist)	2.40	2.55	2.70	2.85	3.00
d) Assembleur et ouvrier spécialisé — Assembler and specialist	2.40	2.55	2.70	2.85	3.00
e) Ouvrier de la production (1re année) — Production worker (1st year)	2.02	2.17	2.32	2.47	2.62
Ouvrier de la production après un an de service chez le même employeur — Production worker after one year's service with the same employer.	2.10	2.25	2.40	2.55	2.70
Ouvrier de la production après 3 ans de service chez le même employeur — Production worker after 3 years' service with the same employer.	2.17	2.32	2.47	2.62	2.77
f) Aide — Helper	1.96	2.11	2.26	2.41	2.56
g) Conducteur de camion, magasinier, magasinier d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises — Truck driver, storekeeper, warehouse man, shipper and receiver	2.01	2.16	2.31	2.46	2.61

12° Le paragraphe « k » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« k) Tout salarié qui fait partie d'une équipe dont le travail se termine après minuit a droit à une prime de 15¢ l'heure pour chaque heure de l'équipe.

Tout salarié qui fait partie d'une équipe dont le travail se termine à minuit ou d'une équipe qui commence entre 3 h du matin et 7 h du matin, a droit à une prime de 10¢ l'heure pour chaque heure de l'équipe. »

13° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. Tout salarié qui, au 1er mai de l'année courante, justifie de vingt-cinq (25) ans de service ou plus chez le même employeur a droit à quatre (4) semaines de congés payés. L'indemnité de congés payés est égale au plus élevé des montants suivants, soit: 8% des heures normales travaillées durant les 12 mois précédents (du 1er mai au 30 avril) aux taux de salaire en vigueur le 1er juillet ou aux taux en vigueur à la date de la prise des congés.

À compter du 1er janvier 1968, le salarié qui justifie de vingt (20) ans de service ou plus chez le même employeur peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent. »

14° Le paragraphe « a » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« a) Tout salarié qui, au 1er mai de l'année courante, justifie de douze (12) ans de service ou plus chez le même employeur a droit à trois (3) semaines de congés payés. L'indemnité de congés est égale au plus élevé des montants suivants, soit: 6% des heures normales travaillées durant les 12 mois précédents (du 1er mai au 30 avril) aux taux de salaire en vigueur le 1er juillet ou aux taux en vigueur à la date de la prise des congés.

À compter du 1er janvier 1968, le salarié qui justifie de dix (10) ans de service ou plus chez le même employeur peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent. »

15° Le paragraphe « b » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« b) Tout salarié qui, au 1er mai de l'année courante, justifie de deux (2) ans de service ou plus chez le même employeur a droit à deux (2) semaines de congés payés. L'indemnité de congés payés est égale au plus élevé des montants suivants, soit: 4% des heures normales travaillées durant les 12 mois précédents (du 1er mai au 30 avril) aux taux de salaire en vigueur le 1er juillet ou aux taux en vigueur à la date de la prise des congés. »

12. Subsection "k" of section VII is replaced by the following:

"(k) Every employee on a shift that ends after midnight, is entitled to a 15¢-an-hour differential for each hour of such shift.

Every employee on a shift that ends at midnight or on a shift that starts working between 3:00 p.m. and 7:00 a.m., is entitled to a 10¢-an-hour differential for each hour of such shift."

13. Section VIII is superseded by the following:

"VIII. Every employee who, on May 1st of the current year, has twenty-five (25) years' service or more with the same employer, is entitled to four (4) weeks' vacation with pay. Vacation pay is equal to the higher of the following amounts: 8% of standard hours worked during the previous twelve (12) months (from May 1st to April 30th) at the wage rate in effect on July 1st or at the wage rate in effect at vacation time.

Starting January 1, 1968, the employee who has twenty (20) or more years' service with the same employer may avail himself of the provisions stipulated in the preceding paragraph."

14. Subsection "a" of section IX is superseded by the following:

"(a) Every employee who, on May 1st of the current year, has twelve (12) or more years' service with the same employer, is entitled to three (3) weeks' vacation with pay. Vacation pay is equal to the higher of the following amounts: 6% of standard hours worked during the previous twelve (12) months (from May 1st to April 30th) at the wage rate in effect on July 1st or at the wage rate in effect at vacation time.

Beginning January 1, 1968, the employee who has ten (10) or more years' service with the same employer may avail himself of the provisions stipulated in the preceding paragraph."

15. Subsection "b" of section IX is replaced by the following:

"(b) Every employee who, on May 1st of the current year, has two (2) or more years' service with the same employer, is entitled to two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay is equal to the higher of the following amounts: 4% of standard hours worked during the previous twelve (12) months (from May 1st to April 30th) at the wage rate in effect on July 1st or at the wage rate in effect at vacation time."

16° Le paragraphe « i » suivant est ajouté à l'article IX :

« i) Le temps qu'un salarié perd à cause de maladie ou d'accident doit être calculé jusqu'à concurrence de 90 jours dans le cas des congés payés pourvu que l'employé ait été au service du même employeur pendant au moins les 6 mois précédant la maladie ou l'accident. »

17° L'article IX-A suivant est ajouté :

« IX-A. Le salarié qui fait partie d'un jury doit être payé sur la base de 40 heures par semaine à son taux normal de salaire, sauf si l'établissement travaille au ralenti, déduction faite de la somme qu'il reçoit du gouvernement. Cette somme est sujette à vérification. Le salarié devra se rendre au travail à chaque jour qu'il peut le faire durant cette période. »

18° L'article XVI est remplacé par le suivant :

« XVI. Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1969. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 193

Québec, le 1er février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à la Section « C » (Marbriers) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « C » (Marbriers) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ladite Section « C » comme suit;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 décembre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE la Section « C », dudit décret numéro 613, soit modifiée de la façon suivante :

Le dernier alinéa du paragraphe « a » de l'article I, commençant par les mots « De plus » et finissant par les mots « bien-être » est remplacé par le suivant :

« Les salariés régis par la présente Section bénéficient du fonds d'assurance collective accident-maladie établi dans le Chapitre I du présent décret, dont les dispositions sont considérées comme partie intégrante de la présente Section. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 195

Québec, le 1er février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

16. The following subsection "i" is added to section IX :

"(i) Time lost by an employee, due to illness or accident, shall be computed up to a 90-day maximum in the case of vacation with pay, provided that the employee has been in the same employer's service for at least six (6) months before the illness or accident."

17. The following section IX-A is added :

"IX-A. An employee on jury duty shall be paid on a 40-hour week basis at his regular rate (unless the shop is on short time), less amount received from the government. Such amount is subject proof. During such period, the employee shall report for work daily, whenever possible."

18. Section XVI is superseded by the following :

"XVI. This decree remains in force until June 1, 1969."

JACQUES PRÉMONT.

18378-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 193

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Section "C" (Marble setters) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "C" (Marble setters) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district) have petitioned the Minister of Labour to amend said Section "C" as follows;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 10, 1966;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT Section "C" of said decree number 613 be amended as follows :

The last paragraph, subsection "a", article I (beginning with the word "Moreover" and ending with the word "fund"), is superseded by the following :

"Employees covered by this Section shall be entitled to the accident and sickness group insurance fund set up under Chapter I of this decree, provisions of which are to be considered as an integral part of this Section."

JACQUES PRÉMONT.

18378-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 195

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et amendements, relatif à l'industrie du fer et bronze d'ornementation dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 novembre 1966;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 790, soit modifié comme suit:

1° La désignation du décret est remplacée par le suivant:

« Décret relatif à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal. »

2° L'énumération des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

« L'Association de la Construction de Montréal, agissant au nom des compagnies suivantes:

Canadian Metal Works; Dozois St-Jean Limitée; A. Faustin Co. Ltd.; Foschi Liberatore Architectural Iron Works Inc.; Les Frères Lebrun Ltée; Locweld & Forge Products (1961) Ltd.; Lord & Fils Co. Ltée; Montreal Iron Works Corp.; Montreal Ornamental Metal Works Ltd.; Tri Steel Fabricators Ltd. »

3° Le paragraphe « a » de l'article I est remplacé par le suivant:

« I. *Champ d'application industriel:* a) Le présent décret régit toute fabrication, production, transformation et montage en atelier et sur chantier (à l'exception du travail assujéti au décret numéro 2051, relatif à l'industrie du verre plat, mais sans exclure toute fabrication ou montage qui se limite à la partie métallique seulement):

i. de tout métal ouvré (ferreux ou non-ferreux) aux fins de construction, à l'exception des charpentes métalliques de bâtiments;

ii. d'ouvrages de serrurerie et de menuiserie métallique, peu importe le métal employé, qu'on utilise à des fins ornementales, architecturales ou utilitaires. Ces ouvrages comprennent entre autres des:

1. Portes, châssis et seuils;
2. Escaliers, échelles de sauvetage, échelles et courives;
3. Clôtures, barrières, balcons et tous genres de clôtures à claire voie;
4. Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
5. Grilles, fenêtres, garde-fenêtres, cages et cloisons. »

4° Le paragraphe « b » de l'article I est remplacé par le suivant:

« b) *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend deux (2) zones dont la description est la suivante:

Zone I: L'île de Montréal, l'île Bizard, les districts électoraux de Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois,

CONCERNING amendments to the decree respecting the Ornamental and Industrial Metalwork Industry in the Montréal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Ornamental and Industrial Metalwork Industry in the Montréal region (made binding by decree number 790 of May 8, 1962 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of November 12, 1966;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objection brought forth was duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 790 be amended as follows:

1. The decree's title is replaced by the following:

"Decree respecting the Non-structural Metalwork Industry in the Montréal region".

2. The list of contracting parties of the first part is superseded by the following:

"The Montréal Construction Association, on behalf of the following firms:

Canadian Metal Work; Dozois St-Jean Limitée; A. Faustin Co. Ltd.; Foschi Liberatore Architectural Iron Works Inc.; Les Frères Lebrun Ltée; Locweld & Forge Products (1961) Ltd.; Lord & Fils Co. Ltée; Montreal Iron Works Corp.; Montreal Ornamental Metal Works Ltd.; Tri Steel Fabricators Ltd."

3. Subsection "a" of section I is superseded by the following:

"I. *Industrial jurisdiction:* (a) This decree covers the fabrication, production, processing and erection in the field and in the plant (except all work subject to decree number 2051 respecting the Flat Glass Industry, but not excluding all fabrication or erection which limits itself to the metal part only) of:

i. all wrought metal (ferrous or non-ferrous) for construction purposes, save structural steel frames of buildings;

ii. non-structural metalwork, regardless of metal involved, used for ornamental, architectural or utilitarian purposes. Such work includes:

1. doors, frames and sills;
2. stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. fences, gates, balconies, and all types of railings;
4. protection guards, curb angles, frames and covers for pits and trenches;
5. grilles, windows, window guards, cages and partitions."

6. Subsection "b" of section I is replaced by the following:

"(b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree consists of two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montréal, Bizard Island, the electoral districts of Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois,

Châteauguay, Laprairie, Chambly, Saint-Jean et Iberville.

Zone II: Les districts électoraux de Terrebonne, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Nicolet, Yamaska et Rouville.

Nonobstant les dispositions du paragraphe « a » du présent article, le décret ne régit le travail de montage sur le chantier que dans le territoire suivant:

L'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception des districts électoraux de Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption, Terrebonne et Chambly et de tout autre territoire assujéti au décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements ou autre décret le remplaçant.

Aux fins du présent décret, les limites territoriales des districts électoraux énumérés ci-haut sont celles qui apparaissent dans la Loi de la division territoriale (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 5), avant les modifications apportées par la Loi modifiant la Loi de la division territoriale (13-14 Eliz. II (1965) Vol. I chapitre 10).

5° L'article II est remplacé par le suivant:

« II. *Taux minima de salaires et classifications:*

a) Les taux minima de salaire pour chacun des emplois énumérés ci-dessous sont les suivants:

Travail en chantier — Field Work:

Mécanicien, monteur — Mechanic, erector.....	\$3.05	\$3.30	\$3.55	\$3.80	\$4.00
Ajusteur — Fitter.....	2.70	2.90	3.10	3.30	3.50
Ouvrier de service auxiliaire — Utility Man.....	2.45	2.65	2.85	3.05	3.25
Aide — Helper.....	2.35	2.50	2.70	2.90	3.10

Zone I

Travail en Atelier — Shop Work:

Mécanicien, monteur — Mechanic, erector.....	2.80	2.95	3.10	3.20	3.35
Ajusteur — Fitter.....	2.45	2.60	2.70	2.80	2.90
Ouvrier de service auxiliaire — Utility man.....	2.20	2.35	2.45	2.55	2.65
Aide — Helper.....	2.10	2.25	2.35	2.45	2.55
Manoeuvre — Labourer.....	1.90	2.00	2.15	2.25	2.35

Zone II

Mécanicien, monteur — Mechanic, erector.....	2.65	2.80	2.95	3.05	3.20
Ajusteur — Fitter.....	2.30	2.45	2.55	2.65	2.75
Ouvrier de service auxiliaire — Utility man.....	2.05	2.20	2.30	2.40	2.50
Aide — Helper.....	1.95	2.10	2.20	2.30	2.40
Journalier — Labourer.....	1.75	1.85	2.00	2.10	2.20

b) Les mécaniciens, monteurs et ajusteurs peuvent exécuter du travail de soudeur ou de forgeron sans avoir à se procurer un certificat de qualification dans ces métiers. Lorsqu'ils sont affectés à tel travail, ils reçoivent le taux du mécanicien, du monteur ou de l'ajusteur, selon le cas.

c) Tout travail en chantier qui est de la compétence d'un mécanicien ou d'un monteur, doit être exécuté par un mécanicien ou un monteur.

d) *Aide:* Le mot « aide » comprend tout salarié qui aide un mécanicien ou un ajusteur ou un ouvrier de service auxiliaire. Il peut effectuer le travail d'un ouvrier de service auxiliaire, pourvu qu'il soit sous la surveillance directe d'un mécanicien, d'un ajusteur ou d'un ouvrier de service auxiliaire.

Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean and Iberville.

Zone II: The electoral districts of Terrebonne, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Nicolet, Yamaska and Rouville.

Notwithstanding the provisions of subsection "a" of this section, the decree only covers erection work (in the field) in the following territory:

Montréal Island and a 15-mile radius of its limits, except the electoral districts of Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption, Terrebonne and Chambly as well as any other territory governed by decree number 784 of July 21, 1955 and amendments or any decree replacing it.

For the purposes of this decree, the territorial limits of the electoral districts listed above are those stipulated in the Territorial Division Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 5) before the amendments brought about by the Act to amend the Territorial Division Act (13-14 Eliz. II (1965), vol. I, Chapter 10).

5. Section II is replaced by the following:

« II. *Minimum wage rates and classification:* (a)

Minimum wage rates, for each classification listed below, are as follows:

<i>1er mars</i>	<i>1er jan.</i>	<i>1er juil.</i>	<i>1er jan.</i>
<i>1967</i>	<i>1968</i>	<i>1968</i>	<i>1969</i>

<i>March</i>	<i>Jan.</i>	<i>July</i>	<i>Jan.</i>
<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<i>1967</i>	<i>1968</i>	<i>1968</i>	<i>1969</i>

Mécanicien, monteur — Mechanic, erector.....	\$3.05	\$3.30	\$3.55	\$3.80	\$4.00
Ajusteur — Fitter.....	2.70	2.90	3.10	3.30	3.50
Ouvrier de service auxiliaire — Utility Man.....	2.45	2.65	2.85	3.05	3.25
Aide — Helper.....	2.35	2.50	2.70	2.90	3.10

(b) Mechanics, erectors and fitters may perform such welding or blacksmithing work as may be necessary without having to possess a competency card in such trades. When so employed, they shall be remunerated as mechanics, erectors or fitters, as the case may be.

(c) All field work falling within the competency of a mechanic or an erector, must be performed by a mechanic or an erector.

(d) *Helper:* A helper means any employee who assists a mechanic, a fitter or a utility man. A helper may perform a utility man's work, provided he does so under the direct supervision of a mechanic, a fitter or a utility man.

Un salarié qui travaille en qualité d'aide ne doit pas être rétrogradé, par le même employeur, à la catégorie de manoeuvre.

e) *Ouvrier de service auxiliaire*: L'ouvrier de service auxiliaire peut travailler seul, à l'établi, souder, découper au chalumeau, assembler, polir, faire les petits réglages de toute machine et la conduire, sauf qu'il s'agit d'une cisaille et d'une presse plieuse.

f) Le manoeuvre peut faire tout travail non spécialisé, peindre, meuler mais non polir, conduire une grue avec levier au plancher pour déplacer les matériaux, placer les matériaux dans des casiers et les en sortir, et balayer le sol.

6° L'article III est remplacé par le suivant:

* III. 1. *Durée du travail: Travail en atelier*: La durée hebdomadaire et quotidienne de travail est la suivante:

Any employee working as helper shall not be demoted, by the same employer, to a labourer category.

(e) *Utility Man*: Can work alone, do bench-work, weld, burn, assemble, polish, make simple machine set-ups and operate any machine except a "blade shear" and a "press brake".

(f) *Labourer*: Can do general work, do paint and primer work, simple grinding (not including polishing); use floor-operated crane to handle materials; handle materials in and out of racks; sweep floors."

6. Section III is superseded by the following:

"III 1. *Hours of Work (Shop Work)*: weekly and daily hours of work are as scheduled below:

Nombre d'heures ouvrables au taux normal — Hours of work at straight time

	1er mars 1967	1er jan. 1968	1er juil. 1968	1er jan. 1969
	March 1 1967	Jan. 1 1968	July 1 1968	Jan. 1 1969
Lundi — Monday	8½	8½	8½	8
Mardi — Tuesday	8½	8½	8½	8
Mercredi — Wednesday	8½	8	8	8
Jedi — Thursday	8½	8	8	8
Vendredi — Friday	8	8	8	8
	42	41½	41	40½

2. *Travail en chantier*: La durée du travail pour le montage sur un chantier ne doit pas excéder 40 heures par semaine et 8 heures par jour du lundi au vendredi inclusivement.

3. Les heures indiquées ci-haut doivent être distribuées entre 7h 30 du matin et 6h du soir pour le travail de jour et entre 6h du soir et 6h du matin pour le travail de nuit.

Lorsque le travail est organisé entre trois équipes, la durée maximale de chaque équipe est de 8 heures, ce qui ne fait pas obstacle au paiement des primes d'équipe applicables. La majoration pour les heures supplémentaires est payable après ces 8 heures.

7° Le deuxième alinéa du paragraphe « d » de l'article IV est amendé en remplaçant les mots « deux semaines avant à deux semaines après » par les mots « quatre semaines avant à quatre semaines après ».

8° L'article VI est amendé en y ajoutant « La Saint-Jean Baptiste » après les mots « le Vendredi-Saint ».

9° Les paragraphes « c » et « d » de l'article VII sont remplacés par les suivants:

« c » Un salarié qui a travaillé chez le même employeur pendant plus d'une (1) période de référence a droit à une indemnité de congés calculée de la façon suivante:

Nombre de périodes de référence travaillées chez le même employeur	1966	1967	1968
1	2%	2%	2%
2	2%	2%	2%
3	2%	2%	4%
4	2%	4%	4%
5 à 14	4%	4%	4%
15 ou plus	—	6%	6%

2. *Field Work*: Hours of work for erection work on the job shall not exceed eight (8) a day, Monday through Friday, nor forty (40) a week.

3. The above-mentioned hours shall be scheduled between 7:30 a.m. and 6:00 p.m. for day-shift work, and between 6:00 p.m. and 6:00 a.m. for night-shift work.

For three (3) shift operations, the maximum standard hours shall be 8 per shift, subject to the applicable shift premiums; overtime provisions shall apply after such 8 hours."

7. The second paragraph, subsection "d", section IV, is amended by replacing the words "two weeks before to two weeks after" by the words "four weeks before to four weeks after".

8. Section VI is amended by adding "St. John the Baptist Day" after the words "Good Friday".

9. Subsections "c" and "d" of section VII are superseded by the following:

"(c) An employee who has worked for the same employer for more than one (1) qualifying period shall be entitled to vacation pay as follows:

No. of qualifying periods worked for the same employer	1966	1967	1968
1	2%	2%	2%
2	2%	2%	2%
3	2%	2%	4%
4	2%	4%	4%
5 to 14	4%	4%	4%
15 or mor	—	6%	6%

d) Les pourcentages indiqués à l'alinéa précédent sont basés sur le salaire habituel gagné durant la période de référence.»

10^o Le paragraphe « a » de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« a) Les apprentis-mécaniciens et les apprentis-monteurs doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaire des mécaniciens ou des monteurs:

1 ^{ère} année, 1 ^{er} semestre.....	45%
1 ^{ère} année, 2 ^{ème} semestre.....	50%
2 ^{ème} année.....	55%
3 ^{ème} année.....	65%
4 ^{ème} année.....	75% ^a

11^o Les articles suivants sont ajoutés:

« X-A. Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé d'une durée maximale de deux jours ouvrables entre le jour du décès et celui de l'enterrement inclusivement. Le mot « famille » comprend: le père, la mère, le frère, la soeur, l'épouse, l'époux et l'enfant.

X-B. a) Un salarié qui est blessé dans un accident lorsqu'il travaille pour son employeur et qu'il est couvert par la Loi des Accidents du Travail, doit être rémunéré pour le temps perdu le jour de sa blessure au taux normal de salaire, ce qui comprend les primes d'équipe applicables. L'employeur doit aussi lui fournir un moyen de transport pour qu'il reçoive des soins médicaux le jour de l'accident. Le salarié doit fournir un certificat médical comme preuve qu'il n'était pas en mesure de travailler pendant le temps qu'il a perdu le jour de l'accident.

b) L'employeur doit fournir le transport et payer le salaire pour le temps que les employés prennent, pendant leurs heures d'équipe régulières, pour obtenir le traitement médical requis à la suite d'un accident ou d'une maladie industriels, s'il est impossible pour ces employés d'obtenir ce traitement médical en dehors de leurs heures d'équipes régulières.

c) L'employeur ne peut être tenu de payer le temps et le transport qui sont défrayés par la Commission des Accidents du Travail.

X-C. Si un employeur veut licencier un salarié pour manque de travail, il doit lui donner un préavis d'une (1) journée ouvrable, sauf lorsque les causes d'un tel licenciement sont indépendantes de sa volonté.

X-D. Si un salarié n'est pas en mesure d'effectuer son travail habituel à cause de son âge ou à la suite d'un accident du travail, l'employeur doit s'efforcer de lui accorder la préférence s'il y a du travail qu'ils est en mesure d'effectuer. Le taux de salaire minimum pour ce travail sera fixé par le Comité paritaire.

12^o Les mots « (jusqu'à un maximum de quarante (40) heures par semaine) » sont ajoutés après les mots « pour chaque heure de travail accompli » apparaissant aux sous-paragraphes « a » et « b » du paragraphe 2 de l'article XII-A.

13^o Le sous-paragraphe « c » suivant est ajouté au paragraphe 2 de l'article XII-A:

« c) Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-après et conformément aux conditions qu'il contient, le salarié en dehors du champ d'application territorial du présent décret, peut contribuer seul (ou conjointement avec son employeur, si l'employeur y consent) au Fonds de sécurité sociale et jouir des avantages afférents. »

14^o Le deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article XII-A est remplacé par le suivant:

(d) The percentages shown in the preceding paragraph are based on regular earnings during the qualifying period."

10. Subsection "a" of section VIII is replaced by the following:

"(a) Apprentice-mechanics and apprentice-erectors shall receive the following percentage computed on the mechanic's or erector's wage rates:

1st year, 1st six months.....	45%
1st year, 2nd six months.....	50%
2nd year.....	55%
3rd year.....	65%
4th year.....	75% ^a

11. The following sections are added:

"X-A. In the event of death in an employee's immediate family, the employer shall grant up to two (2) working days' leave of absence with pay between the death, up to and including the day of burial. "Immediate family" shall include: mother, father, brother, sister, wife, husband and child.

X-B. (a) An employee who is injured in an accident while working for his employer and covered by the Workmen's Compensation Act, shall be paid for the time lost on the accident day, his regular daily earnings including applicable shift premiums. They shall also be provided with necessary transportation for medical attention on the day of the accident. The employee shall provide a medical certificate as evidence that he was unable to work during the time lost on the accident day.

(b) The employer shall provide transportation and pay for time spent by employees during their regular shift hours for medical treatment required as a result of an industrial accident or disease, provided it is impossible for such employees to obtain this medical treatment outside their regular shift hours.

(c) Employers are not responsible for payment of time and transportation which are paid by the Workmen's Compensation Commission."

X-C. In the event of lay-off due to lack of work, employees affected shall be given one (1) working day's notice, except when the causes for such lay-off are beyond the employer's control.

X-D. When employees are unable to perform their regular work, as a result of an industrial accident or age, the employer shall spare no effort to give such employees preference if any work which they are capable of performing is available. The minimum wage rate for such work shall be determined by the Joint Committee."

12. In paragraphs "a" and "b", subsection 2, section XII-A, the words "(up to a maximum of forty (40) hours per week)" are added after the words "for every hour worked".

13. The following paragraph "c" is added to subsection 2, section XII-A:

"(c) Under reserve of the provisions of paragraph 7 hereafter and in accordance with the conditions thereof, the employee outside the jurisdiction of the decree may contribute solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) to the Social Security Fund and be entitled to the ensuing benefits."

14. The second paragraph, subsection 6, section XII-A, is superseded by the following:

« Chaque salarié régi par le présent décret ne peut avoir droit auxdites prestations que si son employeur a fait rapport en détail au comité paritaire de toutes les heures qu'il a travaillées et a remis au Comité paritaire ses propres contributions et celles qu'il a déduites du salaire de son salarié. Dans le cas contraire, le Comité paritaire étudiera toute réclamation à son mérite et prendra les décisions que la justice et l'équité lui imposeront. »

15° Le paragraphe 7 suivant est ajouté à l'article XII-A:

« 7. Si un salarié déjà admissible aux prestations de la police d'assurance-groupe, exécute, hors du champ d'application territorial du présent décret, des travaux visés par le champ d'application industriel dudit décret, ou s'absente de son emploi avec l'autorisation de son employeur, il peut sous réserve des dispositions du contrat d'assurance, conserver pendant une période maximum de six (6) mois ses droits à la protection de l'assurance-groupe aux conditions suivantes:

a) il doit faire préalablement, une demande à cet effet au Comité paritaire et ce dernier doit l'accepter;

b) seul ou conjointement avec son employeur, si ce dernier y consent, il doit s'engager préalablement à verser et verser de fait au Comité paritaire, le ou vers le 10 de chaque mois, à titre de contribution fixe, un montant d'argent égal à dix cents (\$0.10) pour chaque heure de la semaine de travail fixée dans le présent décret. »

16° L'article XIII est remplacé par le suivant:

« XIII. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou de son renouvellement, selon le cas. Un tel avis doit être également adressé au ministre du Travail. L'une des parties peut soumettre à l'autre partie ses propositions d'amendement à compter du 1er octobre 1968. »

Le Greffier du Conseil Exécutif.

18378-o

JACQUES PRÉMONT.

« Every employee governed by the decree may be entitled to the said benefits if his employer has filed a detailed report to the Joint Committee of all the hours the employee has worked and has turned over to the Joint Committee his own contributions and those he shall have deducted from his employee's wages. Otherwise, the Joint Committee shall study the merits of any claim and shall render decisions in accordance with the dictates of justice and equity. »

15. The following subsection 7 is added to section XII-A:

« 7. If an employee already eligible to group insurance policy benefits, performs, outside the territorial jurisdiction of the decree, work governed by the industrial jurisdiction of the decree or leaves his employment with the authorization of his employer, he may, subject to the insurance contract stipulations, maintain for a maximum period of six months his rights to group insurance protection, provided that:

(a) the employee submits an advance request to that effect to the Joint Committee and that the latter accepts; and

(b) the employee solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) undertakes in advance to pay and in fact pays to the Joint Committee on or about the tenth day of each month, as a fixed contribution, a sum of money equal to ten cents (\$0.10) for every hour of the standard work week stipulated in the decree. »

16. Section XIII is superseded by the following:

« XIII. *Term of the decree:* This decree, as amended, remains in force until March 31, 1969.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its original expiry date or renewal date, as the case may be. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour. Either party may submit its proposed amendments to the other party, starting October 1st, 1968. »

JACQUES PRÉMONT.

18378-o

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 197

Québec, le 1er février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus du Québec 1964, chapitre 143), les Métallurgistes Unis d'Amérique ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptés comme partie contractante au décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, Section IV (Blocs de ciment), section V (Tuyaux de ciment ou de béton) et section VI (Dalles de béton);

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 197

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Building Materials Industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the United Steel Workers of America have petitioned the Minister of Labour to be accepted as a contracting party to Decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments, respecting the Building Materials Industry in the Province of Quebec, Section IV (Concrete or cement blocks), Section V (Concrete or cement pipes) and Section VI (Concrete or cement slabs);

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 avril 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2203, soit modifié comme suit:

La parties contractante suivante est ajoutée aux parties contractantes de deuxième part:

« Les Métallurgistes Unis d'Amérique pour les section IV, V et VI. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 194

Québec, le 1er février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la Section VII (Industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section VII (Industrie du marbre) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite Section VII;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 décembre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section VII (Industrie du marbre), dudit décret numéro 2203, soit modifiée de la façon suivante:

1° Le deuxième alinéa de l'article II, commençant par les mots « De plus » et finissant par les mots « bien-être » est biffé.

2° L'article XIII-B suivant est ajouté:

« XIII-B: *Fonds d'assurance collective accident-maladie:*

a) Le présent article n'est applicable que dans la zone I.

b) Dans le présent paragraphe, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

Employé: Ce mot désigne tout employé régi par le présent article. Toutefois, tout employeur régi par la présente Section du présent décret peut se soumettre aux obligations déterminées par le présent article pour ceux de ses employés qui exécutent des travaux en dehors de la Zone I ou du champ d'application professionnel établi dans la présente Section, s'il participe volontairement et avec impartialité pour ses employés. Cette participation doit être approuvée par le Comité paritaire des Matériaux de Construction.

Fonds d'assurance collective accident-maladie: Ces mots désignent le fonds d'assurance collective accident-maladie de l'Industrie de la Cons-

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* on April 23, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2203, be amended as follows:

The following contracting party is added to the contracting parties of the second part:

"The United Steel Workers of America, for Section IV, V and VI."

JACQUES PRÉMONT,

18378-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 194

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Section VII (Marble Industry) of the decree respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section VII (Marble Industry) of decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments (Building Materials Industry in the Province of Québec) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said Section VII to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 10, 1966;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section VII (Marble Industry) of said decree number 2203, be amended as follows:

1. The second paragraph of article II (beginning with "As" and ending with "fund") is deleted.

2. The following Article XIII-B is added:

"XIII-B: *Accident and Sickness Group Insurance Fund:*

(a) This article only covers Zone I.

(b) In this subsection:

Employee: Means any employee governed by this article. However, every employer covered by the present section of this decree may comply with the provisions of the present decree, for his employees working outside Zone I or outside the professional jurisdiction established herein, providing the employer voluntarily participates for his employees on a non-discriminatory basis. Such participation will be subject to the approval of the Building Materials Joint Committee.

Accident and sickness group insurance fund: Means the accident and sickness group insurance fund of the Montréal Construction Industry.

truction de Montréal créé en vertu du Chapitre I du décret numéro 613 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Autres définitions: Les définitions contenues dans le Chapitre I du décret numéro 613 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, s'appliquent au présent article.

(c) Il est, par les présentes, créé un fonds d'assurance collective accident-maladie dans le seul et unique but d'assurer des prestations d'assurance-maladie pour les employés de la Zone I de l'Industrie du Marbre et leurs dépendants. Le Comité paritaire doit confier l'administration de ce fonds au Comité conjoint de l'Industrie et des Métiers de la Construction de la région de Montréal qui l'administrera conformément aux dispositions du décret numéro 613 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

(d) Le fonds d'assurance accident-maladie consistera dans les cotisations d'accident-maladie qui lui seront versées selon le paragraphe « f » de cet article, ainsi que dans les gains qui écherront aux employés en vertu du Chapitre I du décret numéro 613 et amendements.

(e) Le Comité paritaire est le corps habilité à percevoir les contributions provenant des employeurs.

(f) Les employeurs devront verser au fonds d'assurance collective accident-maladie la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail effectuée par chacun de ces employés.

(g) Tout employeur doit remettre au Comité paritaire, avant le 15^e jour de chaque mois, lesdites contributions pour les périodes hebdomadaires de paye se terminant dans le mois civil précédent.

(h) Si un employeur, contrairement au paragraphe « g », fait défaut de remettre les cotisations au Comité paritaire ou en fait remise après le délai prévu, ce dernier a le droit d'exercer tout recours en justice et de poursuivre l'employeur en vue d'obtenir le recouvrement des cotisations au bénéfice de ses employés. Ces poursuites et recours sont exercés conformément à l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective.

Aux fins de l'article 37 de la Loi des décrets de convention collective, la date d'échéance de la remise des cotisations pour l'année précédente est fixée au premier janvier de chaque année.

(i) Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation de remettre au Comité paritaire les cotisations stipulées en payant directement lesdites cotisations d'accident-maladie aux employés. Toute convention contraire aux dispositions du présent titre, qui a pour effet d'accorder à un employé des conditions différentes ou moins favorables que celles mentionnées au présent titre, sera nulle et non avenue.

(j) Tout employé doit déclarer au Comité paritaire son nom, son numéro d'assurance sociale, sa date de naissance, son métier ou emploi, son état matrimonial, le nombre et l'âge de ses dépendants, la date à laquelle il donne ces renseignements et sa signature:

i. Au début de l'année 1967, ou plus tard s'il devient un employé assuré après cette date;

ii. Par la suite, lorsque surviennent des changements à la déclaration originale.

set up under Chapter I of decree number 613 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district).

Other definitions: The definitions given in Chapter I of decree number 613 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district) apply to this article.

(c) An accident and sickness group insurance fund is hereby created solely to provide group accident and sickness benefits for the employees of Zone I of the Marble Industry and their dependents. The Joint Committee shall entrust the administration of such fund to the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal. The latter shall administer it according to the provisions of decree number 613 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district).

(d) The accident and sickness group insurance fund shall consist of all accident and sickness contributions paid to it according to subsection "f" of this article, as well as of earnings accrued to employees under Chapter I of decree number 613 and amendments.

(e) The Joint Committee is hereby designated as the body to receive contributions from employers.

(f) Every employer shall contribute to the accident and sickness group insurance fund, for each of his employees, the amount of \$0.05 for each hour worked by each of the said employees.

(g) Every employer shall pay to the Joint Committee, before the 15th of each month, the contributions for the weekly pay periods ending in the previous calendar month.

(h) If an employer, in violation of subsection "g", fails to remit the contributions to the Joint Committee or remits them after the delay provided, the Joint Committee shall have the right to take legal action against the employer and recover the accident and sickness contributions on behalf of his employees. Such legal action is taken in pursuance of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

For the purposes of Section 37 of the Collective Agreement Decrees Act, the due date for the remittance of contributions for the preceding year shall be the first day of January.

(i) No employer may acquit himself of remitting the stipulated contributions to the Joint Committee by paying the said accident and sickness contributions directly to employees. Any agreement contrary to the provisions of this Title granting an employee conditions different from or less favourable than those specified in this Title, shall be null and void.

(j) Every employee shall notify the Joint Committee of his name, his social insurance number, his date of birth, his trade or occupation, his marital status, the number and age of his dependents, the date of which the information is given and his signature:

i. at the beginning of 1967 or later, should he become a covered employee after that date;

ii. Thereafter, as changes occur since the original statement.

k) Le Comité paritaire doit, à cette fin, tenir à la disposition de tout employeur des formules appropriées qui doivent être remises par chaque employeur aux employés.

Toutefois, le manque de telles formules ne libère pas l'employé de son obligation de s'identifier par écrit auprès du Comité paritaire.

l) Chaque mois, chaque employeur doit fournir, avec le paiement de ses contributions au fonds d'assurance collective accident-maladie, une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paye, pour les périodes de paye se terminant dans le mois civil précédent et mentionnant:

1. Le nom et l'adresse de l'employeur;
2. Les périodes de paye couvertes par cette déclaration;
3. Le nom de famille et le prénom usuel de chacun des employés;
4. Le numéro d'assurance sociale de chacun des employés;

5. Le montant des contributions de l'employeur au fonds d'assurance collective accident-maladie pour chacun des employés pour la période couverte par ladite déclaration;

6. Le total de ces montants;

7. La signature et le titre du représentant responsable de l'employeur ou de l'employeur lui-même, attestant de l'exactitude des renseignements ainsi fournis.

m) Le Comité paritaire doit, sur demande, fournir à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles tels renseignements peuvent être donnés. Si les renseignements fournis par un employeur sont trouvés insuffisants, le Comité paritaire peut enjoindre à cet employeur d'utiliser les formules spécialement préparées à cet effet et mises à sa disposition.

n) Le Comité paritaire doit remettre au Comité conjoint de l'Industrie et des Métiers de la Construction de la région de Montréal le fonds d'assurance collective accident-maladie au fur et à mesure qu'il le perçoit et ledit Comité conjoint doit l'administrer conformément aux dispositions du décret numéro 613 et amendements, Chapitre I, relatif à l'Industrie de la Construction de Montréal.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 192

Québec, le 1^{er} février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative aux employés de garages du district électoral d'Abitibi-Ouest.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

Ayotte Shell Service Station; Beaudry & Lapointe Ltée; Bégin & Mercier; Blais Auto Electric; Bordeleau Auto Inc.; Boyon & Therrien; Garage Bussière Inc.; Garage Clément Enr.; Garage Normétal Enr.; Garage Racine & Frères Limitée; Garage Aurélien Robitaille; Gaz Lasarre Enr.; Lasarre Auto Enr.; Maurice Service Station; J. P. G. Mercier; Adrien Nicol

(k) The Joint Committee shall make forms available for this purpose and every employer shall supply the said forms to each employee.

However, a shortage of such forms does not relieve the employee of his obligation to identify himself to the Joint Committee in writing.

(l) Each month, every employer shall furnish, with each payment of contributions to the Accident and Sickness Group Insurance Fund, a declaration with an extract from or a duplicate of the actual payroll, for pay periods ending in the previous calendar month, showing:

1. The name and address of the employer.
2. The pay periods covered by the declaration.
3. The surname and usual given name of each employee.
4. The social insurance number of each employee.

5. The amount of the employer's contributions to the Accident and Sickness Group Insurance Fund in respect of each employee for the period covered by the said declaration.

6. The total of such amounts.

7. The signature and title of a responsible representative of the employer or of the employer himself attesting the accuracy of the information so shown.

(m) The Joint Committee shall supply to each employer, on request, forms for reporting such information and may, if it determines that the declaration produced by the employer is unsatisfactory, direct that the employer complete such forms as supplied by the Joint Committee.

(n) The Joint Committee shall remit to the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal the accident and sickness insurance fund as it is collected. The said Joint Committee shall administer it according to the provisions found in Chapter I of decree number 613 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district)."

JACQUES PRÉMONT,

18378-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 192

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the legal extension of a collective labour agreement respecting Garage Employees in the electoral district of Abitibi-West.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties listed below have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

Ayotte Shell Service Station; Beaudry & Lapointe Ltée; Bégin & Mercier; Blais Auto Electric; Bordeleau Auto Inc.; Boyon & Therrien; Garage Bussière Inc.; Garage Clément Enr.; Garage Normétal Enr.; Garage Racine & Frères Ltée; Garage Aurélien Robitaille; Gaz Lasarre Enr.; Lasarre Auto Engr.; Maurice Service Station; J. P. G. Mercier; Adrien Nicol Ltée;

Limitée; G. Paquet & Frères Enr.; Robert Auto Service Enr.; Robert Texaco Service Station; Rolland Côté Fina Service Station; Sarreville Auto Ltée; Trudel Service Station Enr.; Vanasse Léo Ltée; Western Tire & Auto Supply; Yvan B. P. Service Station,

D'UNE PART, ET

L'Union Internationale du District 50, United Mine Workers of America, syndicat local 15469,

D'AUTRE PART,

pour les employeurs et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 novembre 1966;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 novembre 1966.

I. *Définitions*: Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01 Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le présent décret.

1.02 Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

1.03 Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état, répare, règle ou travaille des moteurs et diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur.

1.04 Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage et obtenu le certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que: charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, rembourreur, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre, soudeur, spécialiste du radiateur, spécialiste du rechapage, spécialiste du réglage du moteur, spécialiste de la boîte de vitesse automatique, spécialiste de la suspension, spécialiste du différentiel, spécialiste du châssis, vitrier, vérificateur, vulcaniseur.

1.05 Le mot « démonteur » désigne toute personne qui fait le démontage des véhicules à moteur dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de les revendre comme ferraille.

1.06 Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage et le remisage des véhicules à moteur. Sont considérés comme garages et par conséquent visés par le présent décret tous les établisse-

G. Paquet & Frères Enrg.; Robert Auto Service Enr.; Robert Texaco Service Station; Rolland Côté Fina Service Station; Sarreville Auto Ltée; Trudel Service Station Enrg.; Vanasse Léo Ltée; Western Tire & Auto Supply; Yvan B. P. Service Station, AND

District 50, International Union, United Mine Workers of America, local 15469,

for the employers and employees of the trades and occupations concerned, in accordance with the conditions described in the *Québec Official Gazette* of November 5, 1966;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for the laying down of employment conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction outlined in the said petition;

WHEREAS the stipulations of the Act concerning the publication of notices have been duly observed;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143) with however, the following new provisions replacing the conditions mentioned in the *Québec Official Gazette* of November 5, 1966.

I. *Definitions*: In this decree, the following terms have the meaning hereinafter given them:

1.01 "apprentice" means anyone who learns one of the trades mentioned in this decree;

1.02 "artisans" means anyone who carries out any work governed by this decree, alone or in partnership and on his own account. It also means any employer or professional employer performing such work;

1.03 "machine shop" means any establishment where motors and various other motor vehicle components or parts are remade, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon;

1.04 "journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and obtained his competency certificate in any one of the automobile industry trades, such as wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, upholsterer, upholstery cleaner, painter, welder, radiator specialist, tire-retreading specialist, motor tune-up specialist, automatic transmission specialist, suspension specialist, differential specialist, frame specialist, glazier, checker, vulcanizer;

1.05 "dismantler" means anyone who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, storing or selling the parts as scrap;

1.06 "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, dismantled or stored. Shall also be considered as garages, and therefore subject to this decree, any establishment exclusively or partly engaged in the repair

ments où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés ou non du véhicule à moteur.

1.07 Le mot « livreur » désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison et le transport des marchandises avec un véhicule à moteur dont il a la charge.

1.08 Le mot « pompiste » désigne le préposé à la distribution de l'essence ou des carburants dans un poste d'essence.

1.09 Le terme « poste d'essence » désigne tout établissement fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire ou un locataire, comme l'établissement principal ou comme annexe dans cet établissement principal.

1.10 Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules à moteur.

1.11 Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne et comprend tout fabricant, tout agent d'usine, tout marchand qui vend au gros ou au détail, des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, neufs ou usagés, ou encore d'équipements de garage, neufs, ou usagés.

1.12 Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis vendeur de pièces et d'accessoires de véhicules à moteur travaillant à l'intérieur de l'établissement. Il désigne aussi un commis préposé à l'expédition et à la classification de la marchandise, un commis aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du rayon des pièces à accessoires, dans un établissement assujéti du présent décret.

1.13 Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs ou exécute de petites réparations sur les véhicules à moteur.

1.14 Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel les véhicules à moteur sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés, remisés et sur lesquels peuvent être faits divers services d'urgence. Il désigne aussi l'établissement où le commerce consiste dans la vente de l'essence et des lubrifiants, dans la vente et le montage de pneus, la vente des pièces et accessoires de véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparations de véhicules à moteur, ladite section est considérée, aux fins du présent décret, comme un garage et est assujéti aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

1.15 Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou remisage de véhicules à moteur. Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur, ne sont pas visés par la présente définition.

1.16 Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que la force musculaire et adapté soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

1.17 Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription des commandes et, de façon générale,

of parts or accessories required for the operation of motor vehicles, whether such parts or accessories be separated from the motor vehicle or not;

1.07 "deliveryman" means any employee whose work consists mainly in delivering and transporting goods with a motor vehicle of which he is in charge;

1.08 "pump attendant" means any employee dispensing gasoline or fuels in a gasoline station;

1.09 "gasoline station" means any mobile or stationary establishment where only motor vehicle gasoline and lubricants are sold, whether such place is operated by a proprietor or a lessee as a main or secondary business concern;

1.10 "car wash" means any place where the main occupation is washing and polishing motor vehicles;

1.11 "accessories or parts store" means and includes any manufacturer, factory agent or dealer who sells new or used motor vehicle parts or accessories or new or used garage equipment or parts thereof on a wholesale or retail basis;

1.12 "parts man" means any clerk working inside the establishment and selling motor vehicle parts and accessories. It also means a clerk assigned to shipping, and classifying merchandise, a clerk assigned to records, inventory or correspondence of a parts and accessories department in an establishment subject to the present decree;

1.13 "service man" means any employee who sells gasoline or lubricants; greases, washes or drives motor vehicles; cleans or heats the establishment; changes or repairs under tubes or tires; changes batteries or performs minor repairs on motor vehicles;

1.14 "service station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated, stored and undergo various emergency repairs. It also means an establishment whose business consists in selling gasoline and lubricants, selling and installing tires and selling motor vehicle parts and accessories.

However, should a service station have a machine shop or a department where motor vehicles are repaired, the said shop or department, for the purposes of this decree, is considered as a garage and is subject to the working conditions for garages or machine shops;

1.15 "parking garage or parking lot" means any place reserved for parking or storing motor vehicles. However, establishments where no motor-vehicle service is given are not covered by this definition;

1.16 "motor vehicle" means any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to hauling or transporting persons or things;

1.17 "customer service supervisor" means any employee whose work consists in receiving customers, distributing and co-ordinating work to be performed, writing out customers' requests

rale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparations ou dans un garage.

Le « vérificateur » et le « vendeur de service » ne sont pas visés par le présent décret tant et aussi longtemps qu'ils n'exécutent pas un travail qui relève d'un métier.

1.18 Le mot « vérificateur » désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules à moteur et à l'évaluation de toutes les réparations.

1.19 Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui effectue principalement l'installation et le remplacement des glaces de tout véhicule à moteur.

II. *Champ d'application professionnel et industriel:* 2.01 Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans, aux salariés de garages, d'ateliers de mécanique, de postes d'essence, de stations-service, de postes de lavage, de postes de vente d'accessoires ou pièces, de postes de vente des pneus ou ateliers de vulcanisation, de terrain de démontage.

2.02 Un garage municipal n'est pas assujéti aux dispositions du présent décret tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont réglementées par une convention collective particulière.

2.03 Les garages particuliers ne sont pas assujéti au présent décret, pour autant qu'ils limitent leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

2.04 Les ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machines agricoles, ne sont pas assujéti au présent décret.

III. *Champ d'application territoriale:* 3.01 Le présent décret s'applique au district électoral d'Abitibi-ouest.

IV. *Taux horaires minimaux:* 4.01 Les taux horaires minimaux sont les suivants:

Mécanicien, ajusteur, machiniste, carrossier, forgeron, soudeur, peintre, rembourreur, vitrier:

	<i>Taux horaire</i>
Compagnon:	
Classe « A »	\$2.05
Classe « B »	1.75
Classe « AB » (Tous les détenteurs de certificats « B » ayant plus de 85% aux examens)	1.80
Classe « C »	1.60

Cependant, le compagnon classifié « A » lors de l'entrée en vigueur du présent décret devra recevoir \$2.15 l'heure, à compter du 1er août 1967.

	<i>Taux horaire</i>
Apprenti:	
À l'embauchage	\$1.00
Après 6 mois	1.10
Après 12 mois	1.15
Après 18 mois	1.20
Après 24 mois	1.25
Après 30 mois	1.30
Après 36 mois	1.35
Après 42 mois	1.40
Après 48 mois, il est classifié automatiquement compagnon et doit recevoir	1.50

	<i>Taux hebdomadaire</i>
Commis aux pièces et livreur:	
1ère année	\$45.00
2e année	50.00
3e année	55.00

and, generally speaking, making certain that customers are properly served in the machine shop, repair shop or garage;

“checkers” and “customer service supervisors” are not covered by the present decree as long as they do not perform trade work;

1.18 “checker” means any employee who checks motor vehicles and makes estimates on all repairs;

1.19 “glazier” means any employee whose work consists mainly in installing and replacing motor vehicle windows.

II. *Professional and industrial jurisdiction:* 2.01 The present decree covers employers, professional employers, artisans and employees of garages, machine shops, gasoline stations, service stations, car-washes, accessories or parts stores, tire shops or vulcanizing shops, scrapping yards.

2.02 A municipal garage is not subject to the present decree as long as the working conditions therein are governed by a special collective agreement.

2.03 Private garages are not subject to the present decree as long as they limit their services to their own needs and do not work, for the public.

2.04 Shops exclusively assembling or repairing agricultural machines are not subject to the present decree.

III. *Territorial jurisdiction:* 3.01 The present decree applies to the electoral district of Abitibi-West.

IV. *Minimum hourly rates:* 4.01 Minimum hourly rates are as follows:

Machanic, fitter, machinist, bodyman, blacksmith, welder, painter, upholsterer, bodyworker, glazier:

	<i>Hourly rate</i>
Journeyman:	
Class “A”	\$2.05
Class “B”	1.75
Class “AB” (All holders of “B” certificates having more than 85% on their examination)	1.80
Class “C”	1.60

However, those classed as “A” journeymen when the present decree comes into force shall receive \$2.15 per hour on August 1, 1967.

	<i>Hourly rate</i>
Apprentice:	
Hiring rate	\$1.00
After six months	1.10
After 12 months	1.15
After 18 months	1.20
After 24 months	1.25
After 30 months	1.30
After 36 months	1.35
After 42 months	1.40
After 48 months, he is automatically classified as journeyman and is paid	1.50

	<i>Weekly rate</i>
Parts man and delivery man:	
First year	\$45.00
2nd year	50.00
3rd year	55.00

<i>Taux hebdomadaire</i>		<i>Taux horaire</i>	
4e année.....	\$60.00	À l'embauchage.....	\$ 0.85
5e année.....	65.00	Après 6 mois.....	0.90
6e année.....	70.00	Après 12 mois.....	1.00
		Après 24 mois.....	1.15
		Après 36 mois.....	1.30
		Après 48 mois.....	1.40

<i>Taux hebdomadaire</i>		<i>Taux horaire</i>	
4th year.....	\$60.00	Service man and delivery man	
5th year.....	65.00	Hiring rate.....	\$ 0.85
6th year.....	70.00	After 6 months.....	0.90
		After 12 months.....	1.00
		After 24 months.....	1.15
		After 36 months.....	1.30
		After 48 months.....	1.40

À compter du 1er avril 1967, le taux de salaire sera de \$0.90 l'heure à l'embauchage et de \$1.00 l'heure après soixante (60) jours d'emploi.

Cependant, le préposé au service et le livreur ayant 48 mois de service au moment de l'entrée en vigueur du présent décret auront droit à \$1.45 l'heure, et à compter du premier août 1967, ils auront droit à \$1.55 l'heure.

4.02 Tout salarié qui doit temporairement faire un travail pour lequel un taux supérieur au sien est établi, continue de recevoir le taux de salaire de son emploi habituel.

4.03 Tout salarié muté de son emploi habituel à un autre dont le taux de salaire est inférieur, continue de recevoir le taux de salaire de son emploi habituel.

4.04 Tout salarié qui bénéficie de taux de salaires supérieurs à ceux qui sont prévus au présent décret ne subira aucune réduction de salaire lors de l'entrée en vigueur de ce dernier.

V. Durée du travail et horaire:

5.01 La semaine normale de travail des salariés de garage et des ateliers de mécanique et des préposés aux pièces dans ces mêmes établissements est de quarante-neuf (49) heures, réparties de la façon suivante: neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi, de 8h du matin à midi et de 1h de l'après-midi à 6h de l'après-midi; le samedi, de 8h du matin à midi.

5.02 La semaine normale de travail des préposés au service et des livreurs dans les postes d'essence et stations service est de cinquante quatre (54) heures, réparties de la façon suivante: Entre 8 heures du matin à 10 heures du soir avec une interruption d'une heure pour les repas et une journée de repos par semaine qui peut être prise le samedi, le dimanche ou le lundi.

5.03 La semaine normale des gardiens de nuit est de soixante (60) heures réparties sur six nuits consécutives de dix (10) heures, après quoi, il y a une journée de repos.

5.04 Tout salarié rappelé au travail après les heures normales de travail sans avoir été prévenu à l'avance doit recevoir une indemnité minimale égale à deux heures au taux normal de salaire, même si le nombre d'heures prestées est inférieur à deux heures.

5.05 Tout salarié dont l'horaire de travail se situe entre midi et 10 heures du soir a droit à une prime d'équipe de 5¢ l'heure; cependant, tout travail doit arrêter à midi le samedi. Il en est de même pour les compagnons travaillant dans les stations-service.

VI. Heures supplémentaires et périodes de repos:

6.01 Dans les ateliers de mécanique et les garages, tout travail qu'un compagnon, un apprenti ou un préposé aux pièces fait à la demande de l'employeur en sus de 9 heures par jour et de 49 heures par semaine, doit être payé au taux du salaire effectif majoré de 50%.

Dans les postes d'essence et les stations-service, tout travail qu'un préposé au service

Effective April 1, 1967, the entrande wage rate shall be \$0.90 an hour, to be increased to \$1.00 an hour after sixty (60) days' service.

However, servicemen and delivery men who have 48 months' service when the present decree comes into force shall receive \$1.45 an hour, and, \$1.55 per hour on August 1, 1967.

4.02 Any employee temporarily required to perform work paid at a higher rate than his own shall continue to be paid the regular wage rate for his usual occupation.

4.03 Any employee transferred from his usual occupation to one colling for a wage rate lower than his own shall continue to receive the wage rate for his usual occupation.

4.04 Employees whose wage rates are higher than those provided for in the present decree shall not have their wage rates reduced when this decree becomes effective.

V. Hours of work and schedule:

5.01 Garage employees, machine shop employees and parts men working therein shall have a 49-hour standard work week scheduled as follows: a 9-hour day Monday through Friday (8:00 a.m. to noon and 1:00 p.m. to 6:00 p.m.); 8:00 a.m. to noon on Saturday.

5.02 Service men and deliverymen in gasoline stations and service stations have a 54-hour standard work week scheduled as follows: between 8:00 a.m. and 10:00 p.m. with one hour off for meals; one day off a week to be taken either Saturday, Sunday or Monday.

5.03 Night watchmen have a 60-hour standard work week consisting of six (6) consecutive 10-hour work nights, followed by one (1) day off.

5.04 Any employee called back to work after regular working hours without previous notice shall be entitled to at least two (2) hours' pay at regular rates even if less than two hours are thus worked.

5.05 Any employee whose working hours are from 12:00 p.m. (noon) until 10:00 p.m. shall receive a shift bonus of 5¢ per hour. However, all work shall stop at 12:00 p.m. (noon) on Saturday. This also applies to journeymen working in service stations.

VI. Overtime and rest periods:

6.01 In machine shops and garages, time and one half shall be paid to every journeyman, apprentice or parts man who works over and above the 9-hour day and 49-hour week, at the employer's request.

In gasoline stations and service stations, time and one half shall be paid to each service man

fait après 9 heures par jour et 54 heures par semaine, doit être payé au taux du salaire effectif majoré de 50%.

6.02 Dans les ateliers de mécanique et les garages, tout travail accompli les dimanches et les jours fériés suivants: Le lendemain du jour de l'An, le lundi de Pâques, la fête du Canada, le jour d'action de grâces, le lendemain de Noël, doit être payé au taux du salaire effectif majoré de 50%. La présente disposition ne s'applique pas aux salariés qui travaillent en qualité de préposés au service dans les postes d'essence et les stations-service.

6.03 L'employeur peut faire travailler ses salariés au taux de salaire effectif jusqu'à concurrence d'une heure par semaine en sus de la semaine normale, pour leur permettre de terminer chaque jour le travail déjà commencé.

6.04 Les salariés ont droit chaque jour à deux périodes de repos de 10 minutes chacune.

VII. *Jours fériés*: 7.01 Les jours suivants sont des jours fériés chômés et payés s'ils tombent un jour ouvrable. Un salarié doit donc recevoir une indemnité égale au nombre d'heures normales de travail prévues audit jour férié, le premier jour de l'An, le jour de Noël, la fête du Travail et la Saint-Jean-Baptiste.

7.02 Tout travail exécuté un jour férié entraîne une majoration du salaire effectif de 100%, pourvu que l'intéressé soit au travail le jour précédant et suivant le jour férié.

VIII. *Congés pour événements familiaux*: 8.01 Tout salarié qui a au moins un (1) an de service, peut bénéficier d'un congé payé de deux (2) jours au taux effectif, pour les heures qu'il perd lors du décès de son père, de sa mère, ou de son conjoint, à condition que ces deux (2) jours soient compris entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement.

IX. *Paie*: 9.01 La paie doit être remise au salarié à chaque semaine.

9.02 *Bulletin de paie*: Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct.

- Le nom de l'employeur;
- Les nom et prénoms du salarié;
- Le matricule du salarié;
- L'emploi occupé par le salarié;
- La date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
- Le nombre d'heure normales;
- Le nombre d'heures majorées de 50%;
- Le taux horaire du salaire;
- Le montant du salaire brut;
- La nature et le montant des retenues opérées;
- Le montant du salaire net versé au salarié.

X. *Congés payés annuels*: 10.01 *Période de référence*: La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

10.02 *Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés*: Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins de six (6) mois de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois civils de service continu. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

10.03 Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de six (6) mois de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

working over and above the 9-hour day and 54-hour week, at the employer's request.

6.02 In machine shops and garages, time and one half shall be paid for all work performed on: January 2nd, Easter Monday, Canada Day, Thanksgiving Day, December 26th. This provision does not cover employees working as service men in gasoline stations and service stations.

6.03 Employers may have their employees work up to one (1) hour over and above the standard work week, at straight time, so that they may daily finish any job started.

6.04 Employees shall be granted two, 10-minute rest periods daily.

VII. *General holidays with pay*: 7.01 When they fall on a working day, the following are general holidays with pay: New Year's Day, Christmas Day, Labour Day and St. John the Baptist Day. Employees shall therefore be paid the number of hours scheduled for any such day.

7.02 Double time shall be paid for each general holiday worked, provided the employee has worked the days immediately preceding and following the general holiday.

VIII. *Special leave*: 8.01. Any employee with at least one (1) year's service shall be entitled to full wages for regular hours lost during two (2) working days due to the death of his father, mother, or wife, provided the said two days are working days which occur between the death and the funeral service inclusively.

IX. *Pay*: 9.01. Employees shall be paid weekly.

9.02 *Earnings statement*: The following particulars shall be listed on the pay envelope, cheque or separate earnings statement:

- Employer's name;
- Employee's family name and first names;
- Employee's number;
- Employee's occupation;
- Payment date and work periods corresponding thereto;
- Number of regular hours;
- Number of overtime hours;
- Hourly wage rate;
- Gross amount of wages;
- Type and amount of deductions made;
- Net take-home pay.

X. *Annual vacation with pay*: 10.01 *Qualifying period*: The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire annual vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

10.02 *Entitlement to vacation and vacation pay*: Every employee who, on May 1st of the current year, has less than six (6) months' continuous service shall be entitled to one half-day's vacation for each calendar month worked. Vacation pay equals 2% of total wages earned during the qualifying period.

10.03 Every employee who, on May 1st of the current year, has six (6) months' continuous service shall be entitled to one (1) week's vacation. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

10.04 Le salarié qui, le 1^{er} mai de l'année courante, justifie de cinq (5) ans de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

10.05 *Période de congés*: L'employeur doit tenir compte de l'ancienneté de chaque salarié pour fixer l'ordre des départs en vacances. Cependant, aucun congé payé annuel ne doit être donné dans la période qui va du 15 décembre au 15 janvier.

10.06 *Date de versement de l'indemnité*: L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

10.07 *Congé obligatoire*: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé prescrit par le présent décret.

10.08 *Indemnité compensatrice de congés payés*: Tout salarié qui quitte son emploi ou qui est congédié avant d'avoir pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, doit recevoir un indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes 10.02 à 10.04 inclusivement, relatifs à l'indemnité de congés payés.

10.09 *Jours fériés*: Si un ou plusieurs jours fériés tombent dans la période de congés payés annuels d'un salarié, ce dernier a droit à autant de jours supplémentaires de congé qu'il y a de jours fériés.

XI. *Dispositions diverses*: 11.01 Le salarié doit fournir lui-même ses salopettes ou sa blouse de travail et l'employeur en assure l'entretien jusqu'à concurrence de \$1.00 par semaine. Cependant, si l'employeur exige le port des salopettes ou de la blouse de travail, le coût de louage et de l'entretien est entièrement payé par l'employeur.

11.02 Tout salarié a droit à un congé de maladie de trois (3) jours par année que l'employeur lui paie sur présentation d'un certificat de médecin. Ce congé de maladie n'est pas cumulatif.

11.03 Le Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, ayant agréé la requête des parties contractantes de la convention collective est chargé de surveiller et d'assurer l'observance du présent décret.

XII. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} août 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

18378-o

JACQUES PRÉMONT.

10.04 Every employee who, on May 1st of the current year, has five (5) years' continuous service is entitled to two (2) weeks' vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

10.05 *Vacation dates*: Employers shall schedule vacation dates according to each employee's seniority. However, no annual vacation may be granted from December 15th to January 15th.

10.06 *Vacation pay date*: Employers shall give employees their vacation pay before the latter leave on vacation.

10.07 *Compulsory vacation*: No employer may substitute a monetary compensation for the vacation stipulated herein.

10.08 *Monetary compensation for vacation with pay*: Every employee who quits his job or is dismissed before having been able to take his due vacation, shall receive a monetary compensation determined according to subsection 10.02 through 10.04 which deal with vacation pay.

10.09 *General holidays*: Employees shall be entitled to an additional day's holiday for each general holiday falling during their annual vacation period.

XI. *General provisions*: 11.01 Employees shall provide their own overalls or smocks which will be cleaned at the employer's expense, up to a \$1.00 a week maximum. However, if the employer requests that overalls and smocks be worn, their rental and maintenance shall entirely be paid by him.

11.02 Every employee is entitled to three (3) days' sick-leave per year, which the employer shall pay upon presentation of a physician's certificate. Sick-leave is not cumulative.

11.03 The Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda, having approved the petition of the contracting parties to the collective agreement, is entrusted with supervising and ensuring the observance of the present decree.

XII. *Term of the decree*: This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until August 1, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice of termination no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days before the expiry of the original term or of any subsequent year. Such notice shall be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,

18378-o

Clerk of the Executive Council.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 217

Québec, le 3 février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 217

Québec, February 3, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Eastern Townships District.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 122 du 29 février 1956, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, soit corrigé comme suit:

1° Les parties contractantes suivantes sont biffées de la liste des parties contractantes de première ou de deuxième part:

« L'Association des Constructeurs du district de Bedford Inc.;

La Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, section Granby;

Le Syndicat National et Catholique des Métiers du Bâtiment de Cowansville Inc.;

Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Granby; »

2° Les mots « Shefford, Brôme et Missisquoi » apparaissant à l'article 4 sont biffés.

3° La Troisième Partie dudit décret, concernant des dispositions spéciales relatives aux districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi, est biffée de même que toutes autres dispositions de ce décret pouvant s'appliquer à ces districts électoraux.

4° Les mots « stipulées à l'article 8 », apparaissant à l'article 30, doivent se lire « stipulées à l'article 21 ».

5° Les mots « stipulées à l'article 71 », apparaissant à l'article 41, doivent se lire « stipulées à l'article 38 ».

6° Les mots « Nonobstant l'article 74 », apparaissant à l'article 62, doivent se lire « Nonobstant l'article 72 ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

18378-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 196

Québec, le 1er février 1967.

Président: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondés du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2142 du 27 octobre 1965 et amendement, relatif aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 octobre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2142, soit modifié comme suit:

1° Les mots « spécialiste de la suspension, etc. », apparaissant à la fin de l'article 1.06 sont remplacés par les mots « spécialiste de la suspension, vulcanisateur, rechargeur, etc. ».

2° L'article 3.02 est remplacé par le suivant: « 3.02. Dans les poste d'essence et les stations-service: La semaine normale est de cinquante-

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 122 of February 29, 1956 (Construction Industry and Trades in the Eastern Townships District), be corrected as follows:

1. The following names are struck from the list of contracting parties:

« *L'Association des Constructeurs du district de Bedford Inc.*;

The Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec, Granby section;

Le Syndicat National et Catholique des Métiers du Bâtiment de Cowansville Inc.;

Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Granby; »

2. In section 4, the words "Shefford, Brôme and Missisquoi" are deleted.

3. Part Three of the said decree (Special provisions governing the electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi) is deleted, as well as any other provision of the decree that may apply to these three electoral districts.

4. In section 30, the words "laid down in section 8" should read: "laid down in section 21".

5. In section 41, the words "laid down in section 71" should read: "laid down in section 38".

6. In section 62, the words "Notwithstanding section 74" should read: "Notwithstanding section 72".

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

18378-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 196

Québec, February 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region (made binding by decree number 2142 of October 27, 1965 and amendment), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of October 29, 1966;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections raised were duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 2142 be amended as follows:

1. At the end of section 1.06, the words "suspension specialist, etc." are replaced by: "suspension specialist, vulcanizer, retreader, etc."

2. Section 3.02 is superseded by the following: "3.02. In gasoline stations and service stations: The 54-hour standard work is divided into six,

quatre (54) heures, réparties sur six (6) jours de neuf (9) heures chacun. Le salarié a droit à un jour complet de repos hebdomadaire.»

3° Les mots « il a droit pour le nombre d'heures qu'il aurait travaillées » apparaissant au premier paragraphe de l'article 4.02 sont remplacés par les mots « il a droit pour le nombre d'heures normales qu'il aurait travaillées ».

4° L'article 7.01 est remplacé par le suivant:
« 7.01. Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

Emplois:	Taux horaires	
	Zones	
	I	II
a) Dans les stations-service et postes d'essence:		
Préposé au service:		
1re année.....	\$1.10	\$0.95
2e année.....	1.25	1.10
3e année.....	1.35	1.20

À compter du 1er avril 1967, le taux de salaire pour la première année dans la zone II sera de \$1.00 l'heure.

Pompiste:		
1re année.....	\$0.95	\$0.95
2e année.....	1.00	1.00
3e année.....	1.10	1.10

À compter du 1er avril 1967, les taux de salaires pour la première année dans les zones I et II seront de \$1.00 l'heure.

b) Dans les autres établissements:		
Compagnon (tous les métiers):		
Classe « A ».....	\$2.05	\$1.90
Classe « B ».....	1.90	1.75
Classe « C ».....	1.75	1.60

Apprenti (tous les métiers):		
1re année.....	1.20	1.05
2e année.....	1.35	1.20
3e année.....	1.50	1.35

Préposé aux pièces:		
1re année.....	1.20	1.05
2e année.....	1.35	1.20
3e année.....	1.45	1.30
4e année et plus.....	1.55	1.40

Commis au comptoir:		
Classe « A ».....	1.80	1.65
Classe « B ».....	1.70	1.55
Livreur.....	1.15	1.00
Gardien (préposé à la surveillance et à l'entretien).....	1.10	0.95

À compter du 1er avril 1967, le taux de salaire dans la zone II sera de \$1.00 l'heure.»

5° Les mots « septième année » apparaissant à l'article 11.02, sont remplacés par les mots « neuvième année ».

6° L'Association des Garagistes de la région de Trois-Rivières, partie contractante de première part, est remplacée à ce titre par la Fraternité des Détaillants d'essence du Québec, sections locales 402 et 408.

18378-0 Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 216

Québec, le 3 février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

nine-hour days. Employees are entitled to one day's rest per week."

3. In the first subsection of section 4.02, the words "to the number of hours he would have worked" are replaced by: "to the number of standard hours he would have worked".

4. Section 7.01 is replaced by the following:
"7.01. The following minimum wage rates shall be paid to employees listed below:

Occupations:	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
(a) In service stations and gasoline stations:		
Service man:		
1st year.....	\$1.10	\$0.95
2nd year.....	1.25	1.10
3rd year.....	1.35	1.20

On April 1, 1967, the first-year wage rate in zone II will be \$1.00 an hour.

Pumpman:		
1st year.....	\$0.95	\$0.95
2nd year.....	1.00	1.00
3rd year.....	1.10	1.10

On April 1, 1967, the first-year wage rate in zones I and II will be \$1.00 an hour.

(b) In other establishments:		
Journeyman (all trades):		
Class "A".....	\$2.05	\$1.90
Class "B".....	1.90	1.75
Class "C".....	1.75	1.60

Apprentice: (all trades):		
1st year.....	1.20	1.05
2nd year.....	1.35	1.20
3rd year.....	1.50	1.35

Parts man:		
1st year.....	1.20	1.05
2nd year.....	1.35	1.20
3rd year.....	1.45	1.30
4th year and more.....	1.55	1.40

Counter clerk:		
Class "A".....	1.80	1.65
Class "B".....	1.70	1.55
Deliveryman.....	1.15	1.00
Watchman (patrolling and maintenance).....	1.00	0.95

On April 1, 1967, the wage rate for watchmen in zone II will be \$1.00 an hour."

5. In section 11.02, the words "grade seven" are replaced by: "Grade 9".

6. L'Association des Garagistes de la région de Trois-Rivières, contracting party of the first part, is replaced by: la Fraternité des Détaillants d'essence du Québec, locals 402 and 408.

18378-0 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 216

Québec, February 3, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les régions de St-Hyacinthe, St-Jean et Granby.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Constructeurs de St-Hyacinthe, Bagot, Rouville;

L'Association des Constructeurs de la Vallée du Richelieu Inc.;

L'Association des Entrepreneurs en Construction de Brôme, Missisquoi, Shefford (district de Bedford);

La Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (Section de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, Section de St-Hyacinthe, district de St-Jean, Section de St-Hyacinthe, district de Bedford);

La Corporation des Maîtres Électriciens du Québec (Section de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, Section de Valleyfield, district de St-Jean, Section de St-Hyacinthe, district de Granby);

d'une part, et

Le Syndicat National des Métiers de la Construction de St-Hyacinthe (C.S.N.);

Le Syndicat Catholique National de la Construction de St-Jean Inc., (C.S.N.);

Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Granby Inc. (C.S.N.);

Le Syndicat National et Catholique des Métiers du Bâtiment de Cowansville Inc. (C.S.N.);

La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (F.N.S.B.B.);

d'autre part,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 septembre 1966;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 septembre 1966.

TITRE PREMIER

Tous les métiers

Article 1. *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial comprend:

a) les districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Saint-Jean, Iberville, Shefford, Brôme et Missisquoi;

CONCERNING the extension of a collective labour agreement respecting the Construction Industry in the regions of St. Hyacinthe, St. Jean and Granby.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties listed below have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association des Constructeurs de St-Hyacinthe, Bagot, Rouville;

L'Association des Constructeurs de la Vallée du Richelieu Inc.;

L'Association des Entrepreneurs en Construction de Brôme, Missisquoi, Shefford (Bedford district);

The Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec (St-Hyacinthe section, St-Hyacinthe district; St-Hyacinthe section, St-Jean district; St-Hyacinthe section, Bedford district);

The Corporation of Master Electricians of Québec (St-Hyacinthe section, St. Hyacinthe district; Valleyfield section, St. Jean district; St. Hyacinthe section, Granby district), and

Le Syndicat National des Métiers de la Construction de St-Hyacinthe (C.N.T.U.);

Le Syndicat Catholique National de la Construction de St-Jean Inc., (C.N.T.U.);

Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Granby Inc., (C.N.T.U.);

Le Syndicat National et Catholique des Métiers du Bâtiment de Cowansville Inc., (C.N.T.U.);

La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc., (F.N.S.B.B.),

for the employers and employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of September 24, 1966;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for laying down working conditions for the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction outlined in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act regarding the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143) with however, the following new provisions replacing the conditions mentioned in the *Québec Official Gazette* of September 24, 1966.

PART ONE

All trades

Section 1. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction encompasses:

(a) the electoral districts of St. Hyacinthe, Bagot, Rouville, St. Jean, Iberville, Shefford, Brôme and Missisquoi;

b) la cité de Chambly;

c) la lisière de terrain sur la rivière Richelieu située entre le district électoral de Saint-Jean et la cité de Chambly. Cette lisière de terrain est bornée à l'ouest par la rivière Montréal, au nord par la rivière Montréal et la cité de Chambly, à l'est par la rivière Richelieu et au sud par le district électoral de Saint-Jean;

d) le village de Napierville et un rayon de deux (2) milles de ses limites;

Article 2. Champ d'application industriel: 2.01 Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction de bâtiment et de génie civil et de fermes spécialisées à d'autres fins que des fins agricoles, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition et de déplacement des immeubles et de terrassement exécutés par les salariés qu'il régit.

2.02 Il régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, qu'il soit fait dans un enclos isolé à cette fin ou non ou dans un bâtiment qu'on répare, rénove ou agrandit.

2.03 Il s'applique, entre autres, aux travaux se rapportant aux aqueducs, égouts, quais, canaux, voirie, excavations, tunnels, ponts, ponceaux, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, terrassements, installations de radar, plantation de pieux, trottoirs en ciment, rues en ciment, routes, barrages, viaducs, puits, écluses, oléoducs, parcs, clôtures et tout travail de semblable nature.

2.04 *Travaux de terrassement:* Les travaux d'excavation, de dynamitage, de transport de terre, de gravier, de pierre, de nivellement, exécutés à l'occasion de travaux de construction, sont considérés comme des travaux de terrassement et sont assujettis au présent décret lorsqu'ils sont exécutés mécaniquement. Toutefois, les travaux de paysagiste tels que la pose de tourbe, l'ensemencement de gazon, la plantation d'arbustes, ou tout autre travail d'ornementation de terrasses, ne sont pas assujettis.

2.05 Les travaux de creusage pour les poteaux d'électricité et de téléphone effectués par un entrepreneur ainsi que le creusage pour l'enfouissement de câbles souterrains sont assujettis.

2.06 Les travaux de vitrage, de pose, de réparation et de remplacement des vitres, vitrines, d'ouvrages permanents ou non, de décoration ou d'ornementation ou de structures en verre sont assujettis.

2.07 Les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement de la province de Québec sont assujettis.

2.08 Le décret ne s'applique pas au travail de production exécuté dans les boutiques, usines et fabriques.

2.09 Les compagnies de chemins de fer ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective conclue avec lesdites compagnies de chemins de fer.

2.10 Les travaux de voirie exécutés pour le compte des ministères de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement provincial sont assujettis à la Cédule des Justes Salaires en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, et ne sont pas régis.

2.11 Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le gouverne-

(b) the city of Chambly;

(c) the strip of land on the Richelieu river between the electoral district of St. Jean and the city of Chambly. This strip of land is bordered to the west by the Montreal river, to the north by the Montreal river and the city of Chambly, to the east by the Richelieu river and to the south by the electoral district of St. Jean;

(d) the village of Napierville and a 2-mile radius of its limits;

Section 2. Industrial jurisdiction: 2.01 This decree governs all building construction and engineering projects, farms with a non-agricultural specialty, including any installation, renovation, repair, maintenance, demolition and moving of buildings as well as landscaping performed by the employees it governs.

2.02 It covers all work carried out on contract sites, be it done in a special separate enclosure or not, or in a building undergoing repairs, renovation or addition.

2.03 It also governs all work done in connection with water distribution systems, sewers, wharves, canals, roads, excavation, tunnels, bridges, culverts, sustaining walls, airports, landing fields, landscaping, radar installations, pile-driving, cement walks, cement streets, roads, dams, viaducts, wells, locks, oleoducts, parks, fences and all other analogous work.

2.04 *Landscaping:* Excavating, dynamiting; earth, gravel and stone moving; levelling endo before, during and after construction are considered as landscaping and are subject to the decree when they are mechanically carried out by the building contractor. However, landscaping work such as sod-laying, lawn-seeding, shrub-planting and all other terrace ornamentation work is not subject to the decree.

2.05 The digging of holes for electricity and telephone poles as well as digging for the laying of underground cables is subject to the decree.

2.06 Glasswork, the setting, repair and replacement of window and window panes, work that is permanent or not, decorating and ornamentation work or glass structures are not subject to the decree.

2.07 The construction of bridges, tunnels, viaducts and public buildings for any Québec Government department, is subject to this decree.

2.08 This decree does not cover production work in shops, plants and factories.

2.09 Railroad companies are not subject to this decree for work ordinarily carried out by the system's maintenance forces who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

2.10 Road work carried out for the Provincial Departments of Roads, Colonization and Mines is subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council number 888 of April 24, 1929) and is not governed by this decree.

2.11 The present decree does not cover work directly performed by the Québec Government

ment de la province de Québec ou un ministère, un office ou une commission de ce gouvernement.

Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs.

2.12 Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des édifices municipaux; elles ne le sont pas non plus pour ce qui est des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs et d'autres travaux de même genre exécutés sous leur direction immédiate. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-traitants qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2.13 Dans le cas de la construction d'un pont dont une partie se trouve dans le champ d'application territorial du présent décret et l'autre dans le champ d'application d'un autre décret, tout travail s'y rapportant est régi, pour toute l'exécution d'un contrat, par le décret qui prévoyait à la date de la signature du contrat les taux horaires de salaires les plus élevés, en moyenne, pour les charpentiers-menuisiers et les manoeuvres.

2.14 Le paragraphe 2.13 ne vaut que pour les travaux non assujettis au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier du structure dans la province.

Article 3. Dispositions particulières relatives au travail d'entretien: 3.01 *Définitions:* Le terme « salarié permanent » a le sens qui lui est donné dans la Loi des décrets de convention collective.

Cependant, aux fins du présent décret, le terme ne comprend pas les salariés permanents qui sont régis par un autre décret déterminant leurs taux minimaux de salaires et autres conditions de travail.

3.02 Le terme « entretien » désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier, industriel, religieux, édifices publics, etc., pour maintenir l'édifice ou immeuble en bon état de conservation.

3.03 Ne sont pas considérés comme travail d'entretien:

(a) la nouvelle construction, la reconstruction ou la réfection d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions;

(b) les grosses réparations comme celles des gros murs, les poutres, les fondations, les murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble pour cause de vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures telles que ci-haut décrites.

Article 4. Jours fériés et non-ouvrables: 4.01 Les jours suivants doivent être chômés et aucun employeur n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par le présent décret, le premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action-de-Grâce, l'Immaculée-Conception, l'Épiphanie et le jour de Noël de même que le samedi et le dimanche.

4.02 Si la Saint-Jean-Baptiste ou la Confédération tombent un samedi ou un dimanche, le jour férié est observé le lundi suivant immédiatement la fête et ce lundi est alors considéré comme un jour non-ouvrable.

or one of its departments, authorities or commissions.

However, this exemption is not applicable when the work is carried out through contractors.

2.12 Notwithstanding any other provision, cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of this decree in respect of repair and maintenance on municipal buildings; likewise, they are exempted for construction, renovation or maintenance work done on water distribution systems, sewers, paving, sidewalks and other comparable work performed under their immediate control. However, this exemption does not extend to contractors or sub-contractors who perform identical work under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

2.13 When a bridge is being built with one part in the territorial jurisdiction of this decree and the other in the territorial jurisdiction of another decree, all work connected therewith is covered, for the entire construction time, by the decree which, on the contract's signature date, provided the higher hourly wage rates for carpenter-joiners and labourers.

2.14 Subsection 2.13 only governs work not covered by decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province).

Section 3. Special provisions governing maintenance work: 3.01 *Definitions:* « permanent employee » has the same meaning as in the Collective Agreement Decrees Act.

However, for the purposes of the present decree, the term does not include permanent employees who are covered by another decree stipulating their minimum wage rates and other working conditions.

3.02 « Maintenance » means minor repairs such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Québec, made to any building, part thereof or group of buildings used as manufacturing or industrial firms, religious institutions or public buildings for the upkeep or maintenance of such building(s).

3.03 Shall not be considered as maintenance work:

(a) new construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or group of buildings;

(b) major repairs such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all work performed on a building because of decay which are not minor repairs as specified above.

Section 4. General holidays and non-working days: 4.01 No employer may carry out or have work governed by the decree performed on the following non-working days: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day, Epiphany Day, Christmas Day, Saturdays and Sundays.

4.02 When St. John the Baptist Day or Canada Day fall on a Saturday or on a Sunday, the holiday will be observed on the following Monday. Such Monday shall then be a non-working day.

4.03 Le travail exécuté les jours non-ouvrables est rémunéré au taux majoré de 100%.

4.04 Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir par congédiement ou mise à pied, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse de sa foi.

Article 5. Congés payés annuels: 5.01 Tout salarié bénéficie chaque année de deux (2) semaines de congés payés qu'il prend de la façon suivante:

1 semaine obligatoire, soit la 1^{re} semaine complète de juillet;

1 autre semaine dont la date est déterminée par entente entre l'employeur et le salarié.

5.02 L'indemnité de congés est de 5% du salaire brut gagné annuellement.

5.03 L'indemnité payable aux salariés par l'employeur s'établit comme suit:

a) À la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés une somme égale à 5% du salaire brut gagné durant cette semaine;

b) À la fin de chaque mois, l'employeur doit transmettre au Comité paritaire, pour et au nom de chacun de ses salariés, les montants ainsi crédités durant le mois accompagnés d'un rapport mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaire. Ce rapport doit parvenir au Comité paritaire dans les premiers quinze (15) jours du mois suivant celui pour lequel il est fait.

5.04 On pourra se procurer les formules de rapports au Comité paritaire.

5.05 Le Comité paritaire doit déposer les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accuser réception à l'employeur et aux salariés. Il doit assigner deux (2) de ses membres (un représentant patronal et un représentant ouvrier) à la surveillance de l'administration de ce fonds.

5.06 Pour l'administration des sommes perçues pour les congés payés, le Comité paritaire jouira des intérêts de banque qu'il aura sous sa responsabilité.

5.07 La période de référence s'étend du 1^{er} janvier de chaque année au 31 décembre de la même année inclusivement.

5.08 Le Comité paritaire doit remettre l'indemnité de congés aux salariés entre le 1^{er} et le 15ⁱⁿ juin de chaque année, si possible.

5.09 À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux pourront réclamer immédiatement l'indemnité de congés payés de ce salarié.

5.10 Nul ne pourra réclamer, avant le 1^{er} juin de chaque année, ses dûs pour congés payés.

5.11 Cet article 5 s'applique à tous les métiers, y compris les ferblantiers (tôliers) en boutique.

5.12 Durant la semaine obligatoire stipulée au paragraphe 5.01, les employeurs peuvent garder à leur service un certain nombre de salariés pour les cas d'urgence pendant cette semaine.

5.13 La période de congé de ces salariés a lieu la semaine précédant ou la semaine suivant la période prévue au paragraphe 5.01, après entente avec l'employeur et l'intéressé.

5.14 L'employeur peut retenir ainsi les services d'au plus dix (10%) pourcent de sa main-d'oeuvre. Ce maximum de dix (10%) pourcent est basé sur le rapport de juin de l'employeur au comité paritaire.

5.15 L'employeur doit aviser par écrit le comité paritaire des noms de ses salariés d'urgence au moins quinze (15) jours avant la date de la semaine obligatoire.

4.03 Double time shall be paid for all work performed on a non-working day.

4.04 No employer may punish or threaten to punish by dismissal or suspension, directly or indirectly, any employee who is absent from work on a religious holiday of his faith.

Section 5. Annual vacation with pay: 5.01 Employees are entitled to two (2) week's annual vacation with pay to be taken as follows:

1 compulsory week, i.e., the first full week in July;

1 optional week, date of which is to be set after agreement between employer and employee.

5.02 Vacation pay shall equal 5% of gross annual earnings.

5.03 Employers shall grant vacation pay as follows:

(a) at the end of each week, the employer shall credit each employee with an amount equivalent to 5% of gross weekly earnings;

(b) each month's end, the employer shall forward, for and on behalf of each employee, the amounts so credited during the month, together with the employee's name, address, trade and wage rate. Such monthly reports shall reach the Parity Committee during the first half of the following month.

5.04 Report forms shall be supplied by the Parity Committee.

5.05 The Parity Committee shall deposit the amounts so collected in a separate account and shall acknowledge receipt to both employers and employees. Two committee members (one representing labour and the other management) shall be appointed to supervise the administration of such fund.

5.06 For the administration of such collected vacation pay amounts, the Parity Committee shall be entitled to the bank interests on the amounts for which it is responsible:

5.07 The qualifying period extends from January 1st of each year to December 31st of the same year.

5.08 Between June 1st and 15th of every year, the Parity Committee shall give employees their vacation pay.

5.09 Should an employee pass away, his legal heirs may immediately claim such employee's vacation pay.

5.10 No one may claim his vacation pay before June 1st of each year.

5.11 This section covers all trades, including that of tinsmith (shop).

5.12 During the compulsory vacation week specified in subsection 5.01, employers may keep a certain number of employees on staff to handle emergencies.

5.13 Such emergency employees shall take their vacation the week before and/or after the period set down in section 5.01, after agreement with the employer.

5.14 The employer shall not keep more than ten per cent (10%) of his staff, with a minimum of one employee. Such ten per cent (10%) is based on the employer's June report to the Parity Committee.

5.15 The employer shall advise the Parity Committee in writing of the names of such emergency employees within fifteen (15) days before the compulsory week.

5.16 Afin de retenir leurs services, l'employeur doit aviser ses salariés d'urgence au moins quinze (15) jours avant la date du congé obligatoire et leur garantir leur semaine de salaire complète.

5.17 L'employeur qui outrepassé les délais ci-haut prévus doit rémunérer ses salariés d'urgence au taux de salaire de leur emploi respectif majoré de 100%.

5.18 *Exemption:* Les salariés qui bénéficient d'un régime de congés payés établi par leur employeur et qui stipule des avantages aussi avantageux que ceux dont fait mention le présent Titre et qui sont employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction mécanique ou comme salariés permanents préposés à l'entretien, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article.

Article 6. Congédiement d'un salarié: 6.01 Tout salarié à l'emploi d'un employeur depuis deux (2) semaines ou plus a droit à un préavis de vingt-quatre (24) heures au cas de licenciement, sauf dans les cas de congédiement pour juste motif ou de licenciement pour moins de deux (2) jours ouvrables.

6.02 Lorsqu'un salarié est congédié, tous les salaires accumulés ou retenus doivent lui être payés au siège social de l'employeur si possible le jour même de son congédiement. Sinon, ils doivent lui être remis ou envoyés au plus tard le jour de paye suivant.

Article 7. Sécurité au travail, hygiène et bien-être: 7.01 Il incombe à l'employeur de prendre les mesures prévues par les lois de la Province et les règlements passés en vertu d'icelles de même que tous autres mesures appropriées pour assurer la sécurité, l'hygiène et le bien-être de ses salariés.

7.02 Les inspecteurs du comité paritaire feront rapport audit comité au sujet de tout chantier qui présente du danger, afin que les autorités compétentes puissent en être informées.

7.03 L'employeur doit aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas dans un endroit chauffé. Il doit également aménager une chambre de toilette chauffée et fournir les accessoires nécessaires.

7.04 L'employeur doit accorder aux ouvriers toutes facilités leur permettant de déposer leurs outils dans un lieu raisonnablement facile d'accès et sous clé.

7.05 *Accidents:* Lorsqu'un salarié se blesse au travail, il doit être payé pour la journée entière de l'accident.

7.06 *Équipement:* L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail, tel que: bottes en haut des genoux et habits de caoutchouc dans les excavations, tranchées, tunnels, caissons de même que gants de sécurité, ceinture de sécurité et casque de sécurité; le salarié doit laisser cet équipement sur le chantier à son départ. L'employeur doit fournir tout outil motorisé pour l'exécution de tous travaux. L'employeur doit également fournir les couvre-chaussures du couvreur pour les travaux de couverture d'asphalte de même que les imperméables et les lunettes de sécurité.

7.07 *Perte ou dommage:* L'employeur est responsable de tout dommage causé aux outils que les salariés peuvent subir par suite d'incendie au chantier ou à l'atelier.

Tout salarié doit fournir à son employeur, sur demande, une liste complète de ses outils avec mention de leur valeur réelle.

7.08 *Période de repos:* Les travailleurs doivent bénéficier d'une période de dix (10) minutes de

5.16 In order to keep them on staff, the employer shall advise his emergency employees at least fifteen (15) days prior to the compulsory week and shall guarantee their full week's wages.

5.17 Employees who fail to give notice within the abovementioned times, shall have to pay employees double the wage rate specified for each classification.

5.18 *Exemption:* Employees who participate in a vacation-with-pay plan established by their employer, with conditions comparable to those provided under the present Part, and who are mainly employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction or as permanent maintenance employees, shall be exempt from the provisions of this section.

Section 6. Employee dismissal: 6.01 Every employee who has two or more weeks' service with an employer is entitled to 24 hours' notice before being laid-off, unless such dismissal be for just cause or the lay-off be for less than two (2) working days.

6.02 When an employee is dismissed, all accumulated and withheld wages shall be given him at the employer's headquarters, on the dismissal day if possible; otherwise, such wages shall be given or sent to him by at least the following pay day.

Section 7. Safety, health and welfare: 7.01 It is incumbent upon the employer to take all necessary measures to ensure the safety, health and welfare of his employees, provided for in the laws and regulations of the Province of Québec on such matters.

7.02 So that the proper authorities may be advised thereof, inspectors of the Building Industry Parity Committee shall report to the said Committee, any danger on a job site. The inspectors' reports shall be transmitted to the contracting parties.

7.03 The employer shall set up a convenient place so that workers may have their meals in a heated place. He shall also arrange for a heated washroom and supply the usual requisites.

7.04 Employers shall furnish employees with all facilities to enable them to put away their tools in an accessible place, under key.

7.05 *Accidents:* When an employee sustains injury while on duty, he shall receive full pay for the accident day.

7.06 *Equipment:* Employers shall supply all necessary working equipment such as knee-high boots and rubber suits in excavations, trenches, tunnels, caissons; safety gloves, safety belts and helmets which the employee shall leave on the job site when leaving. Employers shall supply power tools for the carrying out of work. They shall also supply overshoes, rainwear and safety goggles to roofers doing asphalt roofing.

7.07 *Loss or damage:* The employer is responsible for any damage to tools which employees may suffer as a result of fire either on the site or in the shop.

Every employee shall supply a complete list of his tools together with their real value.

7.08 *Rest period:* Employees are entitled to a 10-minute rest period in both morning and

repos dans l'avant-midi et d'une autre période de dix (10) minutes de repos dans l'après-midi, au moment fixé par l'employeur ou son représentant sur les lieux du travail.

Article 8. Application du décret: 8.01 À compter de l'entrée en vigueur du présent décret, les comités paritaires formés pour surveiller l'application des décrets numéros 909 et 784 demeurent en fonction et surveillent la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé.

8.02 Ce nouveau comité leur succède et est investi de tous leurs actifs; il assume également toutes leurs dettes de même que leurs responsabilités découlant de l'application desdits décrets numéros 909 et 784.

Quant au comité chargé d'appliquer le décret numéro 122, il devra s'acquitter de ses responsabilités découlant de l'application dudit décret numéro 122.

8.03 Le présent décret n'affecte aucunement les droits acquis et les réclamations intentées par l'un ou l'autre des comités paritaires en vertu de décrets antérieurs.

Article 9. Décrets abrogés:

Le présent décret abroge:

a) Le décret numéro 909 du 25 août 1955, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, dans sa teneur modifiée;

b) Le décret numéro 784 du 21 juillet 1955, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Jean et d'Iberville, dans sa teneur modifiée;

c) Toutes les dispositions du décret numéro 122 du 29 février 1956, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, s'appliquant aux districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi, plus particulièrement la Troisième Partie de ce décret.

Article 10. Durée du décret: 10.01 Le présent décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

10.02 L'une ou l'autre des parties désirant modifier une quelconque des dispositions du présent décret doit en avvertir l'autre partie par lettre recommandée au moins six (6) mois avant la date de son expiration. À défaut de ce faire, ledit décret est automatiquement renouvelé pour une période supplémentaire d'un (1) an.

10.03 Les parties contractantes conviennent de la présentation réciproque des modifications proposées, en leur entier, au moins cent vingt (120) jours avant la fin du présent décret.

TITRE DEUXIÈME

Métiers généraux

Tous les métiers, sauf les métiers d'électriciens, de mécaniciens en tuyauterie et de ferblantiers-couvreurs

Article 21. Particularités dans l'exercice de certains métiers: 21.01 Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des poutrelles d'acier avec ou sans lattes métalliques, ces dernières peuvent être posées indifféremment par des charpentiers-menuisiers ou des monteurs de charpentes métalliques.

21.02 Le travail sur les murs faisant suite au travail de parquets se limite, pour le cimentier-applicateur, à la hauteur de la plinthe.

afternoon at times scheduled by the employer or his representative on the job site.

Section 8. Application of the decree: 8.01 As of the effective date of the present decree, the parity committees, established to supervise the application of decrees numbers 909 and 784, shall remain in office until a new committee is created.

8.02 Such new committee supersedes the old and is vested with all their assets. It also assumes all their debts and responsibilities under said decrees numbers 909 and 784.

The committee entrusted with the application of decree number 122 shall assume all responsibilities under said decree number 122.

8.03 This decree in no way affects the vested rights and claims submitted by any one parity committee under the previous decrees.

Section 9. Decrees repealed:

The present decree repeals:

(a) decree number 909 of August 25, 1955 (Construction Industry and Trades in St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties) as amended;

(b) decree number 784 of July 21, 1955 (Construction Industry in St. Jean and Iberville counties) as amended;

(c) all the provisions of decree number 122 of February 29, 1956 (Construction Industry and Trades in the Eastern Townships region), applicable to the electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi, especially Part Three of that decree.

Section 10. Term of the decree: 10.01 This decree becomes effective as of the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until March 31, 1969.

10.02 Either party, wishing to amend any provision of this decree, shall notify the other party by Registered Mail, at least six (6) months before its expiry date. Failing this, the present decree is automatically renewed for an additional one-year period.

10.03 The contracting parties agree to the reciprocal presentation of proposed amendments, in their entirety, at least one hundred and twenty (120) days before the termination of the present decree.

PART TWO

General trades

All trades except those of electrician, pipe-mechanic and tinsmith-roofer

Section 21. Characteristics of certain trades: 21.01 Whenever wooden joists are replaced by steel ones (with or without metal laths), the latter may be installed by carpenter-joiners or reinforcing steel erectors.

21.02 For cement finishers, wall work which follows floor work, ends at the height of the baseboard.

21.03 Les entrepreneurs travaillant de leurs propres mains sont considérés comme des salariés et soumis aux dispositions du présent décret quant à leurs conditions de travail.

21.04 L'entrepreneur-peintre doit fournir les pinceaux et rouleaux pour l'exécution de tous travaux.

Article 22. Taux de salaires: 22.01 Les taux minimaux de salaire suivants doivent être payés:

21.03 Contractors who work with their own hands are considered as employees and are subject to the provisions of the decree in so far as their employment conditions are concerned.

21.04 Painting contractors shall supply all brushes and rollers required for the work involved.

Section 22. Wage rates: 22.01 The following minimum wage rates shall be paid:

Métiers: — Trades:

	Zone A						Zone B						Zone C					
	1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68		1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68		1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68	
Affûteur de scies sur chantier — Saw setter (on job site).....	\$2.85	\$3.00	\$3.15	\$3.20	\$3.30	\$3.45	\$2.85	\$3.00	\$3.15	\$3.20	\$3.30	\$3.45	\$2.85	\$3.00	\$3.15	\$3.20	\$3.30	\$3.45
Aplanisseur de parquets—Flor sander	2.70	2.85	3.00	3.05	3.15	3.30	2.70	2.85	3.00	3.05	3.15	3.30	2.70	2.85	3.00	3.05	3.15	3.30
Briqueleur, maçon et tailleur de pierre — Bricklayer, maçon and stone cutter.....	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65
Carreleur-mosaïste — Ceramic tile setter.....	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45
Cimentier-applicateur — Cement finisher.....	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45
Conducteur d'ascenseur et monte-charge — Operator, freight elevator.....	2.50	2.65	2.80	2.85	2.95	3.10	2.50	2.65	2.80	2.85	2.95	3.10	2.70	2.70	2.80	2.85	2.95	3.10
Conducteur de bétonnière — Operator, concrete mixer.....	2.35	2.50	2.65	2.70	2.80	2.95	2.35	2.50	2.65	2.70	2.80	2.95	2.35	2.50	2.65	2.70	2.80	2.95
Conducteur de bautoir et de chargeuse — Operator, bulldozers and loaders.....	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15
Conducteur de compresseur et tracteur: — Operator, compressors and tractors:																		
Compagnon — Journeyman.....	2.50	2.65	2.80	2.85	2.95	3.10	2.50	2.65	2.80	2.85	2.95	3.10	2.50	2.65	2.80	2.85	2.95	3.10
Aide — Helper.....	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00
Conducteur de machines fixes ou portatives — Engineman, portable or stationary engines.....	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00	2.65	2.65	2.70	2.75	2.85	3.00	2.65	2.65	2.70	2.75	2.85	3.00
Conducteur de nivelleuse — Operator, graders.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.85	2.85	2.90	2.95	3.05	3.20
Conducteur de pelle mécanique — Operator, shovel.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.50	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20
Conducteur de rouleau compresseur — Operator, asphalt roller.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20

Métiers: — Trades:

Zone A

Zone B

Zone C

	Zone A						Zone B						Zone C					
	1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68		1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68		1/4/67	1/10/67	1/1/68	1/4/68	1/10/68	
Démolisseur — Demolisher.....	\$2.30	\$2.45	\$2.60	\$2.65	\$2.75	\$2.90	\$2.30	\$2.45	\$2.60	\$2.65	\$2.75	\$2.90	\$2.30	\$2.45	\$2.60	\$2.65	\$2.75	\$2.90
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45
Foreur et boutefeu — Driller and blaster.....	2.45	2.60	2.75	2.80	2.90	3.05	2.70	2.70	2.75	2.80	2.90	3.05	2.70	2.70	2.75	2.80	2.90	3.05
Gardien sur chantier — Watchman (on job site).....	1.65	1.80	1.95	2.00	2.10	2.25	1.65	1.80	1.95	2.00	2.10	2.25	2.15	2.15	2.20	2.25	2.25	2.25
Grutier — Operator, crane.....	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15
Jointoyeur — Joint-pointer.....	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25
Manoeuvre — Labourer.....	2.30	2.45	2.60	2.65	2.75	2.90	2.30	2.45	2.60	2.65	2.75	2.90	2.30	2.45	2.60	2.65	2.75	2.90
Manoeuvre spécialisé — General hand	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00	2.40	2.55	2.70	2.75	2.85	3.00
Marbrier de bâtiment et granitiste — Marble setter and terrazzo layer....	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55	2.95	3.10	3.25	3.30	3.40	3.55
Mécanicien — Mechanic.....	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15
Peintre — Painter.....	2.75	2.90	3.05	3.10	3.20	3.35	2.75	2.90	3.05	3.10	3.20	3.35	2.75	2.90	3.05	3.10	3.20	3.35
Peintre au pistolet — Spray-painter...	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40
Plâtrier — Plasterer.....	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65	3.05	3.20	3.35	3.40	3.50	3.65
Polisseur granitiste à sec — Terrazzo polisher (dry process).....	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25	2.65	2.80	2.95	3.00	3.10	3.25
Polisseur granitiste à l'eau — Terrazzo polisher (wet process).....	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15	2.55	2.70	2.85	2.90	3.00	3.15
Poseur de lattes métallique — Metal lather.....	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45	2.85	3.00	3.15	3.20	3.30	3.45
Poseur de linoléum, carreleur — Linoleum layer and tile setter.....	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40	2.80	2.95	3.10	3.15	3.25	3.40
Répandeur et rateleur d'asphalte — Raker and spreader, asphalt.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20
Travailleur en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze worker.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20
Vitrier — Glazier.....	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20	2.60	2.75	2.90	2.95	3.05	3.20

Dans la présente échelle des taux, les zones sont les suivantes:

Zone A: Les districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Zone B: Les districts électoraux de Saint-Jean et Iberville; la cité de Chambly; la lisière de terrain sur la rivière Richelieu située entre le district électoral de Saint-Jean et la cité de Chambly. Cette lisière de terrain est bornée à l'ouest par la rivière Montréal, au nord par la rivière Montréal et la cité de Chambly, à l'est par la rivière Richelieu et au sud par le district électoral de Saint-Jean; le village de Napierville et un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Zone C: Les districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi.

22.02 Salaires des hommes d'entretien:

	<i>Par semaine</i>
Ouvrier qualifié ou homme de métier ..	\$96.50
Manoeuvre.....	90.00

Majorations à venir:

- Le 1er avril 1967: \$6.00;
- Le 1er octobre 1967: \$6.00;
- Le 1er janvier 1968: \$2.00;
- Le 1er avril 1968: \$4.00;
- Le 1er octobre 1968: \$6.00.

Article 23. Durée du travail et horaires: 23.01 La semaine normale doit être de 40 heures réparties sur 5 jours du lundi au vendredi. L'horaire quotidien doit être de 8 h du matin à 5 h du soir. Cependant, la semaine normale de travail des manoeuvres et des manoeuvres spécialisés est de quarante-deux heures et demie (42½), réparties du lundi au vendredi inclusivement à raison de huit heures et demie (8½) par jour.

23.02 Les horaires établis ci-dessus sont basés sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur où les travaux sont exécutés.

23.03 Si le système de la double équipe est utilisé, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée de travail d'une équipe n'exécède jamais huit (8) heures par jour.

23.04 Dans le cas où l'employeur établit le système de la triple équipe, les heures de travail sont les suivantes:

Équipe 1: 8 h du matin à 4 h du soir.

Équipe 2: 4 h du soir à minuit.

Équipe 3: minuit à 8 h du matin.

23.05 Les salariés qui travaillent sur des équipes ont droit à une pause d'une demi-heure pour prendre leur repas sans perte de salaire.

23.06 Une heure complète doit être accordée pour le dîner.

23.07 *Réparation urgente:* Tout salarié rappelé au travail pour aller exécuter un travail urgent a droit à un minimum d'une (1) heure de salaire au taux qui s'applique.

23.08 Aucun conducteur de camion de la construction ne doit être payé à un taux inférieur au taux du manoeuvre; après 45 heures, il doit être payé au taux majoré de 50%.

23.09 La durée des heures normales de travail du gardien de nuit est de 60 heures.

23.10 Toutefois, les travaux de construction de ponts, de rues, de routes, de trottoirs, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de pistes d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain ainsi que les travaux de pavage en asphalte sur un terrain de construction sont assujettis à une semaine maximum de 55 heures

In the above wage scale, zones are as follows:

Zone A: The electoral districts of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

Zone B: The electoral districts of St. Jean and Iberville; the city of Chambly; that strip of land on the Richelieu that is bordered to the west by the Montreal river, to the north by the Montreal river and the city of Chambly, to the east by the Richelieu river and to the south by the electoral district of St. Jean; the village of Napierville and a 2-mile radius from its limits.

Zone C: The electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi.

22.02 Maintenance men's wages:

	<i>Per week</i>
Skilled worker or tradesman	\$96.50
Labourer.....	90.00

Future increases:

- April 1, 1967: \$6.00;
- October 1, 1967: \$6.00;
- January 1, 1968: \$2.00;
- April 1, 1968: \$4.00;
- October 1, 1968: \$6.00.

Section 23. Hours of work and schedules: 23.01 Standard working hours in a week shall not exceed forty (40), Monday through Friday and scheduled between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. However, labourers and general hands shall have a 42½-hour standard work week, divided into 8½-hour days, Monday through Friday.

23.02 Hours of work mentioned above are based on Standard Time or Daylight Saving Time, whichever is in force in the locality where the work is being carried out.

23.03 If the double shift system is put into effect, hours of work are scheduled to meet the firm's needs provided that in no instance they exceed the 8½-hour day until it is finally reduced an 8-hour day.

23.04 Should the employer put the triple shift system into effect, working hours shall be as follows:

First shift: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

Second shift: 4:00 p.m. to 12:00 midnight

Third shift: 12:00 midnight to 8:00 a.m.

23.05 Shift employees are entitled to one-half hour off for meals, without loss in pay.

23.06 One complete hour off is allowed for dinner.

23.07 *Emergency repairs:* Any employee who is called at home to go and carry out emergency work shall be entitled to one hour's pay at the applicable wage rate.

23.08 Construction truck drivers are not to be paid less than labourer's rates; after forty-five (45) hours, they shall be paid time and one half.

23.09 Night watchmen have a standard 60-hour work week.

23.10 However, work done in connection with the construction of streets, roads, sidewalks, water distribution systems, sewers, landing and take-off runways, ground-levelling work, asphalt-paving on construction sites or on private property are not to exceed fifty-five (55) hours a week, without daily limitation of working hours.

sans limitation quotidienne de la durée de travail. Les majorations pour heures supplémentaires ne sont exigibles qu'après la semaine de 55 heures.

23.11 Lorsqu'il s'agit de travaux assujettis à la semaine de 55 heures, tout arrêt de travail pour moins d'une demi-heure à cause de la mauvaise température doit être payé au salarié.

23.12 *Salariés permanents:* a) La durée maximum hebdomadaire du travail est de 44 heures sans limitation quotidienne.

b) Tout travail supplémentaire exécuté par des salariés permanents est rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers.

Article 24. Heures supplémentaires: 24.01 Tout salarié peut refuser de travailler un plus grand nombre d'heures que sa journée régulière de travail.

24.02 Tout travail exécuté par les salariés en plus des heures normales ou en dehors des horaires établis ci-haut est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

24.03 Le taux de salaire majoré de 50% est calculé à partir du taux de salaire minimum fixé par le présent décret.

24.04 Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui désire exécuter ou faire exécuter des heures supplémentaires doit au préalable en donner avis au comité paritaire en indiquant l'heure et l'endroit de l'exécution des travaux. La preuve de la délivrance d'un tel avis incombe à celui qui le donne.

24.05 Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui doit exécuter ou faire exécuter des travaux un jour non ouvrable ou en dehors des heures normales de travail doit en aviser par écrit le comité paritaire. Cet avis doit indiquer l'endroit où les travaux seront exécutés et il doit parvenir au comité paritaire trois (3) heures avant l'exécution desdits travaux. La preuve de la livraison de cet avis incombe à celui qui le donne.

24.06 Si un entrepreneur ou employeur professionnel ne peut donner au préalable l'avis écrit ci-haut prévu, il devra le faire dans les quarante-huit (48) heures qui suivront l'exécution des travaux.

Article 25. Travail temporaire — Période d'attente: 25.01 Tout salarié employé temporairement à un travail autre que celui de son propre métier, doit continuer à recevoir le taux de salaire de sa catégorie ou de son métier.

25.02 Tout salarié qui se rapporte au travail et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou tout salarié dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail a droit à une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il n'ait refusé d'exécuter le travail requis dans son propre métier, ou à moins que les travaux ne soient suspendus à cause de la température.

Article 26. Affectations temporaires: 26.01 Tout salarié qui est employé sur une base horaire pour exécuter des travaux de construction sur un chantier doit, sauf les apprentis, être payé à un taux au moins égal à celui du manoeuvre (ouvrier non qualifié).

26.02 Dans tous les métiers où un matériau autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer et le travail doit être exécuté par un ouvrier qualifié de ce métier.

Overtime rates are to be paid only after the 55-hour week.

23.11 Employees working the 55-hour week shall be paid for any wet-time not exceeding one-half hour.

23.12 *Permanent employee:* (a) Standard working hours in a week shall not exceed forty-four (44), with no daily limit.

(b) All work performed by permanent employees is paid according to the hourly rate assigned to each trade.

Section 24. Overtime: 24.01 No employee shall have to work beyond his standard daily working hours.

24.02 All work performed by employees over and above the standard working hours or outside the hourly limits stipulated above is considered as overtime work and shall be paid at time and one half.

24.03 Time and one half is based on the minimum wages stipulated herein.

24.04 Every employer, artisan or other who wishes to perform or have overtime work performed shall advise the Parity Committee, in writing. Such notice shall indicate when and where work is to be carried out. Proof of the delivery of such notice rests with one giving it.

24.05 Every employer, professional employer, artisan or other who must perform or have work performed on a non-working day or outside the standard working hours shall advise the Parity Committee, in writing. Such notice shall indicate where and when work is to be carried out and should reach the Parity Committee three (3) hours before work begins. Proof of the delivery of such notice rests with the one giving it.

24.06 Should a contractor or professional employer be unable to give the abovementioned notice beforehand, he shall give it within forty-eight (48) hours after work is performed.

Section 25. Temporary work — Waiting period: 25.01 Every employee who is temporarily assigned to work other than that of his trade shall continue to be paid the wage rate of his category or trade.

25.02 Any employee reporting for work who has not been notified in advance that his services would not be required or whose hours of work are less than the standard work day, is entitled to be paid for at least three (3) hours' work per day, unless he has refused to do the trade work required of him or unless work is suspended because of adverse weather conditions.

Section 26. Temporary Assignments: 26.01 Except apprentices, hourly-paid employees performing construction work on a job site shall not be paid less than a labourer's (unskilled worker) wage rate.

26.02 In all trades where any other material is used instead of the regular and recognized commodity (for example, a glass brick instead of a clay or shale brick), the appropriate trade wage rate shall apply and the work shall be done by a skilled workman of such trade.

Article 27. Primes: 27.01 Lorsque le système de la double ou de la triple équipe est utilisé, tout salarié appelé à faire partie de plus d'une équipe a droit au taux de salaire majoré de 50% pour tout travail exécuté au-delà de la limite journalière.

27.02 Travail de nuit: Le travail de nuit entraîne le paiement d'une prime de 10¢ l'heure en sus du taux horaire fixé pour les heures normales de travail lorsque ces travaux sont exécutés de nuit sous le régime de la double ou de la triple équipe.

27.03 Tout salarié qui dirige un groupe de dix (10) salariés et plus sur un chantier doit recevoir 10¢ l'heure en sus du salaire établi pour son métier seulement pour la durée de sa fonction.

27.04 Un conducteur de compresseur ne doit pas être responsable de plus de trois (3) compresseurs qui doivent être éloignés d'au plus de quinze (15) pieds l'un de l'autre. Un tel conducteur doit recevoir une prime de 15¢ l'heure au-dessus du taux normal fixé dans le présent décret.

27.05 Prime de hauteur: Tout travail exécuté à 45 pieds ou plus au-dessus du sol, à l'extérieur des clochers, tours, réservoirs à eau ou élévateurs à grain entraîne le paiement d'une prime de 25¢ l'heure en sus du taux normal.

27.06 Prime d'eau: Tout salarié qui travaille sur des échafaudages au-dessus de l'eau doit recevoir une prime additionnelle de 10¢ l'heure.

Article 28. Apprentissage: 28.01 Aucune personne dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus.

28.02 La priorité d'emploi doit être donnée aux apprentis d'un Centre d'Apprentissage.

L'apprenti ne doit pas faire le travail d'un manoeuvre.

28.03 Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé (S.R.Q. 1964, chapitre 242), doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens à cette école.

28.04 Le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

28.05 Ledit registre doit mentionner le nom, prénoms, l'âge et l'adresse de l'apprenti, contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de la formation de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage.

28.06 Le comité paritaire doit fournir à chaque apprenti un carnet d'apprentissage dans lequel doivent être indiquées les dates de commencement et de cessation du service de l'apprenti pour chacun des employeurs où il fait son apprentissage.

28.07 Tout apprenti doit se présenter au bureau du comité paritaire une fois par année aux fins de vérification de son carnet d'apprentissage.

28.08 Aucun employeur ne peut employer sur un chantier déterminé plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon dans les métiers de poseur de linoléum, de carreleur et des autres poseurs de revêtements de sol, de vitrier et de serrurier et menuisier de menuiserie métallique (travailleur en fer et bronze d'ornementation).

28.09 Toutefois, il peut y avoir un (1) apprenti pour trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre travaillant sur un chantier dé-

Section 27. Shift differential: 27.01 When the double and/or the triple shift system is used, every employee who is called to work on more than one shift shall be entitled to time and one half for all work performed over and above the daily limit.

27.02 Night work: When work is performed at night on the double or triple shift system, it shall be paid at ten cents (10¢) over the hourly wage rate laid down for standard working hours.

27.03 Every employee who is in charge of ten (10) or more employees on a job site shall receive ten cents (10¢) an hour over the wage rate laid down for his trade, but only while he is in such supervisory capacity.

27.04 No compressor operator shall be in charge of more than three (3) compressors and such compressors shall not be more than fifteen (15) feet apart. Such compressor operator shall be paid fifteen cents (15¢) an hour above the wage rate herein stipulated.

27.05 Height bonus: Twenty-five cents (25¢) an hour above the regular wage rate shall be paid for all work performed at forty-five (45) feet or more above ground level and outside steeples, towers, water tanks or grain elevators.

27.06 Water bonus: Employees working on scaffolds above water shall be paid a 10¢-an-hour bonus.

Section 28. Apprenticeship: 28.01 No one in any construction trade hereafter mentioned may begin his apprenticeship before his sixteenth (16th) birthday.

28.02 Employment priority shall be given to apprentices from the Apprenticeship Centre.

In no instance may an apprentice do labourer's work.

28.03 Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act (R.S.Q. 1964, chapter 242), shall be given credits proportionate to the length of their studies and to their examination results.

28.04 The name of every apprentice must be entered in a register kept by the Parity Committee.

28.05 The said register shall mention: the apprentice's name, given names, age and address; the date the apprentice began apprenticeship together with proof of apprenticeship continuity and training; the name and address of the first employer and all subsequent employers until the end of apprenticeship.

28.06 The Parity Committee supplies each apprentice with an apprenticeship record book which shall mention the dates the apprentice began and ended service with each employer.

28.07 Every apprentice shall have his apprenticeship record book checked once a year by the Parity Committee's office.

28.08 No employer may have more than one (1) apprentice on a given site for each journeyman in the following trades working there: layer (linoleum, tile or any other floor covering), glazier and ornamental iron worker.

28.09 However, there may be one (1) apprentice for every three (3) journeymen of fraction thereof on a given site in the following trades:

terminé dans les métiers de briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier et peintre.

28.10 Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut faire travailler un apprenti seul et aucun apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métier; il doit toujours être accompagné d'un ouvrier compagnon de son métier.

28.11 Toute personne désirant obtenir un carnet d'apprentissage pour un des métiers régis par le présent décret doit fournir une preuve d'engagement chez un employeur professionnel.

28.12 L'apprentissage comporte quatre (4) années de travail du métier sous la surveillance d'un ouvrier qualifié. L'année de travail, aux fins d'apprentissage, est de deux mille (2,000) heures par année à compter de la date du début de l'apprentissage.

28.13 Toutefois, dans le cas des poseurs de linoléum, des carreleurs et des autres poseurs de revêtement de sol et de murs du même genre, la période complète d'apprentissage est de quatre mille (4,000) heures.

28.14 Dans les occupations professionnelles qui ne requièrent pas d'apprentissage régulier, une période de formation de deux mille (2,000) heures est obligatoire; les salaires sont fixés comme suit:

1er semestre: taux du manoeuvre;

2e semestre: taux moyen entre celui de l'occupation visée et celui du manoeuvre;

Après un an: taux établi dans l'échelle de salaires pour l'emploi visé.

28.15 Aucune disposition régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont réglementés par une loi de la province.

28.16 *Taux minimaux des apprentis:* Les taux minimaux des apprentis doivent être payés suivant le pourcentage du taux minimum du salaire du compagnon.

a) *Métiers sans classe de débutants:* 4 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	55%
3e année	65%
4e année	75%

b) *Métiers avec classe de débutants:* 4 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	55%
3e année	60%
4e année	70%
compagnon débutant	80%

c) *Métiers sans classe de débutants:* 3 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	60%
3e année	75%

d) *Métiers avec classe de débutants:* 3 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	60%
3e année	70%
compagnon débutant	80%

e) *Métiers avec classe de débutants:* 2 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	65%

f) *Métiers avec classe de débutants:* 2 années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	65%
compagnon débutant	80%

bricklayer, mason, plasterer, carpenter-joiner and painter.

28.10 No employer or professional employer may have an apprentice work alone. No apprentice may do tradework alone; he shall always be with a qualified journeyman of his trade.

28.11 Anyone wishing to obtain an apprenticeship record book in any of the trades governed by the decree shall supply proof of employment with a professional employer.

28.12 Apprenticeship consists of four (4) years of trade work under the supervision of a skilled worker. For apprenticeship purposes, the year of trade work consists of two thousand (2,000) hours a year, from the date the apprenticeship begins.

28.13 However, the total apprenticeship period is of four thousand (4,000) hours in the trade of layer (linoleum, tile, asphalt and other floor and wall coverings of the same type).

28.14 In professional occupations that do not require regular apprenticeship, a 2000-hour training period is prescribed; wages are set as follows:

1st six months: labourer's rate;

2nd six months: rate being the average between the rate of the occupation concerned and the labourer's wage rate;

After one year: rate laid down in the wage scale for the occupation concerned.

28.15 No provision governing apprenticeship applies to trades whose apprenticeship and qualification are covered by a Provincial law.

28.16 *Apprentices' minimum rates:* Minimum wage rates paid to apprentices shall be a percentage of the journeyman's minimum wage rate.

(a) *Trades without a junior class:* 4 year's apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	55%
3rd year	65%
4th year	75%

(b) *Trades with a junior class:* 4 years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	55%
3rd year	60%
4th year	70%
junior journeyman	80%

(c) *Trades without a junior class:* 3 years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	75%

(d) *Trades with a junior class:* 3 years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
junior journeyman	80%

(e) *Trades with a junior class:* 2 years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	65%

(f) *Trades with a junior class:* 2 years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	65%
junior journeyman	80%

28.17 Nonobstant les dispositions du présent article aucun apprenti ne peut recevoir un salaire moindre que celui auquel il avait droit avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Article 29. Période et détail de la paye: 29.01 Le salaire doit être payé en espèces le vendredi à midi ou par chèque le jeudi.

29.02 L'employeur doit remettre aux salariés, avec chaque paie, un état détaillé montrant:

- a) les noms et prénom du salarié;
- b) le nombre d'heures normales;
- c) le nombre d'heures de travail majorées;
- d) les taux horaires du salaire;
- e) le montant du salaire brut;
- f) le montant des indemnités de congés qui sont créditées au salarié et qui doivent être remises au comité paritaire;
- g) la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
- h) la nature et le montant des retenues opérées;
- i) le montant du salaire net.

Article 30. Indemnité de déplacement, frais de transport et de pension: 30.01 *Frais de transport:* L'employeur doit fournir gratuitement aux salariés des moyens de transport. Les salariés qui doivent se servir de leur propre voiture pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir 10¢ du mille. Aucun employeur ne doit faire voyager dans le même véhicule plus de passagers que le nombre prévu par la loi et il ne peut ordonner ou autoriser le transport de ses salariés que dans des véhicules assurés comme il se doit.

30.02 *Salaire:* Le temps nécessaire aux fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi, sauf si le déplacement s'effectue entre 8 h du matin et 5 h de l'après-midi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures normales de travail, il a droit à son salaire normal jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

30.03 Le temps de déplacement d'un salarié requis par son employeur pour se rendre du siège social de l'employeur au lieu d'un chantier de construction un dimanche, un jour férié ou un jour chômé, doit être rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

30.04 *Transport et pension:* Pour les travaux exécutés en dehors de la localité où l'employeur a sa place d'affaires, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur en plus du taux normal de salaire, si le salarié ne retourne pas chez lui chaque jour.

30.05 *Chambre et pension:* La valeur des repas ou du logement, ou des deux, que l'employeur fournit à un salarié travaillant en dehors du lieu de résidence de l'employeur, doit s'établir et être payés par l'employeur d'après les taux minimaux suivants:

	<i>Par semaine</i>
Repas et chambre	\$30.00
Repas seulement	20.00

30.06 *Transport quotidien, repas isolé:* La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur à l'endroit où ces travaux sont exécutés doit être payé par l'employeur au taux normal.

30.07 De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour doit également être payée au taux normal.

30.08 Si un employeur envoie un salarié exécuter du travail en dehors de la municipalité

28.17 Notwithstanding the provisions of this section, no apprentice may be paid a wage rate lower than that to which he was entitled before this decree's effective date.

Section 29. Pay period and details: 29.01 Wages shall be paid in cash on Friday noon or by cheque on Thursday.

29.02 With each payment of wages, the employer shall supply the employee with a statement listing:

- (a) employee's name and surname;
- (b) number of regular hours;
- (c) number of overtime hours worked;
- (d) hourly wage rates;
- (e) amount of gross earnings;
- (f) amount of vacation pay credited to the employee that is to be turned over to the Parity Committee;
- (g) type and amount of each contribution paid by the employer;
- (h) type and amount of deductions made;
- (i) take-home pay.

Section 30. Travelling expenses, transportation and board: 30.01 *Travelling expenses:* Transportation means shall be supplied and paid by the employer. Ten cents (10¢) a mile shall be paid to employees required to use their own vehicles for the employer's work. No employer may request that more persons than the number permissible by law travel in the same vehicle. Employers may only request and authorize the transportation of employees in adequately-insured vehicles.

30.02 *Wages:* Travelling time is not considered as time worked. However, should an employee be compelled to travel during standard working hours, he is entitled to his regular pay up to an 8-hour maximum per day.

30.03 When an employee is requested by his employer to travel to the employer's headquarters instead of to the construction site on a Sunday, general holiday or non-working day, he shall be paid the rate provided herein for such days.

30.04 *Transportation and board:* For work performed outside the place where the employer has his place of business, the transportation and board are to be defrayed by the employer, plus the regular wage rate, should there be no daily return.

30.05 *Room and board:* The value of board and/or lodging supplied by the employer to an employee working outside the place where the employer resides is to be established and paid by the employer, in accordance with the following minimum rates:

	<i>Per week</i>
Room and board	\$30.00
Board only	20.00

30.06 *Daily transportation, one meal:* Time spent daily in transporting an employee from his employer's place of business to the job site shall be paid by the employer at straight time.

30.07 Moreover, if the employee has not worked eight (8) hours during the day, time required for the return trip shall also be paid at straight time.

30.08 When an employer sends an employee to work outside the municipality where his place

où il a sa place d'affaires, sans avoir averti le salarié la veille, il doit payer le repas isolé sur présentation de reçus à un taux n'excédant pas \$2.00.

30.09 Si le déplacement ci-dessus prévu a lieu un dimanche, un jour férié ou un jour chômé, le temps de tel déplacement sera rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

30.10 L'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et de pension.

Article 31. Congés payés annuels: Aucun salarié, artisan ou employeur ne peut exécuter de travaux durant la semaine de congé obligatoire à moins qu'il ne soit inclus dans le dix (10%) pour cent de la main d'oeuvre permise.

Article 32. Sécurité au travail: Échasse et machine à plâtre: Tout travail sur échasses ou tout appareil similaire et au moyen du pulvérisateur à plâtre est prohibé.

Article 33. Sécurité sociale: Les parties contractantes doivent d'ici le 1er janvier 1968 demander une modification au présent décret afin d'instituer un régime de sécurité sociale.

Elles ont déjà convenu que l'employeur et le salarié régis par le présent décret devront contribuer chacun 5¢ l'heure de travail à partir du 1er janvier 1968.

Article 34. Définition: Artisan: Le terme « artisan » désigne tout salarié qui, régulièrement et habituellement, exécute seul, de ses propres mains, un travail faisant l'objet du présent décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite.

TITRE TROISIÈME

Mécaniciens en tuyauterie, ferblantier, couvreurs

Article 41. Champ d'application industriel et professionnel: 41.01 Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de réparation, de démolition, d'entretien, de réfection des installations de tuyauterie suivantes: systèmes de chauffage, systèmes de plomberie, systèmes de brûleurs au mazout ou au gaz naturel ainsi que les installations auxquelles s'applique le Code de Plomberie de la Province de Québec.

41.02 Les travaux de ventilation, de ferblanterie, de toiture, le calorifugeage des tuyaux, des chaudières, des réservoirs, etc. sont assujéti au présent décret.

41.03 Les salariés permanents ne sont pas assujéti au présent titre.

Article 42. Taux de salaires: 42.01 Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés:

<i>Taux de salaires</i>	
Entrepreneur (services personnels)	\$5.00
Compagnon plombier, installateur de brûleurs au mazout	2.85
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	2.85
Compagnon couvreur	2.60

<i>Au 1er avril 1967</i>	
Entrepreneur (services personnels)	5.20
Compagnon plombier, installateur de brûleurs au mazout	3.00
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	3.00
Compagnon couvreur	2.75

<i>Au 1er octobre 1967</i>	
Entrepreneur (services personnels)	5.40
Compagnon plombier, installateur de brûleurs au mazout	3.15
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	3.15
Compagnon couvreur	2.90

of business is located, without notifying the employee the day before, the employer shall pay no more than \$2.00 for the one meal, upon production of a receipt.

30.09 If the abovementioned travelling is done on a Sunday, a general holiday, or on a non-working day, travelling time shall be paid at the rate provided for such a day in the decree.

30.10 When an employer transports his employees morning and evening, he is not subject to transportation and board expenses.

Section 31. Annual vacation with pay: No employee, artisan, employee or employer may work during the compulsory week's vacation unless he is part of the 10% permissible staff.

Section 32. Safety at work: Stilts and plaster-spray machine: At no time may any work be performed on stilts, any similar device or by means of a plaster-spray machine.

Section 33. Social Security: The contracting parties shall, between now and January 1, 1968, seek an amendment to this decree, in view of implementing a social security plan.

They have already agreed that employers and employees covered by the present decree shall each contribute 5¢ per hour worked as of January 1, 1968.

Section 34. Definition: Artisan: "artisan" means any employee who regularly and usually performs work covered by this decree, with his own hands, by contract or otherwise, by written or verbal agreement.

PART THREE

Pipe mechanics, Tinsmiths, Roofers

Section 41. Industrial and professional jurisdiction: 41.01 The present decree covers all construction, repair, demolition, maintenance and renovation work on the following piping installations: heating systems, plumbing systems, oil or natural gas burners, as well as all installations governed by the Plumbing Code of the Province of Québec.

41.02 Ventilation work, tinsmith's work, roofer's work, the insulation of pipes, furnaces, tanks, etc., are subject to the decree.

41.03 This Part does not cover permanent employees.

Section 42. Wage rates: 42.01 The following minimum wage rates shall be paid:

<i>Wage rates</i>	
Contractors (personal services)	\$5.00
Plumber, oil burner mechanic (journeyman)	2.85
Tinsmith-roofer (journeyman)	2.85
Roofer (journeyman)	2.60

<i>From April 1, 1967</i>	
Contractor (personal services)	5.20
Plumber, oil burner mechanic (journeyman)	3.00
Tinsmith-roofer (journeyman)	3.00
Roofer (journeyman)	2.75

<i>From October 1, 1967</i>	
Contractor (personal services)	5.40
Plumber, oil burner mechanic (journeyman)	3.15
Tinsmith-roofer (journeyman)	3.15
Roofer (journeyman)	2.90

Au 1er janvier 1968

Entrepreneur (services personnels)	\$5.60
Compagnon plombier, installateur de brû- leurs au mazout	3.20
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	3.20
Compagnon couvreur	2.95

Au 1er avril 1968

Entrepreneur (services personnels)	5.80
Compagnon plombier, installateur de brû- leurs au mazout	3.30
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	3.30
Compagnon couvreur	3.05

Au 1er octobre 1968

Entrepreneur (services personnels)	6.00
Compagnon plombier, installateur de brû- leurs au mazout	3.45
Compagnon tôlier, ferblantier-couvreur	3.45
Compagnon couvreur	3.20

Article 43. Durée du travail et horaires de travail:
43.01 Les heures de travail maxima pour tout salarié ne doivent pas dépasser huit (8) heures par jour, étalées entre 8 h du matin et 5 h du soir, du lundi au vendredi inclusivement, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures. Cependant, la semaine normale de travail des manoeuvres et des manoeuvres spécialisés est de quarante-deux heures et demie (42½), réparties du lundi au vendredi inclusivement, à raison de huit heures et demie (8½) par jour.

43.02 Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

43.03 Si le système de la double équipe est utilisé, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée de travail d'une équipe n'exécède pas huit heures par jour.

43.04 Dans le cas où l'employeur établit le système de la triple équipe, les heures de travail sont les suivantes:

Équipe 1: 8 h du matin à 4 h de l'après-midi.

Équipe 2: 4 h de l'après-midi à minuit.

Équipe 3: minuit à 8 h du matin.

43.05 Les salariés qui travaillent en équipes ont droit à une pause d'une demi-heure pour prendre leur repas sans perte de salaire.

43.06 Une heure complète doit être accordée pour le dîner.

43.07 *Réparation urgente:* Tout salarié rappelé au travail pour aller exécuter un travail urgent a droit à un minimum d'une (1) heure de salaire au taux qui s'applique.

43.08 *Appels d'urgence aux seules fins de service:* Le taux normal doit être payé le samedi et le taux majoré de 50% les dimanches et jours fériés. Pas plus d'un employé par employeur ne peut être affecté aux appels d'urgence aux taux ci-devant mentionnés.

Article 44. Heures supplémentaires. 44.01 Tout salarié peut refuser de travailler un plus grand nombre d'heures que sa journée normale de travail.

44.02 Tout travail exécuté par les salariés en plus des heures normales ou en dehors des horaires ci-haut déterminés est considéré comme du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de 50%.

44.03 Les taux de salaire majorés de 50% sont calculés à partir des taux de salaire fixés dans le présent décret.

44.04 Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui désire exécuter ou faire exécuter

From January 1, 1968

Contractor (personal services)	\$5.60
Plumber, oil burner mechanic (journey- man)	3.20
Tinsmith-roofer (journeyman)	3.20
Roofer (journeyman)	2.95

From April 1, 1968

Contractor (personal services)	5.80
Plumber, oil burner mechanic (journey- man)	3.30
Tinsmith-roofer (journeyman)	3.30
Roofer (journeyman)	3.05

From October 1, 1968

Contractor (personal services)	6.00
Plumber, oil burner mechanic (journey- man)	3.45
Tinsmith-roofer (journeyman)	3.45
Roofer (journeyman)	3.20

Section 43. Hours of work and schedules: 43.01 Hours of work for all employees shall not exceed eight (8) a day nor forty (40) a week. Such hours shall be scheduled between 8:00 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday. However, labourers and general hands shall have a standard 42½-hour work week divided into 8½-hour days, Monday through Friday.

43.02 Hours of work mentioned above are based on Standard Time or Daylight Saving Time, whichever is in force in the locality where the work is being carried out.

43.03 If the double shift system is put into effect, hours of work are scheduled to meet the firm's needs, provided that in no instance they exceed the 8-hour day.

43.04 Should the employer put the triple shift system into effect, working hours shall be as follows:

First shift: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

Second shift: 4:00 p.m. to 12:00 midnight;

Third shift: 12:00 midnight to 8:00 a.m.

43.05 Shift employees are entitled to one-half hour off for meals, without loss in pay.

43.06 One complete for off is allowed for dinner.

43.07 *Emergency repairs:* Any employee who is called to go and carry out emergency work shall be entitled to one hour's pay at the applicable wage rate.

43.08 *Emergency service calls:* The regular wage rate shall be paid on Saturdays and time and one half on Sundays and general holidays. Not more than one employee per employer shall be assigned to emergency service calls at the above-mentioned rate.

Section 44. Overtime: 44.01 No employee shall have to work beyond his daily standard working hours.

44.02 All work performed by employees over and above the standard working hours or outside the hourly limits stipulated above is considered as overtime work shall be paid time and one half.

44.03 Time and one half is based on the minimum wage rates herein stipulated.

44.04 Every employer professional employer or who wishes to perform or have overtime work per-

du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au comité paritaire en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la délivrance d'un tel avis incombe à celui qui le donne.

44.05 Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui doit exécuter ou faire exécuter des travaux un jour non ouvrable ou en dehors des heures normales de travail, doit en aviser par écrit le comité paritaire. Cet avis doit indiquer l'endroit où les travaux seront exécutés et doit parvenir au comité paritaire trois (3) heures avant l'exécution desdits travaux. La preuve de la délivrance de cet avis incombe à celui qui le donne.

44.06 Si un entrepreneur ou employeur professionnel ne peut donner au préalable l'avis écrit ci-haut prévu, il doit le faire dans les quarante-huit (48) heures qui suivront l'exécution des travaux.

Article 45. Travail temporaire: Période d'attente: 45.01 Tout salarié employé temporairement à un travail autre que celui de son propre métier doit continuer à recevoir le taux de salaire de sa catégorie ou de son métier.

45.02 Tout salarié qui se rapporte au travail et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou tout salarié dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail a droit à une rémunération minimale égale à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il n'ait refusé d'exécuter le travail exigé dans son propre métier, ou à moins que les travaux ne soient suspendus à cause de la température.

Article 46. Primes: 46.01 Lorsque le système de la double ou de la triple équipe est utilisé, tout salarié appelé à travailler dans plus d'une équipe a droit au taux de salaire majoré de 50% pour son travail exécuté au delà de la limite journalière.

46.02 *Travail de nuit:* Le travail de nuit entraîne le paiement d'une prime de 10¢ l'heure en sus du taux horaire fixé pour les heures normales de travail lorsque ces travaux sont exécutés de nuit selon le système de la double ou de la triple équipe.

46.03 Tout salarié qui doit surveiller au moins quatorze (14) hommes, soit: sept (7) compagnons et sept (7) apprentis ou plus sur un chantier, doit recevoir une prime de 10¢ l'heure de plus que le taux établi pour le compagnon de son métier.

46.04 Tout salarié qui travaille sur des échafaudages au-dessus de l'eau doit recevoir une prime de 10¢ l'heure.

46.05 Tout travail exécuté à quarante-cinq (45) pieds ou plus au-dessus du sol, à l'extérieur des clochers, tours, réservoirs à eau ou silos à grain, entraîne le paiement d'une prime de 25¢ l'heure en sus du taux normal.

Article 47. Apprentissage dans les métiers de plomberie, chauffage, brûleur au mazout: 47.01 Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par le présent article avant d'avoir seize (16) ans révolus.

47.02 Dans les cités, villes ou municipalités, où un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent article doivent s'inscrire à l'endroit où est émis tel certificat.

47.03 Aucun employeur soumis au présent décret ne peut prendre à son emploi un apprenti,

formed shall advise the Parity Committee beforehand. Such notice shall indicate when and where work is to be carried out. Proof of the delivery of such notice rests with the one giving it.

44.05 Every employer, professional employer or artisan who must perform or have work performed on a non-working day or outside the standard working hours shall advise the Parity Committee in writing. Such notice shall indicate where and when work is to be carried out and should reach the Parity Committee three (3) hours before work begins. Proof of the delivery of such notice rests with the one giving it.

44.06 Should a contractor or professional employer be unable to give the abovementioned notice beforehand, he shall give it within forty-eight (48) hours after work is performed.

Section 45. Temporary work: Waiting time: 45.01 Every employee who is temporarily assigned to work other than that of his trade shall continue to be paid the wage rate of his category or trade.

45.02 Any employee reporting for work who has not been notified in advance that his services would not be required or whose hours of work are less than the standard work day, is entitled to be paid for at least three (3) hours work per day, unless he has refused to do the trade work required of him or unless work is suspended because of adverse weather conditions.

Section 46. Shift differentials: 46.01 When the double and/or triple shift system is used, every employee who is called to work on more than one shift shall be entitled to be paid time and one half for all work performed over and above the daily limit.

46.02 *Night work:* When work is performed at night on the double or triple shift system, it shall be paid at ten cents (10¢) over the hourly wage rate laid down for standard working hours.

46.03 Every employee who is in charge of fourteen (14) or more men (seven (7) journeymen and seven (7) apprentices) on a job site, shall be paid ten cents (10¢) more an hour than the rate laid down for a journeyman in his trade.

46.04 Employees working on scaffolds above water shall be paid a 10¢-an-hour bonus.

46.05 Twenty-five cents (25¢) an hour above the regular wage rate shall be paid for all work performed at forty-five (45) feet or more above ground level and outside steeples, towers, water tanks or grain elevators.

Section 47. Apprenticeship in the plumbing, heating and oil burner mechanic's trades: 47.01 No one may begin apprenticeship in any of the trades covered in this section, before his sixteen (16th) birthday.

47.02 In cities, towns or municipalities where the competency certificate is mandatory, all apprentices plying or wishing to ply the trades covered by this section shall register where such a certificate is issued.

47.03 No employer subject to this decree may hire an apprentice who does not hold a permit or

à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévu par les lois et règlements de la province.

47.04 Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons dans chacun des métiers visés par le présent article.

47.05 Tout apprenti qui fait une demande d'emploi chez un employeur doit présenter un certificat de neuvième année scolaire au moins.

47.06 Tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent décret mais dont l'apprentissage et la qualification ne sont pas réglementés par une loi de la province, doivent se conformer aux dispositions du Titre Deuxième, article 28.

47.07 *Taux minimaux des apprentis*: Les taux minimaux des apprentis doivent être payés suivant le pourcentage du taux minimum du salaire du compagnon.

Métiers avec classe de débutants: 4 années d'apprentissage.

Plombier, ferblantier, poseur de gicleurs et autres:

1re année.....	50%
2e année.....	55%
3e année.....	60%
4e année.....	70%
compagnon débutant.....	80%

Métiers sans classe de débutants: 2 années d'apprentissage.

Conducteur (mécanicien) de machine fixe et autres:

1re année.....	50%
2e année.....	65%

Métiers avec classe de débutants: 2 années d'apprentissage.

Couvreur, installateur de brûleur au mazout et autres:

1re année.....	50%
2e année.....	65%
compagnon débutant.....	80%

47.08 Nonobstant les dispositions du présent article, aucun apprenti ne peut recevoir un salaire moindre que celui auquel il avait droit avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Article 48. Période et détail de la paye: 48.01 Le salaire doit être payé en espèces le vendredi à midi ou par chèque le jeudi.

48.02 L'employeur doit remettre aux salariés, avec chaque paie, un état détaillé montrant:

- les noms et prénom du salarié;
- le nombre d'heures normales;
- le nombre d'heures de travail majorées;
- les taux horaires du salaire;
- le montant du salaire brut;
- le montant des indemnités de congés qui sont créditées au salarié et qui doivent être remises au comité paritaire;
- la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
- la nature et le montant des retenues opérées;
- le montant du salaire net.

Article 49. Indemnité de déplacement, frais de transport et de pension: 49.01 *Frais de transport*: L'employeur doit fournir gratuitement aux salariés des moyens de transport. Les salariés qui doivent se servir de leur propre voiture pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir 10¢ du mille. Aucun employeur ne doit

certificat required by Provincial laws and regulations.

47.04 The number of apprentices with an employer and on each job site shall not exceed the number of journeymen in each of the trades covered by this section.

47.05 Every apprentice seeking employment with an employer shall produce a Grade 9 certificate, at least.

47.06 Every apprentice plying or wishing to ply the trades covered by this agreement but whose apprenticeship and competency are not governed by Provincial law, shall abide by the provisions of Part Two, section 28.

47.07 *Apprentices' minimum rates*: Minimum wage rates paid to apprentices shall be a percentage of the journeyman's minimum wage rate.

Trades with a junior class: 4 years' apprenticeship.

Plumbers, tinsmiths, sprinkler fitters and others:

1st year.....	50%
2nd year.....	55%
3rd year.....	60%
4th year.....	70%
Junior journeyman.....	80%

Trades without a junior class: 2 years' apprenticeship

Stationary enginemmen and others:

1st year.....	50%
2nd year.....	65%

Trades with a junior class: 2 years' apprenticeship

Roofers, oil burner mechanics and others:

1st year.....	50%
2nd year.....	65%
Junior journeyman.....	80%

47.08 Notwithstanding the provisions of this section, no apprentice may be paid a wage rate lower than that to which he was entitled before this decree's effective date.

Section 48. Pay period and details: 48.01 Wages shall be paid in cash on Friday noon or by cheque on Thursday.

48.02 With each payment of wages, the employer shall supply the employee with a statement listing:

- employee's name and surname;
- number of regular hours;
- number of overtime hours worked;
- hourly wage rates;
- amount of gross earnings;
- amount of vacation pay credited to the employee that is to be turned over to the Parity Committee;
- type and amount of each contribution paid by the employer;
- type and amount of deductions made;
- take-home pay.

Section 49. Travelling expenses, transportation and board: 49.01 *Travelling expenses*: Transportation means shall be supplied and paid by the employer. Ten cents (10¢) a mile shall be paid to employees required to use their own vehicles for the employer's work. No employer may request that more persons than the number

faire voyager dans le même véhicule plus de passagers que le nombre prévu par la loi. L'employeur ne pourra ordonner ou autoriser le transport de ses salariés que dans des véhicules assurés comme il se doit.

49.02 *Salaires*: Le temps nécessaire aux fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi, sauf si le déplacement s'effectue entre 8 heures du matin et 5 heures de l'après-midi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures normales de travail, il a droit à son salaire normal jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

49.03 Le temps de déplacement d'un salarié requis par son employeur pour se rendre du siège social de l'employeur au lieu d'un chantier de construction le dimanche, un jour férié ou un jour chômé, doit être rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

49.04 *Transport et pension*: Pour les travaux exécutés en dehors de la localité où l'employeur a sa place d'affaires, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur en plus du taux normal de salaire, si le salarié ne retourne pas chez lui chaque jour.

49.05 *Chambre et pension*: La valeur des repas ou du logement, ou des deux, que l'employeur fournit à un salarié travaillant en dehors du lieu de résidence de l'employeur, doit s'établir et être payée par l'employeur d'après les taux minimaux suivants:

	<i>Par semaine</i>
Repas et chambre.....	\$30.00
Repas seulement.....	20.00

49.06 *Transport quotidien, repas isolé*: La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur à l'endroit où les travaux sont exécutés doit être payée par l'employeur au taux normal.

49.07 De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour doit également être payée au taux normal.

49.08 Si un employeur envoie un salarié exécuter du travail en dehors de la municipalité où il a sa place d'affaires, sans avoir averti le salarié la veille, il doit payer le repas isolé sur présentation de reçus à un taux n'excédant pas \$2.00.

49.09 Si le déplacement ci-dessus prévu a lieu le dimanche, un jour férié ou un jour chômé, le temps de tel déplacement sera rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

49.10 L'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et pension.

Article 50. Outils: Les entrepreneurs fournissent aux compagnons tuyauteurs les outils de 24" et plus et les filières.

Article 51. Travaux de toiture: Les travaux de toiture en asphalte et gravier ou goudron faisant partie des attributions du ferblantier-couvreur et du couvreur, doivent être exécutés par une ou plusieurs équipes formées comme suit: un compagnon, un apprenti et un maximum de trois manoeuvres. Le compagnon est compris dans l'équipe de cinq salariés.

Article 52. Sécurité sociale: 52.01 Les parties contractantes doivent d'ici le 1er janvier 1968 demander une modification au décret afin d'instituer un régime de sécurité sociale.

permissible by law travel in the same vehicle. Employers may only request and authorize the transportation of employees in adequately-insured vehicles.

49.02 *Wages*: Travelling time is not considered as time worked. However, should an employee be compelled to travel during the standard working hours, he is entitled to his regular pay up to an 8-hour maximum per day.

49.03 When an employee is requested by his employer to travel to the employer's headquarters instead of to the construction site on a Sunday, general holiday or non-working day, he shall be paid the rate provided for such days in the decree.

49.04 *Transportation and board*: For work performed outside the place where the employer has his place of business, the transportation and board are to be defrayed by the employer, plus the regular wage rate, should there be no daily return.

49.05 *Room and board*: The value of board and/or lodging supplied by the employer to an employee working outside the place where the employer resides is to be set and paid by the employer, in accordance with the following minimum rates:

	<i>Per week</i>
Room and board.....	\$30.00
Board only.....	20.00

49.06 *Daily transportation, one meal*: Time spent daily in transporting an employee from his employer's place of business to the job site shall be paid by the employer at straight time.

49.07 Moreover, if the employee has not worked eight (8) hours during the day, time required for the return trip shall also be paid at straight time.

49.08 When an employer sends an employee to work outside the municipality where his place of business is located, without notifying the employee the day before, the employer shall pay no more than \$2.00 for one meal, upon production of a receipt.

49.09 If the abovementioned travelling is done on a Sunday, a general holiday or on a non-working day, travelling time shall be paid at the rate provided for such day in the decree.

49.10 When an employer transports his employees morning and evening, he is not subject to transportation and board expenses.

Section 50. Tools: Employers shall supply journeymen pipe-mechanics with all tools 24" or more, as well as dies.

Section 51. Roofing work: Asphalt, gravel or tar roofing which is part of the tinsmith-roofer's and roofer's work, shall be done by one or more teams made up as follows: one journeyman, one apprentice and a maximum of three labourers. The journeyman is included in the 5-man team.

Section 52. Social Security: 52.01 contracting parties shall, between now and January 1, 1968, seek an amendment to this decree, in view of implementing a social security plan.

52.02 Elles ont déjà convenu que l'employeur et le salarié régis par le présent décret devront contribuer chacun 5¢ l'heure de travail à partir du 1er janvier 1968.

52.02 They have already agreed that employers and employees covered by the present decree shall each contribute 5¢ per hour worked as of January 1, 1968.

TITRE QUATRIÈME

Électriciens

Article 61. Champ d'application industriel et professionnel: 61.01 Le présent décret s'applique à tous les travaux d'installation, de réparation, de modification, de réfection et d'entretien d'installations électriques tels que définis par la loi des Électriciens et des installations électriques et tous autres travaux mentionnés et visés par le présent décret.

Article 62. Les salariés permanents ne sont pas assujettis au présent titre.

Article 63. Taux de salaires: 63.01 Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés:

Taux de salaires

Entrepreneur (services personnels).....	\$5.00
Compagnon, licence « C ».....	2.85
<i>Au 1er avril 1967</i>	
Entrepreneur (services personnels).....	5.20
Compagnon, licence « C ».....	3.00
<i>Au 1er octobre 1967</i>	
Entrepreneur (services personnels).....	5.40
Compagnon, licence « C ».....	3.15
<i>Au 1er janvier 1968</i>	
Entrepreneur (services personnels).....	5.60
Compagnon, licence « C ».....	3.20
<i>Au 1er avril 1968</i>	
Entrepreneur (services personnels).....	5.80
Compagnon, licence « C ».....	3.30
<i>Au 1er octobre 1968</i>	
Entrepreneur (services personnels).....	6.00
Compagnon, licence « C ».....	3.45

Article 64. Semaine et heures régulières de travail: 64.01 Les heures de travail maxima pour tout salarié ne doivent pas dépasser huit (8) heures par jour, étalées entre 8 h du matin et 5 h du soir, du lundi au vendredi inclusivement, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures. Cependant, la semaine normale de travail des manoeuvres et des manoeuvres spécialisés est de quarante-deux heures et demie (42½) réparties du lundi au vendredi inclusivement à raison de huit heures et demie (8½) par jour.

64.02 Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

64.03 Si le système de la double équipe est utilisé, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée de travail d'une équipe n'excède pas huit heures par jour.

64.04 Dans le cas où l'employeur établit le système de la triple équipe, les heures de travail sont les suivantes:

Équipe 1: 8 h du matin à 4 h de l'après-midi.

Équipe 2: 4 h de l'après-midi à minuit.

Équipe 3: minuit à 8 h du matin.

64.05 Les salariés qui travaillent en équipes ont droit à une pause d'une demi-heure pour prendre leur repas sans perte de salaire.

64.06 Une heure complète doit être accordée pour le dîner.

64.07 *Réparation urgente:* Tout salarié rappelé au travail pour aller exécuter un travail urgent a droit à un minimum d'une (1) heure de salaire au taux qui s'applique.

PART FOUR

Electricians

Section 61. Industrial and professional jurisdiction: 61.01 The present decree covers all installation, repair, alteration, renovation and maintenance of electrical installations as defined in the Electricians and Electrical Installations Act as well as all other work mentioned in this decree.

Section 62. Permanent employees are not covered by this Part.

Section 63. Wage rates: 63.01 The following minimum wage rates shall be paid:

Wage rates

Contractors (personal services).....	\$5.00
Journeyman, "C" license.....	2.85
<i>From April 1, 1967</i>	
Contractors (personal services).....	5.20
Journeyman, "C" license.....	3.00
<i>From October 1, 1967</i>	
Contractors (personal services).....	5.40
Journeyman, "C" license.....	3.15
<i>From January 1, 1968</i>	
Contractors (personal services).....	5.60
Journeyman, "C" license.....	3.20
<i>From April 1, 1968</i>	
Contractors (personal services).....	5.80
Journeyman, "C" license.....	3.30
<i>From October 1, 1968</i>	
Contractors (personal services).....	6.00
Journeyman, "C" license.....	3.45

Section 64. Standard work week and hours of work: 64.01 Hours of work for all employees shall not exceed eight (8) a day nor forty (40) a week. Such hours shall be scheduled between 8:00 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday. However, labourers and general hands shall have a standard 42½-hour work week divided into 8½-hour days, Monday through Friday.

64.02 Hours of work mentioned above are based on Standard Time or Daylight Saving Time, whichever is in force in the locality where the work is being carried out.

64.03 If the double shift system is put into effect, hours of work are scheduled to meet the firm's needs, provided that in no instance they exceed the 8-hour day.

64.04 Should the employer put the triple shift system into effect, working hours shall be as follows:

First shift: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

Second shift: 4:00 p.m. to 12:00 midnight

Third shift: 12:00 midnight to 8:00 a.m.

64.05 Shift employees are entitled to one-half hour off for meals, without loss in pay.

64.06 One complete hour off is allowed for dinner.

64.07 *Emergency repairs:* Any employee who is called to go and carry out emergency work shall be entitled to one hour's pay at the applicable wage rate.

64.08 *Appels d'urgence aux seules fins de service*: Le taux normal doit être payé le samedi et le taux majoré de 50% les dimanches et jours fériés. Pas plus d'un employé par employeur ne doit être affecté aux appels d'urgence aux taux ci-devant mentionnés.

Article 65. Heures supplémentaires: 65.01 Tout salarié peut refuser de travailler un plus grand nombre d'heures que sa journée normale de travail.

65.02 Tout travail exécuté par les salariés en plus des heures normales ou en dehors des horaires ci-haut déterminés est considéré comme du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de 50%.

65.03 Les taux de salaire majorés de 50% sont calculés à partir des taux de salaire minima fixés dans le présent décret.

65.04 Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui désire exécuter ou faire exécuter du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au comité paritaire en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la délivrance d'un tel avis incombe à celui qui le donne.

65.05. Tout employeur, employeur professionnel ou artisan qui doit exécuter ou faire exécuter des travaux un jour non ouvrable ou en dehors des heures normales de travail, doit en aviser par écrit le comité paritaire. Cet avis doit indiquer l'endroit où les travaux seront exécutés, et doit parvenir au comité paritaire trois (3) heures avant l'exécution desdits travaux. La preuve de la délivrance de cet avis incombe à celui qui le donne.

65.06 Si un entrepreneur ou employeur professionnel ne peut donner au préalable l'avis écrit ci-haut prévu, il doit le faire dans les quarante-huit (48) heures qui suivront l'exécution des travaux.

Article 66. Travail temporaire: Période d'attente: 66.01 Tout salarié employé temporairement à un travail autre que celui de son propre métier doit continuer de recevoir le taux de salaire de sa catégorie ou de son métier.

66.02 Tout salarié qui se rapporte au travail et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou tout salarié dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail a droit à une rémunération minimale égale à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il n'ait refusé d'exécuter le travail exigé dans son propre métier, ou à moins que les travaux ne soient suspendus à cause de la température.

Article 67. Primes: 67.01 Lorsque le système de la double ou de la triple équipe est utilisé, tout salarié appelé à travailler dans plus d'une équipe a droit au taux de salaire majoré de 50% pour son travail exécuté au-delà de la limite journalière.

67.02 Tout salarié qui doit surveiller au moins quatorze (14) hommes, soit sept (7) compagnons et sept (7) apprentis ou plus sur un chantier, doit recevoir une prime de dix cents (10¢) l'heure de plus que le taux établi pour le compagnon.

67.03 Tout travail exécuté à quarante-cinq (45) pieds ou plus au dessus du sol, à l'extérieur des clochers, tours, réservoirs à eau ou silos à grain doit être payé vingt-cinq (\$0.25) cents l'heure de plus que le taux régulier.

67.04 Tout salarié travaillant sur des échafaudages au-dessus de l'eau doit recevoir une prime additionnelle de dix (\$0.10) sous l'heure.

64.08 *Emergency service calls*: The regular wage rate shall be paid on Saturdays and time and one half on Sundays and general holidays. Not more than one employee per employer shall be assigned to emergency service calls at the abovementioned rate.

Section 65. Overtime: 65.01 No employee shall have to work beyond his standard daily working hours.

65.02 All work performed by employees over and above the standard working hours or outside the hourly limits stipulated above is considered as overtime and shall be paid at time and one half.

65.03 Time and one half is based on the minimum wage rates herein stipulated.

65.04 Every employer, professional employer or artisan who wishes to perform or have overtime work performed shall advise the Parity Committee beforehand. Such notice shall indicate where and when work is to be carried out. Proof of the delivery of such notice rests with the one giving it.

65.05 Every employer, professional employer or artisan who must perform or have work performed on a non-working day or outside the standard working hours shall advise the Parity Committee in writing. Such notice shall indicate where and when work is to be carried out and should reach the Parity Committee at least three (3) hours before work begins. Proof of the delivery of such notice rests with the one giving it.

65.06 Should a contractor or professional employer be unable to give the abovementioned notice beforehand, he shall give it within forty-eight (48) hours after work is performed.

Section 66. Temporary work: Waiting period: 66.01 Every employee who is temporarily assigned to work other than that of his trade shall continue to be paid the wage rate of his category or trade.

66.02 Any employee reporting for work who has not been notified in advance that his services would not be required or whose hours of work are less than the standard work day, is entitled to be paid for at least three (3) hours' work per day, unless he has refused to do the trade work required of him or unless work is suspended because of adverse weather conditions.

Section 67. Shift differential: 67.01 When the double and/or triple shift system is used, every employee who is called to work on more than one shift shall be entitled to be paid time and one half for all work performed over and above the daily limit.

67.02 Every employee who is in charge of fourteen (14) or more men (seven (7) journeymen and seven (7) apprentices on a job site), shall be paid ten cents (10¢) more an hour than the rate laid down for a journeyman.

67.03 Twenty-five cents (25¢) an hour above the regular wage rate shall be paid for all work performed at forty-five (45) feet or more above ground level and outside steeples, towers, water tanks or grain elevators.

67.04 Employees working on scaffolds above water shall be paid a 10¢-an-hour bonus.

67.05 *Travail de nuit*: Le travail de nuit entraîne le paiement d'une prime de dix (\$0.10) cents l'heure en sus du taux horaire fixé pour les heures normales de travail lorsque ces travaux sont exécutés de nuit selon le système de la double ou de la triple équipe.

Article 68. Apprentissage: 68.01 Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par le présent article avant d'avoir seize (16) ans révolus.

68.02 Aucun employeur soumis au présent décret ne peut prendre à son emploi un apprenti à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévu par les lois et règlements de la province.

68.03 Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons dans chacun des métiers visés par le présent article.

68.04 Tout apprenti, en faisant une demande d'emploi chez un employeur doit présenter un certificat de neuvième année scolaire au moins.

68.05 Tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent titre, mais dont l'apprentissage et la qualification ne sont pas réglementés par une loi de la province, doivent se conformer aux dispositions du Titre deuxième, article 28.

68.06 *Taux minima des apprentis*: Les taux minima des apprentis doivent être payés suivant le pourcentage du taux minimum du salaire du compagnon.

Métiers avec licence « C »: 4 années d'apprentissage:

1 ^{re} année.....	50%
2 ^e année.....	55%
3 ^e année.....	60%
4 ^e année.....	70%

68.07 Nonobstant les dispositions du présent article, aucun apprenti ne peut recevoir un salaire moindre que celui auquel il avait droit avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Article 69. Période et détail de la paie: 69.01 Le salaire doit être payé en espèces le vendredi à midi ou par chèque le jeudi.

69.02. L'employeur doit remettre aux salariés, avant chaque paie, un état détaillé démontrant:

- les nom et prénoms du salarié;
- le nombre d'heures normales;
- le nombre d'heures de travail majorées;
- les taux horaires du salaire;
- le montant du salaire brut;
- le montant des indemnités de congés qui sont créditées au salarié et qui doivent être remises au comité paritaire;
- la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
- la nature et le montant des retenues opérées;
- le montant du salaire net.

Article 70. Indemnité de déplacement, frais de transport et de pension: 70.01 *Frais de transport*: L'employeur doit fournir gratuitement aux salariés des moyens de transport. Les salariés qui doivent se servir de leur propre voiture pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir dix (\$0.10) cents du mille. Aucun employeur ne doit faire voyager dans le même véhicule plus de passagers que le nombre prévu par la loi. L'employeur ne pourra ordonner ou autoriser le transport de ses salariés que dans des véhicules assurés comme il se doit.

70.02 *Salaire*: Le temps nécessaire aux fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi

67.05 *Night work*: When work is performed at night on the double or triple shift system, it shall be paid at ten cents (10¢) over the hourly wage rate laid down for standard working hours.

Section 68. Apprenticeship: 68.01 No one may begin apprenticeship in any of the trades covered in this section before his sixteenth (16th) birthday.

68.02 No employer subject to this decree may hire an apprentice who does not hold a permit or certificate required by Provincial laws and regulations.

68.03 The number of apprentices with an employer and on each job site shall not exceed the number of journeymen in each of the trades covered by this section.

68.04 Every apprentice seeking employment with an employer shall produce a Grade 9 certificate, at least.

68.05 Every apprentice plying or wishing to ply the trades covered by this agreement but whose apprenticeship and competency are not governed by Provincial law, shall abide by the general provisions of Part Two, section 28.

68.06 *Apprentices' minimum rates*: Minimum wage rates paid to apprentices shall be a percentage of the journeyman's minimum wage rate.

Trades with a "C" license: 4 years' apprenticeship:

1st year.....	50%
2nd year.....	55%
3rd year.....	60%
4th year.....	70%

68.07 Notwithstanding the provisions of this section, no apprentice may be paid a wage rate lower than that to which he was entitled before this decree's effective date.

Section 69. Pay period and details: 69.01 Wages shall be paid in cash on Friday noon or by cheque on Thursday.

69.02 With each payment of wages, the employer shall supply the employee with a statement listing:

- employee's name and surname;
- number of regular hours;
- number of overtime hours worked;
- hourly wage rates;
- amount of gross earnings;
- amount of vacation pay credited to the employee that is to be turned over to the Parity Committee;
- type and amount of each contribution paid by the employer;
- type and amount of deductions made;
- take-home pay.

Section 70. Travelling expenses, transportation and board: 70.01 *Travelling expenses*: Transportation means shall be supplied and paid by the employer. Ten cents (10¢) a mile shall be paid to employees required to use their own vehicles for the employers' work. No employer may request that more persons than the number permissible by law travel in the same vehicle. Employers may only request and authorize the transportation of employees in adequately-insured vehicles.

70.02 *Wages*: Travelling time is not considered as time worked. However, should an employee

sauf si le déplacement s'effectue entre 8h a.m. et 5h p.m. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures normales de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

70.03 Le temps de déplacement d'un salarié requis par son employeur pour se rendre du siège social de l'employeur au lieu d'un chantier de construction le dimanche, un jour férié ou un jour chômé doit être rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

70.04 *Transport et pension:* Pour les travaux exécutés en dehors de la localité où l'employeur a sa place d'affaires, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur en plus du taux normal de salaire, si le salarié ne retourne pas chez lui chaque jour.

70.05 *Chambre et pension:* La valeur des repas ou du logement, ou des deux, que l'employeur fournit à un salarié travaillant en dehors du lieu de résidence de l'employeur, doit s'établir et être payée par l'employeur d'après les taux minima suivants:

	<i>Par semaine</i>
Repas et chambre	\$30.00
Repas seulement	20.00

70.06 *Transport quotidien, repas isolé:* La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur à l'endroit où les travaux sont exécutés doit être payée par l'employeur au taux normal.

70.07 De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour doit également être payée au taux normal.

70.08 Si un employeur envoie un salarié exécuter du travail en dehors de la municipalité où il a sa place d'affaires, sans avoir averti le salarié la veille, il doit payer le repas isolé sur présentation de reçus à un taux n'excédant pas \$2.00.

70.09 Si le déplacement ci-dessus prévu a lieu le dimanche, un jour férié ou un jour chômé, le temps de tel déplacement sera rémunéré au taux prévu pour une telle journée dans le présent décret.

70.10 L'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et pension.

Article 71. Outils: Les entrepreneurs fournissent aux compagnons-électriciens les outils de 24" et plus, ainsi que les filières.

Article 72. Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié aux fins du présent décret si elle ne fournit les matériaux. Celui qui confie le travail est réputé aux mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres salariés embauchés par elle.

Article 73. Sécurité sociale: Les parties contractantes doivent d'ici le 1er janvier 1968 demander une modification au décret afin d'instituer un régime de sécurité sociale.

Elles ont déjà convenu que l'employeur et le salarié régis par le présent décret devront contribuer chacun 5¢ l'heure de travail à partir du 1er janvier 1968.

to compelled to travel during the standard working hours, he is entitled to his regular pay up to an 8-hour maximum per day.

70.03 When an employee is requested by his employer to travel to the employer's headquarters instead of to the construction site on a Sunday, general holiday or non-working day, he shall be paid the rate provided for such days in the decree.

70.04 *Transportation and board:* For work performed outside the place where the employer has his place of business, the transportation and board are to be defrayed by the employer, plus the regular wage rate, should there be no daily return.

70.05 *Room and board:* The value of board and/or lodging supplied by the employer to an employee working outside the place where the employer resides, is to be set and paid by the employer in accordance with the following minimum rates:

	<i>Per week</i>
Room and board	\$30.00
Board only	20.00

70.06 *Daily transportation, one meal:* Time spent daily in transporting an employee from his employer's place of business to the job site shall be paid by the employer at straight time.

70.07 Moreover, if the employee has not worked eight (8) hours during the day, time required for the return trip shall also be paid at straight time.

70.08 When an employer sends an employee to work outside the municipality where his place of business is located, without notifying the employee the day before, the employer shall pay no more than \$2.00 for one meal, upon production of a receipt.

70.09 If the abovementioned travelling is done on a Sunday, a general holiday or a non-working day, travelling time shall be paid at the rate provided for such day in the decree.

70.10 When an employer transports his employees morning and evening, he is not subject to transportation and board expenses.

Section 71. Tools: Employers shall supply journeymen electricians with all tools 24" or more, as well as dies.

Section 72. For the purposes of this decree, any person to whom work is given on a contract or on a piece-work basis is considered as an employee. For the same purposes, anyone who gives out the work is considered as that person's employer and the employer of all persons that person may hire.

Section 73. Social Security: The contracting parties shall, between now and January 1, 1968, seek an amendment to this decree, in view of implementing a social security plan.

They have already agreed that employers and employees covered by this decree shall each contribute 5¢ per hour worked as of January 1, 1968.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142 du 22 janvier 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 200 du 1er février 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (R.S.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1967 au 15 février 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 142 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 142 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et pourcentages qui leur sont versés.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire à tous les mois.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire, sur réception de ce rapport, devra en faire la vérification et devra débiter ou créditer selon le cas, le compte de la partie intéressée.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1967 et le 15 février 1968.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Québec (established in pursuance of decree number 142 of January 22, 1947), has been authorized to levy contributions on the professional employers and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 200 of February 1, 1967, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from February 15, 1967 to February 15, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree number 142 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of regular salaries and commissions paid their employees.

(b) Employees governed by decree number 142 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular salary and commissions.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the hours worked, the money collected during the week and the sums paid to the Parity Committee.

Every month, the professional employer must see that these forms be signed and forwarded to the Parity Committee.

Each professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The report, together with the contributions shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the one for which it is required.

Upon receiving the report, the Parity Committee should check it and debit or credit the interested party's account accordingly.

3. Financial Report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Québec, for the February 15, 1967, to February 15, 1968, period, is given below.

COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE
POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA
PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés prévus pour
la période comprise entre le 15 février 1967
et le 15 février 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales	\$16,000.00
Cotisations ouvrières	16,000.00
Revenus de loyer	2,621.05
Intérêts sur placements	910.00
Intérêts de banque	4.89
Impôt fédéral	1,918.10
Impôt provincial	954.15
Assurance-chômage	192.92
Rentes du Québec	319.61
Congés payés en fiducie	3,145.35
Revenus d'inspections re: Comité paritaire de l'Industrie de la Saco- che	2,312.26
Emprunts sur fonds en fiducie	700.00
	<hr/>
	\$45,078.33

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 5,326.50
Salaires du personnel	7,053.97
Salaire des inspecteurs	9,875.00
Frais d'inspection	3,534.84
Loyer et taxes	4,343.99
Éclairage, chauffage, entretien	70.56
Frais judiciaires	593.40
Frais de vérification	500.04
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,174.18
Poste, téléphone, télégramme	728.87
Intérêt, échange, agios	100.00
Abonnement et publicité	10.00
Frais de délégation	51.45
Assurance-chômage	385.84
Assurance-groupe	627.30
Assurance caution	10.00
Assurances générales	303.30
Impôt fédéral	1,918.10
Impôt provincial	954.15
Congés payés (remboursement)	3,145.35
Frais d'assemblées	1,658.00
Emprunts sur fonds en fiducie	700.00
Rentes du Québec	629.33
	<hr/>
	\$44,694.17

Excédent des recettes sur les déboursés prévus

\$ 384.16

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 février 1967. 18378-0

Avis de modification

Industrie du verre — Région de Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2051 du 28 octobre 1964 et amendement, relatif à l'industrie du verre dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY
AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR
INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the
February 15, 1967 to February 15, 1968
period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues	\$16,000.00
Employees' dues	16,000.00
Rent income	2,621.05
Interest on investments	910.00
Bank interest	4.89
Federal tax	1,918.10
Provincial tax	954.15
Unemployment Insurance	192.92
Québec Pension Plan	319.61
Vacation pay, held in trust	3,145.35
Inspection income re: Parity Com- mittee of the Handbag Industry	2,312.26
Loans from trust fund	700.00
	<hr/>
	\$45,078.33

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 5,326.50
Staff's salary	7,053.97
Inspectors' salaries	9,875.00
Inspection expenses	3,534.84
Rent and taxes	4,343.99
Lights, heat, maintenance	70.56
Legal costs	593.40
Auditor's fees	500.04
Printing, stationery, office equipment	2,174.18
Postage, telephone, telegrams	728.87
Interest, exchange, agio	100.00
Subscription and advertising	10.00
Delegation expenses	51.45
Unemployment Insurance	385.84
Group insurance	627.30
Fidelity bond	10.00
General insurance	303.30
Federal tax	1,918.10
Provincial tax	954.15
Vacation pay (re-imbusement)	3,145.35
Meeting expenses	1,658.00
Loans from trust fund	700.00
Québec Pension Plan	629.33
	<hr/>
	\$44,694.17

Estimated surplus

\$ 384.16

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 11, 1967. 18378-0

Notice of Amendment

Glass Industry — Montréal region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Glass industry in the Montréal region (made binding by decree number 2051 of October 28, 1964 and amendment), to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article I :

« Le présent décret s'applique aussi, et sans restriction quant au travail exécuté sur chantiers de construction, dans les régions suivantes :

Les districts électoraux de St-Hyacinthe, Bagot, Rouville; St-Jean et Iberville; la cité de Chambly; la lisière de terrain sur la rivière Richelieu située entre le district électoral de St-Jean et la cité de Chambly, cette lisière de terrain est bornée à l'ouest par la rivière Montréal, au nord par la rivière Montréal et la cité de Chambly, à l'est par la rivière Richelieu et au sud par le district électoral de St-Jean; le village de Napierville et un rayon de 2 milles de ses limites; les districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 février 1967. 18378-o

Avis de modification

Construction — Chicoutimi

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit :

La dernière phrase du premier alinéa de l'article 6 du Titre II (Régime de Sécurité Sociale) sera remplacée par la suivante :

« Lesdits recours et poursuites sont exercés conformément à la Loi des décrets de convention collective. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 février 1967. 18378-o

The following paragraph will be added to article I :

"The present decree unreservedly covers all construction-site work in the following regions:

The electoral districts of St. Hyacinthe, Bagot, Rouville, St. Jean and Iberville; the city of Chambly; the strip of land on the Richelieu river between the electoral district of St. Jean and the city of Chambly. This strip of land is bordered to the west by the Montreal river, to the north by the Montreal river and the city of Chambly, to the east by the Richelieu river and to the south by the electoral district of St. Jean; the village of Napierville and a 2-mile radius of its limits; the electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi."

Publication of the notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 11, 1967. 18378-o

Notice of Amendment

Building Trades — Chicoutimi

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building Trades in the Chicoutimi region (made binding by decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments), have petitioned him to amend the said decree as follows :

In Title II (Social Security Plan), section 6, the last sentence of the first paragraph will be replaced by the following: "such recovery and legal action being enforced in accordance with the Collective Agreement Decrees Act."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 11, 1967. 18378-o

Associations coopératives

Cooperative Associations

**Association coopérative étudiante
Marie-Rivier**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante Marie-Rivier ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Hyacinthe, Québec, dans le district électoral de St-Hyacinthe.

Québec, le 31 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18352-0 RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Clermont

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Comptoir d'Achats Co-op de Clermont », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Magasin Co-op de Clermont ».

Québec, le 6 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18439-0 RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative d'habitation
de Boucherville**

(Loi des associations coopératives)

Veuillez prendre note que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 4 février 1967 à la page 1061, on aurait dû lire: Coopérative d'habitations de Boucherville au lieu de Coopérative d'habitations de Boucherville.

18340-x

**Association coopérative étudiante
Marie-Rivier**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante Marie-Rivier".

The head office of this cooperative association is situated in St-Hyacinthe, Quebec, in the electoral district of St-Hyacinthe.

Quebec, January 31, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18352 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de Clermont

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Comptoir d'Achats Co-op de Clermont" to cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Magasin Co-op de Clermont".

Quebec, February 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18439 *Assistant Secretary of the Province.*

**Association coopérative d'habitation
de Boucherville**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that in the notice published in the *Quebec Official Gazette* on February 4, 1967, on page 1061, should read as follows: Coopérative d'habitations de Boucherville instead of Coopérative d'habitations de Boucherville.

18340-x

Avis divers

Miscellaneous Notices

Alexander Nicholas Olejarchyk

Avis est donné que « Alexander Nicholas Olejarchyk » 849 rue Wake, Arvida, district de Chicoutimi, s'adresse au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir un ordre lui permettant de changer son nom en celui de « Alexandre Nicholas Olyarchuk »; ledit changement de nom devra également servir à son épouse « Pauline-Gertrude (Seely) Olejarchyk », à ses fils « John-Gordon » et « Peter-Robert », tous de la même adresse.

Chicoutimi, le 30 janvier 1967.

Les Procureurs du requérant,

18317-5-2-0 (Signed) ROY & TREMBLAY.

Alexander Nicholas Olejarchyk

Notice is hereby given that "Alexander Nicholas Olejarchyk" residing at 849 Wake street, Arvida, district of Chicoutimi, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Alexander Nicholas Olyarchuk"; said change of name will also benefit his wife "Pauline-Gertrude (Seely) Olejarchyk", his sons John-Gordon and Peter-Robert, all of the same address.

Chicoutimi, January 30, 1967.

(Signed) ROY & TREMBLAY,

18317-5-2-0 *Attorneys for petitioner.*

Ville de Ste-Philomène

Avis est par les présentes donné que la ville de Ste-Philomène, comté de Châteauguay, érigée en municipalité de ville par lettres patentes datées du 8 juin 1964 et enregistrées le 10 juin 1964, a adopté une résolution le 13 décembre 1966 autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention

Town of Ste-Philomène

Notice is hereby given that the town of Ste-Philomène, county of Châteauguay, erected into a town municipality by letters patent dated June 8, 1964, and registered on June 10, 1964, has adopted a resolution dated December 13, 1966, authorizing the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the

de lettres patentes supplémentaires changeant le nom de « Ste-Philomène » en « Mercier ».

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD ROUSSEL.

Hôtel de Ville,
Ville de Ste-Philomène.
Comté de Châteauguay. 18321-5-2-0

**Chevaliers de Colomb de Carleton
conseil 3462**

Le « Conseil No 3462, St-Joseph, des Chevaliers de Colomb Carleton », Carleton, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 23 novembre 1966.

Carleton, 23 novembre 1966.

Le Grand Chevalier,
ANDRÉ LANDRY.
Le Secrétaire-archiviste,
J.-JEAN LAMY.

18353-0

granting of supplementary letters patent changing the name of "Ste-Philomène" into "Mercier".

BERNARD ROUSSEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Town of Ste-Philomène,
County of Châteauguay. 18321-5-2

**Knights of Columbus of Carleton
Council 3462**

The "Council No. 3462, St. Joseph, of the Knights of Columbus, Carleton," Carleton, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from November 23, 1966.

Carleton, November 23, 1966.

ANDRÉ LANDRY,
Grand Knight.
J.-JEAN LAMY,
Recorder.

18353-0

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 3 février 1967.

Aujourd'hui, à quatre heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable administrateur de la province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable administrateur de la province d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 6 Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.
- 19 Loi de la régie des prix des logements offerts aux visiteurs de l'Expo 67.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable administrateur de la province sanctionne ces bills. »

18394-0

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 3rd of February, 1967.

This day, at fifteen minutes after four o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 6 An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
- 19 Expo 67 Visitors Lodgings Price Control Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to these bills."

18394-0

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des employés du Port de Montréal

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des employés du Port de Montréal ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés du Port de Montréal.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Ste-Anne.

Québec, le 1er février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18381-0

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des employés du Port de Montréal

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des employés du Port de Montréal".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the Port de Montréal.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Ste-Anne.

Québec, February 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18381

**Compagnies autorisées
à faire des affaires**

**Companies Licensed
to do Business**

Bingham Pump Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Bingham Pump Company Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Bernard Prud'homme, de 1155 ouest, rue Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1390 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 1-67

Unexcelled, Inc.

Avis est donné que le 13e jour de janvier 1967, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec à « Unexcelled Chemical Corporation », l'autorisant à exercer son commerce en ladite province sous son nouveau nom de « Unexcelled, Inc. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350 53-62

Bingham Pump Company Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, « Bingham Pump Company Limited » has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Bernard Prud'homme, of 1155 Dorchester Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1390 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 1-67

Unexcelled, Inc.

Notice is hereby given that, on the 13th day of January, 1967, a new licence was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Unexcelled Chemical Corporation", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Unexcelled, Inc.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350-o 53-62

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

**British Ungava Explorations Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « British Ungava Explorations Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières.

Daté à Toronto, Ontario, ce 30e jour de janvier 1967.

(Seal) *Le Secrétaire,*
JOHN S. GRANT.

18354

Claire Fontaine Investments Corporation

Avis est donné que la compagnie « Claire Fontaine Investments Corporation », s'adressera au secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

L'Avocat de la Compagnie,
ROSS GOODWIN.

18355-o

Philippe Dubé & Fils Limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Philippe Dubé & Fils Limitée », une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son bureau chef dans la cité de Jonquière, s'adressera au Secrétariat de la Province de Québec afin de demander la permission d'abandonner sa Charte en vertu des dispositions de la Loi de Compagnies de Québec.

**British Ungava Explorations Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "British Ungava Explorations Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Mining Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the Mining Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 30th day of January, 1967.

(Seal) JOHN S. GRANT,
Secretary.

18354-o

Claire Fontaine Investments Corporation

Take notice that the company "Claire Fontaine Investments Corporation", is applying to the Secretary of the Province for permission to surrender its charter.

ROSS GOODWIN,
Attorney for the Company.

18355-o

Philippe Dubé & Fils Limitée

Notice is hereby given that "Philippe Dubé & Fils Limitée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Jonquière, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provision of the Quebec Companies Act.

Donné à Jonquière, ce 2e jour de février 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY &
BÉGIN.

18356-o

Federal Poultry Inc.

Prenez avis que la compagnie « Federal Poultry Inc. », dont le siège social se trouvait à Magog, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte. Magog, Qué., 15 décembre 1966.

18357-o

Le Notaire,
E. DUSSAULT.

Philippe Maziaide Ltée

Prenez avis que la compagnie « Philippe Maziaide Ltée », demande au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte. (Sceau)

18358-o

Le Président,
ANDRÉ MAZIAIDE.

P. & D. Transport Inc.

Prenez avis que la compagnie « P. & D. Transport Inc. », dont le siège social se trouvait à Sherbrooke, demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Magog, Qué., 23 juin 1966.

18359-o

Le Notaire,
E. DUSSAULT.

Provincial Food Inc.

Prenez avis que la compagnie « Provincial Food Inc. », dont le siège social se trouvait à Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte. Daté le 15 décembre 1966.

18360-o

Le Notaire,
E. DUSSAULT.

Rioux Construction Ltée

Prenez avis que la compagnie « Rioux Construction Ltée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

18361-o

Les Procureurs de la compagnie,
GIROUARD & BEAUMIER.

Spi-Bor Dress (1962) Inc.

Avis est par les présentes donné que « Spi-Bor Dress (1962) Inc. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses Lettres Patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 31e jour de janvier, 1967.

18362-o

Les Procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

Vita Food Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Vita Food Ltd. », dont le siège social se trouvait à Magog, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté le 15 décembre 1966.

18363-o

Le Notaire,
E. DUSSAULT.

Les Agences d'Assurance Archambault Ltée

Avis est donné que « Les Agences d'Assurance Archambault Ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises suivant la 1ère partie de la Loi des Compagnies de Québec, datées du 22 janvier 1963, fera application auprès du secré-

Dated at Jonquière, this 2nd day of February 1967.

FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY &
BÉGIN.

18356-o

Attorneys for the Company.

Federal Poultry Inc.

Take notice that "Federal Poultry Inc.", whose head office was at Magog, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Magog, Que., December 15, 1966.

18357-o

E. DUSSAULT,
Notary.

Philippe Maziaide Ltée

Notice is hereby given that "Philippe Maziaide Ltée" will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

(Seal)

18358-o

ANDRÉ MAZIAIDE,
President.

P. & D. Transport Inc.

Take notice that "P. & D. Transport Inc.", whose head office is in Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Magog, Que., June 23, 1966.

18259-o

E. DUSSAULT,
Notary.

Provincial Food Inc.

Notice is hereby given that "Provincial Food Inc.", whose head office was situated in Montreal, will apply to the Provincial Secretary of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated, December 15, 1966.

18360-o

E. DUSSAULT,
Notary.

Rioux Construction Ltd.

Take notice that "Rioux Construction Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

18361-o

GIROUARD & BEAUMIER,
Attorneys for the Company.

Spi-Bor Dress (1962) Inc.

Notice is hereby given that "Spi-Bor Dress (1962) Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1967.

18362-o

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

Vita Food Ltd.

Notice is given that "Vita Food Ltd.", whose head office was situated in Magog, will apply to the Provincial Secretary of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated December 15, 1966.

18363-o

E. DUSSAULT,
Notary.

Les Agences d'Assurance Archambault Ltée

Notice is hereby given that "Les Agences d'Assurance Archambault Ltée", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date January 22, 1963, will apply to the Provincial Secretary

taire de la province afin d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné à Québec, ce 9 décembre 1966.
(Seau)
18383-0

Le Secrétaire,
YVES BÉLANGER.

John Caron Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « John Caron Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6e jour de février 1967.

18395-0

Le Procureur de la requérante,
RAYMOND CARON.

Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour de janvier 1967.

18396

Le Secrétaire,
GEORGE CARDA.

Salmo Development Corporation

Avis est donné que la compagnie « Salmo Development Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17e jour de janvier 1967.

18408

Le Secrétaire,
MIRIAM MELAMED.

**Roxboro Hardware Inc.
Quincaillerie Roxboro Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Roxboro Hardware Inc. — Quincaillerie Roxboro Inc. », ayant son bureau-chef à Roxboro, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6 février 1967.

18421-0

Le Procureur de la requérante,
MICHAEL RUBINSTEIN, C.R.

Tresco Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tresco Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à New-York, New-York, ce 1er jour de février 1967.

18430-0

Le Secrétaire,
PETER S. HELLER.

for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Quebec, December 9, 1966.
(Seal)
18383

YVES BÉLANGER,
Secretary.

John Caron Construction Inc.

Notice is hereby given that "John Caron Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 6th day of February, 1967.

18395-0

RAYMOND CARON,
Attorney for petitioner.

Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of January 1967.

18396-0

GEORGE CARDA,
Secretary.

Salmo Development Corporation

Notice is hereby given that "Salmo Development Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of January 1967.

18408-0

MIRIAM MELAMED,
Secretary.

**Roxboro Hardware Inc.
Quincaillerie Roxboro Inc.**

Notice is hereby given that "Roxboro Hardware Inc. — Quincaillerie Roxboro Inc.", having its head office at Roxboro, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, February 6, 1967.

18421

MICHAEL RUBINSTEIN, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

Tresco Ltd.

Notice is hereby given that "Tresco Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at New-York, New-York, this 1st day of February, 1967.

18430-0

PETER S. HELLER,
Secretary.

Precision Heat Treating Co. Limited

Avis est donné que « Precision Heat Treating Co. Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Lachine, requerra au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Lachine, ce 1er jour de février 1967.

Le Secrétaire,
J. W. HEMENS.

18432-o

Precision Heat Treating Co. Limited

Notice is hereby given that "Precision Heat Treating Co. Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Lachine, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Lachine, this 1st day of February, 1967.

J. W. HEMENS,
Secretary.

18432-o

Radiography Inspection of Quebec Limited

Avis est par les présentes donné que « Radiography Inspection of Quebec Limited », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à suite 700, 1 Place Ville Marie, Montréal, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7e jour de février 1967.

Le Secrétaire,
E. P. BELKOWSKI.

18433-o

Radiography Inspection of Quebec Limited

Notice is hereby given that "Radiography Inspection of Quebec Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at Montreal, at suite 700, 1 Place Ville Marie, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, P.Q., this 7th day of February, 1967.

E. P. BELKOWSKI,
Secretary.

18433-o

**La Corporation Desruisseaux
Desruisseaux Corporation**

Avis est donné que « La Corporation Desruisseaux — Desruisseaux Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 1er jour de février 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
NORMAND SIMONEAU.

18434-o

**La Corporation Desruisseaux
Desruisseaux Corporation**

Notice is hereby given that "La Corporation Desruisseaux — Desruisseaux Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Quebec, this 1st day of February, 1967.

NORMAND SIMONEAU,
Secretary-Treasurer.

18434-o

**Divers
Compagnies****Provincial Transport Investments Inc.
Les Placements Transport Provincial inc.**

Avis est donné que la compagnie « Provincial Transport Investments Inc.—Les Placements Transport Provincial inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.

18364-o

13849-60

Ovila Potvin & Fils Ltée

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement spécial de la compagnie « Ovila Potvin & Fils Ltée » (Paroisse de St-Dominique de Jonquière), dûment édicté et promulgué par les directeurs et approuvé et ratifié par les actionnaires de la compagnie, la compagnie a été autorisée, sujet aux dispositions dudit règlement et aux exigences de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, à abandonner ses biens et à distribuer son actif entre ses actionnaires.

Daté à Jonquière, ce 2e jour de février, 1967.

Le Procureur de la compagnie,
ME CHRISTINE BROWN, notaire.

18384-o

**Miscellaneous
Companies****Provincial Transport Investments Inc.
Les Placements Transport Provincial inc.**

Notice is given that "Provincial Transport Investments Inc.—Les Placements Transport Provincial inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GASTON MELOCHE,
Secretary.

18364

13849-60

Ovila Potvin & Fils Ltée

Notice is hereby given that under a special by-law of "Ovila Potvin & Fils Ltée" (Parish of St-Dominique of Jonquière), duly enacted and passed by the directors and approved and ratified by the share-holders of the company, the company has been authorized, subject to the provisions of said by-law and the requirements of section 90 of the Quebec Companies Act, to surrender its property and distribute its assets among its shareholders.

Dated at Jonquière, this 2nd day of February, 1967.

ME CHRISTINE BROWN, notary.
Attorney for the company.

18384-o

Dorchester University Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dorchester University Holdings Ltd. », a porté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
A. M. EDSON.
18397 12496-58

Holiday Casuals Inc.

Avis est donné que la compagnie « Holiday Casuals Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
EMERIC KAUFMAN.
18398 3175-63

**Service des loisirs des habitations
Jeanne-Mance**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18399-o 2463-66

**L'Association générale des étudiants
de l'Université Laval de Québec inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 décembre 1966, approuvé les règlements numéros 5, 6 et 7 (règlements généraux) de « L'Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18422-o 1391-32

Mont Ste. Marie Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mont Ste. Marie Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
P. F. FORAN.
18423 2084-63

Hôpital St-Michel-Archange

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1967, approuvé le règlement numéro 5 de l'« Hôpital St-Michel-Archange », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18435-o 1-67

Manbar Investment Co.

Avis est donné que la compagnie « Manbar Investment Co. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
GEORGETTE LAVOIE.
18440 2294-66

Dorchester University Holdings Ltd.

Notice is given that "Dorchester University Holdings Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

A. M. EDSON,
Secretary.
18397-o 12496-58

Holiday Casuals Inc.

Notice is given that "Holiday Casuals Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

EMERIC KAUFMAN,
President.
18398-o 3175-63

**Service des loisirs des habitations
Jeanne-Mance**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 10, 1967, approved the general by-laws of "Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18399 2463-66

**L'Association générale des étudiants
de l'Université Laval de Québec inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 28, 1966, approved by-law numbers 5, 6 and 7 (general by-laws), of "L'Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec inc.", and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18422 1391-32

Mont Ste. Marie Ltd.

Notice is given that "Mont Ste. Marie Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

P. F. FORAN,
Secretary.
18423-o 2084-63

Hôpital St-Michel-Archange

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 7, 1967, approved the by-law number 5 of l'« Hôpital St-Michel-Archange », and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18435 1-67

Manbar Investment Co.

Notice is given that "Manbar Investment Co.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GEORGETTE LAVOIE,
Secretary.
18440-o 2294-66

Sièges sociaux

J. A. Bellavance & Fils Ltée

Avis est donné que la compagnie « J. A. Bellavance & Fils Ltée », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 29 décembre

Head Offices

J. A. Bellavance & Fils Ltée

Notice is given that "J. A. Bellavance & Fils Ltée", incorporated by letters patent issued of December 29, 1966, and having its head office

1966 et ayant son siège social à St-Césaire, province de Québec, a établi son bureau à R.R. No 1, St-Césaire, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Césaire, ce 20 ième jour de janvier 1967.

Le Président,
J. A. BELLAUVANCE.

18365-o

5408-66

Greenfield Acres (1966) Limited

Avis est donné que la compagnie « Greenfield Acres (1966) Limited », a été constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 14^e jour de novembre 1966, et a établi son siège social à 821, boulevard Taschereau, Greenfield Park, district de Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Greenfield Park, ce 23^e jour de décembre 1966.

Le Président,
ROBERT ALLAN HEATH.

18366

4649-66

Harko Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Harko Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9^e jour de décembre 1966, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à 8455, rue Langelier, St-Léonard, Montréal 38, Québec.

Daté à Montréal, ce 18^e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,
SARAH KORNBLUTH.

18367

5067-66

F. J. Horsky Ltd.

Avis est donné que la compagnie « F. J. Horsky Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 17 août 1964, a transporté son siège social de 736 ouest, rue Notre-Dame, dans la ville de Montréal, à 400, avenue Atlantic, dans la ville de Montréal.

Daté à Montréal, P.Q., ce 26^e jour de janvier 1967.

Le Président,
F. J. HORSKY.

18368

3675-64

Nebraska Meat Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Nebraska Meat Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25^e jour d'octobre 1966, a établi son siège social en la ville de Montréal, au numéro civique 6656, boulevard Décarie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 28^e jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
H. B. McNALLY.

18370

4310-66

in St-Césaire, Province of Quebec, has established its office at R.R. No. 1, St-Césaire, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Césaire, this 20th day of January, 1967.

J. A. BELLAUVANCE,
President.

18365

5408-66

Greenfield Acres (1966) Limited

Notice is hereby given that "Greenfield Acres (1966) Limited", was incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, on the 14th day of november 1966, and has established its head office at 821 Taschereau Blvd., Greenfield Park, district of Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Greenfield Park, this 23rd day of December, 1966.

ROBERT ALLAN HEATH,
President.

18366-o

4649-66

Harko Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Harko Holdings Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 9th day of December, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 8455 Langelier Street, St. Leonard, Montreal 38, Quebec.

Dated at Montreal, this 18th day of January, 1967.

SARAH KORNBLUTH,
Secretary.

18367-o

5067-66

F. J. Horsky Ltd.

Notice is hereby given that "F. J. Horsky Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 17th August, 1964, has moved its head office from 736 Notre-Dame Street West in the city of Montreal to 400 Atlantic Avenue in the city of Montreal.

Dated at Montreal, P.Q., this 26th day of January, 1967.

F. J. HORSKY,
President.

18368-o

3675-64

Nebraska Meat Company Ltd.

Notice is hereby given that "Nebraska Meat Company Ltd.", by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 25th day of October, 1966, has established its head office in the city of Montreal at civic number 6656 Decarie Boulevard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this 28th day of October, 1966.

H. B. McNALLY,
Secretary-Treasurer.

18370-o

4310-66

Linda-Belle Aluminum Products Inc.

Avis est donné que la compagnie « Linda-Belle Aluminum Products Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 avril 1960, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 1035 rue Panneton.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 23 janvier 1967.

Le Président,
PAUL BERGERON.

18369-o 11507-60

Telbec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Telbec Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29 novembre 1965, a établi son bureau au numéro 1405, rue Bishop, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25 novembre 1966.

TELBEC INC.
ANDRÉ LECOMTE.

18371-o 11507-60

Credit Sorbec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Credit Sorbec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 28 avril 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de Sorel, a établi son bureau au numéro 70 de la rue du Roi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 1er jour de février 1967.

(Seau) PAUL A. BÉLANGER.

18400-o 1631-65

**Les Entreprises Deschamps Inc.
Deschamps Enterprises Inc.**

Avis est donné que « Les Entreprises Deschamps inc.—Deschamps Enterprises Inc. », a change son siège social du numéro 26, rue Lamarche, Ste-Anné-de-Bellevue, au numéro 11, avenue Pacifique, Senneville.

Le Président,
OMER DESCHAMPS.

18401-o 11251-60

Gimoroy Ltée

Avis est donné par les présentes que « Gimoroy Ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 24 janvier 1967, à son siège social et principale place d'affaires situé à 2275 rue Laure Conan à Montréal, district de Montréal, Province de Québec, et ce à compter de ce jour.

Montréal, le 1er février 1967.

(Seau) *Le Président,*
LUCIEN MORIN.

18402-o 334-67

S. D. Lonn Inc.

Avis est donné que la compagnie « S. D. Lonn Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 18e jour d'octobre 1951, et ayant son siège social à Montréal, situé auparavant à 400, avenue Atlantic, a transporté son

Linda-Belle Aluminum Products Inc.

Notice is hereby given that "Linda-Belle Aluminum Products Inc.", incorporated by letters patent dated 4th April, 1960 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 1035 Panneton Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, January 23, 1967.

PAUL BERGERON,
President.

18369-o 11507-60

Telbec Inc.

Notice is hereby given that "Telbec Inc.", incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, on November 29, 1965, has established its office at number 1405 Bishop Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 25th day of November, 1966.

TELBEC INC.
ANDRÉ LECOMTE.

18371 11507-60

Credit Sorbec Inc.

Notice is given that "Credit Sorbec Inc.", incorporated by letters patent dated April 28, 1965, and having its head office in the city of Sorel, has established its office at number 70 du Roi Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 1st day of February, 1967.

(Seal) PAUL A. BÉLANGER.

18400 1631-65

**Les Entreprises Deschamps Inc.
Deschamps Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that "Les Entreprises Deschamps inc.—Deschamps Enterprises Inc.", has moved its head office from number 26 Lamarche St., Ste-Anné-de-Bellevue, to number 11 Pacifique Ave., Senneville.

OMER DESCHAMPS,
President.

18401 11251-60

Gimoroy Ltée

Notice is hereby given that "Gimoroy Ltée", incorporated under the Companies' Act on the 24th day of January, 1967, has established its head office and principal place of business at 2275 Laure Conan Street in Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, as of today's date.

Montreal, February 1, 1967.

(Seal) LUCIEN MORIN,
President.

18402-o 334-67

S. D. Lonn Inc.

Notice is hereby given that "S. D. Lonn Inc.", incorporated by letters patent on the 18th day of October, 1951, and having its head office in Montreal, previously situated at 400 Atlantic Avenue, has moved its said head office to 185

siège social à 185, rue Louvain, dans les ville et district de Montréal, à compter du 1er décembre 1965.

Montréal, 24 décembre 1965.

Par le Secrétaire,

H. A. LONN.

18403

13158-51

Dave Mackay Inc.

Avis est donné que « Dave Mackay Inc. », compagnie incorporée par lettres patentes datées du 9 septembre 1966, et ayant son bureau principal à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 118 rue Radisson, en la ville de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 5e jour de décembre 1966.

Le Président,

DAVE MACKAY.

18404-o

3671-66

Marché Turgeon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marché Turgeon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mai 1963, et ayant son siège social à Magog, a établi son bureau principal au numéro civique 88 rue Saint-Patrice ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Magog, ce 2 février 1967.

Le Président,

MARCEL DESAUTELS.

18405-o

2402-63

Orchid House Inc.

Avis est donné que la compagnie « Orchid House Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de février 1958, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 225 rue Wellington sud.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 23 janvier 1967.

Le Président,

JACK WING LEE.

18406-o

10353-58

G. R. Sauviat & Associés Limitée

Avis est donné que la compagnie « G. R. Sauviat & Associés Limitée », constituée en corporation par lettres patentes émises, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 28 octobre 1958, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, au numéro 1236 de la rue Crescent, l'a transporté au numéro 1010 ouest, de la rue Ste-Catherine, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27e jour de janvier 1967.

Le Président,

GUY R. SAUVIAT.

18409-o

13827-58

Louvain Street, in the city and district of Montreal, as of December 1, 1965.

Montreal, December 24, 1965.

Per: H. A. LONN,

Secretary.

18403-o

13158-51

Dave Mackay Inc.

Notice is hereby given that "Dave Mackay Inc.", company incorporated by letters patent dated September 9, 1966, and having its head office in Trois-Rivières has established its office at 118 Radisson, Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

From and after this date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, this 5th day of December 1966.

DAVE MACKAY.

President.

18404-o

3671-66

Marché Turgeon Inc.

Notice is hereby given that "Marché Turgeon Inc.", incorporated by letters patent dated May 31, 1963 and having its head office in Magog, has established its office at civic number 88 Saint Patrick Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Magog, February 2, 1967.

MARCEL DESAUTELS.

President.

18405-o

2402-63

Orchid House Inc.

Notice is hereby given that "Orchid House Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of February, 1958 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 225 Wellington Street South.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, January 23, 1967.

JACK WING LEE.

President.

18406-o

10353-58

G. R. Sauviat & Associates Limited

Notice is hereby given that the company "G. R. Sauviat & Associates Limited", incorporated by letters patent issued under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 28th of October 1958, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to date, at No. 1236 Crescent Street, has moved it to 1010 Ste-Catherine Street West, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 27th day of January 1967.

GUY R. SAUVIAT.

President.

18409-o

13827-58

F. J. Raskin Incorporée

Avis est donné que la compagnie « F. J. Raskin Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1933 et ayant son siège social à St-Léonard, a établi ses bureaux au 6650 Paul-Émile Lamarche, St-Léonard.

À compter de la date du présent avis, cet endroit est considéré par la Compagnie comme l'endroit de son siège social.

Donné à Montréal, ce 6e jour de janvier 1967.

(Seau)

Le Président,
JEAN-F. RASKIN.

18407-o

1170-33

Townships Land Development Company

Avis est donné que la compagnie « Townships Land Development Company », a transporté son siège social de 206, Hertel, Beloeil, à 3559, avenue Northcliffe, Montréal.

Le Secrétaire,
H. DURIVAGE.

18416

15103-59

Gafor inc.

Avis est donné que la compagnie « Gafor inc. », a changé son siège social de Brossard, au numéro 268 boulevard Churchill, Greenfield Park.

Le Secrétaire,
MARCEL HAMEL, C.A.

18424-o

4742-65

**Les Meubles Opus inc.
Opus Furniture Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Meubles Opus inc.—Opus Furniture Inc. », a changé son siège social du numéro 8006, 18e avenue, (Rosemont) Montréal, au numéro 8000, 18e avenue, St-Michel.

Le Secrétaire,
MICHEL BROSSARD.

18425-o

14324-61

F. J. Raskin Incorporée

Notice is hereby given that "F. J. Raskin Incorporée", company incorporated by letters patent on July 7th, 1933, and having its head office in the city of St. Leonard, has established its office at 6650 Paul-Émile Lamarche, St. Leonard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 6th day of January, 1967.

(Seal)

JEAN F. RASKIN,
President.

18407-o

1170-33

Townships Land Development Company

Notice is given that "Townships Land Development Company", has transferred its head office from 206 Hertel Street, Beloeil, to 3559 Northcliffe Avenue, Montreal.

H. DURIVAGE,
Secretary.

18416-o

15103-59

Gafor inc.

Notice is hereby given that "Gafor inc.", has moved its head office from Brossard, to number 268 Churchill Boulevard, Greenfield Park.

MARCEL HAMEL, C.A.,
Secretary.

18424

4742-65

**Les Meubles Opus inc.
Opus Furniture Inc.**

Notice is hereby given that "Les Meubles Opus inc.—Opus Furniture Inc.", has moved its head office from number 8006, 18th Avenue, (Rosemont) Montreal, to number 8000, 18th Avenue, St-Michel.

MICHEL BROSSARD,
Secretary.

18425

14324-61

Demandes à la Législature

Succession Joseph Masson

Avis est par les présentes donné que Léon Masson, administrateur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Charles De Lotbinière Harwood, gérant, de la cité de Westmount, district de Montréal, Jacque Masson, administrateur, de la cité d'Outremont, district de Montréal et Henri Masson, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires et de fidéi-commissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir des amendements à la Loi concernant la succession de l'Honorable Joseph Masson, 10-11 Elizabeth II, chapitre 121, notamment pour obtenir la prolongation des délais prévus aux articles 7 et 9 de la Loi et pour d'autres modifications subsidiaires

Montréal, ce 11 janvier, 1967.

Les Procureurs des requérants,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY.

18106-3-4-o

Applications to Legislature

Estate Joseph Masson

Notice is hereby given that Léon Masson, administrator, of the city of Outremont, district of Montreal, Charles De Lotbinière Harwood, manager, of the city of Westmount, district of Montreal, Jacque Masson, administrator, of the city of Outremont, district of Montreal and Henri Masson, lawyer, of the city of Outremont, district of Montreal, in their capacity of testamentary executors and trustees to the Estate of the Honourable Joseph Masson, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending the Act respecting the Estate of the Honourable Joseph Masson, 10-11 Elizabeth II, Chapter 121, more particularly to obtain a prolongation of the delays mentioned in sections 7 and 9 of the Act and for subsidiary amendments.

Montreal, January 11, 1967.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
Attorneys for Petitioners.

18106-4-3-o

Corporation Municipale de Lesage

Prenez avis que la Corporation Municipale de Lesage, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa session actuelle dans le but d'obtenir le pouvoir de modifier l'assiette de la taxe spéciale imposée par ses règlements numéros 30, 32, 42, 50, 72 et 73.

Donné à Lesage, comté de Terrebonne, ce 3 janvier, 1967.

18109-3-4-o *Le Procureur de la requérante,*
LOUIS VÉZINA, avocat.

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que La Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur les matières suivantes, en sus de celles mentionnées à l'avis public de 1966, pour: porter le minimum du fonds de pension de \$900.00 à \$1,200; accorder une pension à toute personne qui occupera la charge de maire ou d'échevin pendant quinze ans; valider et ratifier l'acte de vente entre la cité de Lachine et la Corporation Archépiscopale Catholique Romaine de Montréal; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 19 janvier 1967.

18217-4-4-o *Les Procureurs de la cité de Lachine,*
LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
SYLVESTRE & VIAU.

Succession de John Louis Sabbath

Avis est donné que les exécuteurs de la succession de feu John Louis Sabbath s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi accordant aux exécuteurs le pouvoir de vendre certaines propriétés immobilières dans la succession de feu John Louis Sabbath.

Montréal, 29 décembre 1966.

18264-4-4 *Les Procureurs des requérants,*
ASSELIN & SCHNAIBERG.

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Avis est par les présentes donné que « Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception », corporation dûment constituée en vertu d'une loi de la législature de la province de Québec, ayant son siège principal en la cité d'Outremont, province de Québec, s'adressera à la législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour lui enlever certaines restrictions quant à la valeur des immeubles que peut détenir la corporation pour la poursuite de ses objets.

Montréal, ce dix-huitième jour de janvier 1967.

18262-4-4-o *Les Procureurs de la requérante,*
GAGNON, DEBILLY,
CANTIN et DIONNE.

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel, municipalité du comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

Abroger de nombreuses dispositions de sa charte;

Municipal Corporation of Lesage

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of Lesage, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session for the purpose of obtaining the power to amend the basis of the special tax imposed by by-law numbers 30, 32, 42, 50, 72 and 73.

Given at Lesage, county of Terrebonne, this 3rd day of January, 1967.

18109-3-4 LOUIS VÉZINA, lawyer,
Attorney for the petitioner.

City of Lachine

Public notice is hereby given that The City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes, in addition to those mentioned in public notice of 1966: to increase the minimum of pension funds from \$900.00 to \$1,200.00; to provide a pension for any person who occupied as mayor or alderman for the minimum period of fifteen years; to ratify the deed of sale between the city of Lachine and La Corporation Archépiscopale Catholique Romaine de Montréal; and for all other purposes.

Montreal, January 19, 1967.

18217-4-4-o LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the city of Lachine.

Estate of John Louis Sabbath

Notice is hereby given that the Executors of of the estate of the late John Louis Sabbath, will apply to Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the passing of an act to grant the executors power to sell certain immoveable properties in the estate of the late John Louis Sabbath.

Montreal, December 29, 1966.

18264-4-4-o ASSELIN & SCHNAIBERG,
Attorneys for Petitioners.

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Notice is hereby given that "Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception", a corporation duly incorporated under an act of the Legislature of the Province of Quebec, with its corporate seat in the city of Outremont, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the present session for the adoption of an act to amend its charter to remove from it certain restrictions with respect to the value of immoveables which may be owned by the corporation for the carrying out of its objects.

Montreal, this eighteenth day of January, 1967.

18262-4-4-o GAGNON, DEBILLY,
CANTIN and DIONNE,
Attorneys for Petitioner.

City of Saint-Michel

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel, municipality of Bourget County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes:

To repeal numerous provisions of its charter.

Obtenir le droit de verser au maire et aux échevins, suivant certaines conditions, une pension annuelle.

Établir un comité exécutif et en déterminer les pouvoirs et devoirs.

Cité de Saint-Michel, le 23 janvier 1967.
Les Procureurs de la cité de Saint-Michel,
 DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
 18236-4-4-0 THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Cité de Magog

Avis est par les présentes donné que la cité de Magog s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une Loi amendement la deuxième partie de sa charte, concernant l'Enseignement dans la cité, afin d'être assujettie à la Loi de l'Instruction Publique, S.R.Q., Ch.: 235, spécialement quant à la perception de la taxe scolaire.

Et pour autres fins.
 Magog, ce 21 janvier 1967.
Les Procureurs de la cité de Magog,
 FOREST & BOUCHARD.
Le Procureur des Bureaux des Commissaires
d'Écoles,
 18237-4-4-0 LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU.

Municipalité scolaire de Joutel

Avis est par les présentes donné que Armand St-Jacques, chef de service, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi et Roland Bélanger, prêtre curé, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi érigeant en municipalité scolaire un territoire situé dans les comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest, comprenant les cantons Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

Le Procureur des requérants,
 C. R. BAILLARGEON.
 18307-5-4-0

La cité de Sept-Iles

Nous donnons avis public que « La cité des Sept-Iles », s'adressera à la présente législature pour demander que sa charte, la Loi 14-15 Georges VI, chapitre 69, et les lois qui la modifient soit amendée, à savoir:

- a) Pour inclure dans ses limites territoriales Pointe-Noire;
- b) Pour modifier la Loi des cités et villes en faveur de la cité des Sept-Iles lui donnant le pouvoir d'obliger tous les contribuables à lui fournir des plans de toute nouvelle subdivision et pour toute autre raison.

Sept-Iles, ce 21 janvier 1967.
Le Procureur de la requérante,
 GUY PETTIGREW.
 18308-5-4-0

Cité de LaSalle

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de LaSalle » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'abroger: l'article 1, chapitre 101 de la loi 10 George V; l'article 11, chapitre 69 de la loi 3-4 Elizabeth II; l'article 1, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II. D'amender pour elle l'article 57 de la Loi de la Régie des Alcools (S.R.Q. 1964, chapitre 44) et l'article 7, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II,

To obtain the right to grant to the mayor and aldermen, under certain conditions, an annual pension.

To establish an executive committee and to determine its powers and functions.

City of Saint Michel, January 23, 1967.
 DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
 THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
 18236-4-4-0 Attorneys for the city of Saint-Michel.

City of Magog

Notice is hereby given that the city of Magog will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act amending the second part of its charter, relative to Education in the city, so that the Education Act R.S.Q. Ch.: 235, will apply especially in relation to the school tax perception.

And of other purposes.
 Magog, this January 21, 1967.
 FOREST & BOUCHARD,
 Attorneys for the city of Magog.
 LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU,
 18237-4-4-0 Attorney for the School boards.

School Municipality of Joutel

Notice is hereby given that Armand St-Jacques, chief of service, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, and Roland Bélanger, parish priest, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a law erecting into a school municipality of territory situated in the counties of Abitibi-East and Abitibi-West, comprising the townships of Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

C. R. BAILLARGEON,
 Attorney for the Petitioners.
 18307-5-4

The City of Sept-Iles

Notice is hereby given that "The City of Sept-Iles", will apply to the present legislature to request that its charter, Law 14-15 George VI, chapter 69 and the laws that modify it be amended, to wit:

- (a) To enclose Pointe-Noire in its territorial limits;
- (b) To amend the Cities and Towns Act, in favor of the city of Sept-Iles, giving the power to bind every ratepayers to provide plans of any new subdivision and for any other reason.

Sept-Iles, January 21, 1967.
 GUY PETTIGREW,
 Attorney for the Petitioner.
 18308-5-4

City of LaSalle

Public notice is hereby given that the "City of LaSalle" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to repeal: section 1, chapter 101 of the act 10 George V; section 11, chapter 69 of the act 3-4 Elizabeth II; section 1, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II. To amend for the city section 57 of the Quebec Liquor Board (S.R.Q. 1964, chapter 44), and section 7, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II to modify

pour y modifier les délais; d'établir une pension pour les membres du Conseil; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 1er février 1967.

Les Procureurs de la cité de LaSalle,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
18372-6-4-0 THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Gaz Naturel Radisson Ltée

Avis est par les présentes donné que « Gaz Naturel Radisson Ltée » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° À acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans un territoire comprenant les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice et Laviolette, y compris les corporations municipales, cités et villes constituées en vertu d'une loi générale, ou par loi spéciale ou lettres-patentes, situées dans les limites géographiques desdits comtés, à l'exception de la distribution du gaz dans le territoire mentionné à l'article 6 des Statuts de Québec 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, tel que modifié par le chapitre 41 de 5-6 Elizabeth II, et le chapitre 95 de 10-11 Elizabeth II.

2° À acquérir de gré à gré tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes.

3° À exercer dans les limites du territoire décrit ci-dessus les pouvoirs énoncés en ce qui concerne le gaz dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de gaz et d'eau (Statuts refondus 1964 chapitre 285).

4° Pour autoriser également les corporations municipales régies par le Code municipal, la Loi des cités et villes ou une loi spéciale, situées dans le territoire ci-dessus décrit, à accorder à la pétitionnaire, sur simple résolution et sans autre formalité, une franchise de distribution de gaz naturel ne dépassant pas vingt-cinq ans.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
GOBEIL, RIVARD, JACQUES,
18373-6-4-0 CIMON, LESSARD & LEMAY.

Congregation Shaar Shalom

Avis est donné que Sam Gazin, vendeur, Mortimer Sherker, préposé aux relations publiques, Mort Shlossman, préposé aux relations publiques, Moe Ackman, avocat, Harold Brender, marchand, Bernard Mandelker, vendeur, Rubin Turner, fourreur, Lenny Gilletz, agent d'assurance, tous de la cité de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'un projet de Loi les constituant en corporation sous le nom de « Congregation Shaar Shalom ».

Daté à Montréal, ce 11e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,

GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER
& DRUKER.
18385-6-4

the delays and to establish a pension for the members of the Council; and for all other purposes.

Montreal, 1st of February, 1967.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
18372-6-4-0 Attorneys for the city of LaSalle.

Radisson Naturel Gas Ltd.

Notice is hereby given that "Radisson Natural Gas Ltd." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act authorizing it:

1. To acquire, by agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the conveyance and distribution of natural gas in a territory comprising the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice and Laviolette, including municipal corporations, cities and towns erected by virtue of a general Act, special act or letters-patent, situated within the geographical limits of the said counties, with the exception of the distribution of gas in the territory mentioned in section 6 of the Quebec Statutes 4-5 Elizabeth II, chapter 157, as modified by chapter 41 of 5-6 Elizabeth II and chapter 95 of 10-11 Elizabeth II.

2. To acquire by agreement any system of gas distribution, with all the franchises, rights of way and servitudes connected therewith, and to exercise such franchises, rights of way and servitudes.

3. To exercise within the limits of the territory described above the powers set forth respecting gas in the provisions of section 63 to 71 and 73 to 76 inclusive, of the Gas and Water Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 285).

4. To authorize also municipal corporations governed by the municipal Code, the Cities and Towns Act or a special Act, situated within the territory described above, to grant to the petitioner, by resolution and without any other formality a franchise for the sale and distribution of gas, said franchise not to exceed twenty-five years.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,

GOBEIL, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY.
18373-6-4-0 Attorneys for the petitioner.

Congregation Shaar Shalom

Notice is hereby given that Sam Gazin, Salesman, Mortimer Sherker, Public Relations man, Mort Shlossman, Public Relations man, Moe Ackman, advocate, Harold Brender, merchant, Bernard Mandelker, salesman, Rubin Turner, furrier, Lenny Gilletz, insurance agent, all of the city of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislative of the Province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Shaar Shalom".

Dated at Montreal, this 11th day of January, 1967.

GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER

& DRUKER.
18385-6-4-0 Attorneys for petitioner.

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Kirkland, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 131, pour ratifier le règlement numéro 72 et pour toutes autres fins. Kirkland, le 1er février 1967.

*Le Secrétaire-trésorier de
la ville de Kirkland,*
ROMÉO LABRÈCHE.

18417-6-4-o

Succession Emma Gascon

Avis public est par les présentes donné que Léo Gascon, laitier, de la ville de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Dame Emma Gascon, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

Décéder que la testatrice, Dame Emma Gascon, en mentionnant dans son testament « l'ordre des vocations sacerdotales » a voulu désigner « l'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal ».

Montréal, le 6 février 1967.

L'Avocat du requérant,
JEAN-NOËL LANCTOT.

18418-6-4-o

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the town of Kirkland, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to ratify by-law no. 72 and for all other purposes.

Kirkland, February 1st, 1967.

ROMÉO LABRÈCHE,
*Secretary-Treasurer of the
town of Kirkland.*

18417-6-4-o

Estate Emma Gascon

Public notice is hereby given that Léo Gascon, milkman, of the city of Montreal, in his quality of testamentary executor of Dame Emma Gascon, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purpose:

Enact that the testatrix, Dame Emma Gascon, when referring in her last will and testament to: "L'Ordre des vocations sacerdotales", wanted to refer to: "L'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal".

Montréal, February 6, 1967.

JEAN-NOËL LANCTOT,
Attorney for the petitioner.

18418-6-4-o

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

**Citizens Life Assurance Company
Citoyens, compagnie d'assurance-vie**

**Citizens Life Assurance Company
Citoyens, compagnie d'assurance-vie**

*Avis de requête pour la constitution d'une
compagnie d'assurance*

*Notice of petition for incorporation of an
insurance company*

Avis est donné que l'honorable Jean Barrette, C.L., 99, rue Arlington, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, comptable agréé, 993, rue Melançon, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, homme d'affaires, 90, Roselawn Crescent, ville Mont Royal, P.Q., Richard Gareau, avocat, 635 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q., et Owen Carter, c.r., avocat, 2177, rue Brulart, Sillery, P.Q., ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour la constitution d'une compagnie d'assurance en vertu de la Loi des assurances (Québec) (S.R.Q. 1964 chapitre 295), sous le nom de « Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance-vie » dont le siège social sera à Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de deux millions de dollars (\$2,000,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant le pouvoir d'exercer, diriger et entreprendre le commerce de réaliser et de transiger des opérations d'assurance et de réassurance de la personne et, sans restreindre ce qui précède, faire des contrats d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'invalidité et contre la maladie, et assurance d'indemnisation de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, de traitements dentaires, de soins d'infirmière, pharmaceutiques, et de tous autres frais du même genre encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité, et faire des contrats se rapportant à la capitalisation ou aux fonds d'amortissement, à l'annuité et rentes fixes, à l'annuité et rentes variables.

Notice is hereby given that the Honourable Jean Barrette, L.C., 99 Arlington Street, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, chartered accountant, 993 Melançon Street, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, businessman, 90 Roselawn Crescent, town of Mount Royal, P.Q., Richard Gareau, lawyer, 635 Dorchester Street West, Montreal, P.Q., and Owen Carter, q.c., lawyer, 2177 Brulart Street, Sillery, P.Q., intend to present to the Lieutenant Governor in Council a petition for the incorporation of an insurance company under the Insurance Act (Quebec) (R.S.Q. 1964, chapter 295), under the name of "Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance vie" with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of two million dollars (\$2,000,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with power to carry on, conduct and engage in the business of undertaking and transacting insurance and reinsurance of the person and without limiting the foregoing to enter into contracts for life, accident, disability and sickness insurance and insurance with respect to hospital expense indemnification, medical, surgical, dental, nursing, pharmaceutical and all other similar expenses on account of accident, sickness or maternity, and making contracts with respect to capitalization or sinking-fund annuities and fixed life rents and variable annuities and life rents.

Donné à Montréal, ce 24e jour de janvier 1967.

Given at Montreal, this 24th day of January, 1967.

Signature des requérants,

Signatures of petitioners,

JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
OWEN CARTER.

JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
OWEN CARTER.

18243-4-4

18243-4-4-o

**St. Lawrence Sugar Refineries Limited
Employees' Benefit Society**

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a cessé de faire affaires;

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 17 janvier 1967, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » est annulé à compter du 27 janvier 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 janvier 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,*

Le Surintendant des assurances,

ROGER-A. CAMARAIRE.

18313-5-4-0

**St. Lawrence Sugar Refineries Limited
Employees' Benefit Society**

Notice of Cancellation of Registration

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has ceased to do business;

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 17th of January 1967, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" is cancelled as from the 27th of January 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of January 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

Superintendent of Insurance.

18313-5-4-0

**La Compagnie d'Assurance Funéraire
Urgel Bourgie, Limitée**

Augmentation du nombre des administrateurs

Avis est donné, par les présentes, que « La Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée » a adopté le règlement suivant que ses actionnaires ont approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale tenue le 25^{ème} jour de novembre 1966:

« Que le nombre des administrateurs de la compagnie est porté de cinq (5) à neuf (9). »

Donné à Montréal, ce 26^e jour de novembre 1966.

Le Secrétaire,
ANDRÉ RHO, C.A.

18374-0

**La Compagnie d'Assurance Funéraire
Urgel Bourgie, Limitée**

Increase in the number of directors

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée", has adopted the following by-law which its shareholders have unanimously approved at a special general meeting held on the 25th of November, 1966:

"That the directors of the company shall be increased from five (5) to nine (9)."

Given at Montreal, this 26th day of November, 1966.

ANDRÉ RHO, C.A.,
Secretary.

18374-0

CIM Insurance Corporation

*Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « CIM Insurance Corporation », enregistrée sous le numéro 689, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 963, qui l'autorise, à compter du 6 décembre 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance Automobile, à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, ou à la propriété causés par la garde ou l'usage d'une automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 1775, Broadway, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Vincent K. Quinn, 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 janvier 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,*

Le Surintendant des assurances,

ROGER-A. CAMARAIRE.

18426-6-2-0

CIM Insurance Corporation

*Notice of Issue of License
and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "CIM Insurance Corporation", registered under number 689, has obtained the license and certificate of registry number 963, authorizing it, as from the 6th of December 1966, to undertake in this Province contracts of insurance on Automobile, excluding insurance against liability for loss or damage to persons or property caused by an automobile or the use or operation thereof.

The head office of the company is situated at 1775, Broadway, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Vincent K. Quinn, 550, Sherbrooke Street West, Montreal 2, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25th of January 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

Superintendent of Insurance.

18426-6-2-0

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Granby

Cadastre officiel du canton de Granby, municipalité du canton de Granby, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 736-36 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code Civil.
Québec, le 31 octobre 1966.

18393-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 222-5 à 222-8, 237-83 à 237-85 et partie des lots 222 et 237 sont annulés et le lot 4827 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 26 janvier 1967.

18393-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Quévillon (Partie)

Cadastre officiel d'une partie du canton de Quévillon, municipalité de la ville de Lebel-sur-Quévillon, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots C-1-268 à C-1-279, C-1-281 à C-1-292, C-1-444 à C-1-452, C-1-461 à C-1-524 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 25 janvier 1967.

18393-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Germain de Rimouski

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, municipalité du village de Rimouski-Est, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 549 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 26 janvier 1967.

18393-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 175-18 à 175-77, 175-106 à 175-115, 175-117 à 175-125, 175-128 à 175-174, 175-176 à 175-227, 175-237 à 175-240, 175-243 à 175-302, 175-304 à 175-377, 175-381 à 175-455 et partie des lots 175-16, 175-17, 175-78, 175-101 à 175-105, 175-116, 175-228 à 175-230, 175-232 à 175-236, 175-241, 175-242 et 175-378 à 175-380 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 26 janvier 1967.

18393-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Ignace du Coteau du Lac

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ignace du Coteau du Lac, municipalité de la paroisse de

Township of Granby

Official cadastre of the township of Granby, municipality of the township of Granby, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 736-36 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Quebec, October 31, 1966.

18393-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 222-5 to 222-8, 237-83 to 237-85 and part of lots 222 and 237 are cancelled and lot 4827 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Quebec, January 26, 1967.

18393-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Quévillon (Part)

Official cadastre of part of the township of Quévillon, municipality of the town of Lebel-sur-Quévillon, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots C-1-268 to C-1-279, C-1-281 to C-1-292, C-1-444 to C-1-452, C-1-461 to C-1-524 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, January 25, 1967.

18393-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Germain de Rimouski

Official cadastre of the parish of St-Germain de Rimouski, municipality of the village of Rimouski-East, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 549 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, January 26, 1967.

18393-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 175-18 to 175-77, 175-106 to 175-115, 175-117 to 175-125, 175-128 to 175-174, 175-176 to 175-227, 175-237 to 175-240, 175-243 to 175-302, 175-304 to 175-377, 175-381 to 175-455 and part of lots 175-16, 175-17, 175-78, 175-101 to 175-105, 175-116, 175-228 to 175-230, 175-232 to 175-236, 175-241, 175-242 and 175-378 to 175-380 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, January 26, 1967.

18393-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Ignace du Coteau du Lac

Official cadastre of the parish of St-Ignace du Coteau du Lac, municipality of the parish

St-Ignace du Coteau du Lac, division d'enregistrement de Soulanges.

Avis est par la présente donné que les lots 529, 530 et 531 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18393-o

Paroisse de St-Joseph-du-Lac

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph-du-Lac, municipalité de la paroisse de St-Joseph-du-Lac et village de Pointe-Calumet, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 107-309, 107-374 et 107-397 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18393-o

of St-Ignace du Coteau du Lac, registration division of Soulanges.

Notice is hereby given that lots 529, 530 and 531 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 19, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18393-o

Parish of St-Joseph-du-Lac

Official cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac, municipality of the parish of St-Joseph-du-Lac and village of Pointe-Calumet, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 107-309, 107-374 and 107-397 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 20, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18393-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Édouard-de-Frampton, comté de Dorchester:

Ancien chemin du rang II:

Une section de 680 pieds à l'ouest du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos P. 283 et P. 175.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier:

Ancien chemin de front du 6^e rang:

Une section de 600 pieds à l'est du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos P. 582 et P. 583.

Dans la municipalité de St-Roch-Ouest, comté de L'Assomption:

Ancienne route No 18 (Montréal — Terrebonne — St-Donat).

Une section de 5,100 pieds, depuis le chemin Ruisseau St-Jean jusqu'à la limite de la paroisse de St-Esprit, vis-à-vis des lots Nos 659 et 661.

Québec, 23 janvier 1967.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

18390-o

Avis

La section de l'ancienne route No 15 (Québec — Pont de l'Île d'Orléans — Ste-Anne-de-Beaupré — Tadoussac), d'une longueur de 1,385 pieds, au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 34, P. 36 et P. 38, dans la municipalité du village de Cap-à-l'Aigle, comté de Charlevoix, ne sera plus entretenue par le ministère de la Voirie.

Québec, 26 janvier 1967.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

18390-o

Department of Roads

Notice

The sections of highways hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of the parish of St-Édouard-de-Frampton, county of Dorchester:

Former highway of range II:

A section of 680 feet west of the new road, facing lots Nos. P. 283 and P. 175.

In the municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier:

Former highway in front of 6th range:

A section of 600 feet east of the new road, facing lots Nos. P. 582 and P. 583.

In the municipality of St-Roch-West, county of L'Assomption:

Former highway No. 18 (Montréal — Terrebonne — St-Donat):

A section of 5,100 feet, from Ruisseau St-Jean Road as far as the limit of the parish of St-Esprit, facing lots Nos. 659 and 661.

Quebec, January 23, 1967.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

18390

Notice

The section of the old Route No. 15 (Québec — Island of Orleans Bridge — Ste-Anne-de-Beaupré — Tadoussac), measuring 1,385 feet in length, north of the new highway, facing lots Nos. P. 34, P. 36 and P. 38, in the municipality of the village of Cap-à-l'Aigle, county of Charlevoix, will no longer be maintained by the Department of Roads.

Quebec, January 26, 1967.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

18390

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God, of the United Kingdom, Canada and

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

Le Procureur général,
J.-J. BERTRAND. } **A**TTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section 1 de cette loi à toute division d'enregistrement de la province;

ATTENDU que l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement a l'effet de décréter l'exercice de la fonction de registraire à traitement;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Sherbrooke, à Sherbrooke, à compter du 13 février 1967, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 143, en date du 25 janvier 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section 1 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Sherbrooke, à Sherbrooke, à compter du 13 février 1967.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce septième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18350-0

Proclamation

J.-J. BERTRAND, *Attorney General.* } **W**HEREAS under section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may extend by proclamation, whenever he deems expedient, the provisions of section 1 of the said Act, to any other registration division of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division has the effect of decreeing the performance of the function of a salaried registrar;

WHEREAS it is expedient to enforce said legislative provisions to the Registration division of Sherbrooke, at Sherbrooke, from and after February 13, 1967, and to decree the issuance of a proclamation to this effect;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 143, dated January 25, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that the provisions of section 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), apply to the Registration division of Sherbrooke, at Sherbrooke, from and after February 13, 1967.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18350

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet

Joint Plan of milk producers-suppliers of J. J. Joubert Ltée of Nicolet

Prenez avis que lors de sa réunion du 21 décembre 1966, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé la décision suivante, prise en assemblée générale par les producteurs intéressés:

Take notice that at its meeting on December 21, 1966, the Quebec Agricultural Marketing Board approved the following decision, made at a general meeting of the interested producers:

Sur proposition de M. Roger Grandmont, appuyé par M. Aimé Lampron, il est résolu à l'unanimité de confier l'exécution du plan con-

“Upon the recommendation of Mr. Roger Grandmont, seconded by Mr. Aimé Lampron, it was unanimously resolved to entrust the Milk

joint liant tous les producteurs, au Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet. »

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le Secrétaire-exécutif,
18380-o GILLES PRÉSENT.

Projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides

Avis

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a dû, à la suite de représentations qu'elle considère fondées, reporter la date finale pour compléter la liste des producteurs qui ont le droit de voter au cours du référendum tenu en marge du projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides, ainsi que la date de dépouillement du scrutin.

Le règlement No 164 du 7 décembre 1966, est en conséquence modifié par le règlement No 165 suivant.

In re: Projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides.

Vu les représentations faites à la Régie des marchés agricoles du Québec le 13 janvier 1967, par des personnes intéressées au projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides;

Vu qu'un nombre considérable de producteurs, au sens du projet de plan conjoint précité, n'ont pas eu l'opportunité de faire inscrire leur nom à la liste officielle des producteurs intéressés;

Vu que la Régie des marchés agricoles du Québec considère qu'il serait juste et équitable de donner à ces producteurs l'opportunité de se prononcer, au cours du présent référendum, sur le projet de plan conjoint qui les concerne;

CONSIDÉRANT le règlement No 164 du 7 décembre 1966 et les pouvoirs accordés à la Régie par la Loi des marchés agricoles du Québec;

EN CONSÉQUENCE, la Régie des marchés agricoles du Québec décide et ordonne par le présent règlement No 165, ce qui suit, savoir:

1. que le règlement No 164 du 7 décembre 1966 est amendé par le présent règlement de la façon suivante:

a) en modifiant au paragraphe 8 du règlement No 164, la date du 17 janvier 1967 par celle du 28 février 1967;

b) en modifiant au paragraphe 9 du règlement No 164, la date du 7 février 1967 par celle du 21 mars 1967;

2. que la Régie fasse publier un avis dans au moins deux (2) journaux distribués dans le territoire visé par le projet de plan conjoint, indiquant aux producteurs intéressés à ce projet de plan conjoint, les nouvelles dates pour faire inscrire leurs noms sur la liste officielle de la Régie.

Montréal, ce 19 janvier 1967.

Le Secrétaire-exécutif,
18431-o ME GILLES PRÉSENT.

producers-suppliers Syndicate of J. J. Joubert Ltée of Nicolet with the carrying into effect of the joint plan linking all the producers.

Quebec Agricultural Marketing Board,
GILLES PRÉSENT,
18380 Executive - Secretary.

Draught of the Joint Plan of the Laurentian Wood Producers

Notice

Take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board, following representations which it is considering founding, had to report the final date for the completion of the list of producers who have the right to vote in the referendum held with respect to the draught of the joint plan of the Laurentian Wood Producers, as well as the date to count the ballots.

By-law No. 164, dated December 7, 1966, is amended consequently by by-law No. 165 which follows.

In re: Draught of the Joint Plan of the Laurentian Wood Producers.

IN VIEW of the representations made to the Quebec Agricultural Marketing Board on January 13, 1967, by the persons interested in the draught of the Joint Plan of the Laurentian Wood Producers;

IN VIEW of the fact that a considerable number of producers, in the sense of the aforementioned draught of the joint plan, did not receive the opportunity to have their name inscribed on the official list of interested producers;

IN VIEW of the fact that the Quebec Agricultural Marketing Board thinks that it would be just and equitable to give these producers the opportunity to express their opinion, during this referendum, of the draught of the joint plan which concerns them;

CONSIDERING by-law No. 164, dated December 7, 1966, and the powers granted to the Quebec Agricultural Marketing Board;

THEREFORE, the Quebec Agricultural Marketing Board, by the present by-law No. 165, decides and orders the following, to wit:

1. that by-law No. 164, dated December 7, 1966, is amended by the present by-law, in the following way:

(a) by amending, in paragraph 8 of by-law No. 164, the date January 17, 1967, by February 28, 1967;

(b) by amending, in paragraph 9 of by-law No. 164, the date February 7, 1967, by that of March 21, 1967;

2. that the Board have published a notice in at least two (2) newspapers distributed in the territory mentioned in the draught of the joint plan, indicating to the producers interested in this draught of the joint plan, the new dates to have their names inscribed on the Board's official list.

Montreal, January 19, 1967.

ME GILLES PRÉSENT,
18431 Executive-Secretary.

Soumissions

Ville de Hauterive
Comté de Saguenay

Avis de correction

Veillez noter que dans la demande de soumissions publiée dans la Gazette officielle de Qué-

Tenders

Town of Hauterive
County of Saguenay

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 1086 of the Quebec Official

lec, du 4 février 1967, à la page 1086, relativement à une émission d'obligations de \$630,000, la date à laquelle seront reçues les soumissions, qui apparaît dans le préambule dudit avis public devra se lire le 20 février 1967, au lieu du 20 février 1966.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Hauterive, 6 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
M. GILBERT MOFFATT.

Hôtel de Ville, 625, Boul. Lafèche,
Hauterive, (Saguenay), P.Q. 18350-0

Gazette of February 4th, 1967, in respect to an issue of \$630,000 of bonds, the date, for receiving tenders, in the first paragraph, shall be read February 20th, 1967 instead of February 20th, 1966.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Hauterive, February 6, 1967.

MR. GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 625 Lafèche Blvd.,
Hauterive, (Saguenay), P.Q. 18350-0

**La commission des écoles catholiques
de Chomedey
Comté de Laval**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Lachapelle, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, 1565, boul. St-Martin, Ville de Laval, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, à l'École Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Ville de Laval, P.Q., mardi, le 28 février 1967, pour l'achat de \$585,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques de Chomedey, comté de Laval, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées des: 6 septembre 1966 — \$260,000 — améliorations d'écoles, achat de terrains, etc.; 13 septembre 1966 — \$325,000 — agrandissement de 8 classes à l'école St-Édouard.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$585,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	x \$57,000
1er mars 1969.....	x 61,000
1er mars 1970.....	x 65,000
1er mars 1971.....	x 69,000
1er mars 1972.....	x 74,000
1er mars 1973.....	31,000
1er mars 1974.....	32,500
1er mars 1975.....	34,500
1er mars 1976.....	37,000
1er mars 1977.....	39,500
1er mars 1978.....	6,000
1er mars 1979.....	6,500
1er mars 1980.....	7,000
1er mars 1981.....	7,500
1er mars 1982.....	8,000
1er mars 1983.....	8,500
1er mars 1984.....	9,000
1er mars 1985.....	10,000
1er mars 1986.....	10,500
1er mars 1987.....	11,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$240,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$48,000 chacun, de 1968 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à

**The Catholic school commission
of Chomedey
County of Laval**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Lachapelle, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 1565 St-Martin Blvd., Town of Laval, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Cap School, 1640 Gratton Street, Town of Laval, P.Q., Tuesday, February 28, 1967, for the purchase of an issue of \$585,000 of bonds for the Catholic school commissioners of Chomedey, county of Laval, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated: September 6, 1966 — \$260,000 — school improvements, purchase of terrains, etc.; September 13, 1966 — \$325,000 — enlargement of 8 classes at the St-Édouard School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$585,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	x \$57,000
March 1, 1969.....	x 61,000
March 1, 1970.....	x 65,000
March 1, 1971.....	x 69,000
March 1, 1972.....	x 74,000
March 1, 1973.....	31,000
March 1, 1974.....	32,500
March 1, 1975.....	34,500
March 1, 1976.....	37,000
March 1, 1977.....	39,500
March 1, 1978.....	6,000
March 1, 1979.....	6,500
March 1, 1980.....	7,000
March 1, 1981.....	7,500
March 1, 1982.....	8,000
March 1, 1983.....	8,500
March 1, 1984.....	9,000
March 1, 1985.....	10,000
March 1, 1986.....	10,500
March 1, 1987.....	11,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$240,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$48,000 each, from 1968 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 28 février 1967, à 8 heures du soir, à l'École Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, (Comté de Laval), ce 3 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LACHAPPELLE.

1565, boul. St-Martin,
Ville de Laval, P.Q.

Téléphone: 667-8020, code 514. 18386-0

Ville de l'Île-Perrot

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Albert Portelance, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 49, Blvd Perrot, Ville de l'Île-Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 27 février 1967, pour l'achat de \$199,000 d'obligations de la Ville de l'Île-Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos. 123 — \$14,000 — achat de terrain et aménagement de piscine; 124 — \$49,000 — aménagement d'un parc municipal; 132 — \$26,000 — aqueduc et égouts; 133 — \$69,500 — construction d'un Hôtel de Ville; 134 — \$40,500 — Hôtel de Ville.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$199,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968	\$2,000
1er mars 1969	2,500
1er mars 1970	2,500
1er mars 1971	2,500
1er mars 1972	3,000
1er mars 1973	3,000
1er mars 1974	3,000
1er mars 1975	3,500
1er mars 1976	3,500
1er mars 1977	4,000
1er mars 1978	3,500
1er mars 1979	4,000

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, February 28, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Cap School, 1640 Gratton Street, Town of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, (County of Laval), February 3, 1967.

ANDRÉ LACHAPPELLE,
Secretary-Treasurer.

1565 St-Martin Blvd.,
Town of Laval, P.Q.

Telephone: 667-8020, code 514. 18386

Town of Ile-Perrot

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds," will be received by the undersigned Albert Portelance, secretary-treasurer, Town Hall, 49 Perrot Blvd., Town of Ile-Perrot, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Monday, February 27, 1967, for the purchase of an issue of \$199,000 of bonds for the Town of Ile-Perrot, county of Vaudreuil-Soulanges, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 123 — \$14,000 — purchase of land and installation of a swimming pool; 124 — \$49,000 — setting up of a municipal park; 132 — \$26,000 — aqueduct and sewers; 133 — \$69,500 — construction of a Town Hall; 134 — \$40,500 — Town Hall.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$199,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968	\$2,000
March 1, 1969	2,500
March 1, 1970	2,500
March 1, 1971	2,500
March 1, 1972	3,000
March 1, 1973	3,000
March 1, 1974	3,000
March 1, 1975	3,500
March 1, 1976	3,500
March 1, 1977	4,000
March 1, 1978	3,500
March 1, 1979	4,000

1er mars 1980.....	\$ 4,000
1er mars 1981.....	4,500
1er mars 1982.....	4,000
1er mars 1983.....	5,000
1er mars 1984.....	5,000
1er mars 1985.....	5,500
1er mars 1986.....	5,500
1er mars 1987.....	128,500

March 1, 1980.....	\$ 4,000
March 1, 1981.....	4,500
March 1, 1982.....	4,000
March 1, 1983.....	5,000
March 1, 1984.....	5,000
March 1, 1985.....	5,500
March 1, 1986.....	5,500
March 1, 1987.....	128,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville de l'Île-Perrot.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 février 1967, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Saint-Pierre, 30, rue Saint-Pierre, ville de l'Île-Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Île-Perrot, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 3 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT PORTELANCE.

Hôtel de Ville, 49, Blvd Perrot,
Ville de l'Île-Perrot,
(Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: 453-1751, code 514. 18387-0

Village de Ste-Croix
Comté de Lotbinière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Lafleur, secrétaire-trésorier, Salle du Conseil, Ste-Croix, comté de Lotbinière, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 28 février 1967, pour l'achat de \$300,000 d'obligations du village de Ste-Croix, comté de Lotbinière, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 10-1966 — \$300,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	\$ 2,000
1er mars 1969.....	2,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in the Town of Ile-Perrot.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, February 27, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in Saint-Pierre School Hall, 30 Saint-Pierre St., Town of Ile-Perrot, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Île-Perrot, (County of Vaudreuil-Soulanges), February 3, 1967.

ALBERT PORTELANCE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 49 Perrot Blvd.,
Town of Ile-Perrot,
(Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 453-1751, code 514. 18387

Village of Ste-Croix
County of Lotbinière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Lafleur, secretary-treasurer, Council Chamber, Ste-Croix, county of Lotbinière, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 28, 1967, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the village of Ste-Croix, county of Lotbinière, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 10-1966 — \$300,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	\$ 2,000
March 1, 1969.....	2,000

1er mars 1970.....	\$ 2,000	March 1, 1970.....	\$ 2,000
1er mars 1971.....	2,500	March 1, 1971.....	2,500
1er mars 1972.....	2,500	March 1, 1972.....	2,500
1er mars 1973.....	2,500	March 1, 1973.....	2,500
1er mars 1974.....	2,500	March 1, 1974.....	2,500
1er mars 1975.....	3,000	March 1, 1975.....	3,000
1er mars 1976.....	3,000	March 1, 1976.....	3,000
1er mars 1977.....	3,000	March 1, 1977.....	3,000
1er mars 1978.....	3,500	March 1, 1978.....	3,500
1er mars 1979.....	3,500	March 1, 1979.....	3,500
1er mars 1980.....	4,000	March 1, 1980.....	4,000
1er mars 1981.....	4,000	March 1, 1981.....	4,000
1er mars 1982.....	4,500	March 1, 1982.....	4,500
1er mars 1983.....	4,500	March 1, 1983.....	4,500
1er mars 1984.....	5,000	March 1, 1984.....	5,000
1er mars 1985.....	5,000	March 1, 1985.....	5,000
1er mars 1986.....	5,500	March 1, 1986.....	5,500
1er mars 1987.....	235,500	March 1, 1987.....	235,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Croix.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 février 1967, à 8 heures du soir, Salle du Conseil, Ste-Croix, comté de Lotbinière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Croix, (Comté de Lotbinière), ce 2 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL LAFLEUR.

Salle du Conseil,
Ste-Croix, (Lotbinière), P.Q.
Téléphone 628-3494, code 418. 18388-0

Paroisse de St-Henri-de-Mascouche
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Lepage, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 101-A, rue Renaud, St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 27 février 1967, pour l'achat de \$403,500 d'obligations de la paroisse de St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Croix.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 28, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Council Chamber, Ste-Croix, county of Lotbinière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Croix, (County of Lotbinière), February 2, 1967.

MARCEL LAFLEUR,
Secretary-Treasurer.

Council Chamber,
Ste-Croix, (Lotbinière), P.Q.
Telephone: 628-3494, code 418. 18388

Parish of St-Henri-de-Mascouche
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Lepage, secretary-treasurer, Corporation Office, 101-A Renaud Street, St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q. until 8:30 o'clock p.m., Monday, February 27, 1967, for the purchase of an issued of \$403,500 of bonds for the parish of St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos 159 (161) (165) (176) — \$196,000 — voirie; 160 (166) (175) — \$45,000 — voirie; 163-A (173) — \$78,500 — trottoirs; 163-B (174) — \$84,000 — égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$403,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	\$10,500
1er mars 1969.....	12,000
1er mars 1970.....	12,500
1er mars 1971.....	13,500
1er mars 1972.....	14,000
1er mars 1973.....	14,500
1er mars 1974.....	15,000
1er mars 1975.....	16,500
1er mars 1976.....	17,500
1er mars 1977.....	18,500
1er mars 1978.....	19,500
1er mars 1979.....	21,000
1er mars 1980.....	22,000
1er mars 1981.....	23,500
1er mars 1982.....	25,000
1er mars 1983.....	26,500
1er mars 1984.....	28,000
1er mars 1985.....	29,500
1er mars 1986.....	31,000
1er mars 1987.....	33,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 février 1967, à 8.30 heures du soir, à la Salle de l'École du Sacré-Coeur, rue Ste-Marie-est, St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Henri-de-Mascouche, (Comté de L'Assomption), ce 3 février 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
ROGER LEPAGE.

Bureau de la corporation,
101-A, rue Renaud,
St-Henri-de-Mascouche, (L'Assomption),
Téléphone: 474-2555, code 514. 18389-0

Ville de Bromont
Comté de Brôme

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Conrad H. Charbonneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Blvd Bromont, Bromont,

By-law Nos: 159 (161) (165) (176) — \$196,000 — roads; 160 (166) (175) — \$45,000 — roads; 163-A (173) — \$78,500 — sidewalks; 163-B (174) — \$84,000 — sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$403,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	\$10,500
March 1, 1969.....	12,000
March 1, 1970.....	12,500
March 1, 1971.....	13,500
March 1, 1972.....	14,000
March 1, 1973.....	14,500
March 1, 1974.....	15,000
March 1, 1975.....	16,500
March 1, 1976.....	17,500
March 1, 1977.....	18,500
March 1, 1978.....	19,500
March 1, 1979.....	21,000
March 1, 1980.....	22,000
March 1, 1981.....	23,500
March 1, 1982.....	25,000
March 1, 1983.....	26,500
March 1, 1984.....	28,000
March 1, 1985.....	29,500
March 1, 1986.....	31,000
March 1, 1987.....	33,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 27, 1967, at 8:30 o'clock p.m., at the Hall of Sacré-Coeur School, Ste-Marie Street, East, St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Henri-de-Mascouche, (County of L'Assomption), February 3, 1967.

ROGER LEPAGE,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office,
101-A Renaud Street,
St-Henri-de-Mascouche, (L'Assomption),
Telephone: 474-2555, code 514. 18389

Town of Bromont
County of Brôme

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Conrad H. Charbonneau, secretary-treasurer, Town Hall, Bromont Boulevard, Bromont, county of Brôme,

comté de Brôme, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 1er mars 1967, pour l'achat de \$253,500 d'obligations de la ville de Bromont, comté de Brôme, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 9 — \$12,700 — services récréatifs et communautaires; 15 — \$65,500 — aqueduc et égouts; 19 — \$12,000 — achat de terrains; 24 — \$300 — consolidation de dettes; 32 — \$115,000 — voirie, services récréatifs; 33 — \$48,000 — consolidation de dettes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$253,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	\$ 6,000
1er mars 1969.....	6,500
1er mars 1970.....	6,500
1er mars 1971.....	7,000
1er mars 1972.....	7,000
1er mars 1973.....	7,500
1er mars 1974.....	8,000
1er mars 1975.....	9,000
1er mars 1976.....	9,500
1er mars 1977.....	9,500
1er mars 1978.....	11,000
1er mars 1979.....	11,500
1er mars 1980.....	11,500
1er mars 1981.....	13,500
1er mars 1982.....	13,500
1er mars 1983.....	14,000
1er mars 1984.....	15,500
1er mars 1985.....	16,000
1er mars 1986.....	17,500
1er mars 1987.....	53,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 1er mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Blvd Bromont, Bromont, comté de Brôme, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 1, 1967 for the purchase of an issue of \$253,500 of bonds for the town of Bromont, county of Brôme, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 9 — \$12,700 — recreational and community services; 15 — \$65,500 — aqueduct and sewers; 19 — \$12,000 — buying of land; 24 — \$300 — consolidation of debts; 32 — \$115,000 — roads, recreational services; 33 — \$48,000 — consolidation of debts.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$253,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	\$ 6,000
March 1, 1969.....	6,500
March 1, 1970.....	6,500
March 1, 1971.....	7,000
March 1, 1972.....	7,000
March 1, 1973.....	7,500
March 1, 1974.....	8,000
March 1, 1975.....	9,000
March 1, 1976.....	9,500
March 1, 1977.....	9,500
March 1, 1978.....	11,000
March 1, 1979.....	11,500
March 1, 1980.....	11,500
March 1, 1981.....	13,500
March 1, 1982.....	13,500
March 1, 1983.....	14,000
March 1, 1984.....	15,500
March 1, 1985.....	16,000
March 1, 1986.....	17,500
March 1, 1987.....	53,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 1, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Bromont Boulevard, Bromont, county of Brôme, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromont, (Comté de Brôme), ce 6 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

CONRAD H. CHARBONNEAU.

Hôtel de Ville, Blvd Bromont,

Bromont, (Brôme), P.Q.

Téléphone: 372-6616, code 514. 18410-0

Ville de La Prairie

Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Léopold Péladeau, greffier, Hôtel de Ville, 304, rue St-Ignace, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 1er mars 1967, pour l'achat de \$494,000 d'obligations de la ville de La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er mars 1987 avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 189 — \$323,000 — renouvellement; 303 — \$120,000 — aqueduc, égouts, voirie; 304 — \$20,000 — achat de machineries; 305 — \$31,000 — services récréatifs et communautaires.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$494,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968	\$ 9,000
1er mars 1969	9,000
1er mars 1970	10,000
1er mars 1971	10,500
1er mars 1972	11,500
1er mars 1973	11,500
1er mars 1974	12,500
1er mars 1975	13,000
1er mars 1976	14,000
1er mars 1977	14,500
1er mars 1978	13,000
1er mars 1979	14,000
1er mars 1980	14,500
1er mars 1981	15,500
1er mars 1982	16,000
1er mars 1983	17,000
1er mars 1984	17,500
1er mars 1985	18,000
1er mars 1986	20,000
1er mars 1987	233,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$212,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront

Bromont, (County of Brôme), February 6, 1967.

CONRAD H. CHARBONNEAU,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, Bromont Boulevard,

Bromont, (Brôme), P.Q.

Telephone: 372-6616, code 514. 18410

Town of La Prairie

County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Léopold Péladeau, town clerk, Town Hall, 304 St-Ignace St., La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, March 1, 1967, for the purchase of an issue of \$494,000 of bonds for the town of La Prairie, county of Napierville-Laprairie, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, or, by choice, by a sinking fund maturing on March 1, 1987, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 189 — \$323,000 — renewal; 303 — \$120,000 — aqueduct, sewers, roads; 304 — \$20,000 — purchase of machinery; 305 — \$31,000 — recreational and community services.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$494,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968	\$ 9,000
March 1, 1969	9,000
March 1, 1970	10,000
March 1, 1971	10,500
March 1, 1972	11,500
March 1, 1973	11,500
March 1, 1974	12,500
March 1, 1975	13,000
March 1, 1976	14,000
March 1, 1977	14,500
March 1, 1978	13,000
March 1, 1979	14,000
March 1, 1980	14,500
March 1, 1981	15,500
March 1, 1982	16,000
March 1, 1983	17,000
March 1, 1984	17,500
March 1, 1985	18,000
March 1, 1986	20,000
March 1, 1987	233,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as 10-years short-term and 15-years short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-years serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in this case, by choice, a part of such balance may be issued as 10-years short-term and the other part as 20-years sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than \$212,500 and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case

être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1^{er} mars de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 1^{er} mars 1967, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 304, rue St-Ignace, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Prairie, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 6 février 1967.

Le Greffier,

LÉOPOLD PÉLADEAU.

Hôtel de Ville, 304, rue St-Ignace,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 659-1947, code 514. 18436-o

Ville de Boucherville Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 28 février 1967, pour l'achat de \$1,474,000 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1^{er} mars 1967 et remboursables par séries du 1^{er} mars 1968 au 1^{er} mars 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1^{er} mars 1987 avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 221 — \$37,000 — voirie; 352 — \$20,000 — voirie; 390 — \$55,000 — achat de terrains; 396 — \$3,400 — voirie; 429 (459) — \$60,000 — voirie; 438 (480) — \$199,700 — construction d'un centre civique; 453 — \$60,000 — aqueduc, voirie; 457 — \$45,600 — aqueduc et voirie; 458 — \$156,100 — aqueduc, égouts et voirie; 471 — \$150,000 — achat d'équipement; 477 — \$173,000 — aqueduc, égouts, voirie; 478 — \$150,000 — travaux au centre civique; 479 — \$196,000 — égouts; 482 — \$38,000 — voirie, aqueduc et égouts; 491 — \$66,000 — aqueduc et égouts; 492 — \$18,200 — électricité;

of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Prairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, March 1, 1967, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 304 St-Ignace St., La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Prairie, (County of Napierville-Laprairie), February 6, 1967.

LÉOPOLD PÉLADEAU,

Town Clerk.

Town Hall, 304 St-Ignace St.,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 659-1947, code 514. 18436

Town of Boucherville County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Eugène McClish, clerk, Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 28, 1967, for the purchase of an issue of \$1,474,000 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968, to March 1, 1987, inclusively, or, by choice, by a sinking fund maturing on March 1, 1987, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 221 — \$37,000 — roads; 352 — \$20,000 — roads; 390 — \$55,000 — buying of land; 396 — \$3,400 — roads; 429 (459) — \$60,000 — roads; 438 (480) — \$199,700 — building of a civic center; 453 — \$60,000 — aqueduct, roads; 457 — \$45,600 — aqueduct and roads; 458 — \$156,100 — aqueduct, sewers and roads; 471 — \$150,000 — buying of equipment; 477 — \$173,000 — aqueduct, sewers, roads; 478 — \$150,000 — work at the civic center; 479 — \$196,000 — sewers; 482 — \$38,000 — roads, aqueduct and sewers; 491 — \$66,000 — aqueduct and sewers; 492 — \$18,200 — electricity; 496 — \$21,500 —

496 — \$21,500 — voirie, aqueduc et égouts; 497 — \$18,000 — aqueduc et égouts; 508 — \$6,500 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,474,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	\$ 65,000
1er mars 1969.....	65,000
1er mars 1970.....	69,000
1er mars 1971.....	69,000
1er mars 1972.....	69,000
1er mars 1973.....	69,000
1er mars 1974.....	70,000
1er mars 1975.....	72,000
1er mars 1976.....	71,000
1er mars 1977.....	73,000
1er mars 1978.....	58,000
1er mars 1979.....	59,000
1er mars 1980.....	59,000
1er mars 1981.....	59,000
1er mars 1982.....	59,000
1er mars 1983.....	62,000
1er mars 1984.....	66,000
1er mars 1985.....	69,000
1er mars 1986.....	70,000
1er mars 1987.....	221,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$156,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le

roads, aqueduct and sewers; 497 — \$18,000 — aqueduct and sewers; 508 — \$6,500 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$1,474,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	\$ 65,000
March 1, 1969.....	65,000
March 1, 1970.....	69,000
March 1, 1971.....	69,000
March 1, 1972.....	69,000
March 1, 1973.....	69,000
March 1, 1974.....	70,000
March 1, 1975.....	72,000
March 1, 1976.....	71,000
March 1, 1977.....	73,000
March 1, 1978.....	58,000
March 1, 1979.....	59,000
March 1, 1980.....	59,000
March 1, 1981.....	59,000
March 1, 1982.....	59,000
March 1, 1983.....	62,000
March 1, 1984.....	66,000
March 1, 1985.....	69,000
March 1, 1986.....	70,000
March 1, 1987.....	221,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as ten-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in this case, by choice, a part of such balance may be issued as ten-year short-term and the other part as twenty-year sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than \$156,000, and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday,

28 février 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville, (Comté de Chambly), ce 7 février 1967.

Le Greffier,
M. EUGÈNE McCLISH.

Hôtel de Ville,
500, rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 655-1371, code 514. 18437-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Sept-Iles
Comté de Duplessis**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Morency, secrétaire-trésorier, École St-Paul, 652, Avenue Dequen, Sept-Iles, comté de Duplessis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 27 février 1967, pour l'achat de \$210,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, comté de Duplessis, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 27 juillet 1966 — \$210,000 — agrandissement de l'école Our Lady.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — \$210,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968.....	\$23,000
1er mars 1969.....	24,500
1er mars 1970.....	26,000
1er mars 1971.....	27,500
1er mars 1972.....	4,500
1er mars 1973.....	4,500
1er mars 1974.....	5,000
1er mars 1975.....	5,000
1er mars 1976.....	5,500
1er mars 1977.....	5,500
1er mars 1978.....	6,000
1er mars 1979.....	6,500
1er mars 1980.....	7,000
1er mars 1981.....	7,000
1er mars 1982.....	7,500
1er mars 1983.....	8,000
1er mars 1984.....	8,500
1er mars 1985.....	9,000
1er mars 1986.....	9,500
1er mars 1987.....	10,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Iles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

February 28, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), February 7, 1967.

MR. EUGÈNE McCLISH,
Clerk.

Town Hall,
500 Rivière-aux-Pins Street,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Telephone: 655-1371, code 514. 18437

**The school commissioners
for the municipality of Sept-Iles
County of Duplessis**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Morency, secretary-treasurer, St-Paul School, 652 Dequen Avenue, Sept-Iles, county of Duplessis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, February 27, 1967, for the purchase of an issue of \$210,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Sept-Iles, county of Duplessis, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 27, 1966 — \$210,000 — enlargement of Our Lady School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — \$210,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968.....	\$23,000
March 1, 1969.....	24,500
March 1, 1970.....	26,000
March 1, 1971.....	27,500
March 1, 1972.....	4,500
March 1, 1973.....	4,500
March 1, 1974.....	5,000
March 1, 1975.....	5,000
March 1, 1976.....	5,500
March 1, 1977.....	5,500
March 1, 1978.....	6,000
March 1, 1979.....	6,500
March 1, 1980.....	7,000
March 1, 1981.....	7,000
March 1, 1982.....	7,500
March 1, 1983.....	8,000
March 1, 1984.....	8,500
March 1, 1985.....	9,000
March 1, 1986.....	9,500
March 1, 1987.....	10,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sept-Iles.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 27 février 1967, à 8 heures du soir, École St-Paul, 652, Avenue Dequen, Sept-Iles, comté de Duplessis, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Iles, (Comté de Duplessis), ce 8 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES MORENCY.

École St-Paul, 652, Avenue Dequen, C.P. 640,
Sept-Iles, (Duplessis), P.Q.
Téléphone: 962-9741 ou
962-9742, code 418. 18438-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, February 27, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Paul School, 652 Dequen Avenue, Sept-Iles, county of Duplessis, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Iles, (County of Duplessis), February 8, 1967.

JACQUES MORENCY,
Secretary-Treasurer.

St-Paul School, 652 Dequen Ave., P.O. Box 640,
Sept-Iles, (Duplessis), P.Q.
Telephone: 962-9741 or
962-9742, code 418. 18438

Syndicats professionnels

L'Association des Vétérinaires
Équins du Québec
Association of Equine Practitioners
in Quebec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Vétérinaires Équins du Québec — Association of Equine Practitioners in Quebec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 27 décembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18411-o 141-66

Syndicat des Employés de
Hochelaga Tool & Die inc.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Employés de Hochelaga Tool & Die inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 3 janvier 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 4325, boulevard Industriel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18412-o 146-66

Terry Industries Employees Association

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Terry Industries Employees Association », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 janvier 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18413-o 150-6

Professional Syndicates

L'Association des Vétérinaires
Équins du Québec
Association of Equine Practitioners
in Quebec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Vétérinaires Équins du Québec — Association of Equine Practitioners in Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on December 27, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Québec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18411 141-66

Syndicat des Employés de
Hochelaga Tool & Die inc.

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Employés de Hochelaga Tool & Die inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on January 3, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 4325 Industriel Boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Québec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18412 146-66

Terry Industries Employees Association

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Terry Industries Employees Association", has been authorized by the Provincial Secretary on January 11, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Québec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18413 150-66

**L'Association des Employés
de Industrial Fasteners Ltd.**

Conformément à l'article 132 du code du Travail, Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 141, l'honorable secrétaire de la province donne avis que la Commission des Relations de Travail du Québec a prononcé la dissolution du syndicat professionnel « L'Association des Employés de Industrial Fasteners Ltd. », tel qu'il appert d'une décision de ladite commission en date du 20 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18350-o

101-65

**L'Association des Employés
de Industrial Fasteners Ltd.**

Pursuant to section 132 of the Labour Code, Quebec Revised Statutes 1964, chapter 141, the Honourable Secretary of the Province gives notice that the Quebec Labour Relations Board has ordered the dissolution of the professional syndicate "L'Association des Employés de Industrial Fasteners Ltd.", as it appears from a decision of the said board dated January 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

18350

101-65

Vente d'effet non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1966, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le 20 MARS 1967, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,

Par le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18140-3-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1966, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, MARCH 20, 1967, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,

Per: W. G. WRIGHT,
18140-3-6-o *Manager, Mail and Baggage Traffic.*

Ventes — Loi de faillite

André Thériault

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, (en matière de faillite) C.S. No F-325; dans l'affaire de la faillite de André Thériault, Industriel, Rimouski, Québec.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le NEUVIEME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, sur les lieux, à 18, rue Bellavance, à Rimouski, l'immeuble de cette faillite comme suit:

Le lot No 139 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 670-671-683 et suivants et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au Jugement rendu par monsieur J. B. Desjardins, registraire des faillites, le 27e jour de janvier 1967.

Condition de paiement: Comtant

Rimouski, Québec, ce 30e jour de janvier 1967.

Le Syndic licencié,

HENRI A. MARTIN.

18339-5-2-o

Sales — Bankruptcy Act

André Thériault

Canada, Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court (in a matter of bankruptcy) S.C. No. F-325; in the matter of bankruptcy of André Thériault, industrialist, Rimouski, Québec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, on the spot at 18 Bellavance St., in Rimouski, the immovable of this bankruptcy as follows:

Lot No. 139 in the official cadaster of St-Germain de Rimouski, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 670-671-683 and those following, and also to section 55 of the bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by J. B. Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 27th day of January, 1967.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Québec, this 30th day of January, 1967.

HENRI A. MARTIN,

Licensed Trustee.

18339-5-2

Roger Dupré

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure « En faillite », No 1852 - 1964, dans l'affaire de la faillite de Roger Dupré, 5051, rue Ste-Catherine est, Montréal, cédant autorisé et Paul Rainville, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants à savoir:

Désignation

« Un terrain situé en la paroisse de St-Roch de Richelieu, mesurant soixante-quinze pieds de largeur mesure anglaise et plus ou moins, par la profondeur qu'il peut y avoir à partir de l'ancien chemin public jusqu'à la Rivière Richelieu, soit une profondeur de deux cents pieds plus ou moins, et borné comme suit: à un bout, à l'ancien chemin; à l'autre bout à la Rivière Richelieu; et des côtés nord-est et sud-ouest, à des terrains appartenant à Monsieur Arthur Lavigne ou représentants; ledit terrain gagé étant et formant partie du lot numéro deux cent soixante-neuf (P. 269) du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch, division d'enregistrement du comté de Richelieu, avec les bâtisses dessus érigées et circonstances et dépendances;

Un terrain de forme triangulaire, mesurant quatre-vingt-cinq pieds à son côté ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et soixante-quinze pieds de longueur plus ou moins dans sa ligne de côté nord-est finissant à la route numéro 47, et borné comme suit: à un bout vers le sud-est, par l'ancien chemin public; à l'autre bout vers le nord-est, par ladite route numéro 47; d'un côté vers le nord-est par le terrain de Monsieur Arthur Lavigne; et vers l'ouest par un chemin privé appartenant à Thomas Duhamel, ledit terrain est en partie sus-décrite du lot numéro deux cent soixante-huit (P. 268) dudit cadastre; »

Seront vendus comme une seule et même exploitation à la porte de l'église du village de St-Roch de Richelieu, JEUDI le NEUVIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 29 décembre 1966, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure civile.

Conditions: Dix pour cent comptant lors de l'enchère et la balance à la signature de l'acte de vente. Pour autres renseignements et cahiers des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 30e jour de janvier 1967.

Le Syndic,
Bureau du Syndic, PAUL RAINVILLE.
484, rue McGill, Montréal. 18338-5-2-o

Roger Dupré

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court "In bankruptcy", No. 1852 - 1964, in the matter of bankruptcy of Roger Dupré, 5054 Ste-Catherine St. East, Montreal, authorized assignor, and Paul Rainville, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Designation

"A lot of land situated in the parish of St-Roch de Richelieu, measuring seventy-five feet in width, English measure and more or less, by the depth which there may be from the former public road to the Richelieu River, which is a depth of two hundred feet, more or less, and bounded as follows: at one end, by the former road, at the other end by the Richelieu River, and on the two sides, the north-east and south-west, by the lands belonging to Mr. Arthur Lavigne or representatives, the said lot of land under distraint being and forming part of lot number two hundred and sixty-nine (P. 269) in the official cadaster of the parish of St-Roch, registration division of the county of Richelieu, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

A lot of land of triangular shape, measuring eighty-five feet on its west side, English measure and more or less, and seventy-five feet in length, more or less, on its north-east side ending at route number 47, and bounded as follows: on one end, on the south-east, by the former public road, on the other end, on the north-east, by the said route number 47, on one side, on the north-east, by the land of Mr. Arthur Lavigne, and on the west by a private road belonging to Thomas Duhamel; the said terrain is described above in part of lot number two hundred and sixty-eight (P. 268) in the said cadastre;"

To be sold as one and the same operation at the church door of the village of St-Roch de Richelieu, THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to a judgment rendered by the Superior Court of Montreal, on December 29, 1966, and following the provisions of sections 55 and those following of the 1949 Bankruptcy Act, in order to give the said sale the effect of a decree in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Ten percent cash at the auction and the remainder upon signing the deed of sale. For further information and specifications, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1967.

PAUL RAINVILLE,
Offices of Trustee, Trustee.
484 McGill St., Montreal. 18338-5-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { **EMILE FLEURY**, marchand, domicilié à St-Malachie, de Dorchester, demandeur, vs **HÔTEL PARADIS LTÉE**, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires à St-Malachie de Dorchester, défenderesse, et **LUCIE-ANNA OUELLET** en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Dorchester, Ste-Hénéline de Dorchester, mis-en-cause.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit, avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendance:

« partie du lot numéro cent huit (P-108) du cadastre officiel pour St-Malachie, division d'enregistrement de Dorchester, huitième rang du canton de Frampton, au village dit de la station de St-Malachie, et décrit dans le titre de Hôtel Paradis Ltée, enregistré au bureau de la division de Dorchester, le 22 mars 1965, sous le numéro 124-893. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Hénéline, comté de Dorchester, le QUATORZIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
Ville St-Joseph de Beauce. **ADALBERT LESSARD.**
18375-0
[Insertion: le 11 février 1967]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur, vs **PIERRE E. LABERGE**, demeurant à Chicoutimi, dit district, et **PAUL HÉBERT**, des cité et district de Montréal, tous deux en leur qualité de syndics-conjoints à la faillite de Joseph Thériault, demeurant à Jonquière, district de Chicoutimi, défendeurs et **ALEX COUTURE INC.**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, et **H. S. BÉLANGER INC.**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec et **LAPOINTE & GAGNON**, en leur qualité de régistrateurs de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, à Chicoutimi, mis-en-cause.

« Un lopin de terre ou emplacement de figure irrégulière, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière comme formant partie des lots numéros vingt et un-A-deux cent vingt-six et vingt-deux-A-quatre-vingt-cinq (ptie 21-A-226 et 22-A-85) dans le rang quatre (Rg IV), dudit canton lequel terrain mesure environ cent vingt pieds

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, { **EMILE FLEURY**, merchant, domiciled at St-Malachie, Dorchester, plaintiff, vs **HÔTEL PARADIS LTÉE**, a corporation legally incorporated having a place of business at St-Malachie de Dorchester, defendant, and **LUCIE-ANNA OUELLET** in her capacity of registrar of the registration division of Dorchester, Ste-Hénéline de Dorchester, mis-en-cause.

To be sold the immoveable hereunder described, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies:

“part of lot number one hundred and eight (P-108) of the official cadaster for St-Malachie, registration division of Dorchester, eighth range of the township of Frampton, in the said village of the station of St-Malachie, and described as Hôtel Paradis Ltée, registered at the office of the division of Dorchester, on March 22, 1965, under number 124-893.”

To be sold at the registry office of Ste-Hénéline, county of Dorchester, on the FOURTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ADALBERT LESSARD,*
Town of St-Joseph de Beauce. *Deputy-Sheriff.*
18375
[Insertion: February 11, 1967]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { **THE PROVINCIAL BANK OF CANADA**, body politic and corporate, having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs **PIERRE E. LABERGE**, residing in Chicoutimi, said district, and **PAUL HÉBERT**, of the city and district of Montreal, both in their capacity as joint-trustees to the bankruptcy of Joseph Thériault, residing in Jonquière, district of Chicoutimi, defendants, and **ALEX COUTURE INC.**, body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Quebec, and **H. S. BÉLANGER INC.**, body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Quebec and **LAPOINTE & GAGNON**, in their capacity as registrars for the registration division of the county of Chicoutimi, at Chicoutimi, mis-en-cause.

“A piece of land or emplacement of irregular form, known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the township of Jonquière as forming part of lots numbers twenty-one-A-two hundred and twenty-six and twenty-two-A-eighty-five (Pt. 21-A-226 and 22-A-85) in range four (Rg IV), of said township which terrain measures about one hun-

(120') de largeur de l'est à l'ouest, côté nord, environ cent quatre-vingts pieds (180') aussi de largeur de l'est à l'ouest, côté sud, sur environ deux cent quatre-vingt pieds (280') de profondeur du nord au sud, pour le côté est, et pour le côté ouest formant un arc de cercle d'environ trois cent soixante-douze pieds (372') de rayon tournant vers la gauche et courant du nord au sud-ouest, lequel terrain est compris dans les bornes et limites suivantes: vers le nord par la ligne du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, vers l'est par la rue qui s'y trouve, vers le sud par le lot numéro vingt-deux-A-quatre-vingt-quatre (22-A-84) ou rue, et vers l'ouest par les lots numéros vingt-deux-A-quatre-vingt-trois et vingt et un-A-deux cent vingt-cinq (22-A-83 et 21-A-225) des rangs et canton susdits ».

Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de justice, à Chicoutimi, le QUINZIÈME jour du mois de MARS, 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 2 février 1967.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.
18391-0

dred and twenty feet (120') in width from east to west, north side, about one hundred and eighty feet (180') also in width from east to west, south side, by about two hundred and eighty feet (280') in depth from north to south, for the east side, and for the west side forming an arc of a circle of about three hundred and seventy-two feet (372') of radius turning towards the left and running north to southwest, which terrain is comprised in the following boundaries and limits: towards the north by the Quebec and Lake St-John railway, towards the east by the street thereon, towards the south by lot number twenty-two-A-eighty-four (22-A-84) or street, and towards the west by lots numbers twenty-two-A-eighty-three and twenty-one-A-two hundred and twenty-five (22-A-83 and 21-A-225) of above-mentioned ranges and township"

Together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registrar's office of the registration division of Chicoutimi, at the Court House, at Chicoutimi, on the FIFTEENTH day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 2, 1967.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
18391

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Provinciale, { La COOPÉRATIVE AGRI-
Bref No 1945. { COLE DU COMTÉ
D'YAMASKA, société régie
en vertu de la Loi des Sociétés Coopératives
Agricoles, et ayant son siège social à la Baie du
Febvre, district de Richelieu, demanderesse, vs
DAME THÉRÈSE LACHARITÉ MONTOUR,
résidant à St-Cyrille de Wendover, comté de
Drummond et district de Drummond, défen-
deresse.

Désignation:

« Un terrain, mesurant cent quatre-vingts
pieds de largeur sur deux cent cinquante pieds
de profondeur, mesure anglaise, connu et dési-
gné comme étant une partie du lot numéro
quatre B (ptie 4 B) dans le quatrième rang du
cadastre du canton de Simpson, comté de Drum-
mond.

Le quel terrain est borné comme suit: En front
au nord-est par le chemin de front, d'une côte au
sud-est par le lot 4 C appartenant à Léo La-
plante, et ses deux autres côtés par le vendeur
Edmond Tremblay. Ainsi que le tout se trouve
sans exception ni réserve de la part du vendeur. »

Pour être vendu au Bureau du shérif au Palais
de justice à Drummondville, comté et district
de Drummond JEUDI le SEIZIÈME jour de
MARS 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de vente comptant.

Bureau du Shérif,
Drummondville, le 6 février 1967.

Le Shérif,
STEPHEN DOLAN.
18414-0
[Insertion: du 11 février 1967]

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Provincial Court, { La COOPÉRATIVE AGRI-
Writ No. 1945. { COLE DU COMTÉ
D'YAMASKA, an associa-
tion governed under the Cooperative Agricultura-
l Associations Act, and having its head office
at Baie du Febvre, district of Richelieu, plain-
tiff, vs DAME THÉRÈSE LACHARITÉ MON-
TOUR, residing at St-Cyrille de Wendover,
county of Drummond and district of Drummond,
defendant.

Description:

« A terrain, measuring one hundred and eighty
feet in width by two hundred and fifty feet in
depth, English measure, known and designated
as being part of lot number four B (Pt. 4 B) in
the fourth rage of the cadaster for the township
of Simpson, county of Drummond.

The said terrain is bounded as follows: In front
on the northeast by the front road, on one side
on the southeast by lot 4 C belonging to Léo La-
plante, and on the other two sides by the vendor
Edmond Tremblay. Such as the whole exists
without exception nor reserve on the part of the
vendor.

To be sold at the Sheriff's office at the Court
House at Drummondville, county and district of
Drummond, THURSDAY, the SIXTEENTH
day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the
forenoon.

Conditions of sale: cash.

Sheriff's Office,
Drummondville, February 6, 1967.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.
18414
[Insertion: February 11, 1967]

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Provinciale, { CHARLEMAGNE GEN-
No 59080. { DRON, marchand,

domicilié à Fassett, district
de Hull, demandeur, vs VICTOR MARIER,
domicilié à Fassett, district de Hull, défendeur.

1^o Un emplacement situé à Fassett, et connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Notre-Dame du Bonsecours,
comme étant une partie du lot numéro quarante-
trois, subdivision trente-quatre (P. 43-34), ayant
vingt-cinq pieds de largeur à partir de la ligne
ouest du lot No 43-35 en allant vers l'ouest,
mesure anglaise, sur toute la profondeur; borné
au nord, par la route No 8, Montréal-Hull, à l'est,
par la propriété de James Kelly; au sud par la
Rivière Ottawa, et à l'ouest, par le résidu du lot
No 43-34; avec bâtisses y érigées.

2^o Un morceau de terre connu et désigné aux
suddits plan et livre de renvoi officiels comme
étant une partie des lots numéros quarante-trois,
subdivision trente-quatre, et quarante-trois,
subdivision trente-cinq, (P. 43-34, P. 43-35), c'est-
à-dire tout le terrain qu'il y a à partir de la ligne
est de la propriété de Gatineau Power Co. si cette
ligne était continuée en ligne droite vers le sud,
de manière à joindre la propriété plus haut dé-
crite à l'est, ledit terrain ayant une largeur de
quarante-trois pieds; borné au nord, par la route
No 8, Montréal-Hull; à l'est, par la propriété
plus haut décrite, et à l'ouest par le résidu du lot
43-34 appartenant à Adélarde Marcotte et Gati-
neau Power Co.

3^o Tous ses droits dans une bâtisse érigée sur
partie du lot 43-34, et connue comme étant « a
Pump House Station », comme mentionnés dans
une vente sous seing privé de Standard Chemical
Co. à Philibert Fafard, en date du 15 octobre,
1946, et non enregistré.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec
les servitudes actives et passives, apparentes
et occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'en-
registrement de la division de Papineau, à Papineau-
ville, le QUINZIÈME jour de MARS, 1967, à
TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 6 février, 1967.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
18441-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'UNION CANADIENNE
Kamouraska. { COMPAGNIE D'AS-
No 22-645. { SURANCES, corps politique

et incorporé ayant son siège
social à la cité de Québec, demandeur, vs FRAN-
ÇOIS P. MICHAUD, de Ste-Rose du Dégelé,
comté de Témiscouata, défendeur.

« Un terrain au sud-est de la rue Castonguay,
faisant partie du lot numéro quarante et un (p. de
41) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-
Rose du Dégelé, mesurant cinquante pieds du
nord-ouest au sud-est sur la profondeur qu'il y
a entre la rue et le terrain de Émile Deschamps

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Provincial Court, { CHARLEMAGNE GEN-
No. 59080. { DRON, merchant,

domiciled at Fassett, district
of Hull, plaintiff, vs VICTOR MARIER, doi-
ciled at Fassett, district of Hull, defendant.

1. An emplacement situated at Fassett, and
known and designated on the official plan and
book of reference of the parish of Notre-Dame du
Bonsecours, as being part of lot number forty-
three, subdivision thirty-four (Pt. 43-34), having
twenty-five feet in width from the west line of
lot No. 43-35 going towards the west, English
measure, by the whole depth; bounded on the
north by highway No. 8, Montreal-Hull, on the
east by the property of James Kelly; on the
south by the Ottawa River, and on the west by
the residue of lot No. 43-34; with buildings
thereon erected.

2. A piece of land known and designated on
the said official plan and book of reference as
being part of lots numbers forty-three, subdivi-
sion thirty-four, and forty-three, subdivision
thirty-five, (P. 43-34, P. 43-35), that is all the
terrain from the east line of the property of Gati-
neau Power Co. if this line was continued in a
straight line towards the south, so as to join the
property above-mentioned on the east, said ter-
rain having a width of forty-three feet; bounded
on the north by highway No. 8, Montreal-Hull;
on the east by the property above-mentioned,
and on the west by the residue of lot 43-34
belonging to Adélarde Marcotte and Gatineau
Power Co.

3. All the rights in a building erected on part
of lot 43-34, and known as being "a Pump House
Station", as mentioned in a sale under contract
in writing by Standard Chemical Co. to Philibert
Fafard, dated October 15, 1946, and not regis-
tered.

Such as the whole exists presently, with active
and passive servitudes, apparent and occult
attached to said immoveable.

To be sold "en bloc" at the registry office of
the division of Papineau, at Papineauville, on the
FIFTEENTH day of MARCH, 1967, at THREE
o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
February 6, 1967.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
18441

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { L'UNION CANADIENNE
Kamouraska. { COMPAGNIE D'AS-
No. 22-645. { SURANCES, a body politic

and incorporated having its
head office in the city of Quebec, plaintiff, vs
FRANÇOIS P. MICHAUD, of Ste-Rose du
Dégelé, county of Témiscouata, defendant.

"A lot of land at the southeast of Castonguay
Street, forming part of lot number forty-one
(P. of 41) upon the official cadaster for the parish
of Ste-Rose du Dégelé, measuring fifty feet from
northwest to southeast, by the depth there is
between the street and the lot of land belonging

ou lot 42, soit environ quatre-vingt-cinq pieds dans chacune de ses lignes nord-est et sud-ouest, borné en avant vers le nord-ouest par ladite rue, au nord-est par Maurice Castonguay, au sud-ouest à David Morneau et au sud-est à Émile Deschamps, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1967, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, ce 6 février 1967. MAURICE MORIN. 18442-0

to Émile Deschamps or lot 42, be it about eighty-five feet in each of its northeast and southwest lines, bounded in front towards the northwest by the said street, on the northeast by Maurice Castonguay, on the southwest by David Morneau and on the southeast by Émile Deschamps, English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registration office, Témiscouata division, 33 de la Court Street, Rivière-du-Loup, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1967, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sherif's Office, *MAURICE MORIN,*
Rivière-du-Loup, February 6, 1967. *Sheriff.* 18442

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { MONTREAL LEASE-
No 710 005. { HOLDS CORP. et
al, demandeurs vs FLEX-
I-CON MANUFACTURING CO. et al, dé-
fendeurs.

Comme appartenant et en la possession de Charles Silverman, un des défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Glengarry en la ville de Mont-Royal, mesurant soixante-dix pieds (70') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, et étant composé comme suit, à savoir:

a) L'extrême portion nord-ouest de la subdivision quatre cent trente-six du lot six cent quatorze (614 N. E. Pt. 436) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant trente-cinq pieds (35') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, et étant borné comme suit: en front, au sud-est par l'Avenue Glengarry, à l'arrière, au nord-ouest par une ruelle connue comme étant la subdivision quatre cent trente-deux dudit lot six cent quatorze (614-432), d'un côté au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision quatre cent trente-six et de l'autre côté au nord-est par cette portion de la subdivision quatre cent trente-sept dudit lot six cent quatorze (614-437) décrit immédiatement ci-après au paragraphe b) et

b) L'extrême portion sud-ouest de la subdivision quatre cent trente-sept dudit lot six cent quatorze (614 S.O. Pt. 437) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant trente-cinq pieds (35') de largeur sur cent (100') pieds de profondeur et étant borné comme suit: en front, au nord-est, par l'avenue Glengarry, en arrière au nord-ouest par la ruelle ci-dessus mentionnée étant ladite subdivision quatre cent trente-deux, d'un côté au sud-ouest par cette portion de ladite subdivision quatre cent trente-six immédiatement ci-dessus décrite au paragraphe a) et de l'autre côté au nord-est par le résidu de ladite subdivision quatre cent trente-sept.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 501, avenue Glengarry.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { MONTREAL LEASE-
No. 710 005. { HOLDS CORP. et
al., plaintiffs, vs FLEX-
I-CON MANUFACTURING CO. et al., de-
fendants.

As belonging and in the possession of Charles Silverman, one of the defendants.

“An emplacement fronting on Glengarry Avenue in the town of Mount Royal, measuring seventy feet (70') in width by one hundred feet (100') in depth and being composed as follows, namely:

a) The extreme north-easterly portion of subdivision four hundred and thirty-six of lot six hundred and fourteen (614-N.E. Pt. 436) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, measuring thirty-five feet (35') in width by one hundred feet (100') in depth, and being bounded as follows: in the front to the southeast by Glengarry Avenue, in rear to the northwest by a lane known as sub-division four hundred and thirty-two of the said lot six hundred and fourteen (614-432) on one side to the southwest by the residue of the said subdivision four hundred and thirty-six and on the other side to the northeast by that portion of subdivision four hundred and thirty-seven of the said lot six hundred and fourteen (614-437) immediately here-after described in paragraph (b) and

(b) The extreme southwesterly portion of subdivision four hundred and thirty-seven of the said lot six hundred and fourteen (614 S.W. Pt. 437) on the said official plan and book of reference, measuring thirty-five feet (35') in width by one hundred feet (100') in depth and being bounded as follows: in front to the north-east by Glengarry Avenue, in rear to the north-west by the above-mentioned lane being the said subdivision four hundred and thirty-two on one side to the southwest by that portion of the said subdivision four hundred and thirty-six immediately hereinabove described in paragraph (a) and on the other side to the north-east by the residue of the said subdivision four hundred and thirty-seven.

With the building thereon erected bearing Civic number 501 Glengarry Avenue.

All the above measurements are English measure and more or less.”

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 6 février 1967 18428

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { L É O P E R R A U L T
No 717 120. { L TÉE, demanderes-
se, vs LOUIS-PHILIPPE
PLANTE, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot subdivision numéro quatre cent soixante-six du lot originaire cent vingt-sept (Lot 127-466) sur le plan et dans le livre de renvoi de la paroisse du Sault aux Récollets, avec édifice y construit portant le numéro civique 9355 rue Vianney. »

« Un immeuble connu et désigné comme étant la partie sud du lot numéro cent quatre-vingt-dix du lot originaire numéro quatre cent quarante-trois (443-190) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets, division d'enregistrement de Montréal, de forme irrégulière et bornée au nord, par la partie nord du lot No 443-190, à l'est par le lot No 443-295 (Blvd. Shaughnessey) et au sud-ouest suivant une ligne courbe, par le lot No 443-108 (15ième Avenue) mesurant quatre-vingt-cinq pieds et deux dixièmes de pied (85.2') dans la ligne nord, cinquante-quatre pieds et quarante-quatre centièmes de pied (54.44') dans la ligne est (front sur le boul. Shaughnessey), et contenant en superficie deux mille cent trente-quatre pieds carrés (2,834 p.c.) le tout en mesure anglaise et plus ou moins; avec une maison de deux étages dessus érigée portant les numéros 7640 et 7642 rue Shaughnessey et 7635 et 7637 15ième Avenue, ville St-Michel, dont le mur latéral nord est mitoyen; avec circonstances et dépendance. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS 1967, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 6 février 1967. 18429-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC,
Cour Supérieure, { L contre RENÉ PARA-
No 148-272. { DIS, Cap-Santé, comté de
Portneuf, P.Q.

« 1. Un emplacement ayant front sur la rue St-Paul, connu et désigné comme le lot originaire deux mille cinquante-huit (2058) du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, cité de Québec.

2. La partie est du lot deux mille cinquante-six (2056 Ptie e.) du même cadastre, bornée au nord par la rue Sous-le-Cap, à l'est par le lot 2057 du même cadastre et ci-après décrit, au sud par le cap et à l'ouest par la partie résiduaire du lot 2056, mesurant quinze pieds et huit dixièmes (15.8') sur la rue Sous-le-Cap, soixante-neuf pieds (69') plus ou moins du côté ouest et soixante-treize pieds (73'), plus ou moins du côté est.

Avec et sujet à un droit de mitoyenneté entre cette dite partie est du lot 2056 et la partie ouest dudit lot.

To be sold at my Office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of the month of MARCH 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6, 1967. 18428-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { L É O P E R R A U L T
No. 717 120. { L TÉE, plaintiff, vs
LOUIS-PHILIPPE PLAN-

TE, defendant.

«An immoveable known and designated as being subdivision lot number four hundred and sixty-six of original lot one hundred and twenty-seven (Lot 127-466) on the plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets, with building thereon erected bearing civic number 9355 Vianney Street.»

«An immoveable known and designated as being the south part of lot number one hundred and ninety of original lot number four hundred and forty-three (443-190) on the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets, registration division of Montreal, of irregular form and bounded on the north by the north part of lot No. 443-190, on the east by lot No. 443-295 (Shaughnessey Blvd.) and on the south-west following a curved line, by lot No. 443-108 (15th Avenue) measuring eighty-five feet and two tenths of a foot (85.2') in the north line, fifty-four feet and forty-four hundredths of a foot (54.44') in the east line (front on Shaughnessey Blvd.), and containing in area two thousand eight hundred and thirty-four square feet (2,834 s.f.) the whole in English measure more or less; with a two-storey house thereon erected bearing numbers 7640 and 7642 Shaughnessey Street and 7635 and 7637 15th Avenue, Town of St-Michel, whose north lateral wall is mitoyen; with circumstances and dependencies.»

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 6, 1967. 18429

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC,
Superior Court, { against RENÉ PARA-
No. 148-272. { DIS, Cap-Santé, county of
Portneuf, P.Q.

«1. An emplacement fronting on St. Paul Street, known and designated as being original lot two thousand fifty-eight (2058) on the official cadaster for St. Pierre Ward, city of Quebec.

2. The east part of lot two thousand fifty-six (2056 Pt. e.) of the same cadaster, bounded on the north by Sous-le-Cap Street, on the east by lot 2057 of the same cadaster and hereinafter described, on the south by the cape and on the west by the remaining part of lot 2056, measuring fifteen feet and eight tenths of a foot (15.8') on Sous-le-Cap Street, sixty-nine feet (73') more or less on west side and seventy-three feet more or less on the east side.

With and subject to a right of joint ownership between this said east part of lot 2056 and the west part of said lot.

3. Le lot numéro deux mille cinquante-sept (2057) du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, cité de Québec, borné à l'ouest par le lot 2056, au sud par le cap et à l'est par le lot 2060. Mesurant vingt et un pieds (21') sur la rue Sous-le-Cap, soixante-treize pieds (73') plus ou moins à l'ouest et soixante-seize pieds (76') plus ou moins du côté est.

Avec bâtisses dessus construites, portant les numéros municipaux 99, 101 et 103 de la rue St-Paul et 48 et 52 de la rue Sous-le-Cap, circonstances et dépendances.

4. Un emplacement situé au coin des rues St-Dominique et Ste-Marguerite, cité de Québec, connu et désigné comme la subdivision deux du lot originaire mille sept cent treize (1713-2) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, cité de Québec, mesurant trente-deux pieds et quatre dixièmes (32.4') sur la rue Ste-Marguerite, soixante et un pieds (61') sur la rue St-Dominique, soixante-cinq pieds et quatre dixièmes (65.4') le long de la ligne de séparation du lot 1713-1, neuf pieds (9') le long de la ligne de séparation du lot 1711, trente-trois pieds et quatre dixièmes (33.4') le long de la limite sud du lot 1712 et cinquante-trois pieds (53') le long de la limite ouest dudit lot 1712.

Avec bâtisse dessus construite portant le numéro civique 460 de la rue St-Dominique et 845 de la Rue Ste-Marguerite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, à 51, rue DesJardins, Québec, le SEIZIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 6 février 1967. 18420-0

3. Lot number two thousand fifty-seven (2057) of the official cadaster for St. Pierre Ward, city of Quebec, bounded on the west by lot 2056, on the south by the cape and on the east by lot 2060. Measuring twenty-one feet (21') on Sous-le-Cap Street, seventy-three feet (73') more or less on the west and seventy-six feet (76') more or less on the east side.

With buildings thereon erected, bearing municipal numbers 99, 101 and 103 of St. Paul Street, and 48 and 52 of Sous-le-Cap Street, circumstances and dependencies.

4. An emplacement situated at the corner of Ste. Dominique and Ste. Marguerite Street, city of Quebec, known and designated as being subdivision two of original lot one thousand seven hundred and thirteen (1713-2) of the official cadaster for Jacques-Cartier Ward, city of Quebec, measuring thirty-two feet and four tenths (32.4') on Ste. Marguerite Street, sixty-one feet (61') on St. Dominique Street sixty-five feet four tenths (65.4') along the division line of lot 1713-1, nine feet (9') along the division line of lot 1711, thirty-three feet and four tenths (33.4') along the south limit of lot 1712 and fifty-three feet (53') along the west limit of said lot 1712.

With building thereon erected bearing civic number 460 of St. Dominique Street and 845 of Ste. Marguerite Street, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at 51 DesJardins Street, Quebec, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Québec, February 6, 1967. 18420

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ CENTRALE
No 18-987. { LE D'HYPOTHÈQUE
ET DE LOGEMENT, corpo-

ration légalement constituée par un acte spécial du parlement Canadien ayant son siège social en la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et une place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs CLÉMENT GOSSELIN, domicilié à 5035, rue Lemay à Tracy, dans le district de Richelieu, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de Tracy, étant la subdivision quarante-neuf du lot quarante-trois (43-49) aux plan et livre officiels de la paroisse de St-Pierre de Sorel, avec les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, 30 rue du Prince, à Sorel, comté de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET,
Sorel, le 2 février 1967. 18392

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { CENTRAL MORTGAGE
No. 18-987. { AND HOUSING COR-
PORATION, a corporation

legally by a special act of the Canadian Parliament, having its head office in the city of Ottawa, in the Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs CLÉMENT GOSSELIN, domiciled at 5035 Lemay Street, in Tracy, district of Richelieu, defendant.

« An emplacement situate in the town of Tracy, being subdivision forty-nine of lot forty-three (43-49) on the official plan and book of reference for the parish of St-Pierre de Sorel, with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, at the court house, 30, Prince Street, in Sorel, county of Richelieu, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Sorel, February 2, 1967. 18392-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, de Roberval, No 32,124. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demanderesse, *vs* **ULYSSE GAUTHIER**, cultivateur, domicilié à St-Eugène d'Argentenay, rang 2, canton Pelletier, district de Roberval, défendeur.

« Le lot de terre numéro trente-quatre (34) du deuxième rang, du cadastre officiel du canton Pelletier, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Sauf réserve de la servitude existant en faveur de « La Compagnie Électrique du Saguenay ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, au Palais de justice, le SEIZIÈME jour de MARS, 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Palais de justice,
Roberval, le 1^{er} février, 1967. 18376-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, of Roberval, No. 32,124. **THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* **ULYSSE GAUTHIER**, farmer, domiciled in St. Eugène d'Argentenay, Range 2, township of Pelletier, district of Roberval, defendant.

« Lot of land number thirty-four (34) in the second range of the official cadaster for the township of Pelletier, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies ;

Except reserve of the servitude existing in favor of "La Compagnie Électrique du Saguenay".

To be sold at the Registration Office of the Registration division for Lake St. John-West, in Roberval, at the Court House, the SIXTEENTH day of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the afternoon.

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Court House,
Roberval, February 1, 1967. 18376

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 698,620. **MINDLIN REALTIES INC.**, corps politique et incorporé dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* **ARÈS INC.**, un corps politique et incorpore dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Aresville, district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession de la défenderesse.

« La subdivision quatre-vingt-un du loto riginaire numéro cinq cent trente-sept (537-81) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne. »

Pour être vendu au bureau du Shérif au palais de justice, à Saint-Jérôme, MARDI le QUATORZIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, St-Jérôme, le 31 janvier 1967. 18377

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 698-620. **MINDLIN REALTIES INC.**, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **ARÈS INC.**, a body politic and corporate duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Aresville, district of Montreal, defendant.

Notice of Sale

The immoveable hereinafter mentioned and in the possession of the defendant.

« Subdivision eighty-one of original lot number five hundred and thirty-seven (537-81) on the official plan and book of reference of the parish of St-Louis de Terrebonne. »

To be sold at the Sheriff's Office at the court house, in St. Jérôme, TUESDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, St. Jérôme, January 31, 1967. 18377-o

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Montcalm

Erratum

Laurentian Hunt et Country Club Inc. — Superficie: 430720, No de lot et de cadastre: pt. 20A, rang: 4, canton de Rawdon. Taxes scolaires: \$236.00. Total: \$236.00.

Sales for Taxes

Municipality of the county of Montcalm

Erratum

Laurentian Hunt and Country Club Inc. — Area: 430720, No. of lot and of cadaster: P. 20A, range: 4, township of Rawdon. School Taxes: \$236.00. Total: \$236.00.

Ce nom a été publié en regard du lot partie 11A, rang 4, alors qu'il aurait dû l'être en regard du lot partie 20A, rang 4, c'est-à-dire comme ci-dessus indiqué.

18419-6-2-0

Le Secrétaire,
VIATEUR CADIEUX.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Dorothée village dans le comté de Laval

Erratum

Dans les avis de vente pour taxes de la municipalité scolaire ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 janvier 1967 à la page 471 et du 28 janvier 1967 à la page 780, il faudrait ajouter le paragraphe suivant:

L'énumération abrégée des parties des cadastres mentionnés dans ces deux avis fut autorisée par la Commission Municipale de Québec le 20 décembre 1966.

Donné à Ste-Dorothée, ville de Laval, ce 3e jour de février 1967.

18415-6-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
GUY BIGRAS.

Municipalité du comté de St-Maurice

Erratum

This name has been published opposite lot Part 11A, range 4, when it should have been opposite lot part 20A, range 4, that is as above-mentioned.

18419-6-2-0

VIATEUR CADIEUX,
Secretary.

The school commissioners for the municipality of Ste-Dorothée Village in the county of Laval

Erratum

In the notice of sale for taxes for School municipality above mentioned published in the *Quebec Official Gazette* of January the 21st, 1967 on page 471 and of January the 28th, 1967 on page 780 the following paragraph should have been inserted:

The abridged enumeration of the said parts of cadastres herein mentioned were authorized by the Quebec Municipal Commission on December the 20th 1966.

Given at Ste-Dorothée, town of Laval, this 3rd day of February 1967.

18415-6-2-0

GUY BIGRAS,
Secretary-Treasurer.

Municipality of the county of St-Maurice

Erratum

Nom Name	No cadas.	Superficie Area	Rép. cours d'eau Rep. water courses	Frais Costs	Total
M.-Mr. Eugène Gagnon, Aug. du Town., paroisse de- parish of St-Barnabé.....	P-576....	2½ arp.....	\$ 2.83	\$ 1.30	\$ 4.13
M.-Mr. Roland Désaulniers, Yamachiche.....	P-385a....	15 arp.....	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Joseph L. Désaulniers, Yamachiche.....	P-385a....	15 arp.....	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Germain J. Désaulniers, Yamachiche.....	P-385a....	15 arp.....	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Léon P. Désaulniers, Yamachiche.....	P-385a....	15 arp.....	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Pierre Gignac, Yamachiche.....	P-385b....	15 arp.....	16.95	1.20	18.15

18319-5-2-0

Municipalité du comté du Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-dessous décrétées, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil), MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors:

Vendu contre:

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARMAND PELLERIN,
Secretary-Treasurer.

Municipality of the county of Lake Saint-John East

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the municipal code of the Province of Quebec and to by-law number sixty of this county council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes, in the Town Hall of Alma (Council Room), on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale will include the buildings erected on the lands to be offered in sale, if any exist at the time:

Sold against:

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vid'ang. Église Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
Maurice Pilote.....	P.S. 4.....	A.....	Tailon.....	\$ 16.30	\$ 96.87	.....	.....

Un chalet appartenant à M. Maurice Pilote et situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.

A cottage belonging to Mr. Maurice Pilote and situated on the south part of lot 4, Range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the land belonging to the Fabrique of St-Coeur-de-Marie.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Eglise Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Rescar.
Charles-Henri Gagnon	P.S. 4	A	Taillon	\$ 9.98	\$ 60.90		
Un chalet appartenant à M. Charles-Henri Gagnon, situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.		A cottage belonging to Mr. Charles-Henri Gagnon, situated on the south part of lot 4, Range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the land belonging to the Fabrique of St-Coeur-de-Marie.					
Roméo Néron	P.S. 4	A	Taillon	6.45	29.48		
Un chalet, appartenant à M. Roméo Néron, situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.		A cottage belonging to Mr. Roméo Néron, situated on the south part of lot 4, Range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the land belonging to the Fabrique of St-Coeur-de-Marie.					
Rudolphe Taboury	P. 15a	2	Taillon	10.55	19.69		
Un terrain-emplacement, sis et situé en la paroisse de St-Henri-de-Taillon, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant soixante-cinq pieds de front ou largeur par cent cinquante pieds de profondeur, sans bâtisse, faisant partie du lot numéro quinze-A (P. 15-A), du cadastre pour le deuxième rang du canton de Taillon, borné en front au chemin public, en arrière à la profondeur et d'un côté par le vendeur et de l'autre côté par Gérard Gaudreault.		A terrain-emplacement, lying and situated in the parish of St-Henri-de-Taillon, in the county of Lake St. John, measuring sixty-five in front or in width by one hundred and fifty feet in depth, without buildings, forming part of lot number fifteen-A (P. 15-A), in the cadaster for the second range of the township of Taillon, bounded in front by the public road, in the rear, in depth and on one side by the vendor, and on the other side by Gérard Gaudreault.					
Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées suivant titre enregistré.		Save to be withdrawn, if necessary, the servitudes ceded according to registered deed.					
Mme-Mrs. veuve-widow J. Euclide Larouche	36	4	Taillon	2.00	2.86		
Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-six (36) du rang quatre (4) au cadastre officiel du canton de Taillon.		The lot of land known and designated under number thirty-six (36) on Range four (4) in the official cadaster of the township of Taillon.					
Mme-Mrs. J. Aimé Larouche	P. 5	8	Taillon	1.50	10.96		
Un chalet construit sur partie du lot 5, du rang 8, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu.		A cottage built on part of lot 5, Range 8, township of Taillon. Only the cottage is to be sold.					
Gaston Riendeau	25	7	Taillon	7.00	49.72	\$ 68.00	
Un terrain faisant partie du lot vingt-cinq-A-quarante-trois (25-A-43), du septième rang (7), du canton Taillon, borné comme suit: au nord, par Charles-Gagnon; à l'est, par le terrain appartenant à M. Johnny Côté, au sud, par une rue projetée, et à l'ouest par la rue Côté, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.		A lot of land forming part of lot number twenty-five-A-forty three (25-A-43) on the seventh (7) Range in the township of Taillon, bounded as follows: on the north by Charles Gagnon, on the east by the land belonging to Mr. Johnny Côté, on the south by a proposed street, and on the west by Côté St., the whole with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.					
Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.		Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.					
Aurélien St-Gelais	34	6	Taillon	41.00	281.04	32.00	
Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre-A-soixante (34-A-60), du rang six (6), au cadastre officiel du canton Taillon.		The lot of land known and designated under number thirty-four-A-sixty (34-A-60), on Range six (6) in the official cadaster of the township of Taillon.					
Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.		Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.					
Alvin T. Cosgrove	32-B	6	Taillon	3.00	8.61		
Adélar St-Gelais	P. 28	6	Taillon	2.00	7.89		
Un emplacement situé à Ste-Monique faisant partie du lot vingt-huit (P. 28) du rang six (6), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon; lequel terrain mesure 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, borné en front au nord au chemin public, des autres côtés au résidu du lot, avec bâtisses et dépendances.		An emplacement situated in Ste-Monique, forming part of lot twenty-eight (28) on Range six (6), on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Taillon; the said lot of land measures 50 feet in front by 100 feet in depth, and is bounded on the north by the public road, and on the other sides by the remainder of the lot. With buildings and dependencies.					
Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.		Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.					
Mme-Mrs. Xavier Potvin	P. 1	7	Caron	15.20	37.82		\$ 5.35
La juste demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro un du septième rang du cadastre du canton Caron, de la contenance d'environ cent acres en superficie, bornée comme suit: vers le nord au sixième rang, au sud au huitième rang, joignant à l'est du canton Mésey, et à l'ouest au résidu dudit lot numéro un.		The exact east half of the lot of land known and designated under number one on the seventh Range of the cadaster of the township of Caron, having an area of approximately one hundred acres, bounded as follows: on the north by the sixth Range, on the south by the eighth Range, joining the township of Mésey on the east, on the west by the remainder of said lot number one.					
Edmour Brassard	P. 1	4	Mésey	6.03	15.08		4.89

Le quart est du lot de terre numéro un (¼ est 1), du cadastre pour le quatrième rang du canton de Mésey, de vingt-deux acres en superficie, sans bâtisse, borné au nord à la ligne de division des rangs trois et quatre du canton de Mésey, au sud au cinquième rang à l'ouest au reste du lot appartenant à Edmond Paradis ou représentants, et à l'est au lot numéro deux...

The east quarter of lot number one (east ¼ of 1), in the cadaster of the fourth Range of the township of Mésey, having an area of twenty-two acres, without buildings, bounded on the north by the division line between Ranges three and four in the township of Mésey, on the south by the fifth Range, on the west by the remainder of the lot belonging to Edmond Paradis or representatives, and on the east by lot number two.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Église Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
Paul-Émile Côté.....	P. 5.....	3.....	Mésey.....	\$14.58	\$36.58	.....	\$ 5.60
<p>La juste demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq (½ est 5), du cadastre pour le troisième rang est du canton de Mésey, dans le comté du Lac St-Jean-est, avec le camp dessus construit, et toutes ses appartenances et dépendances.</p> <p>The exact east half of the lot of land known and designated under number five (east ½ of 5), in the cadaster for the third range east of the township of Mésey, in the county of Lake St-John-East, with the camp built thereon, and all appurtenances and dependencies.</p>							
Rémi Plourde.....	P. 13.....	5.....	Caron.....	21.06	31.25	.....	4.07
<p>Le lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13), rang cinq au cadastre officiel du canton de Caron.</p> <p>The lot of land known and designated under number thirteen (13), Range five, in the official cadaster of the township of Caron.</p>							
Paul-Henri Tremblay.....	P. 12.....	6.....	Caron.....	20.87	49.56	.....	5.84
<p>Le quart ouest du lot de terre maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Caron sous le numéro douze (¼ ouest No 12), du rang six (6), dudit canton, et est ainsi borné: au nord au rang 5; au sud au rang 7, à l'ouest au lot No 13 rang 6 à l'est à la partie est dudit lot dont elle fait partie, avec le camp dessus construit.</p> <p>The west quarter of the lot of land now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Caron under number twelve (west ¼ of No. 12), on Range six (6) in the said township, and bounded thus: on the north by Range 5, on the south by Range 7, on the west by lot No. 13, Range 6, and on the east by the east part of the said lot of which it forms part; with the camp built thereon.</p>							
Almas Bilodeau.....	P. 20-B, ½ O.-W.....	6.....	Caron.....	58.35	148.89	.....	14.50
<p>Un terrain, mesurant environ un arpent de largeur sur la profondeur du lot, étant et comprenant la demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-B (½ est 20-B), du sixième rang du cadastre du canton de Caron, de la contenance d'environ vingt-cinq acres en superficie, borné comme suit: vers le nord au cinquième rang au sud au septième rang, joignant à l'est au lot vingt-A et à l'ouest au résidu dudit lot vingt-B.</p> <p>A lot of land measuring approximately one arpent in width by the depth of the lot, being and comprising the east half of the lot of land known and designated under number twenty-B (east ½ of 20-B), on the sixth Range in the cadaster of the township of Caron, having an area of approximately twenty-five acres, bounded as follows: on the north by the fifth range, on the south by the seventh Range, joining lot twenty-A on the east, and on the west by the remainder of said lot twenty-B.</p>							
Eugène Simard.....	P. 12.....	6.....	Caron.....	2.59	6.67	.....	3.41
<p>Une terre à bois, située dans ladite paroisse de Ste-Croix, de la contenance de deux arpents de largeur sur la profondeur du lot étant les deux arpents du centre du lot de terre connu et désigné sous le numéro douze du sixième rang du cadastre du canton Caron, borné vers le nord au cinquième rang, au sud au septième rang, joignant à l'ouest à la terre de Étienne Simard étant l'arpent ouest dudit lot, et à l'est à l'arpent est dudit lot appartenant à Olive Larouche.</p> <p>A timberling situated in the said parish of Ste-Croix, measuring two arpents in width by the depth of the lot which is two arpents from the center of the lot of land known and designated under number twelve on the sixth Range in the cadaster of the township of Caron, bounded on the north by the fifth Range, on the south by the seventh Range, joining the land of Étienne Simard on the west, which land is the west arpent of the said lot, and on the east by the east arpent of the said lot belonging to Olive Larouche.</p>							
Charles-Émile Desureau.....	24.....	7.....	Delisle.....	110.43	119.01	\$180.00	.....
<p>Un terrain ou emplacement de 100' x 100' avec bâtisses dessus construites faisant partie du lot No 24 (partie non subdivisée) rang VII canton Delisle.</p> <p>A terrain or emplacement measuring 100' x 100' with the buildings thereon constructed, forming part of lot No. 24 (unsubdivided Part), Range VII, township of Delisle.</p>							
Florent Côté.....	45.....	7.....	Delisle.....	104.71	.....	.....	.....
<p>Le lot de terre d'une superficie de 100 acres environ désigné au cadastre officiel du rang 7 Canton Delisle, sous le numéro 45.</p> <p>A lot of land having an area of approximately 100 acres, designated in the official cadaster of Range 7, township of Delisle, under number 45.</p>							
Mme-Mrs. veuve-widow Donat Trépanier.....	½ E. 32.....	6.....	Delisle.....	242.56	522.75	.....	.....
<p>Le lot de terre connu et désigné sous le numéro demi-est 32, rang 6 au cadastre officiel du canton Delisle, d'une superficie de 50 acres avec bâtisses dessus construites.</p> <p>The lot of land known and designated under number east half of 32, Range 6 in the official cadaster of the township of Delisle, having an area of 50 acres, with the buildings thereon constructed.</p>							
Mme-Mrs. veuve-widow Donat Trépanier.....	33.....	6.....	Delisle.....	54.99	237.65	.....	.....
<p>Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 33 du rang VI au cadastre officiel du canton Delisle, d'une superficie de 100 acres.</p> <p>The lot of land known and designated under number 33, Range VI, in the official cadaster of the township of Delisle, having an area of 100 acres.</p>							
Yvon Lavoie.....	P. 6C.....	2 O.-W.	Labarre.....	155.35	217.62	.....	.....
Denis Ouellet.....	P. 6-A-1.....	2 O.-W.	Labarre.....	126.88	156.57	.....	.....

Un terrain-emplacement, sis et situé en le village de St-Wilbrod, mesurant cinquante pieds de front ou largeur ou du sud au nord, sur cent pieds de profondeur ou de l'ouest à l'est, faisant partie du lot de terre connu ou désigné sous la subdivision un du lot originaire numéro six (Ptie 6-A-1), aux plan et livre de renvoi officiels pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, avec ensemble tous les bâtiments dessus érigés, circonstances et dépendances, borné en front vers l'ouest au chemin ou rue Alma (rue St-Wilbrod), en arrière vers l'est à la profondeur au terrain de M. Jean-Baptiste Goderre, joignant au nord, le terrain de Georges Côté ou représentants et au sud, à celui de M. Lucien Gagné ou représentants avec en outre droit de mitoyenneté dans le chemin existant entre l'immeuble susdésigné et celui situé au sud, et appartenant à M. Lucien Gagné ou représentants.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

A terrain-emplacement, lying and situated in the village of St-Wilbrod, measuring fifty feet in front or in width or from south to north, by one hundred feet in depth or from west to east, forming part of the lot of land known and designated under subdivision one of original lot number six (P. 6-A-1), on the official plan and in the book of reference for the second Range west in the township of Labarre, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front, on the west, by Alma Road or Street (St-Wilbrod St.), in the rear, on the east, by the depth of the land belonging to Mr. Jean-Baptiste Goderre, joining the land of Georges Côté or representatives on the north, and on the south by the land of Mr. Lucien Gagné or representatives; also with a common right on the road between the above-designated immovable and the one situated to the south, and belonging to Lucien Gagné or representatives.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastré Canton Cadastral Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Église Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
Paul-Armand Tremblay	P. 6-A-13	2 O-W.	Labarre	\$707.49	\$533.84		

Un emplacement situé à Hébertville-Station, connu comme étant une partie du lot six-A-treize (P. 6-A-13), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, laquelle est bornée comme suit: vers le nord par la rue St-Louis, vers l'ouest par une partie du même lot 6-A-13; vers le sud par la rue St-Paul et vers l'est par le terrain d'Aimé Maltais ou représentants, et mesure quarante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds avec bâtisses et dépendances, et une servitude de passage du côté est avec Aimé Maltais et du côté ouest avec Antonio Simard ou leurs représentants respectifs.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

An emplacement situated at Hébertville-Station, known and designated as being a part of lot six-A-thirteen (P. 6-A-13) in the official cadaster of the second Range west in the township of Labarre, bounded as follows: on the north by St-Louis St., on the west by a part of the same lot 6-A-13, on the south by St-Paul St., and on the east by the land belonging to Aimé Maltais or representatives, and measuring forty feet in width by a depth of one hundred feet; with buildings and dependencies, and a servitude of right of way on the east side with Aimé Maltais, and on the west side with Antonio Simard or their respective representatives.

Save to be withdrawn, if necessary, are the servitudes ceded.

Les Scieries Boivin Ltée	P. 3-B	A	Métabetchouan	172.52	85.00		
--------------------------	--------	---	---------------	--------	-------	--	--

Un terrain situé en le village de St-Jérôme, comté de Lac St-Jean, mesurant 152 pieds de front sur 160 pieds de profondeur et de plus une pointe de terre plus étroite y contigue, qui s'étend jusqu'au Lac St-Jean, ledit terrain borné en totalité en front vers le sud au chemin public; en arrière vers le nord partie aux terrains de Charles Gagnon et Cléophas Mathieu ou leurs représentants et partie à l'emplacement de la résidence de M. Ulysse Boivin, soit à la ligne entre les lots 3-B et 2-H et par le côté ouest à la terre de Charles Gagnon ou représentants, avec ensemble le moulin à scie qui s'y trouve et tous les outils et instruments et machines et machineries servant à l'exploitation de ladite scierie lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois-B (Ptie 3-B) du cadastre pour le rang A du canton Métabetchouan.

Sauf à distraire le terrain appartenant à Aimé Bilodeau et celui appartenant à René Bilodeau.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

A lot of land situated in the village of St-Jérôme, county of Lake St. John, measuring 152 feet in front by 160 feet in depth, plus a narrower lot of land adjacent thereto, which extends to Lake St. John. The said lot of land is entirely bound in front, on the south, by the public road, in the rear, on the north, partly by the lands of Charles Gagnon and Cléophas Mathieu or their representatives, and partly by the emplacement on which is situated the residence of Mr. Ulysse Boivin, that is, by the line between lots 3-B and 2-H, and on the west side by the farm of Charles Gagnon or representatives, with the sawmill situated thereon and all the tools, instruments, machines and machinery used to operate the said saw-mill; the said terrain forms part of the lot of land known and designated under number three-B (P. 3-B) in the cadaster of Range A, township of Metabetchouan.

Save to be withdrawn are the lands belonging to Aimé Bilodeau and to René Bilodeau.

Save to be withdrawn, if necessary, are the servitudes ceded.

Jérémie & Laurent Côté	45	7	Caron	175.47	37.40	\$94.58	
------------------------	----	---	-------	--------	-------	---------	--

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-cinq (45) du rang sept (7), au cadastre officiel du canton de Caron.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

The lot of land known and designated under number forty-five (45), Range seven (7), in the official cadaster of the township of Caron.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.

Léon Desbiens	68, 69, 70	Sud-South	Caron	183.16	499.49	80.10	
---------------	------------	-----------	-------	--------	--------	-------	--

Une ferme sise et située en la paroisse de Ste-Croix, dans le comté du Lac St-Jean étant et comprenant les lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante-huit, soixante-neuf et soixante-dix du rang sud du cadastre du canton de Caron (68, 69, 70) avec les bâtisses construites et dépendances.

Sauf à distraire la petite lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie.

Sauf également à distraire les enregistrements affectant le système d'aqueduc propriété aujourd'hui, de la paroisse de St-Gédéon, et la convention enregistrée sous le No. 17773.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

A farm lying and situated in the parish of Ste-Croix in the county of Lake St. John, being and comprising the lots of land known and designated under numbers sixty-eight, sixty-nine and seventy on the south Range in the cadaster of the township of Caron (68, 69, 70), with the buildings constructed thereon and dependencies.

Save to be withdrawn is the small strip of land sold to the Department of Roads.

Also to be withdrawn are the registrations affecting the aqueduct system which is now the property of the parish of St-Gédéon, and the agreement registered under No. 17773.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.

Donné à Saint-Jérôme, ce 31e jour de janvier 1967.

18382-6-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1967.

18382-6-2

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillées, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1967, soit le TREIZIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immoveables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at public auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the second Thursday of the month of April, 1967, that is on the THIRTEENTH day of APRIL at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church apportionments of taxes, costs and amounts due on each one of these immoveables, unless these taxes, cost and charges are paid before the sale, and duly receipted along with the costs incurred before the sale to wit:

Corporation scolaire de Macamic, municipalité de Macamic (paroisse)
School corporation of Macamic, municipality of Macamic (parish)

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Royal-Roussillon	17	1	Succ.-est. Zéphirin Bazin	\$ 12.40	\$ 85.27	\$ 97.67
Royal-Roussillon	13ab-14ab	3	Donat Deschesnes		165.47	165.47
Royal-Roussillon	4	3	Paul-Emile Hélie	7.45	91.17	98.62
Royal-Roussillon	43, 41ab	1 et- and 2.	Alide Lambert	33.80	69.06	301.86
Royal-Roussillon	10ab	3	Raymond Morin	36.49	170.07	206.56
Royal-Roussillon	30-31, 30abc	2 et- and 3.	Claude Morissette	63.34	149.01	212.35
Royal-Roussillon	37	3	Marcel St-Amant	18.45	53.95	72.40
Pouliaries	49	10	Emile Bédard	25.27	144.92	170.19
Pouliaries	47	10	Mme-Mrs. Wilbrod Bédard	19.52	116.45	135.97
Pouliaries	33	10	Jean Rancourt	16.50	72.98	89.48
Pouliaries	44-46	10	Origène Samson	35.86	227.77	263.63

Municipalité de Lac Lemoyne — Municipality of Lac Lemoyne

Dubuisson	P. 54-A-4-2	8	Alfred Roy	\$ 99.40	\$465.70	\$ 565.10
Comportant un terrain de 80' x 110' avec immeubles sis sur ledit terrain situé au numéro civique 8 de la rue Lauson.			Including a piece of land of 80' x 110' with immoveables situated on the said land situated on civic number 8 Lauron Street.			
Dubuisson	51 sub o.-w.	8	René Cyr	21.87	81.60	103.47
Comprenant un terrain de 50' x 200' situé au numéro civique 219 du boulevard Miljours.			Including a piece of land of 50' x 200' situated at civic number 219 Miljours Boulevard.			
Dubuisson	104	C	Paul Kunder	20.02		20.02
Comprenant un terrain de 198' x 198' avec chalet près du Lac Lemoyne.			Including a piece of land of 198' x 198' with a cottage near Lemoyne Lake.			

Commission scolaire de Rochebeaucourt — School commission of Rochebeaucourt

Rochebeaucourt	59	6	Gaston Yelle		\$ 25.65	\$ 25.65
----------------	----	---	--------------	--	----------	----------

Commission scolaire de Rivière Davy — School commission of Rivière Davy

Berry	42	1	Léo Boivin		\$ 94.00	\$ 94.00
Berry	61	1	Jean-Néol Leboeuf		163.73	163.73
Trécesson	56	10	Raymond Gauthier		154.21	154.21
Berry	46	2	Jean-Pierre Banville		63.48	63.48

Commission scolaire de Saint-Mathias — School commission of Saint-Mathias

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Languedoc.....	5a-5b.....	6.....	Suc.-est. Jean-Paul Dupuis.....		\$ 31.14	\$ 31.14
Languedoc.....	19a-19b-22a-22b.....	9.....	Armand Lefebvre.....		110.00	110.00
Languedoc.....	½ s. 17-18.....	9.....	Succ.-est. Henri-Paul Lefebvre.....		164.74	164.74

Commission scolaire de Rapide Danseur — School commission of Rapide Danseur

Hébécourt.....	48.....	7.....	Lucien Gilbert.....		\$ 26.10	\$ 26.10
Hébécourt.....	50.....	7.....	Dame Bernard Fortin.....		34.80	34.80
Hébécourt.....	58.....	7.....	Alfred Paradis.....		53.72	53.72
Hébécourt.....	39.....	9.....	Ernest Lapierre.....		70.52	70.52
Duparquet.....	13.....	8.....	Georges Fortier.....		35.36	35.36
Duparquet.....	22.....	8.....	Aimé Marcell.....		139.15	139.15
Duparquet.....	½ s. 23.....	8.....	Ludovic Patenaude.....		23.46	23.46
Duparquet.....	24.....	9.....	Genest St-Pierre.....		153.82	153.82

Commission scolaire de Taschereau, municipalité du canton de Privat
School commission of Taschereau, municipality of the township of Privat

Village Taschereau.....	15-16.....	Bl. 3.....	Mme-Mrs. J.-B. Lemay.....		\$ 14.87	\$ 36.36
Village Taschereau.....	417.....	Bl. 37.....	Mme-Mrs. Victorien Vien.....		3.04	4.76

Commission scolaire de Saint-Étienne de Languedoc
School commission of Saint-Étienne de Languedoc

Languedoc.....	S. riv. 39-40-41 42-43.....	9.....	Dame Vve-wid. Arthur Morin.....			\$ 45.05
Languedoc.....	44.....	5.....	Dame Vve-wid. Édouard Larochelle.....			84.55

Municipalité de Saint-Janvier — Municipality of Saint-Janvier

Royal Roussillon.....	25-26.....	8.....	Désiré Alain.....	\$ 15.63	\$ 62.60	\$ 78.23
Chazel.....	34.....	1.....	Jean-Paul Gélinas.....	50.85	150.08	200.93
LaSarre.....	50b-51a-51b.....	10.....	Paul Dubé.....	50.60	191.25	241.85
LaSarre.....	58a-59a.....	10.....	Rodolphe Vigneault.....	48.39	153.03	201.42
LaSarre.....	59.....	8.....	André Provencher.....	56.60	160.74	217.24

Commission scolaire de Cléricy — School commission of Cléricy

Cléricy.....	15.....	4.....	Roland Montminy.....		\$ 70.96	\$ 70.96
Cléricy.....	21.....	5.....	Mme-Mrs. Paul-Émile Giroux.....		72.92	72.92
Dufresnoy.....	56.....	8.....	Edmond Coulombe.....		133.26	133.26

Municipalité de Sainte-Germaine de Boulay — Municipality of Sainte-Germaine de Boulay

Duparquet.....	32.....	10.....	Louis Leblond.....		\$ 27.32	\$ 27.32
Palmarolle.....	53-54 n.....	5.....	Ronald Paradis.....	\$ 3.02	17.10	20.12

Municipalité de Saint-Jacques de Dupuy — Municipality of Saint-Jacques de Dupuy

Village de-of Dupuy.....	4-5-6.....	Bl. 27.....	Succ.-est. Odule Leblond Synd. \$7.42	\$ 7.88	\$ 42.56	\$ 57.86
--------------------------	------------	-------------	--	---------	----------	----------

Municipalité du canton de Clermont, commission scolaire de Clermont
Municipality of the township of Clermont, school commission of Clermont

Clermont.....	31-32.....	2.....	Mme-Mrs. Gérard Mar- tineau.....	\$ 14.26	\$306.20	\$ 320.46
Desmeloises.....	61-62.....	2.....	Mme-Mrs. Albert Alarie.....	38.80	233.09	271.89
LaSarre.....	9.....	10.....	Joseph Turcotte.....	38.58	573.16	611.74

Municipalité scolaire de Saint-Laurent — School municipality of Saint-Laurent

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Roquemaure	57	3	Gérard Laroche	\$ 67.53	\$241.00	\$ 308.53
Roquemaure	57	2	Gabelius Mainville	107.00	557.70	664.70
Roquemaure	61	1	Germain Hébert	80.95	535.85	616.80

Corporation municipale de village La Reine
Municipal corporation of the village of La Reine

Village La Reine	11	Bl. 2	Félix Gagnon	\$ 4.15	\$ 8.46	\$ 12.61
Village La Reine	13	Bl. 9	Mme-Mrs. Béatrice Lacroix	34.36	133.44	167.80
Village La Reine	14	Bl. 9	Mme-Mrs. Béatrice Lacroix	5.75	22.62	28.37
Village La Reine		Bl. 17-18-19	Conrad Perreault	43.95	149.51	193.46
Village La Reine	5	12	Octave St-Jean	4.25	7.83	12.08
Village La Reine	16	2	Adélaré Paquin	4.25	26.76	31.01

Commission scolaire de Dubuisson — School commission of Dubuisson

Dubuisson	1/2 e. 20	A	Henri Allard	\$227.31	\$ 227.31	
Dubuisson	4-5	A	Rosaire Allard	10.39	10.39	
Comprenant un emplacement de 150' x 200'. Including an emplacement of 150' x 200'.						
Dubuisson	31	A	Maurice Auger	126.36	126.36	
Comprenant un emplacement de 100' x 150' sis au sud du lot. Including an emplacement of 100' x 150' situated on the south of the lot.						
Dubuisson	18	B	Georges Bellavance	143.18	143.18	
Comprenant un emplacement de 50' x 160' sis au nord du lot. Including an emplacement of 50' x 150' situated on the north of the lot.						
Vassan	1/4 10-11-12	2	Lucien Crépeau	161.74	161.74	
Dubuisson	18	B	Rosaire Hélie	88.02	88.02	
Comprenant un emplacement de 50' x 150' si au nord du lot. Including an emplacement of 50' x 150' situated on the north of the lot.						
Vassan	(Lac Vassan)		Edgar Jolicoeur	87.00	87.00	
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 4 et borné par le lac Vassan. Including a cottage designated as being cottage No. 4 and bounded by Vassan Lake.						
Dubuisson	4-5	B	Albert Laliberté	59.57	59.57	
Comprenant un emplacement de 150' x 200' avec bâtisses. Including an emplacement of 150' x 200' with buildings.						
Dubuisson	26	A	Sylva Lalonde	7.95	7.95	
Comprenant un emplacement de 100' x 150'. Including an emplacement of 100' x 150'.						
Dubuisson	14	B	Donat Lavallée	615.59	615.59	
Dubuisson	(Lac Lemoyne)		Gaston Legault	25.50	25.50	
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 10. Including a cottage designated as being cottage No. 10.						
Dubuisson	(Lac Lemoyne)		Vic Pelletier	56.95	56.95	
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 16. Including a cottage designated as being cottage No. 16.						
Dubuisson	1/2 o.-w. 32	B	Ovide Petit	172.20	172.20	
Dubuisson	32	A	Georges Provencher	167.62	167.62	
Dubuisson	P. 18	B	J. Sioui	34.41	34.41	
Comprenant un emplacement de 100' x 150' sis au nord du lot. Including an emplacement of 100' x 150' situated on the north of the lot.						

Corporation municipale de Saint-Félix de Dalquier
Municipal corporation of Saint-Félix de Dalquier

Dalquier	20	6	Joseph Bacon	\$ 15.75	\$ 84.77	\$ 100.52
Dalquier	13	7	Wilfrid Grandbois	8.53	26.32	34.85

Municipalité scolaire de Saint-Viateur de Laferme
School municipality of Saint-Viateur de Laferme

Trécesson	55	5	Gérard Tremblay	\$ 7.07	\$ 43.27	\$ 50.34
-----------	----	---	-----------------	---------	----------	----------

Commission scolaire de Sainte-Philomène de Manneville
School commission of Sainte-Philomène de Manneville

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Manneville	54	6	Mme-Mrs. Adrien Boillard		\$ 38.12	\$ 38.12
Manneville	60	7	Mme-Mrs. Adrien Boillard		134.22	134.22
Manneville	59	10	Lionel Chouinard		57.14	57.14
Villemontel	8	10	Siméon Bolduc	\$ 51.58	208.20	259.78
Villemontel	4	8	Mme-Mrs. Aurore Côté		90.93	90.93

Corporation municipale de Senneterre (paroisse)
Municipal corporation of Senneterre (parish)

Senneterre	14	1	Dame Lucien Ouellet	\$ 28.18	\$ 85.75	\$ 113.93
Senneterre	28	7	Léon Cayer	6.25	46.15	51.40
Comprenant la bâtisse d'une étage de 16' x 20' et d'un hangar de 12' x 15' sur ce lot mais ne comprenant pas le terrain.				Including the building one storey of 16' x 20' and a shed of 12' x 15' on this lot but not including the land.		
Senneterre	14B	8	Succ.-est. Jos. Mercier	2.73	17.15	19.88
Senneterre	15B	8	Succ.-est. Jos. Mercier	3.22	20.51	23.73

Commission scolaire de Laferté — School commission of Laferté

Privat	P. n. 19	2	Alfred Morin		\$119.00	\$ 119.00
Privat	¼ 25, ¼ 26, ¼ 27, ¼ 28	3	Pierre Cyr		103.41	103.41
Privat	20	2	Arthur Brochu		136.04	136.04
Pouliaries	50	1	Paul-Émile Thériault		90.81	90.81

Commission scolaire de Lamorandière — School commission of Lamorandière

Lamorandière	57	3-4	Alphonse Dumont ou-or Office du Crédit agricole ou-or Hamel, Gagnon, Hébert, synd. ass.-trust, assoc.		\$251.12	\$ 251.12
Lamorandière	39	6	Adélaré Prévost		46.84	46.84
Lamorandière	28	5	Rosario Roy		70.26	70.26

Corporation scolaire de Saint-Gérard de Berry
School corporation of Saint-Gérard de Berry

Berry	60-61	8	Désiré Michaud	\$132.57	\$ 132.57
Berry	52	7	Lauréat W. Thivierge	150.62	150.62
Berry	49	9	Edouard Giasson	71.48	71.48

Corporation municipale du canton de Launay et commission scolaire de Launay
Municipal corporation of the township of Launay and the school commission of Launay

Launay	44	2	Léo Brochu	\$107.50	\$ 107.50
Launay	18A-B	6	Florent Fortin	\$ 13.75	44.57
Launay	56	4	Robert Brochu	2.33	2.33
Launay	58A-B	5	Gérard Savard	5.17	5.17

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Saint-Blaise
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, School commission of Saint-Blaise

Barraute	16	4	Raoul Miron	\$ 27.40	\$252.30	\$ 279.70
Barraute	P. 20	5	Gaston Caouette	12.70	14.40	27.10

Comprenant un morceau de terrain faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Barraute sous le numéro vingt (20) du rang cinq (5). Ledit morceau de terrain mesurant cent pieds en front par cent pieds de profondeur et borné comme suit: au sud par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 20 passant à 19' au nord de cette dernière. A l'est par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot vingt passant à cent quatre-vingt-dix-huit pieds à l'ouest de cette dernière. Au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot vingt, passant à cent dix-neuf pieds au nord de cette dernière. A

Including a piece of land being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre of the township of Barraute under number twenty (20) of range five (5). The said piece of land measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth and bounded as follows: on the south by a line parallel to the south line of said lot 20 passing at 19' on the north of the latter. On the east by a line parallel to the line east of said lot twenty, passing at one hundred and ninety-eight feet on the west of the latter. On the north by a line parallel to the line south of said lot twenty, passing at one hun-

l'ouest par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot vingt passant à deux cent quatre-vingt-dix-huit pieds à l'ouest de cette dernière.

dred and nineteen feet on the north of the latter. On the west by a line parallel to the line east of said lot twenty passing at two hundred and ninety-eight feet on the west of the latter.

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Saint-Blaise (suite)
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, School commission of Saint-Blaise (continued)

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Barraute.....	22.....	6.....	Joseph Chayer.....	\$ 8.50	\$ 86.15	\$ 94.65
Distraction faite d'un emplacement de 100' x 100', propriété de M. Martin Stenkovic sis au coin nord-est dudit lot. Withdrawal made of an emplacement of 100' x 100', property of Mr. Martin Stenkovic, situated on the northeast corner of the said lot.						
Barraute.....	23.....	6.....	Napoléon Chayer.....	8.15	129.19	137.34
Barraute.....	22.....	7.....	Conrad Fournier.....		163.80	163.80
Barraute.....	P. 24B.....	8.....	Georges Miljours.....	9.70	100.09	109.79
Comprenant la partie dudit lot compris dans le territoire de la municipalité de Fiedmont/Barraute. Including the part of the said lot included in the territory of the municipality of Fiedmont/Barraute.						
Barraute.....	P. 27.....	5.....	Gérard-F. Trudel.....	2.60	21.10	23.70
Comprenant un morceau de terrain mesurant mille deux cents pieds (1,200') du nord au sud par cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur de l'est à l'ouest, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Barraute sous le numéro vingt-sept du rang cinq. Borné, ledit morceau de terrain, comme suit: au nord par le lot vingt-sept du rang six du canton de Barraute; au sud, par une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 27 passant à mil deux cents pieds au sud de cette dernière; à l'est par le chemin public; à l'ouest par une parallèle à la ligne est dudit morceau de terrain, passant à cent vingt-cinq pieds à l'ouest de cette dernière. Including a piece of land measuring one thousand two hundred feet (1,200') on the north to the south by one hundred and twenty-five feet (125') in depth east to west, being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Barraute under number twenty-seven of the fifth range. Bounded, the said strip of land, as follows: on the north by lot twenty-seven of range six of the township of Barraute; on the south, by a line parallel to the line north of said lot 27 passing at one thousand two hundred feet on the south of the latter; on the east by the public road; on the west by a parallel to the line east of the said strip of land, passing at one hundred and twenty-five feet on the west of the latter.						

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Barraute
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, school commission of Barraute

Fiedmont.....	28.....	5.....	Mme-Mrs. Marie Rose Marcotte-Matte.....	\$ 15.50	\$ 15.50	
Comprenant le lot dans sa totalité moins les deux emplacements suivants: Including the lot in its totality less the two following emplacements: 1) Un emplacement appartenant à M. Philippe Courtemanche mesurant environ 500' x 416' et borné comme suit: à l'est par le lac Fiedmont; au sud par le lot 27 du rang 5; à l'ouest par le chemin public qui traverse ledit lot 28; au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 28 passant à cinq cents pieds au nord de cette dernière. 1) An emplacement belonging to Mr. Philippe Courtemanche measuring approximately 500' x 416' and bounded as follows: on the east by Fiedmont Lake; on the south by lot 27 of range 5; on the west by the public road which crosses said lot 28; on the north by a line parallel to the south line of said lot 28 passing at five hundred feet on the north of the latter. 2) Un autre emplacement borné comme suit: à l'est par le lac Fiedmont; au nord par le lot 29 du rang 5; à l'ouest par le chemin public qui traverse ledit lot 28; au sud, par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 28 passant à cinq cent cinquante pieds (550') au nord de cette dernière. 2) Another emplacement bounded as follows: on the east by Fiedmont Lake; on the north by lot 29 of range 5; on the west by the public road which crosses the said lot 28; on the south by a line parallel to the line south of said lot 28 passing at five hundred and fifty feet (550') on the north of the latter.						

Commission scolaire de Colombourg — School commission of Colombourg

LaSarre.....	19-20-21.....	2.....	Patric Hallé.....	\$ 66.69	\$ 66.69
LaSarre.....	54-55.....	2.....	Armand Plourde.....	86.11	86.11
LaSarre.....	36.....	2.....	Arthur Demers.....	409.91	409.91

Donné ce 31e jour de janvier 1967.

Given this 31st day of January, 1967.

18427-6-2-0
Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GARIÉPY.

18427-6-2
JEAN-PAUL GARIÉPY,
Secretary.

INDEX No 6

ARRÊTÉS en conseil	ORDERS in Council
2480 — Assurance-hospitalisation, (Modifications aux règlements).....	1153
2480 — Hospital Insurance Act, (Amendments to regulations).....	1153
109 — Concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.....	1151
109 — Fiscal concessions to the Foreign General Commissioners, the members of their staff, the officers of the International Bureau of exhibitions and the 1967 Universal and International Montreal Exhibition.....	1151

ARRÊTÉS en Conseil

(suite)

110 — Exposition Universelle et Internationale de 1967 et la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.....	1152
110 — Universal and International Exhibition of 1967 and the Meals and Hotels Tax Act.....	1152
111 — Exposition Universelle et internationale de 1967 et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.....	1153
111 — Universal and International Exhibition of 1967 and the Retail Sales Tax Act.....	1153
192 — Employés de garages, Abitibi-Ouest. (<i>Extension juridique d'une convention collective</i>).....	1172
192 — Garage Employees, Abitibi-West, (<i>Legal extension of a collective labour agreement</i>).....	1172
193 — Construction (Marbriers), Montréal.....	1164
193 — Construction (Marble setters), Montreal.....	1164
194 — Building Materials, (Marble) Province.....	1170
195 — Fer et bronze d'ornementation, Montréal.....	1164
195 — Ornamental and Industrial Metalwork Industry, Montreal.....	1164
196 — Employés de garages, Trois-Rivières.....	1179
196 — Garage Employees, Trois-Rivières.....	1179
197 — Matériaux de construction, province.....	1169
197 — Building Materials, Province.....	1169
198 — Métal en feuilles, Montréal.....	1161
198 — Sheet Metal, Montreal.....	1161
199 — Construction, Saguenay.....	1154
199 — Construction, Saguenay.....	1154
216 — Construction, St-Hyacinthe, St-Jean et Granby.....	1180
216 — Construction, St. Hyacinthe, St-Jean and Granby.....	1180
217 — Construction, Cantons de l'Est.....	1178
217 — Construction, Eastern Townships.....	1178

ORDERS in Council

(continued)

ASSOCIATIONS coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative d'habitation de Boucherville (<i>Erratum</i>).....	1207
Association coopérative étudiante Marie-Rivier (<i>Formation</i>).....	1207
Magasin Co-op de Clermont (<i>Non-Name ch.</i>).....	1207

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Chevaliers de Colomb de Carleton, conseil.....	1208
Knights of Columbus of Carleton, Council.....	1208
Olejarchyk, Alexander Nicholas (<i>Dem.- Appl.</i>).....	1207
Ste-Philomène, (<i>Dem.- Appl.</i>).....	1207

Bills

Bills

Sanctioned.....	1208
Sanctionnés.....	1208

Provincial Food Inc.....	1210
Quincaillerie Roxboro Inc.....	1211
Radiography Inspection of Quebec Limited.....	1212
Rioux Construction Ltée.....	1210
Roxboro Hardware Inc.....	1211
Salmo Development Corporation.....	1211
Spi-Bor Dress (1962) Inc.....	1210
Tresco Ltd.....	1211
Vita Food Ltd.....	1210

CAISSES

SAVINGS

d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'économie des employées du port de Montréal (<i>Formation</i>).....	1208
---	------

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs Notices relative

à la loi des to the Act of

Autorisées Licensed

à faire des affaires to do Business

Bingham Pump Company Limited.....	1209
Unexcelled, Inc.....	1209

Chartes —

Charters —

Abandon de Surrender of

Agences d'Assurance Archambault Ltée (Les).....	1210
British Ungava Explorations Limited..	1209
Caron (John) Construction Inc.....	1211
Claire Fontaine Investments Corporation.....	1209
Corporation Desruisseaux (La).....	1212
Desruisseaux Corporation.....	1212
Dubé (Philippe) & Fils Limitée.....	1209
Federal Poultry Inc.....	1210
Holzinger (Dr. L.J.) (Canada) Ltd.....	1211
Maziade (Philippe) Ltée.....	1210
P. & D. Transport Inc.....	1210
Precision Heat Treating Co. Limited.	1212

Divers

Miscellaneous

Association générale des étudiants de de l'Université Laval de Québec inc. (L') (<i>Règl.-By-laws</i>).....	1213
Dorchester University Holdings Ltd. (Dir.).....	1213
Holiday Casuals Inc. (Dir.).....	1213
Hôpital St-Michel-Archange (<i>Règl.-By-laws</i>).....	1213
Manbar Investment Co. (Dir.).....	1213
Mont Ste. Marie Ltd. (Dir.).....	1213
Placements Transport Provincial inc. (Les) (Dir.).....	1212
Potvin (Ovila) & Fils Limitée (<i>Dist. Actif-Assets</i>).....	1212
Provincial Transport Investments Inc..	1212
Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance (<i>Règl.-By-laws</i>).....	1213

Lettres patentes

Letters Patent

Alsad Ltd.....	1108
Alsad ltée.....	1108
Anise construction inc.....	1108

Lettres Patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Arthe inc.	1109	Federation of Wolynian Jews of Mont- real (The).....
Association des Cités des Jeunes du Québec.....	1109	Fortier (Conrad) incorporée.....
Association des Villégiateurs de la Ri- vière-la-Blanche.....	1109	Foster-Kelly Ltd.....
Association sportive de Lourdes-du- Blanc-Sablou inc.....	1110	Frab Publications Inc.....
B & M Self-Service Kosher Meat Mar- ket Inc.....	1110	Gestad Inc.....
Beauce Machine Shop Inc.....	1110	Girard (Marcel) construction ltée.....
Beaumont Realties Inc.....	1131	Guy (Daniel) inc.....
Belhumeur (Jean) inc.....	1111	H.R.V. inc.....
Bernard (Jean) ltée.....	1111	Herman (P.) (Montreal) Ltd.....
Bisson (Paul A.) inc.....	1111	Hôtel-Motel Orléans inc.....
Sol Bloomberg Realties Inc.....	1112	Hôtel Sabrevooy inc.....
Bockler (Julius) Inc.....	1112	Ico Enterprises Inc.....
Bolduc & Rodrigue inc.....	1112	Immeubles Beaumont inc.....
Bonnor (Jean) charpente d'acier inc.....	1113	Immeubles généraux Ripe inc. (Les).....
Bonnor (Jean) Structural Steel Inc.....	1113	Importations Castel inc. (Les).....
Boucher (Roland) inc.....	1113	Importations Simone George inc.....
Boulangerie Robin (1966) inc.....	1113	Industrial Bricklaying Corporation Inc.....
Boulevard Printing Ltd.....	1114	Inhaber (Fred) Inc.....
Brossard Wall Covering Specialties Inc.....	1114	Investissement Jardin Fleuri inc.....
Buanderie de Jonquière limitée.....	1114	Jeune Chambre du Témiscamingue.....
C-P Construction Company Ltd.....	1119	Joli Holding Corporation.....
Canotiers du Nord-Ouest Québécois inc. (Les).....	1115	K.W. Plumbing & Heating Ltd.....
Cap auto Lav-O-Mat ltée.....	1115	Kiwanis Métropolitain inc.....
Capsulnet inc.....	1115	L.O.L. construction inc.....
Carpet City Ltd.....	1115	Lamothe (Réal) sports inc.....
Castel Imports Inc.....	1132	Lapinière Camping Inc.....
Centre progressif de l'Est de Montréal inc. (Le).....	1116	Latour & Côté inc.....
Chabot (Jules) inc.....	1116	Iecours (Wilfrid) inc.....
Châteauguay Investments Ltd.....	1116	Lewis Hardware Inc.....
Chez Marc & Toussaint cie ltée.....	1117	Loisirs de la Trinité-des-Monts (Les).....
Clinique Notre-Dame d'oto-laryngolo- gie inc.....	1117	Loisirs St-Samuel inc.....
Clinique urologique C.G.C. ltée.....	1117	Longueuil Auto Spring Ltd.....
Club auto-neige Acton-Vale inc.....	1118	Majorico inc.....
Club auto-sport Asbestos inc.....	1118	Malec inc.....
Club nautique de Laprairie inc.....	1118	Maltais (Justin) inc.....
Collection des habits superbes inc. (La).....	1119	Marché de l'Abattoir de l'Est inc.....
Compagnie de Construction C-P ltée (La).....	1119	Marcotte & Auger inc.....
Coordinated Advertising & Printing Ltd.....	1119	Marc's & Tous aint's Co. Ltd.....
Continental Finance Corporation.....	1120	Maritime Hotel Services Ltd.....
Corporation de Finance Continental... ..	1120	Metro Art Centre Inc.....
Corporation de maçonnerie industrielle inc.....	1120	Metropolitan Kraft Paper Box Inc.....
Côté (Julien) & fils inc.....	1121	Meubles Raymond Inc.....
Couture (Claude) inc.....	1121	Mini-Craft Inc.....
Cuirex Industries Inc.....	1121	Miss Hong Kong Restaurant Inc.....
Cyltest inc.....	1121	Mode Furs Ltd. (La).....
D. & L. inc.....	1122	Moibee inc.....
Dafax Refrigeration & Air Conditioning Inc.....	1122	Morissette (Émile) ltée.....
Davemic Food Inc.....	1123	Motors Unlimited Corp.....
Davis International Corporation.....	1123	Paquette Rent A Car Inc.....
Direct Metal Inc.....	1123	Paris Boulevard Entertainment Inc.....
Eastern Terminal Limited.....	1124	Pegasus Electrical & Mechanical Pro- ducts Ltd.....
École Yvan Coutu.....	1124	Placements Carpo inc. (Les).....
Entreprises C.L.N. inc. (Les).....	1124	Placements J.C.L.M. inc. (Les).....
Entreprises La-Ri inc. (Les).....	1125	Placements Maltais inc. (Les).....
Entreprises Laure ltée.....	1125	Prin.eau (André) inc.....
Entreprises L.P.B. inc. (Les).....	1125	Produits alimentaires Davenic inc. (Les)
Entreprises Micoua ltée (Les).....	1126	Promoteurs industriels de Chicoutimi inc. (Les).....
Entreprises Normandin inc.....	1126	Pronuptia (Montréal) inc.....
Entreprises Tucci Martin inc. (Les).....	1126	Publicité & l'Imprimerie coordonnées ltée (La).....
Établissement Gingras inc.....	1127	Quincaillerie Lewis inc.....
F.L.C. Investment Corporation.....	1127	Ripe General Real Estate Inc.....
Fabrex Corporation.....	1127	Roy (Roch) transport limitée.....
		Sandwich Shack Inc. (The).....
		Sergad inc.....
		Service sanitaire Orléans inc.....
		Services d'hôtellerie Maritimes ltée (Les).....
		Sined inc.....
		Société Lac des Sables inc.....
		Soram inc.....
		Taverne Montcalm inc.....

Letters patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Terres et Forêts Cadastre:	Lands and Forests Cadastre:
Terrains de Jeux de Saint-Fabien inc. (Les)	1147	Granby, canton-township	1223
Théâtre des Marionnettes Parparain (Le)	1148	Montréal, par.	1223
Thibodeau (Pierre) transport inc.	1148	Quévillon, canton-township	1223
Tokay Restaurant Inc.	1148	St-Germain de Rimouski, par.	1223
Triumph 5¢ 10¢ 15¢ Stores Ltd.	1149	St-Hubert, par.	1223
Ville Marie Trading Inc.	1149	St-Ignace du Coteau du Lac, par.	1223
Vogue Lingerie Shoppe inc.	1149	St-Joseph-du-Lac, par.	1224
Waterloo Bowling Inc.	1150		
Westlake Minor Hockey Association ...	1150	Travail Labour	
99 Club Ltd. (The)	1150	<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>	
		Chapellerie pour dames et enfants, pro- vince (Prél.)	1204
Sièges sociaux Head Offices		Construction, Chicoutimi (Mod.— Amend.)	1206
Bellavance (J.A.) & Fils Ltée.	1213	Glass, Montreal (Amend.)	1205
Credit Sorbec Inc.	1215	Headwear, (Women's and Children's) Province (Levy)	1204
Deschamps Entreprises Inc.	1215	Verre, Montréal (Mod.)	1205
Entreprises Deschamps Inc. (Les) ...	1215		
Gafor inc.	1217	Voirie Roads	
Gimoroy Ltée.	1215	Entretien de routes discontinué	1224
Greenfield Acres (1966) Limited.	1214	Maintenance of roads discontinued ...	1224
Harko Holdings Ltd.	1214		
Horsky (J.) Ltd.	1214	PROCLAMATION PROCLAMATION	
Linda-Belle Aluminum Products Inc. ...	1215	Division d'enregistrement de Sher- brooke	1224
Lonn (S.D.) Inc.	1215	Registration division of Sherbrooke ...	1224
Mackay (Dave) Inc.	1216		
Marché Turgeon Inc.	1216	RÉGIS QUEBEC	
Meubles Opus inc. (Les)	1217	des marchés agricoles <i>Agricultural</i>	
Nebraska Meat Company Ltd.	1214	du Québec <i>Marketing Board</i>	
Opus Furniture Inc.	1217	Join-plan of milk producers-suppliers of J.J. Joubert Ltée of Nicolet.	1225
Orchid House Inc.	1216	Plan conjoint des producteurs-fournis- seurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet	1225
Raskin (F.J.) Incorporée.	1217	Producteurs de bois, Laurentides (Pro- jet)	1226
Sauviat (G.R.) & Associates Limited. ...	1216	Wood producers, Laurentides (Draught).	1226
Sauviat (G.R.) & Associés Limitée. ...	1216		
Telbec Inc.	1215	SOUMISSIONS TENDERS	
Townships Lands Development Com- pany	1217	Boucherville, ville-town	1234
DEMANDES APPLICATIONS		Bromont, ville-town	1231
à la Législature <i>to Legislature</i>		Chomedey, c.s.c.—c.s.c.	1227
Congregation Shaar Shalom	1220	Hauterive, ville-town (Correction) ...	1226
Estate Emma Gascon	1221	Ile-Perrot, ville-town	1228
Estate Joseph Masson	1217	La Prairie, ville-town	1233
Estate Louis Sabbath	1218	Ste-Croix, village	1229
Gaz Naturel Radisson Ltée.	1220	St-Henri de Mascouche, par.	1230
Joutel, comm. scol— school munic.	1219	Sept-Iles, c.s.—s.c.	1236
Kirkland, ville-town	1221		
Lachine, cité—city	1218	SYNDICATS SYNDICATES	
LaSalle, cité-city	1219	Professionnels <i>Professional</i>	
Lesage, munic.	1218	Association des Employés de Industrial Fasteners Ltd. (Dissolution)	1238
Magog, cité—city	1219	Association des Vétérinaires Équins du Québec (L') (Formation)	1237
Radisson Naturel Gas Ltd.	1220	Syndicat des Employés de Hochelaga Tool & Die Inc. (Const.—Inc.)	1237
Saint-Michel, cité—city	1218	Terry Industries Employees Association (Const.—Inc.)	1237
Sept-Iles, cité—city	1219		
Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception (Les)	1218	VENTES SALES	
Succession Emma Cascon	1221	Effets non-réclamés <i>Unclaimed Baggage</i>	
Succession Joseph Masson	1217	Canadian Pacific Railways	1238
Succession John Louis Sabbath	1218		
MINISTÈRES DEPARTMENTS		Loi de faillite <i>Bankruptcy Act</i>	
Finances Finance		Dupré, Roger	1239
Assurances: <i>Insurance.</i>		Thériault, André	1238
CIM Insurance Corporation	1222		
Citizens Life Assurance Company (Peti- tion)	1221		
Citoyens, Compagnie d'Assurance-vie (Requête)	1221		
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La)	1222		
St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society	1222		

SHÉRIFS	SHERIFFS	Québec	Quebec
Beauce	Beauce	Québec, cité-city vs Paradis.....	1244
Fleury vs Hôtel Paradis Ltée et al.....	1240	Richelieu	Richelieu
Chicoutimi	Chicoutimi	Central Mortgage and Housing Corporation vs Gosselin.....	1245
Banque Provinciale du Canada vs Laberge et al.....	1240	Société centrale d'hypothèques et de logement vs Gosselin.....	1245
Provincial Bank of Canada vs Laberge et al.....	1240	Roberval	Roberval
Drummond	Drummond	Office du crédit agricole du Québec (L') vs Gauthier.....	1246
Corporation agricole du comté d'Yamaska vs Montour.....	1241	Québec Farm Credit Bureau (The) vs Gauthier.....	1246
Hull	Hull	Terrebonne	Terrebonne
Gendron vs Marier.....	1242	Mindlin Realties Inc. vs Arès Inc.....	1246
Kamouraska	Kamouraska	Taxes	Taxes
Union Canadienne Compagnie d'Assurances (L') vs Michaud.....	1242	Abitibi, comté-county.....	1251
Montréal	Montreal	Lac St-Jean-Est, comté.....	1247
Montreal Leaseholds Corp. et al vs Flex-I-Con Manufacturing Co. et al.....	1243	Lake St. John East, county.....	1247
Perrault (Léo) Ltée vs Plante.....	1244	Montcalm, comté-county (Erratum)....	1246
		Ste-Dorothée, c.s.-s.c. (Erratum).....	1247
		St-Maurice, comté - county (Erratum).	1247

